



CONGO BASIN FOREST PARTNERSHIP

Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière

**Nexus : transhumance, aires protégées et ressources
naturelles, développement, paix et sécurité
10-12 juillet 2023, Yaoundé, Cameroun**

COMPENDIUM DES PLANS D'INVESTISSEMENT PAYS

**Préparé sous la haute direction de l'Honorable Dr Christian Ruck,
Facilitateur de la République Fédérale d'Allemagne
Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)**

JULY 2023

Facilitation of the Republic of Germany
of the Congo Basin Forest Partnership

www.pfbc-cbfp.org
info@cbfp-pfbc.org

Table des matières

PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN.....	2
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER	60
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU NIGERIA	141
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	187
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.....	205
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD	227
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SOUDAN	288
PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SUD SOUDAN	292
ANNEXES – DOCUMENTS ISSUS DE LA DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONAL SUR LA TRANSHUMANCE	
COMMUNIQUE FINAL	403
RECOMMANDATIONS A L'ISSUE DU HUIS-CLOS DES MINISTRES ET DES ORGANISATIONS SOUS-REGIONALES	408
CONCLUSION HUIS-CLOS TABLE RONDE DES BAILLEURS DU PFBC	411
DOCUMENT D'ORIENTATIONS STRATEGIQUES	413
RAPPORT DU SEGMENT DES EXPERTS	416
DOCUMENT DE TRAVAIL A L'ISSU DES ECHANGES DES EXPERTS POUR LE HUIS-CLOS DES MINISTRES	418
MOTION DE REMERCIEMENT DES PARTICIPANTS	421
MOTION DE REMERCIEMENT DES MINISTRES	423

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Consultants

Léonard USONGO

E : usongoleonard@yahoo.fr

Dr Louis-Paul-Roger KABELONG BANOHO

Coordination Pays

Comité National Intersectoriel chargé de la Prévention et de la Résolution
des problèmes résultant de la Transhumance

Avec l'appui technique et financier du Projet GIZ BSB Yamoussa et de :





PROJET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES PASTORALES DANS LE BASSIN DU CONGO

PLAN D'INVESTISSEMENT RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE N'DJAMENA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN



Juillet 2023

SOMMAIRE

SOMMAIRE	4
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	5
LISTE DES FIGURES	6
LISTE DES TABLEAUX	6
RESUME	7
SUMMARY	9
INTRODUCTION	11
1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	11
1.2 ENJEUX DE LA TRANSHUMANCE AU CAMEROUN.....	13
2. PRESENTATION DU CAMEROUN	13
2.1 GEOGRAPHIE.....	13
2.2 DEMOGRAPHIE.....	15
2.3 LES GROUPES ETHNIQUES.....	16
2.4 LE CLIMAT.....	16
2.5 HYDROGRAPHIE.....	17
2.6 ETAT DES LIEUX DE LA BIODIVERSITE.....	18
2.7 ZONE AGRO-ECOLOGIQUE.....	19
3. DEFINITION ET RAISON DE LA TRANSHUMANCE	20
3.1 DEFINITION.....	20
3.2 FACTEURS A L'ORIGINE DE LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERE.....	20
4. SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES PROBLÈMES PRIORITAIRES LIÉS AU PASTORALISME, À LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERE ET À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	21
5. PROPOSITION D'AXE STRATEGIQUE D'INTERVENTION ET DESCRIPTION DES ACTIVITES	41
5.1 VISION ET OBJECTIFS.....	41
5.1.1 <i>Vision</i>	41
5.1.2 <i>Objectif Général</i>	41
5.1.3 <i>Objectifs Spécifiques sont :</i>	41
5.2 RESULTATS ATTENDUS.....	42
6. PLAN D'INTERVENTION	45
7. SYNTHÈSE DU BUDGET TOTAL PAR AXE	55
8. STRATEGIE DE MARKETING ET DE FUNDRAISING	55
9. VI. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL	57
REFERENCES	58
ANNEXE	60

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AGR :	Activité Génératrice de Revenu
AP :	Aires Protégées
FMOD :	Forces de Maintien de l'Ordre et de Défense
ICF :	International Coaching Federation
INS :	Institut Nationale de la Statistique
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAT :	Ministère de l'Administration Territoriale
MINDDEVEL :	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINDEF :	Ministère de la Défense
MINEPAT :	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêche et des Industries animales
MINESUP :	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
MINRESI :	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX :	Ministère des Relations Extérieures
OMS :	Organisation mondiale de la Santé
ONU :	Organisation des Nations unies
PARTTAC :	Projet d'Appui à la Régulation de la Transhumance Transfrontalière en Afrique Centrale
PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIP :	Plan d'Investissement Pays
PTF :	Partenaire Technique et Financier
RAMSAR :	Convention sur les zones humides d'Importance Internationale
SIMEL :	Stations d'Impulsion pour la Modernisation des Elevages
SND 30 :	Stratégie Nationale de Développement 2030
UA :	Union Africaine
USD :	Dollar américain

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: LOCALISATION DU CAMEROUN	14
FIGURE 2: TOPOGRAPHIE DU CAMEROUN	15
FIGURE 3 : HYDROLOGIE DU CAMEROUN	18
FIGURE 5: ZONES AGRO-ÉCOLOGIQUES DU CAMEROUN	19

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: LA POPULATION DU CAMEROUN A L'HORIZON 2035	15
TABLEAU 2. SYNTHÈSE DES PROBLÈMES PRIORITAIRES	26
TABLEAU 3. SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET ACTIVITÉS	42
TABLEAU 4. TABLEAU DE PLANIFICATION PLURIANNUELLE	46
TABLEAU 5. RÉCAPITULATIF DU BUDGET PAR AXE STRATÉGIQUE	55

LISTE DES PHOTOS

PHOTO. 1. QUELQUES IMAGES DES ZONES DE PATURAGES EN SAISON SÈCHES	21
PHOTO. 2. ILLUSTRATION DE LA PROBLÉMATIQUE D'ACCÈS À L'EAU	25

RESUME

L'élevage est reconnu comme un secteur porteur pour le développement du Cameroun. La transhumance et plus globalement le pastoralisme constituent des stratégies importantes de production animale. Outre le fait qu'elles permettent de nourrir, voir sauver le Cheptel, elle participe à un certain niveau à la cohésion sociale, à l'intégration sous-régionale et voire régionale et à l'approvisionnement en produits d'origine animale d'une population de plus en plus nombreuse et urbanisée.

Toutefois, en dépit de ses effets, positif, la transhumance engendre des impacts socioéconomiques et environnementaux qui se traduisent par des conflits meurtriers entre éleveurs transhumants et agriculteurs, entre éleveur transhumants et éleveurs sédentaire, entre éleveurs transhumants et gestionnaires des aires protégées. Ces conflits sont principalement liés à la compétition pour les ressources naturelles (terres, pâturage, eau etc.) mais aussi par les intrusions dans les aires protégées.

Conscient des effets négatifs de la transhumance et dans la perspective de développer une transhumance durable et apaisée, les Ministres en charge de la défense, de la sécurité et des aires protégées sur la lutte contre le braconnage et autres activités criminelles transfrontalières ont adopté une déclaration en Janvier 2019 sur la nécessité d'orienter les dynamiques régionales de transhumance par une meilleure prise en compte des enjeux de sécurité, de gestion de la faune et de dégradation croissante des écosystèmes suite aux changements climatiques. Cette déclaration a été suivi d'une réunion des experts pays en vue d'opérationnaliser ladite déclaration. À la sortie de la réunion des experts tenue à Douala en Juin 2021, il a été adopté que chaque pays se dote d'un plan d'investissement pays (PIP).

Dans le cas du Cameroun, le gouvernement a mis en place un comité intersectoriel présidé par le bureau du Premier ministre pour faciliter le développement du PIP du pays. La méthodologie adoptée pour l'élaboration du présent PIP est une approche participative. Après validation du projet de cadre logique par le comité d'experts à Douala, le comité national de pilotage qui regroupe les différents ministères sectoriels s'est réuni en mai 2023 pour travailler sur les activités sectorielles prioritaires des sept axes stratégiques du cadre logique. Un consultant a été recruté pour assister techniquement le comité national de pilotage dans le processus d'élaboration du PIP. Les principales tâches du consultant comprenaient une consultation supplémentaire des ministères sectoriels pour discuter des priorités, la consultation des partenaires stratégiques, l'examen documentaire des rapports techniques et autres documents connexes sur la transhumance, la budgétisation et l'élaboration d'un plan d'investissement quinquennal.

L'analyse des données a permis d'identifier les principales contraintes liées à la transhumance. Il s'agit de : la conservation de la biodiversité et la lutte contre le braconnage, la pression foncière qui est de plus en plus croissante, la dépossession, les inégalités sociales, le vol du bétail, la paix et la sécurité etc. Le PIP repose sur une vision à savoir une « **gestion durable de la transhumance en vue de contribuer à la croissance économique, à la paix et à la stabilité et au maintien de l'intégrité écologique des écosystèmes** ».

Le PIP a une vision claire articulée dans les 7 axes stratégiques du cadre logique énumérés ci-dessous ainsi qu'un budget opérationnel proposé.

Axes stratégiques	Total
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	4 050 000
Axe stratégique 2 : Lutte anti-braconnage dans les aires protégées et contre la criminalité des ressources naturelles	10 105 000
Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance	10 475 000
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	7 825 000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	9 450 000
Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	9 325 000
Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer	1 715 000

La mise en œuvre de ce Plan d'investissement pluriannuel nécessitera un budget de **52 945 000 USD** et permettra d'amorcer une gestion durable des ressources naturelles, d'apaiser la transhumance aussi bien transfrontalière que nationale. Sa mise en œuvre est un défi majeur et prioritaire dans le cadre du développement durable du pays.

Mot clé : Plan d'investissement pluriannuel, transhumance, aires protégées, transfrontalier, pacification.

SUMMARY

Livestock farming is recognized as a promising economic development sector in Cameroon. Transhumance and, more generally, pastoralism are important livestock production strategies. In addition to its contribution to livestock production, transhumance enhances social cohesion, sub-regional and even regional integration, and the supply of animal products to an increasingly urbanized population.

However, despite its positive effects, transhumance generates socio-economic and environmental impacts that result in deadly conflicts between transhumant herders and farmers, between transhumant herders and sedentary herders, and between transhumant herders and protected area managers. These conflicts are mainly linked to competition for natural resources (land, grazing, water, etc.), but also to intrusions into protected areas.

Conscious of the negative effects of transhumance and with a view to developing a sustainable and peaceful transhumance, the ministries of defense, security and protected areas adopted a declaration in January 2019 to fight against poaching and other cross-border criminal activities. This was within perspective of better coordination and management of regional transhumance dynamics taking into account security challenges, wildlife management and the increasing degradation of ecosystems due to effects of climate change. The January conference was followed by a meeting of country experts to operationalize the Declaration. At the end of the experts' meeting held in Douala in June 2021, participants agreed on development of country transhumance investment plans (PIP).

In the case of Cameroon, the government established an inter sectoral committee chaired by the prime minister office to facilitate development of the country's PIP. The methodology adopted for writing of this document, followed a participatory approach. After validation of the draft logical framework by the Expert Committee in Douala, the national Steering Committee which brings together various sectoral ministries met in May 2023 to work on priority sectoral activities of the seven strategic axes of the logical framework. A consultant was hired to technically assist the national steering committee in development process of the PIP. The main tasks of the consultant included further consultation of sectoral ministries to discuss priorities, consultation of strategic partners, desktop review of technical reports and other related documents on transhumance, budgeting and development of 5years investment plan.

Analysis of the data from desktop and multi stakeholders' consultations identified the main constraints to transhumance. The constraints comprise biodiversity conservation and the fight against poaching, ever-increasing land pressure, tenure rights and land access, social inequalities, cattle rustling, insecurity etc. The PIP has as vision "**sustainable management of transhumance to contribute to economic growth, peace and stability and maintain the ecological integrity of ecosystems**".

The country investment plan has a clear vision articulated in the 7 strategic axes of the logical framework listed below along with proposed operational budget.

Strategic priorities	Total
Strategic priority 1: Legal framework for cooperation between States	4,050, 000
Strategic priority 2: Fight against poaching in protected areas and against nature crimes	10,105, 000
Strategic priority 3: Transhumance management	10, 475, 000

Strategic priority 4: Consolidation of peace and security	7, 825, 000
Strategic Area 5: Balancing Human Health and Biodiversity Conservation/Zoonoses and Covid-19	9, 450, 000
Strategic priority 6: Improving living conditions for indigenous and local communities	9, 325, 000
Strategic priority 7: Communication, monitoring and advocacy	1, 715, 000

The implementation of the 5years investment plan will require a budget of USD 52,945,000. Its operationalization will contribute to sustainable management of natural resources through reduction in transboundary and national transhumance conflicts. Implementation of the investment plan represents a major challenge and equally of priority for the country's sustainable development.

Key words: Multi-year investment plan, transhumance, protected areas, cross-border, harmony.

INTRODUCTION

I.1 Contexte et justification

Depuis que le bétail a été domestiqué pour la première fois il y a dix mille ans, l'homme a eu recours à différentes techniques pour l'élever, depuis les grands ranchs de l'Ouest américain ou de l'Argentine aux longues migrations des nomades dans les steppes d'Asie centrale et d'Afrique sahélienne (Jobbins et *al.*, 2021). L'élevage du bétail a ainsi joué un rôle essentiel dans la définition non seulement de l'économie de nombreuses civilisations dans le monde, mais aussi a façonné une identité culturelle et patrimoniale de nombreuses communautés.

Le pastoralisme est un mode de vie basé principalement sur l'élevage du bétail, notamment des petits ruminants, des bovins, des Assins, des Equins et des chameaux (Union Africaine (UA), 2010). Il s'agit d'une pratique ancrée à la fois dans la complémentarité écologique et dans l'héritage culturel des peuples nomades (Jobbins et *al.*, 2021). Ce système de production est implanté surtout dans les vastes zones arides et semi-arides africaines, caractérisées par une variabilité de la pluviosité, entraînant l'incertitude de la distribution spatiale et temporelle des ressources aquatiques et des pâtures pour les animaux (UA, 2010).

En Afrique, le pastoralisme s'est développé en mettant en œuvre des systèmes de gestion de leur environnement, basés sur une mobilité bien adaptée à ces conditions difficiles. A l'origine, ce système se déroulait sur des terres arides soient ceux des terres ancestrales chez les populations traditionnellement pastorales, le pastoralisme est loin d'être statique. Mais depuis quelques années, l'activité s'est déplacée vers des zones de forêts (UA, 2010).

L'importance du pastoralisme n'est plus à démontrer en Afrique. En effet, les zones pastorales occupent environ 40% des terres africaines, avec de grandes variations selon les pays (UA, 2010). Ces zones couvrent généralement des espaces reculés dont les états ne sont pas toujours représentés. Le bétail et les activités qui lui sont liées contribuent pour au moins 50 % de la valeur totale de la production marchande et de la subsistance consommées par une famille moyenne de pasteurs. Les zones pastorales sont peu propices à l'agriculture et l'élevage reste la meilleure possibilité d'exploiter les ressources rares de la biomasse; les pasteurs sont les gardiens des ressources clés disponibles dans les zones arides et semi-arides que le système pastoral contribue à protéger et à sauvegarder.

Au Cameroun, l'agriculture représente 40 % des exportations totales, à l'exclusion du pétrole. Les cultures vivrières contribuent pour 64 % au PIB agricole, suivies par l'élevage (13 %), la sylviculture (9 %), les cultures industrielles et d'exportation (8 %) et la pêche (6 %) (INS, 2019). En ce qui concerne l'élevage, le pays est doté d'abondantes ressources naturelles qui lui permettent de pratiquer un large éventail de système de production dans ses divers paysages agro-écologiques (Soudano-sahélien, savane haute, hautes terres, forêt humide monomodale et forêt humide bimodale).

Sur le plan politique, l'Etat à travers le Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales, a élaboré et mis en place, en 2011, un Document de Stratégie du Sous-secteur de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (DSSEPIA). Dont les ambitions étaient d'atteindre les performances suivantes : (i) pour la filière bovin-viande, l'effectif connaîtra un taux de croît raisonné de 1% sur 5 ans ; La production en viande devrait passer de 71 799 tonnes à 89 814 tonnes en 5 ans et 119 341 tonnes en 10 ans. Ce qui impose l'amélioration des rendements carcasses et des taux de prélèvement ; (ii) pour la filière bovin-lait, il est attendu l'accroissement de 26 % de l'effectif du cheptel laitier et l'amélioration de la productivité par tête de 159 litres/vache/an à 240 litres/vache/an pour une période de lactation d'au moins 180 jours (DSSEPIA, 2011). Dans la Stratégie National de Développement 2030 (SND 30), le domaine de l'élevage fait partie des piliers de développement. A cet effet, les autorités se sont engagés à : (i) poursuivre la construction des Stations d'Impulsion pour la Modernisation des Elevages (SIMEL) et les rendre opérationnelles ; (ii) construire des pôles de production, de transformation, de conservation et de stockage des produits d'élevage ; (iii) développer des réseaux de laboratoires d'analyse et de fabrication des médicaments vétérinaires ; (iv)

poursuivre la construction des abattoirs, des aires d'abattage, des entrepôts frigorifiques et des parcs de vaccination ; (v) aménager des aires d'hydraulique pastorale, des écloseries, des débarcadères, des centres de collecte et de traitement de lait (SND, 2020).

Malgré le potentiel évident du pays à développer le secteur de l'élevage, une série de contraintes ont conduit à une faible productivité et production du bétail au Cameroun. Selon le Plan directeur de l'élevage 2009 et l'enquête pastorale 2012, les principales contraintes à toutes les chaînes de valeur sont (i) l'éducation limitée et le manque de formation des éleveurs, (ii) les contraintes sanitaires (prévalence des parasites et des maladies infectieuses qui affectent 70 % des troupeaux), (iii) la faible productivité des races locales et la mauvaise gestion de l'alimentation du bétail (accès limité aux intrants, dégradation des pâturages, invasion par des espèces non appétentes telles que *Chromolena odorata* – (Bokassa) et *Mimosa sp.*, points d'eau limités pour les troupeaux, accès limité aux pâturages et autres ressources alimentaires), (iv) faiblesse des services de conseil qui entrave l'accès des éleveur aux techniques innovantes, (v) faible taux d'adoption de pratiques d'élevage améliorées, y compris la gestion durable des parcours et l'alimentation complémentaire qui empêchent une productivité élevée, (vi) accès limité au crédit/financement rural (capacité limitée des agriculteurs à présenter des projets viables pour le financement, coût élevé du financement ; et absence de services/instruments financiers spécifiques pour ce segment), (vii) accès limité à l'infrastructure post-récolte qui pourrait maximiser la valeur ajoutée pour les éleveurs, (viii) vol du bétail, (ix) conflits armés, et (x) compétition d'accès aux ressources naturelles.

En dépit de son importance socioéconomique, le pastoralisme reste une activité mal acceptée par certains acteurs partageant l'espace. En effet, la superposition du pastoralisme à d'autres activités constitue souvent une source de conflit pouvant entraîner des dégâts matériel et humain énorme. L'examen des interactions complexes dans les systèmes intégrés agriculture-élevage, élevage sédentaire-élevage transhumant, élevage-pêche, élevage-gestionnaire des aires protégées se caractérisent sur le terrain par des relations mitigées se caractérisant parfois par des liens sociaux forts et parfois par des tensions entre acteurs.

L'analyse de la politique dans le secteur de l'élevage s'accordent sur le fait que la demande en produits d'origine animale ira en augmentant au rythme de la croissance de la population et tenant compte de l'urbanisation galopante du Cameroun. En effet, la population du Cameroun était estimée à 11,43 millions d'habitants en 1990. Cette population a doublé et est aujourd'hui estimé à environ 27 millions d'habitant. Cette croissance engendre des pressions sur les ressources en terres. Pendant cette même période le cheptel était de 650 000 pour le cheptel bovin et de 1 700 000 pour les effectifs ovins-caprins et sont passés à 8 761 385 bovins et à 10 156 267 ovins-caprins (INS, 2019).

La transhumance transfrontalière constitue une stratégie importante de production animale. Outre le fait qu'elle permet de nourrir, voir sauver le Cheptel, elle participe à l'intégration sous-régionale et voire régionale et à l'approvisionnement en produits d'origine animale d'une population de plus en plus nombreuse et urbanisée (CORAF/WECARD, 2015). Toutefois, en dépit de ses effets, positifs, la transhumance engendre des impacts socioéconomiques et environnementaux qui se traduisent par des conflits meurtriers entre éleveurs transhumants et agriculteurs, entre éleveur transhumants et éleveurs sédentaires, entre éleveurs transhumants et gestionnaires des aires protégées et entre éleveur transhumants et pêcheurs. Ces conflits sont principalement liés à la compétition pour les ressources en terres, en pâturages et en eaux mais aussi par les intrusions dans les aires protégées où ces ressources sont disponibles.

En vue de juguler les conflits de plus en plus croissant liés à la conduite de la transhumance, des Ministres en charge de la défense, de la sécurité et des aires protégées sur la lutte contre le braconnage et autres activités criminelles transfrontalières ont adopté une déclaration en Janvier 2019 sur la nécessité d'orienter les dynamiques régionales de transhumance par une meilleure prise en compte des enjeux de sécurité, de gestion de la faune et de dégradation croissante des écosystèmes suite aux changements climatiques.

1.2 Enjeux de la transhumance au Cameroun

Au Cameroun, le secteur agricole (cultures, élevage, pêche et sylviculture) joue un rôle important dans le développement socio-économique, en tant que fournisseur de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux, en tant qu'employeur et en tant que source de revenus. L'agriculture camerounaise contribue à hauteur de 20 % au PIB et emploie environ 60 % de la population active. En 2017, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la branche élevage et chasse est estimé à 290 milliards de FCFA, affichant ainsi un taux de croissance de 6,3% (INS, 2019).

La transhumance fait partie des modes de production les plus importants en ce qui concerne les bovins. Elle permet ainsi de renforcer les liens sociaux dans certaines zones d'accueil par les différents échanges qu'elle engendre. Elle peut se caractériser en petite et grande transhumance. En ce qui concerne la petite transhumance, elle se pratique à l'intérieur du territoire national et peut se faire à l'intérieur d'une région ou entre deux régions. Elle peut se faire également entre la vallée et la montagne. La grande transhumance quant à elle est associée aux grands déplacements de grands troupeaux sur de longues distances et qui le plus souvent est transfrontalière. A ce titre, le Cameroun peut être considéré comme un territoire de transit, d'accueil ou de départ des transhumants. Malheureusement, cette activité ne se déroule pas toujours de manière pacifique du fait de la faible organisation de l'activité. Malgré les efforts sur le plan institutionnel et législatif, la transhumance demeure une source de conflits à différents échelles.

La croissance démographique entraîne une augmentation de la pression foncière au niveau rural entraînant les agriculteurs à empiéter sur les espaces pastoraux et les couloirs de transhumances mettant de plus en plus les transhumants en contact avec les parcelles cultivées. De plus, les éleveurs en générale et les transhumants particuliers n'ont pas de propriété foncière sur les pâturages qu'ils utilisent. En plus, la création et l'extension du réseau des aires protégées a considérablement réduit l'espace disponible. Cette situation entraîne de plus en plus des incursions dans les aires protégées surtout ceux du Nord et de l'Extrême Nord. Les conflits armés dans certains pays du Sahel et l'extrémisme violent a poussé les transhumants à s'armer en vue de leur protection et de leurs troupeaux. Cette situation a entraîné des conflits de plus en plus violents au niveau des zones de transhumance.

2. PRESENTATION DU CAMEROUN

2.1 Géographie

Le Cameroun est un pays du golfe de Guinée, situé sur la façade occidentale de l'Afrique, avec 402 km de côtes très découpées le long de l'océan Atlantique. Très étendu en latitude (1 200 km du nord au sud), le pays a schématiquement la forme d'un triangle d'une superficie de 475 650 km² (INS, 2012) dont la base longe le 2^e degré de latitude nord, tandis que le sommet, riverain du lac Tchad, atteint le 13^e parallèle. Le pays partage ses frontières avec six pays, notamment à l'Ouest de 1690 km avec le Nigeria, au Nord de 1094 km avec le Tchad, à l'Est de 797 km avec la République Centrafricaine, et au Sud de 523 km avec la République du Congo, de 298 km avec le Gabon et de 189 km avec la Guinée Equatoriale (**Figure 1**). Sa superficie et ses nombreux paysages font de lui un atout pour le développement du pastoralisme.

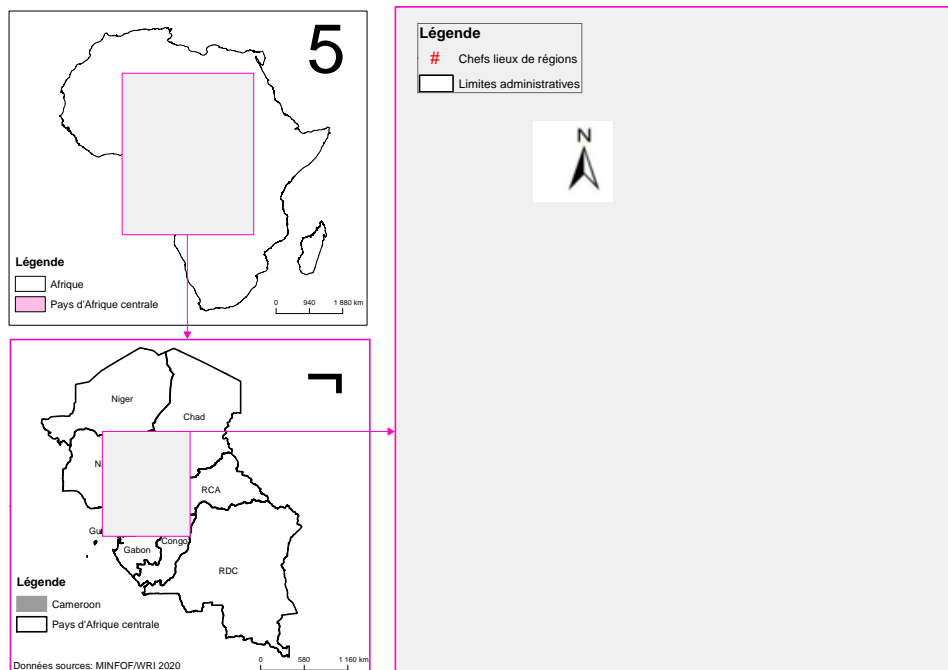


Figure 1: localisation du Cameroun

Le relief du Cameroun est un ensemble contrasté. En effet, il réunit des basses terres inférieures à 350 mètres d'altitude, des hautes terres comprises entre 900 et 4100 m, et le vaste plateau sud-camerounais (MINEPDED, 2017b). Ce dernier, qui a une altitude comprise entre 650 m et 900 m, couvre environ le tiers de la superficie du pays de l'Est au Sud, encadrant une étroite plaine littorale (Figure 2).

Les basses terres couvrent environ 16% de la superficie du territoire. Elles sont constituées par :

- Les plaines du Nord qui s'abaissent progressivement de 350 à 280 m, du piedmont des Mandara aux rives du Logone ;
- La cuvette de la Bénoué (176 m d'altitude à Garoua), située entre les monts de Peské Bori, la région de Kaélé et les hautes terres de l'Adamaoua ;
- La plaine côtière couvrant le pourtour de l'Océan Atlantique. Elles ne dépassent pas 150 km de large entre l'Océan Atlantique et le plateau sud-camerounais.

Les hautes terres couvrant 57% du territoire et sont constituées par :

- Le plateau de l'Adamaoua dont l'altitude moyenne est de 1 100 m, prend en écharpe le Cameroun moyen de la frontière nigériane à la frontière centrafricaine. Il est surmonté de quelques montagnes élevées comme le Tchabal Mbabo, 2 456 mètres, le Tchabal Gangdaba 1960 m et le Tchabal Ngahna 1823 m ;
- Les hautes terres de l'Ouest sont formées d'une série des plateaux (plateau Bamoun, plateau Bamiléké, plateau de Bamenda et des Grassfields) dont l'altitude moyenne varie entre 1200 et 1 800 mètres, et d'une chaîne montagneuse prenant naissance sur la côte Atlantique et s'étendant jusqu'aux monts Alantika. Les principaux sommets qui jalonnent cette chaîne montagneuse sont surtout des

massifs volcaniques comme le Mont Cameroun, 4 070 mètres, volcan encore en activité ; le Mont Manengouba, 2 396 mètres, les Monts Bamboutos, 2 740 mètres et le Mont Oku, 3 008 mètres.

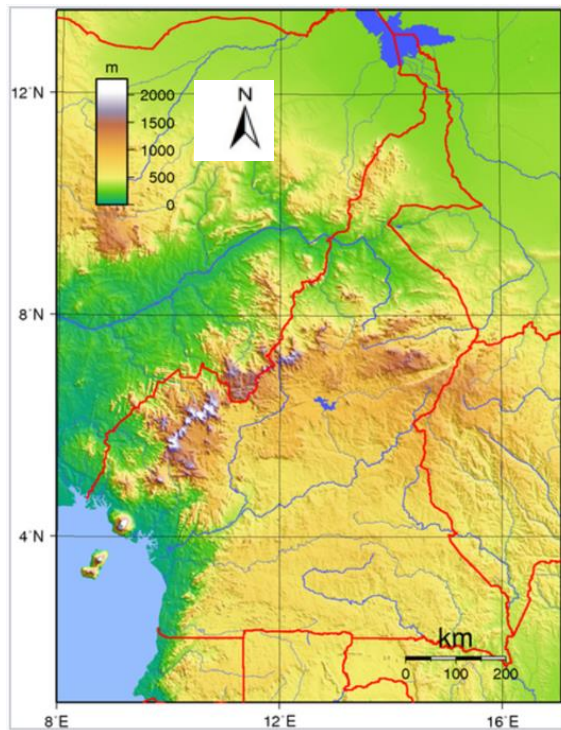


Figure 2: Topographie du Cameroun.

(MINEPDED, 2017b)

2.2 Démographie

La population du Cameroun est estimée à environ 27.000.000 habitants (projection de l'INS et ONU, 2020). Selon INS & ICF (2020), la population urbaine est en forte croissance en raison de l'exode rural et est estimée entre 55% et 57%, avec une très forte concentration dans les villes de Douala et Yaoundé. Ces deux mégapôles abritent actuellement la plupart des réfugiés internes, des vagues de déplacements résultant de la crise sécuritaire actuelle dans les régions administratives du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le Tableau 1 ci-dessous présente les projections de la population du Cameroun jusqu'en 2035.

Tableau 1: La population du Cameroun à l'horizon 2035.

<i>Année</i>	<i>Population</i>	<i>Densité (km²)</i>
2020	26,545,863	56.16
2025	30,031,673	63.53
2030	33,766,121	71.43
2035	37,722,498	79.80

Sources : UNWPP et l'Institut National de la Statistique (2020)

La population est très inégalement répartie dans le territoire national. En effet, les trois-quarts de la population sont concentrés dans 20% de la superficie du Cameroun. En considérant les densités rurales dont la moyenne avoisine aujourd'hui 50-52 habitants au km², les secteurs de peuplement dense, restreints, contrastent avec les vastes étendues faiblement peuplées.

Quatre régions densément peuplées se détachent nettement : la région des Hauts Plateaux de l'Ouest et l'axe volcanique Manengouba-Mont Cameroun avec une densité moyenne de 125 habitants au km². Un noyau appréciable en pays Bamiléké dépasse 150 habitants au km² avec des îlots de peuplement (Bahouan, Bafut, Bafou, et Bafounda) au-dessus de 300 habitants au km². Vient ensuite la zone côtière et maritime, caractérisée également par une concentration humaine importante. La troisième région de peuplement dense du Cameroun englobe les Monts Mandara et leur bordure méridionale et la plaine du Diamaré avec une annexe dans le secteur de Makari au bord du Lac Tchad.

La quatrième et dernière région de peuplement dense couvre la bordure occidentale du Plateau sud-camerounais, le pays Béti (Eton-Ewondo, Bene) et Yamabassa-Bafia, (densité de 55 à 115 habitants au Km²). Elle s'entoure d'une auréole de terres, où les densités décroissent régulièrement de 55 à 10 habitants au Km².

Le reste du Cameroun est faiblement peuplé. C'est le cas de la région forestière du sud-est et du vaste plateau de l'Adamaoua, où la densité moyenne de population ne dépasse pas 12 habitants au Km², du département du Ndiang dans la Région du Sud-ouest et des départements du Mbam et Kim et Mbam et Djérem, où la densité de population oscille entre 5 et 10 habitants au Km².

Enfin, aux contrastes de densités de peuplement correspond au Cameroun, l'opposition entre population urbaine et rurale. En effet, la population du Cameroun se concentre à 54 % dans les villes et à 46 % dans les zones rurales (INS & ICF, 2020). Avec respectivement 3 millions et 2,5 millions d'habitants, les deux villes de Douala et de Yaoundé mobilisent 39 % de la population urbaine du pays. Les autres grandes villes du pays sont Maroua (465 000 habitants en 2018), Bafoussam (420 000 habitants), Bamenda (297 000 habitants), Ngaoundéré (257 000 habitants), Garoua (230 000 habitants), Nkongsamba (150 000 habitants) et Bertoua (130 000 habitants).

2.3 Les groupes ethniques

D'après Yakan (1999), le pays compte plus de 200 ethnies réparties en cinq grandes régions culturelles. Il se trouve ainsi être l'un des pays d'Afrique où cohabitent des peuples dont les cultures sont aussi différentes des Bantous du Sud aux Soudanais des steppes du Nord.

Toutes les ethnies du Cameroun n'ont pas une longue et riche expérience de la pratique de la transhumance. Les ethnies ayant une longue culture de la pratique de la transhumance sont plus dans les groupes des Soudanais, des Bornouans-Haoussa, des Foulbés bororos et des Arabes.

2.4 Le Climat

Le Cameroun, véritable Afrique en miniature, a un climat influencé par le Front Intertropical divisé en trois zones climatiques distinctes à savoir :

- ✓ la zone climatique soudano-sahélienne qui s'étend au-dessus du 10° N avec une saison sèche de 7 à 9 mois par an, des précipitations moins abondantes allant de 300 à 900 mm / an et des températures supérieures à 28° C.

- ✓ la zone climatique soudano-guinéenne qui s'étend du 7° au 10° N avec une saison sèche de 5 à 6 mois dans l'année, des précipitations annuelles moyennes d'environ 1.000 mm et des températures moyennes de 22° C.
- ✓ la zone climatique équatoriale qui s'étend du 2° au 6° N est caractérisée par des températures d'environ 25° C avec une couverture végétale importante dont une partie de la mangrove dans la zone côtière. La pluviométrie abondante est de l'ordre d'environ 2 000 mm / an. Autour du Mont Cameroun, les précipitations annuelles de plus de 10 000 mm à Dedundsha, qui est en fait l'un des endroits les plus pluvieux du monde.

Ce climat reste favorable à la pratique de l'élevage en générale et la transhumance en particulier.

2.5 Hydrographie

Les cours d'eau du Cameroun se répartissent en quatre grandes unités hydrographiques et constitue un atout pour la transhumance :

- ✓ les tributaires du fleuve Niger (tributaires indirects du Golfe de Guinée) ;
- ✓ les tributaires directs du Golfe de Guinée ou de l'Atlantique (fleuves côtiers) ;
- ✓ les tributaires du fleuve Congo (tributaires indirects de l'Atlantique) ;
- ✓ les tributaires du bassin du lac Tchad.

Les cours d'eau les plus importants sont la Sanaga, le Wouri, le Nyong, le Mounjo, le Ndian, la Meme, la Lokoundjé, le Ntem Kienke, la Lobé, la Cross River, la Bénoué, le Logone et Chari ainsi que de nombreux lacs (de Lagdo, de Maga, de Mbakaou, de Nyos...). Plusieurs de ces zones humides continentales sont classées en site RAMSAR.

Le littoral Atlantique s'étire sur plus de 400 km de la frontière avec le Nigeria (4°40'N) à la frontière avec la Guinée Equatoriale (2°20'N). Le Golfe de Guinée abrite une biodiversité remarquable et constitue un espace géographique critique pour diverses espèces protégées et à forte valeur patrimoniale. Les ressources naturelles côtières et marines et les ressources halieutiques jouent un rôle important pour l'économie nationale et locale.

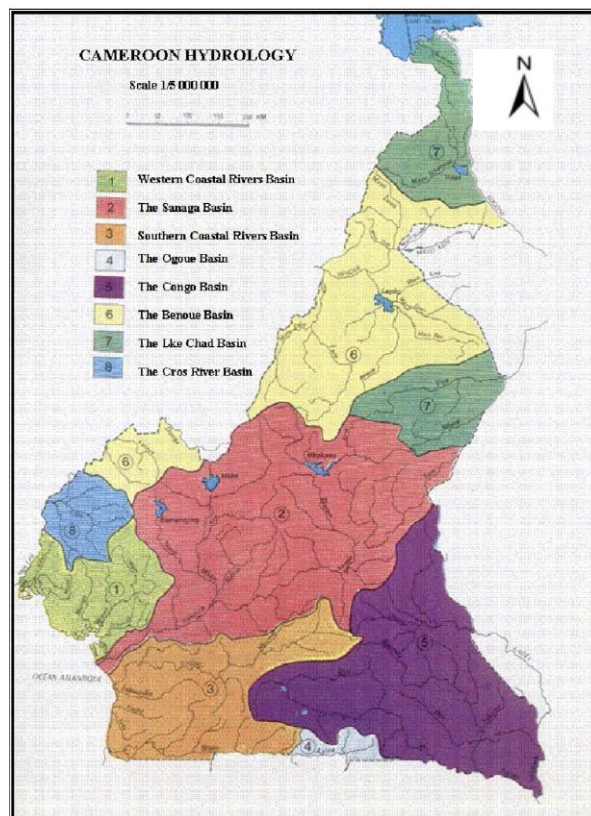


Figure 3 : Hydrologie du Cameroun

Ministry of Agriculture of Cameroon (1971)

2.6 Etat des lieux de la biodiversité

La biodiversité du Cameroun est l'une des plus diversifiées en Afrique en termes de variété, de quantité, d'écosystèmes et de ressources génétiques, mais avec un fort degré d'endémisme. Dans le continent africain, le Cameroun occupe le quatrième rang en matière de richesse de la flore et le cinquième en termes de diversité faunique. Le pays abrite 92 % des écosystèmes de l'Afrique et près de la moitié d'espèces d'oiseaux et de mammifères d'Afrique. Cette riche biodiversité du Cameroun renferme :

- ✓ 8300 espèces de plantes ;
- ✓ 335 espèces de mammifères ;
- ✓ 913 espèces d'oiseaux ;
- ✓ 542 espèces de poissons d'eau douce et saumâtres ;

La biodiversité du Cameroun regroupe la grande majorité des espèces rencontrées en Afrique, des espèces phares et emblématiques aux écosystèmes (Letouzey, 1985 ; Chirio et Lebreton, 2007 ; EDF, 2010 ; Onana, 2011; 2018 ; Vivien et Depierre, 2012 ; UICN, 2014).

Au Cameroun, deux types de classification du paysage coexistent et interagissent. Il s'agit de la classification écosystémique et la classification agro-écologique.

2.7 Zone agro-écologique

D'après IRAD (2008), la classification agro-écologique est basée sur la distinction des caractéristiques biophysiques (topographie, géomorphologie, climat, ressources en eau, sols, couvert végétal, etc.) spécifiques des zones du triangle national, qui s'accompagne également des différences sur le plan agricole (choix, typologie et prédominance des cultures, pratiques culturelles). De cette classification, il ressort que le Cameroun est subdivisé en cinq zones agro-écologiques (**Figure 4**) que sont :

- la zone soudano-sahélienne.
- la zone des hautes savanes guinéennes.
- la zone des hauts plateaux de l'Ouest et du Nord -Ouest.
- la zone littorale à régime pluviométrique monomodal.
- la zone forestière à régime pluviométrique bimodal.

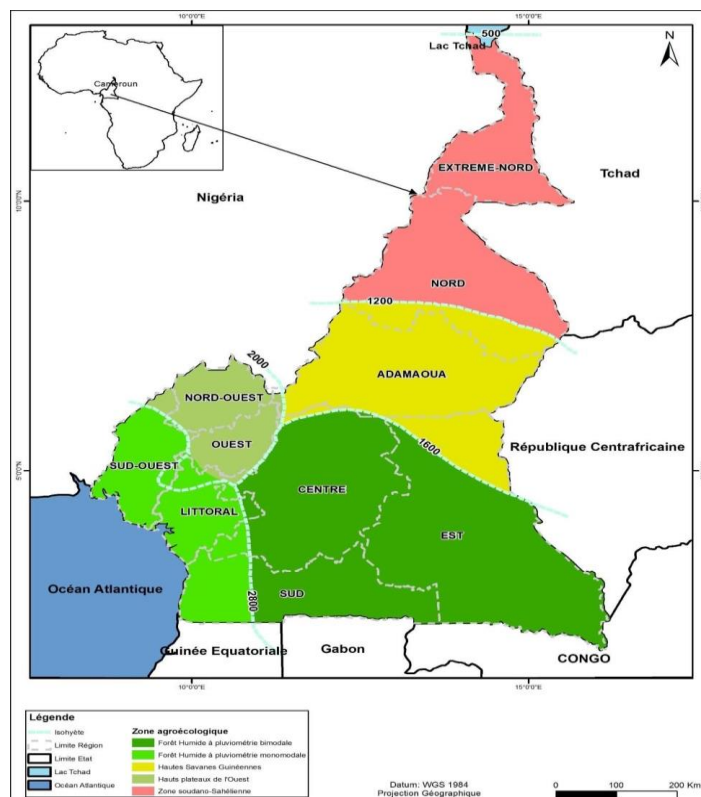


Figure 4: Zones agro-écologiques du Cameroun

IRAD, 2008

3. DEFINITION ET RAISON DE LA TRANSHUMANCE

3.1 Définition

La transhumance est un système de production animale fondé sur des mouvements saisonniers et sur une stratégie de gestion opportuniste des ressources pastorales, écologiquement viables. Il a permis historiquement aux communautés de pasteurs de survivre aux grandes crises climatiques de l'Afrique. En fonction de l'amplitude, on distingue deux formes de transhumance :

- ✚ La transhumance de faible amplitude de 3 à 7 mois, pratiquée à l'intérieur du pays ou transfrontalière. Elle a pour rôle d'établir un compromis entre l'agriculture et l'élevage dans l'utilisation des espaces et permet de réduire les conflits et de valoriser les résidus des récoltes.
- ✚ La transhumance transfrontalière sur de longues amplitudes se déroulant en saison sèche. Certains pays sont souvent des terres de d'accueil, de transit ou de départ des animaux en transhumance.

Le pastoralisme transhumant occupe une place importante dans les systèmes d'élevage Bovin au Cameroun, dont les effectifs sont estimés à 60 % de bovins et à 30 % de petits ruminants. La plupart des spécialistes s'accordent à dire que ce mode préserve l'environnement et qu'il est rentable, compétitif et créateur d'emplois saisonniers.

3.2 Facteurs à l'origine de la transhumance transfrontalière

La mobilité des animaux est une pratique essentielle à la vie en milieu pastoral. Celle-ci est motivée par le besoin d'accès aux ressources naturelles et aux circuits commerciaux du bétail. Les modes existants de mobilité sont dictés par les conditions géo-climatiques et socioculturelles (Bouslikhane, 2015). D'autres facteurs justifient aussi la mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux, à savoir :

- ✚ la culture et le mode de vie ;
- ✚ le souci d'éviter les dégâts champêtres en saison pluvieuse ;
- ✚ le manque de sources d'eau en saison sèche ou en périodes de sécheresse ;
- ✚ l'accessibilité au fourrage en quantité et en qualité ;
- ✚ la recherche d'éléments minéraux (cure salée)
- ✚ les inondations ;
- ✚ l'abandon des zones affectées par les maladies ;
- ✚ les conflits inter-ethniques ;
- ✚ La recherche de gène pour améliorer la productivité du troupeau ;
- ✚ l'accessibilité aux marchés urbains ;
- ✚ l'insécurité liée à la prolifération d'armes de guerre et au banditisme.



Photo. 1. Quelques images des zones de pâturages en saison sèches.

4. SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES PROBLÈMES PRIORITAIRES LIÉS AU PASTORALISME, À LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE ET À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Les principales contraintes à la transhumance transfrontalière sont :

- ✚ **Pression foncière croissante.** Les dégâts aux cultures causés par le passage du bétail déclenchent le plus souvent les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Cette contrainte pourrait être jugulée par la signature des conventions locales, le zonage, la sécurisation des pistes à bétail et les aires de pâtures et la maîtrise d'un calendrier de transhumance. Ces conventions locales peuvent établir la manière dont ces conflits doivent être résolus au niveau local. Alors que les autres actions contribuent à la prévention et la réduction de conflits. La pression foncière est principalement due au fait qu'en 30 ans, la population a doublé passant ainsi de 11,4 millions à 27 millions. L'augmentation de la population pousse les communautés rurales à conquérir de plus en plus de terre pour augmenter leur production. Ce qui entraîne une réduction des zones anciennement utilisées comme pâturage par les éleveurs (INSUCO, 2020). De plus, le cheptel bovin qu'en t'a lui est passé de 600 milles à plus de huit millions sans compter les flux liés à la transhumance transfrontalière source !. La pénurie de pâturages pousse les éleveurs vers les zones protégées, notamment les parcs nationaux et les forêts classées, et augmente leur dépendance sur des pratiques considérées comme illicites, telles que l'élagage des branches d'arbres, les feux de brousses. Les éco gardes chargés de faire appliquer ces réglementations sont perçus comme ciblant de manière disproportionnée les éleveurs en leur infligeant des amendes et même en commettant des abus violents. De plus, les actions de la secte Boko Haram depuis 2014 ont aggravé les relations intercommunautaires.
- ✚ **Dépossession.** L'empiètement des terres cultivées sur les zones de pâturage aggrave l'amertume des éleveurs selon lesquels leurs droits aux ressources que ce soit la terre, l'eau, le bois ou le fourrage sont en dessous de ceux des agriculteurs et par conséquent ont été ignorés. Les éleveurs n'ont généralement besoin que d'un accès saisonnier aux ressources, de sorte que leurs droits fonciers sont souvent considérés comme secondaires par rapport à ceux des agriculteurs. De même, les décisions régissant l'utilisation des terres sont souvent prises en l'absence des éleveurs, les excluant même du processus. Même lorsque les lois visent à protéger les droits sur les ressources pastorales, elles ont tendance à rester lettre morte au niveau local du fait du manque d'un mécanisme adéquat de leur application. Certaines communautés des agriculteurs notent également ce sentiment vis-à-vis des

éleveurs. Après la destruction de leur champ, ils se retrouvent généralement dépourvus de moyens pouvant contraindre les éleveurs de les indemniser.

- ✚ **Vol du bétail.** Le bétail est la ressource la plus précieuse de nombreuses communautés rurales, le rendant une cible courante de vol. La fréquence et l'ampleur accrues des vols de bétail sont à la fois une cause et un effet des conflits violents. Les groupes armés utilisent le bétail volé pour financer leurs activités. Le risque de vol amène les éleveurs à s'armer pour protéger leurs animaux. Ce qui augmente le risque d'affrontement violent. Pendant ce temps, les groupes lésés peuvent percevoir le fait de voler du bétail aux communautés avec lesquelles ils sont en conflit comme une forme de justice. Cela a conduit à une augmentation rapide du nombre de groupes armés communautaires, dans le but de se prémunir ostensiblement contre le vol de bétail, bien que ces groupes puissent également se livrer à des représailles.
- ✚ **Inégalités sociales.** Les propriétaires de bétail passent des communautés pastorales rurales aux riches citadins, créant l'impression que les éleveurs représentent les intérêts des élites. Cela contribue à la rupture des systèmes traditionnels de dépendance mutuelle tels que le partage des résidus de récolte. À l'inverse, cela a aussi renforcé d'autres facteurs de conflit tels que la probabilité qu'un agriculteur exige des frais exorbitants d'un éleveur pour tout dommage causé à sa récolte. De même, un éleveur qui jouit du soutien des élites politiques peut refuser de participer au règlement des différends avec les agriculteurs locaux, en partant du principe que les propriétaires des troupeaux détiennent une influence politique suffisante pour se dégager des responsabilités (FEWS NET, 2019). Les perceptions d'inégalité sociale affectent également les relations au sein des communautés d'éleveur. Dans certaines régions, le non versement des salaires des bergers entraînent des prises d'otage qui se soldent souvent par des morts d'hommes. Ce phénomène s'est reproduit il y a quelques années, mais l'Etat a mis des moyens pour pouvoir le juguler.
- ✚ **Conflits d'intérêts et méfiance.** Des mécanismes fiables de règlement des différends, y compris des négociations informelles, sont essentiels pour atténuer la violence entre agriculteurs et éleveurs. Cependant, si ces institutions d'arbitrage sont perçues comme susceptibles d'être influencées, la confiance dans l'ensemble du processus est érodée. De plus, la méfiance à l'égard du processus de médiation empêche de résoudre les différends courants à l'amiable et de manière informelle.
- ✚ **Conservation de la biodiversité et braconnage :** En vue de préserver la riche biodiversité végétale et animale que recèlent les différentes zones écologiques du pays et des zones transfrontalières, le Cameroun a créé et étendu son réseau d'aires protégées. Ce réseau d'aires protégées et principalement les aires protégées du grand Nord Cameroun font face à des incursions par les éleveurs sédentaires et les transhumants. En effet, l'élevage transhumant est considéré par les gestionnaires des Aires Protégées (AP) comme un facteur important dans la dégradation de ces aires protégées notamment avec la réduction des superficies pâturables dans les zones de terroirs et les possibilités d'accès à des ressources fourragères de qualité et des ressources en eau en saison sèche (Huchon et *al.*, 2021). Des tensions sont de plus en plus fréquentes entre les agents chargés de la gestion de ces aires protégées et les bergers qui conduisent les troupeaux transhumants. Ceux-ci font l'objet d'amende si leurs animaux sont pris dans les parcs. Mais en cas d'attaque de leur troupeau par la faune carnivore (Chacals, hyènes, Lions, etc.) dans des espaces partiellement protégées comme les réserves sylvopastorales, l'éleveur n'est pas autorisé à se servir d'une arme à feu qu'il n'est pas censé posséder au demeurant pour protéger son troupeau. L'insécurité généralisée au

Sahel a poussé les transhumants à s'armer pour leur sécurité, ce qui constitue une autre menace pour des aires protégées. De nombreuses sources font état des complicités entre certains éleveurs et des braconniers qui sont généralement lourdement armés et prennent d'assaut les aires protégées pour la petite chasse ou la chasse aux ivoires.

- ✚ **Dégradation des pâturages et des parcours :** La transhumance s'effectue dans les zones dont l'on note une absence des données de base sur la capacité de charge de l'espace ainsi qu'un manque de dispositif de contrôle. Elle entraîne donc la dégradation par surpâturage. Il en est ainsi des parcours ou couloirs de transhumance qui du fait du piétinement sont dégradées. A côté de cette dégradation, les pâturages dans certaines zones principalement à l'Est et dans l'Adamaoua se retrouvent envahis par des espèces non appréciées telles que *Chromolaena odorata* (Bokassa) et *Mimosa spp.*, compliquant ainsi l'accès aux espèces fourragères disponibles.
- ✚ **Contraintes sanitaires et les zoonoses :** Les contraintes sanitaires constituent une entrave permanente au développement de l'élevage en Afrique. Elles sont autant liées à la santé qu'à la sécurité sanitaire des aliments. Plusieurs facteurs influent sur la propagation, la persistance et l'allure épidémiologique des maladies animales et zoonotiques en augmentant les risques de circulation ou d'introduction d'un pathogène en rapport avec les mouvements transfrontaliers d'animaux et les circuits de commercialisation légale et illégale du bétail et des produits d'origine animale. Le risque d'épizooties est fortement lié à l'augmentation de la fréquence des mouvements transfrontaliers de bétail, à l'insuffisance des systèmes de contrôle et de surveillance sanitaire aux frontières et aux situations de conflits divers. Le risque est aussi lié au statut épidémiologique d'un pays ou d'une région de l'Afrique. À l'image d'un cycle vicieux, la mobilité des éleveurs expose leurs animaux à des agents pathogènes nouveaux, tandis que ceux-ci peuvent être porteurs d'autres agents. Le risque des maladies se pose donc dans les deux sens pour les pays d'origine et ceux d'accueil des animaux. Les maladies transfrontalières sont définies comme étant des maladies épidémiques fortement contagieuses qui peuvent se propager très rapidement et traverser les frontières nationales, qui peuvent avoir des répercussions socio-économiques, voire pour certaines, des effets sur la santé publique. Les maladies transfrontalières ont des répercussions économiques importantes à la fois en termes de pertes (en morbidité et en mortalité) et de coût des mesures de lutte individuelles et collectives. Parmi ces maladies certaines sont particulièrement redoutées lors des mouvements d'animaux. Il s'agit entre autres, de la fièvre aphteuse, la Brucellose, péripneumonie contagieuse bovine, la peste des petits ruminants et la fièvre de la Vallée du Rift... L'interface homme-bétail-faune sauvage n'est pas un concept standard mais plutôt un concept qui varie énormément en fonction des densités de population des hommes, du bétail et de la faune sauvage ainsi que de leurs déplacements (la transhumance), des espèces de faune sauvage, des facteurs environnementaux et des changements associés des usages anthropiques des sols. Des connaissances détaillées de l'épidémiologie et de l'écologie au niveau d'une interface spécifique sont donc essentielles avant de s'investir dans un programme *One Health*.
- ✚ **Contrainte administratives et réglementaires.** Les contraintes d'ordre administratif et réglementaire s'opposent à la fois à la libre organisation des mouvements d'animaux et aux échanges commerciaux, à savoir le caractère inadapté de la législation et le manque de coordination bilatérale et sous régionale. Le faible niveau de concertation aussi bien au niveau local que transfrontalier amplifié par l'absence/la non opérationnalisation des cadres de concertations constituent des contraintes rendant la prévention et la gestion des conflits plus complexe.
- ✚ **La paix et la sécurité :** La transhumance a toujours été perçue par certains acteurs comme une activité source de conflits. Pendant longtemps, elle était associée aux conflits agriculteur-éleveur.

Mais depuis quelques années, suite à l'insécurité dans de nombreux pays, les transhumants se sont armés pour diverses raisons, ce qui a augmenté le risque lié à l'activité et est devenu une sérieuse menace à la paix. Mais aussi, le phénomène du néo-pastoralisme gagne rapidement du terrain dans la plupart des zones pastorales. La situation politique fragile dans la plupart des pays, en particulier la région sahélienne, avec des opérations accrues et le contrôle de vastes territoires par des groupes extrémistes, a contribué à l'expansion des investissements et des opérations des néo-pasteurs. Ce phénomène est étayé par le contrôle et le trafic de grands troupeaux de bétail par des dirigeants influents, des seigneurs de guerre et même des hommes d'affaires et des politiciens bien établis. Le néo-pastoralisme est une entreprise florissante impliquant des ventes d'armes, des affaires de bétail et d'autres activités illégales telles que le trafic de drogue et d'armes.

- ✚ **Le faible appui technique :** Du fait de son déroulement dans des zones rurales et parfois désertées par les populations et les services de l'Etat, la transhumance demeure marginalisée dans les politiques publiques malgré son importance économique et culturelle. Ainsi, l'on note une absence de moyens techniques mobilisés pour la transhumance pour l'accompagnement de cette activité. En effet, qu'il en est de la formation des cadres, que de l'accompagnement sur le terrain en passant par la recherche, l'on note une absence d'une véritable stratégie pour accompagner cette activité d'une importance économique évidente pour le pays. Ceci se traduit par l'absence de statistique fiable sur les effectifs de bétail, les impacts économiques, biophysiques et sociales. Le suivi de la santé aussi bien à l'entrée qu'à la sortie du pays constitue également une contrainte liée aux manques de capacités techniques, renforçant ainsi la nécessité d'une formation des cadres techniques, inventer des formes adaptées pour le suivi du bétail (des services étatiques fondés sur la mobilité et non seulement sur la fixité).
- ✚ **L'absence de ressources financière suffisante :** Les données actuellement disponibles mettent en évidence le faible niveau de financement mobilisés pour la l'accompagnement et la sécurisation de la transhumance dans le pays. Il est nécessaire de mobiliser davantage de ressources pour accompagner cette activité. Le Projet de Développement de l'Elevage (PRODEL) a été une initiative salubre qui a mené des actions dans le cadre de la transhumance. D'autres projets tels que le Projet d'Appui à la Régulation de la Transhumance Transfrontalière en Afrique Centrale (PARTTAC) mène des actions. Il serait important de coordonner les ressources mobilisées pour cette activité.
- ✚ **Cadre légal inadapté et absence d'un code pastoral:** Le contexte juridique en matière de transhumance reste complexe du fait de différents échelles d'implication de l'activité (inter-état, national, local). Mais également, la faible représentativité des transhumants dans les instances de décision engendre le déficit de leur prise en compte dans le cadre légal. Quand ceux-ci sont présents, leur déconnexion avec les réalités du terrain ne participe pas efficacement à la gestion la défense des intérêts de leurs communautés. Ceci se caractérise par le manque d'un cadre normatif propice pour l'exercice de cette activité. De plus, l'on note, la non prise en compte de cette activité dans les différents plans et stratégies d'aménagement. Il est donc nécessaire de développer et mettre un cadre normatif adapté à cette activité.
- ✚ **Les feux de brousses :** La gestion des feux de brousses est une contrainte majeure pour les différents acteurs locaux (éleveurs, agriculteurs et service de conservation des aires protégées). Cette problématique est encore plus accrue dans les régions septentrionales du Cameroun. Mais les autres régions ne sont pas du reste. Chaque année, en fin saison sèche, des milliers d'hectares de pâturages partent en fumée du fait des feux de brousse, ce qui entraîne d'importantes pertes de fourrages pourtant indispensables à la survie du cheptel. Ces feux consomment généralement des plantations agricoles. Les feux sont pour la plupart d'origine humaine. Les feux de brousses, constituent une préoccupation quotidienne pour les éleveurs et les agriculteurs. En l'absence de mesures de lutte

préventive, ces feux incontrôlés peuvent, en quelques heures, détruire des milliers d'hectares de pâturages, ce qui occasionne parfois des pertes en vies humaines et en cheptel. La destruction du couvert végétal qui en découle appauvrit toujours la biodiversité, mais aussi oblige les éleveurs à modifier leurs itinéraires de pâturage.



Photo. 2. Illustration de la problématique d'accès à l'eau.

Tableau 2. Synthèse des problèmes prioritaires.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Axe 1 : CADRE JURIDIQUE POUR UNE COLLABORATION ENTRE LES ETATS					
Appui à l'élaboration s'un cadre juridique et d'un code pastorale consensuelle	-Mauvaise perception des réalités locales par certains acteurs sur les aspects de gestion des ressources naturelles, -Faible appréciation socioéconomiques et typologique de la transhumance	-Données sur la transhumance généralement éparées ; -Faible intérêt de la transhumance malgré son importance -Absence de la culture pastorale chez certains acteurs	-Conflits d'intérêt entre les utilisateurs des ressources naturelles ; -Non-acceptation de la pratique de la transhumance par certains autres acteurs	-Organiser des séances de travail interétatiques pour construire une vision partagée du pastoralisme entre les États ; -Élaboration d'une ordonnance sur le pastoralisme ; -Ratification des accords intergouvernementaux	Réaliser trois études au niveau national : i) les ressources naturelles et leurs modes de gestion ; ii) la dynamique socio-éco-culturelle ; iii) la typologique de transhumance et de leurs mouvements dans un contexte interculturel, économique et sécuritaire et de changement climatique.
	-Faible encadrement des droits des pasteurs sur l'usage des terres -Inadéquation des textes existant par rapport au contexte actuel de transhumance transfrontalière, -absence/difficultés d'opérationnalisation des cadres locaux de concertation Faible connaissance/sensibilisation sur les textes et pratiques pastoraux -Textes réglementaires sur la transhumance sont caduques et non adaptés au contexte actuel	-Mauvaise compréhension de la thématique -Émergence des nouveaux enjeux sécuritaires -Sensibilité du sujet -Faible initiatives et engagements des Etats partis ; -Divergence des intérêts nationaux par rapport à la transhumance et plus largement au rôle économique de l'élevage -Faible implication des organisations de pasteurs en place dans les prises de décision, la mise en œuvre des actions de développement et de reconstruction, - Evolution du contexte ; - Non révision ou non actualisation des textes ; - Textes ne prenant pas en compte certaines spécificités liées à l'activité.	- Destrutions des cultures en champs et traumatisme sur le bétail ; -Conflits intercommunautaire; - Dégradation de la biodiversité et des aires protégées ; -Insécurité transfrontalière ; -Contrainte à la libre circulation des transhumants et du bétail - Difficultés à faire respecter la réglementation ; - Les éleveurs partent en transhumance sans documents légaux et n'informent pas les services techniques du MINEPIA ; - Non-respect des périodes et des zones de transhumance ;	- Plaidoyer auprès des partenaires techniques et financier pour les appuis ; - Harmonisation des textes juridiques entre les Etats ; -Redynamiser les accords entre les Etats -Mettre sur pied et opérationnaliser des comités nationaux du code pastoral, - Actualiser les textes réglementaires sur la transhumance ; -Elaborer/actualiser les textes spécifiques qui réglementent les activités de transhumance sur les plans national et transfrontalier en tenant compte des spécificités de cette activité ; -Elaborer et/ou actualiser les textes, en prenant en compte les accords et traités régionaux et internationaux.	-Elaborer et mettre en œuvre un code pastoral Adapter les textes en rapport avec le pastoralisme aux changements actuels -Mobiliser les représentants reconnus des divers acteurs autour des collectivités territoriales décentralisées

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
			- Méconnaissance des pistes réglementaires de la transhumance par les éleveurs		
Mise en place de plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP et d'autres activités criminelles transfrontalières.	Absence des cadres régionaux de concertation, à l'échelle des pays riverains, sur la circulation transfrontalière du bétail et des produits d'élevage pour construire et opérationnaliser une vision partagée du pastoralisme	-Faible accès des populations pastorales à la citoyenneté en favorisant leur représentation politique, -Faible participation des populations pastorales à la gouvernance locale -Faible accès des populations pastorales aux services de base	Faible participation des populations pastorales dans les prises de décision	Faciliter l'accès des populations pastorales à la citoyenneté Favoriser la représentation politique des populations pastorales Impliquer les populations pastorales dans la gouvernance locale	Mettre en place des cadres de Concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontaliers (Comité de suivi, scientifique, de Planification et d'Exécution, d'Arbitrage.)
Mise en place/redynamisation des instances transfrontalières (RCA, Tchad, Nigéria) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	-Faible réponses des Etats et des soutiens internationales -Inégale accès à l'espace politique et aux sphères décisionnelles	-Méfiance de l'État envers les communautés pastorales suspectées d'alimenter l'insécurité - Crainte de nourrir l'insurrection -Manque de volontarisme dans la réponse des gouvernements des pays riverains	-Destructions des cultures en champs et traumatisme sur le bétail ; -Conflits intercommunautaires ; - Dégradation de la biodiversité et des aires protégées ; -Insécurité transfrontalière ; -Contrainte à la libre circulation des transhumants et du bétail	Mise en place d'un dispositif de concertation et gestion de la transhumance et des ressources pastorales périphérique des parcs et des aires protégées au niveau national, national et régional/transfrontalier	
Mise en place des cadres locaux de prévention et de résolution des conflits	-Conflits répétés -Mauvaise organisation de l'espace local -Absence de structure fonctionnelle pour la prévention des conflits	-Non-reconnaissance des droits de tous les acteurs ; -Mécanisme de résolution de conflits non participative	Tension au niveau local, Difficulté à développer les différentes activités	Appui à la mise en place des plates-formes local	Création/redynamisation des plateformes locales de prévention et de gestion des conflits autour des collectivités territoriales décentralisées
Axe 2 : LUTTE ANTI-BRACONNAGE DANS LES AIRES PROTEGEES ET CONTRE LA CRIMINALITE DES RESSOURCES NATURELLES					
Formation des FMOD (forces de maintien de l'ordre et de défense) et des éco gardes ainsi que le	capacités techniques insuffisantes	-Insuffisances des ressources financières pour recruter et former -Cursus de formation n'abordant pas les questions	-Faible efficacité des équipes sur le terrain -Faible capacité à l'acceptation de la pratique de la	Appui technique et financier	Développer des sessions de formation sur la thématique

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
personnel civil dans les AP		du pastoralisme	transhumance		
Achat de divers équipements	Insuffisance des équipements ainsi que leurs vétustés	Insuffisances des moyens financiers et budgets alloués aux aires protégées et la protection des frontières	-Faible efficacité des équipes sur le terrain -Mobilité réduite -Force de feu insuffisante -Communication entre les équipes non permanente	Appui financier	Acquisition des équipements nécessaire pour la surveillance, la protection et la LAB
Organisation des patrouilles mixtes	-Effectifs insuffisants -Manque de collaboration des services d'application de la loi -Manque des capacités techniques des autres corps d'application	-Déficit de moyens financiers -Absence de collaboration des services -Difficultés de la mise en œuvre des protocoles transfrontaliers -Manque de coordination des activités	-Violation des AP -Prélèvement des taxes de manière arbitraire Interdiction d'entrer des transhumants dans les zones/pays d'accueil Difficulté à prendre des décisions concertées entre les acteurs	-Mettre sur pied une plateforme de collaboration réunissant les différents acteurs	-Organisation des patrouilles mixtes -Appui à la participation des écogardes et des autres acteurs dans les LAB transfrontalier
Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières Renforcer la mise en œuvre des cadres de collaboration	-Le non tenu des sessions -La léthargie des instances prévues dans les accords transfrontaliers -Non-respect des protocoles signés entre les états sur la distance à parcourir par les écogardes de part et d'autres de la frontière -Fragmentation de l'habitat de la faune -Braconnage transfrontalier endémique -Sous-effectif des écogardes -Équipement inadapté en nombre et en qualité -Insuffisance d'aménagement des AP -Insuffisance d'alternatives proposées aux populations riveraines -Faible collaboration des APT et absence des synergies d'action	-Les protocoles signés semblent ne pas impliquer toutes les parties prenantes -Certaines parties ne sont pas suffisamment informées du contenu des accords signés et cet aspect entrave la mise en œuvre de ceux-ci sur le terrain -Densité élevée des populations riveraines autour des aires protégées -Empiètement des activités anthropiques sur les aires protégées -Porosité des aires protégées e facilité d'accès ; -Insuffisance des moyens des sectorielles en change de la faune et des aires protégées -Forte dépendance des PTF -Faible collaboration entre les sectorielles du développement rural	-Violation des aires protégées par les transhumants -Contamination par des maladies -Compétition entre les troupeaux transhumants et la faune sauvage -Raréfaction de fourrage pour la faune sauvage après passage des transhumants -Pollution de la végétation par l'activité minière	-Sensibiliser les acteurs sur les lois qui encadrent les aires protégées -Appui technique et financier	-Développer la stratégie LAB transfrontalier -Renforcer le personnel des aires protégées transfrontalier

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	-Orpaillage clandestin	-Fierté des Etats			
Renforcer la mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers	<ul style="list-style-type: none"> -Les brigades sont mises en place, mais c'est plutôt leur opérationnalisation qui cause problème d'où la suggestion de renforcer l'opérationnalisation des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) -Suite à ce renforcement, voir s'il y a lieu d'élaborer d'autres textes -Améliorer les infrastructures et les équipements -Diplomatie pour que les gens sont plus enclins de traverser de part et d'autre de la frontière -Nécessité de réviser les accords compte tenu que la transhumance s'accompagne avec la circulation d'arme et par ricochet l'insécurité -Diffuser la loi de 2016 sur la circulation des armes au Cameroun y compris les sanctions. -Réfléchir sur les nouvelles approches de patrouilles mixtes -Actualiser les textes sur la transhumance en intégrant les aspects de sécurité 	-transhumance confrontée à un problème de paix, de zoonose	Manque de réactivité	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre ou appliquer les Mémoires d'entente entre le MINFOF et le MINDEF sur la transhumance Que le MINEPIA intègre cet élément de transhumance et insécurité Stratégie de lutte anti braconnage -Encourager la mise en place des cadres de collaboration entre le MINEPIA et MINDER en matière de question de sécurité lié à la transhumance 	Développer des unités de réaction rapide sur les problématiques du grand braconnage
Développement des plans de communication et de sensibilisation	Absence d'information au niveau local ;	Faible prise en compte de la thématique	Faible implications des communautés locales	Appui technique et financier	<ul style="list-style-type: none"> -Développement d'un plan de sensibilisation et de communication ; -Sensibilisation et communication
Appui à la mise en place des équipes en charge de la sensibilisation et de l'orientation des transhumants et autres utilisateurs des	Implication des acteurs de la transhumance dans	Déficit de communication	Intrusion des troupeaux dans les aires protégées		Recruter et appuyer les équipes de sensibilisation et d'orientation des éleveurs et autres utilisateurs à la périphérie des AP

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
ressources naturelles dans les AP					
Axe 3 : GESTION DE LA TRANSHUMANCE					
Infrastructures économiques d'élevage (marché à bétail etc.)	- Difficulté de commercialisation du bétail et de conservation de la viande et du lait - Difficultés d'accès aux marchés à bétail, aux services techniques et administratifs du MINEPIA	- Insuffisance/Absence d'infrastructures économiques d'élevage (Marchés à bétail, Boucherie, Abattoirs)	Paupérisation des populations pastorales Situation d'insécurité alimentaire Perte de revenu - Faible taux de recouvrement des taxes Absence de sensibilisation des éleveurs - Difficultés d'écoulement des animaux dans les zones d'accueil - Non-respect de la réglementation (absence de carte de transhumance)	Mettre en place des plateformes de dialogue et de concertation entre les acteurs, Aménagement des marchés Facilitation de l'accès aux services administratifs et technique Alphabétisation et sensibilisation sur la réglementation en vigueur en matière de transhumance	- Construire les Infrastructures économiques d'élevage (marché à bétail etc.) - Vulgariser les textes régissant la gestion des Infrastructures économiques d'élevage - Faciliter la mise en place et le fonctionnement d'un système d'information sur le marché
Infrastructures administratives d'élevage	- Difficulté d'accès à un suivi de qualité - Eloignement des producteurs des CZV Difficultés d'accès aux zones de pâturage, aux infrastructures d'élevage (parcs vaccinogènes, abattoirs, bain détiqueur) et aux sites d'abreuvement du bétail	- Insuffisance des équipements dans les centres zootechniques et vétérinaire (CZV) - Obstruction des pistes de transhumance par les cultures ; - Absence d'aménagement et de sécurisation des pistes à bétail (absence de balisage) - Surcharge des zones de pâturage et - Absence d'un mécanisme de régulation des flux du bétail afin d'éviter le surpâturage - Paiement des taxes auprès des autorités traditionnelles - Absence/insuffisance des infrastructures d'élevage dans certaines zones d'accueil (forages pastoraux, parc de vaccination, parc d'insémination...) - Absence d'un mécanisme de	- Mauvaise rentabilité de l'activité - Faible accompagnement techniques des producteurs - Faible mobilité du personnel Destruction des cultures et conflits agropastoraux Surcharge des pâturages et dégradation de l'environnement Conflit avec les communautés locales Faible productivité et perte du bétail du fait de la sous-alimentation	Appui technique et financier Création, aménagement et balisage des pistes à bétail ; Construction des infrastructures d'élevage dans les zones d'accueil du bétail transhumant ; Evaluation des capacités de charge des pâturages des zones d'accueil et régulation du flux du bétail ; Création et/ou restauration des aires de pâture ; Harmonisation des taxes	- Construire, opérationnaliser et promouvoir des centres de gestion de la transhumance - Equipement des CZV

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
		déstockage du bétail en cas d'insuffisance des ressources pastorales (période de sécheresse)		pour l'accès aux zones de pâturage ;	
Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants	Difficulté d'accès aux services d'accompagnement et d'encadrements des pasteurs	-Effectif réduit de techniciens déployés sur le terrain -Faible appropriation de la cartographie et des flux de la transhumance	-Faible connaissance de la réglementation en vigueur qui encadre la transhumance par les éleveurs -Faible connaissance de l'évolution des pratiques en faveur de la durabilité et de l'accès équitable aux ressources -Non-respect des corridors de transhumance officiel	-Organiser les sensibilisations dans les pays de départ -Mettre en place un système d'alerte dans la sous-région pour la gestion de la transhumance	Redynamiser l'outil <i>Transhumant Tracking Tool (TTT)</i>
Foncier pastoral	Difficulté d'accès aux parcours	-Occupation de l'espace pastoral par les champs (Extension des champs) ; -Accroissement de la population accentué avec l'arrivée des réfugiés et des déplacés internes ; -Espaces pastoraux disposés de façon aléatoire (absence des zones uniquement dédiées à l'élevage) et non-sécurisés ; -Zones pastorales non reconnue par les populations et non délimitées ;	-Conflits agropastoraux -Obstruction des pistes d'accès aux ressources pastorales par les champs et les habitations ; -Non reconnaissance des aires de pâturages par les acteurs locaux -Diminution des espaces de parcours -Dégradation en continu du tapis herbacé, -Raréfaction des eaux de surface -IncurSION des éleveurs dans les AP pour éviter les dégâts sur les cultures	-Zonage de l'espace ; -Délimitation et matérialisation de la zone pastorale -Création et légalisation des outils de sécurisation du foncier pastoral (conventions locales, accords sociaux, cadres de concertation, etc.) ; -Matérialisation des limites des AP -Mise en place d'un code rural (instrument de gestion concertée du foncier et de sécurisation foncière)	Mettre sur pied des plateformes de concertation
Pistes à bétail	-Difficulté de circulation des pasteurs avec leurs animaux -Obstruction des couloirs de déplacements des troupeaux -Faible matérialisation des tracés des pistes à bétail -Non-utilisation des pistes	-Rétrécissement des pistes à bétail pour autres utilisations -Absence de matérialisation et de sécurisation des voies de circulation des animaux ; -Pression démographique et l'urbanisation ;	Disparition des pistes ; -Naissance des conflits agropastoraux -Augmentation du risque de divagation des animaux dans les champs cultivés	-Elaborer les règles de gestion au niveau local ; -Délimitation et matérialisation des pistes à bétail -Intégrer les ressources pastorales dans le plan	-Mettre en place des comités de gestion au niveau local ; -Adapter et officialiser les pistes à bétail aux réalités sur le terrain

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<p>officielles</p> <ul style="list-style-type: none"> -Non-actualisation des pistes à bétail officiel (Certains pistes à bétail ayant des nouvelles utilisations) -Absence des commodités pour la transhumance (aires de repos, points d'eaux et aires de parcours aménagés) 	<ul style="list-style-type: none"> -Prolifération des champs agricoles ; -Absence d'organes et règles de gestion au niveau local ; 	<ul style="list-style-type: none"> -IncurSION des éleveurs dans les AP à l'absence des pistes à bétail matérialisé et sécurisé 	<ul style="list-style-type: none"> d'urbanisation et d'aménagement de territoire (Plan d'utilisation des terres) 	
Zones de pâturages (Aires de pâturages)	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté d'accès à une alimentation en quantité et en qualité -Non-délimitation et sécurisation des zones de pâturages -Faible connaissance de la productibilité des pâturages 	<ul style="list-style-type: none"> -Envahissement par les plantes non appréciées (Bokassa Grass, <i>Mimosa</i>, <i>Ataxacantha</i>, ...); -Absence de cadre de gestion du pâturage ; -Augmentation du bétail (arrivé des réfugiés et déplacés internes) -Surpâturage -Difficulté d'accès aux semences fourragères (Éloignement des points d'approvisionnement et Coût élevé) -Difficulté d'accès aux financements de la production fourragère -Insuffisance de la productivité de certains pâturages -Occupation anarchique des zones de pâturages -Rareté des plantes appréciées par le bétail ; -; -Inexistence des organes de gestion et des règles de gestion. -Stérilisation des espaces par l'activité minière 	<ul style="list-style-type: none"> -Perte des espaces pastoraux -Perturbation des activités pastorales -Baisse de la productivité de l'élevage, -Insuffisance des protéines animales -Augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité des ménages. -Compétition entre les utilisateurs des ressources -Dégradation des aires de pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaborer les règles de gestion ; -Délimitation et sécurisation des aires de pâturage ; -Appui à la lutte contre l'envahissement des plantés non appréciées -Appui à l'extension des champs fourragers par la mécanisation et l'accès aux financements ; -Appui à la production des semences pour la culture du fourrage ; -Enrichissement des aires de pâturages avec les plantes fourragères (herbacées et ligneux) ; -Recherche-action 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place des comités de gestion ; -Echange de services réciproques entre éleveurs transhumants et agriculteurs -Alliances entre communautés pastorales et agriculteurs pour la régulation de la compétition d'accès aux ressources et d'apaisement des tensions,
Hydraulique pastorale	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté d'accès à l'eau en saison sèche 	<ul style="list-style-type: none"> -Tarisement des points d'abreuvement en saison 	<ul style="list-style-type: none"> -Baisse de la productivité du bétail ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction de forages pastoraux à énergie 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place des comités de gestion ;

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	-Insuffisance des infrastructures d'hydraulique pastorales et maillage inadéquat -	sèche ; -Pollution des eaux et de la nappe souterraine par des activités minières; -Points d'abreuvement non aménagés -Appropriations privées de certains points d'eau	-Propagation des maladies et Mortalité des animaux ; -Déplacement du bétail sur des longues distances. -Limitation/interdiction d'accès aux pasteurs à certains points d'eau	solaire ; -Elaborer les règles de gestion ; -Former les artisans réparateurs sur l'entretien et la maintenance des forages pastoraux. -Aménagement des points d'eaux de surface (biefs, mares)	-Gestion concerté des points d'abreuvement par les différentes catégories d'usagers concernés -Partage de l'entretien des points d'eau entre les consommateurs permanents et les pasteurs transhumants
Infrastructures de zoohygiène (Parcs de vaccination ; bain detiqueurs	Manque, insuffisance et précarité des infrastructures de zoohygiène ;	-Infrastructures non construites ; - -Infrastructures construites en matériaux provisoires ; -Insuffisance de moyens financiers -Faible organisation -Faible suivi	-Risque de contamination des consommateurs ; -Propagation des maladies -Mortalité élevé des animaux -Risque d'accidents aussi bien pour le bétail que le personnel soignant	Construction et réhabilitation des infrastructures de zoohygiène (Parcs de vaccination ; bains detiqueurs) , ; Elaborer les règles de gestion ;	Mettre en place des comités de gestion
Santé animale	-Difficulté d'accès aux services de santé animale de qualité	-Éloignement des points d'approvisionnement en produits vétérinaires -Mauvais état des voies de circulation - -Insuffisance des postes de contrôle sanitaires des animaux au niveau des frontières -Absence de moyen de locomotion des techniciens sur le terrain -Insuffisances des équipements de diagnostics et de conservations des intrants - -Retard/absence de vaccination de certains troupeaux	-Mortalité importante des animaux -Persistance de certaines maladies infectieuses -Transmission des maladies par les animaux transhumants -Contamination des aires de pâturage et des points d'abreuvement -Augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité des ménages pastoraux -Faible mobilité des techniciens -	-Appui à la vulgarisation de l'utilisation de certification sanitaire international -Renforcement des procédures de contrôle sanitaire des animaux transhumants -Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination dans les pays de départ	-Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination -Sensibilisation des éleveurs sur la déclaration de l'effectif exacte de leurs animaux -Appui à l'installation en clientèle privée des jeunes vétérinaires -Réalisation des tests rapides de diagnostics des épizooties majeures
Commercialisation des produits de l'élevage (valorisation	Difficulté de commercialisation des produits de l'élevage du bétail	-Faible organisation des éleveurs ; -Insuffisance d'encadrement ;	-Paupérisation de la communauté pastorale à	-Appui à la construction des petites unités de collecte, de traitement, de	Mise sur pied des comités de gestion et de valorisation des infrastructures

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
des chaînes de valeur)	-Faible valeur ajoutée sur les produits de l'élevage du bétail	-Insuffisance d'infrastructure ; -Précarité des infrastructures -Faible transformation des produits d'élevage -Faible structuration de communauté pastorale	la suite des ventes sans valeur ajoutée -Absence de la structuration de la communauté pastorale sur l'ensemble de cette chaîne de valeur -Faible capacité à faire des plaidoyers	conservation et de commercialisation des produits de l'élevage du bétail (lait, viande, cuir) ; -Formation des acteurs aux traitements et à la valorisation des produits de l'élevage du bétail (Lait, viande, cuir);	
Sécurité du bétail et des personnes	Insécurité du bétail et des personnes	-Présence des coupeurs de route ; -Faible équipement des comités de vigilance -Vols de bétail constituent un facteur supplémentaire de vulnérabilité -Kidnapping/prise d'otages avec demande de fortes rançons -Insécurité sur les voies de circulation des troupeaux	-Baisse de la productivité ; -Paupérisation des communautés -Méfiances pour l'investissement dans la communauté pastorale	-Organisation de patrouilles armées dans la zone surtout les jours de marchés à bétail -Légalisation et renforcement des capacités des comités de vigilance -Appui matériel et financier des comités de vigilances	Création/Redynamisation des comités de vigilances
Gestion des conflits générés par les éleveurs transhumants	Mauvaise gestion des conflits dans les zones d'accueil	-Absence d'une structure adaptée pour la gestion de la transhumance et des conflits agropastoraux -Peines excessives pour certains éleveurs transhumants en cas de conflits (saisie du bétail, amendes...)	Conflits multiformes Violation des droits des transhumants	- Mise en place des comités de concertation et de gestion de la transhumance composés de différents acteurs (autorités administratives, traditionnelles, collectivités territoriales décentralisées, services techniques du MINEPIA, du MINFOF, du MINEPDED, du MINADER, des FMO, représentants des éleveurs) ; -Procéder aux différents contrôles inhérents à chaque administration ; -Imprégner et sensibiliser les transhumants étrangers sur la conduite à	- Capitaliser sur les comités locaux de gestion de la transhumance et des conflits

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
				tenir et la réglementation à observer durant leur séjour sur les zones d'accueil	
Axe 4 : CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE					
Dynamisation des organisations des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'organisation des producteurs - Léthargie des organisations paysannes (OP) 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible structuration des organisations de producteurs -Mauvaise planification des organisations paysannes -Faible appui techniques et financiers 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible revenu des producteurs -Mauvaise condition de vie des producteurs -Faible capacité à faire des plaidoyers - Management de certaines OP non participative (OP personnalisée) 	<ul style="list-style-type: none"> -Restructurer et renforcer les capacités des producteurs sur la cohabitation pacifique -Appui techniques et financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser sur l'importance de la gouvernance associative et les services rendus
Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de cadre de concertation transfrontalière - Faible niveau de fonctionnalité des cadres de concertation existant - Faible niveau de mise en œuvre des accords transfrontaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budgétisation des initiatives transfrontalières - Méconnaissance des Accords 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible collaboration transfrontalière -Méconnaissance des parcours transfrontaliers - 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des cadres de concertation transfrontalière ; - Mise en œuvre des accords ; - Plaidoyer auprès des Etats 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation en faveur de la mise en œuvre des accords
Formation et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'organisation des producteurs, - Insuffisance en matière de formation des producteurs - Analphabétisme des producteurs - Pesanteur socio-culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible allocation budgétaire au Ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs - Faible suivi de la planification et de la mise en œuvre des documents de stratégie de développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs non organisés - Faible production - Incapacité des producteurs à gérer les conflits, - Incapacité à administrer les premiers soins - 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs ; - Elaborer le document stratégique de suivi et d'encadrement des transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des producteurs - Organiser des voyages d'échange d'expérience avec d'autres organisations
Insécurité du bétail et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Vol du bétail à grande échelle - Circulation des armes et des munitions de petits et moyens calibres 	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunité d'enrichissement illicite - Insuffisance du contrôle et de la surveillance des territoires 	<ul style="list-style-type: none"> - Appauvrissement des éleveurs et accroissement de leur vulnérabilité - Reconversion des 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sécurité sur les parcours de transhumance - Réadapter les couloirs de 	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer sans réserve les sanctions prévues sur les délinquants - Développer de nouvelles méthodes de contrôles

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> - Obsolescence des couloirs de migration - Menace des groupes armés dans tout le sahel - Incapacité de certains Etats à éradiquer les menaces terroristes - Chômage et oisiveté des jeunes - Inadéquation des schémas d'aménagement du territoire - racket et violences à l'endroit des éleveurs sous l'effet des pratiques illégales de certains services étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Couloir de migration et de transhumance inadaptés - Apparition de nouveaux acteurs dans le circuit - Faible capacité de mobilisation de ressources financières des Etats et des populations - Comportement autonome et violent de certains acteurs étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> éleveurs appauvris en bandits de grands chemins et en terroristes - Augmentation de la criminalité - Installation des nomansland - Insécurité généralisée sur les parcours de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> transhumance en tenant compte du contexte actuel - Mutualiser les moyens de lutte (forces) entre les Etats - Créer des emplois aux jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des mesures incitatives pour les comités de vigilance - Restructurer certains services étatiques techniques - Médiation dans le phénomène de prise d'otage
Production des outils de communication pour la promotion de la paix	-Faible partage d'information entre acteurs sur les périodes de transhumance	- Manque d'un outil de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion d'information sur la transhumance	-Faible connaissance de la cartographie et des flux de la transhumance -Conflits d'intérêt entre les acteurs	Création des radios communautaires -Appui pour la mise en place d'un système d'alerte (TIT)	Développer en accord avec la commission du bilinguisme et du multiculturalisme des outils de sensibilisation
Axe 5 : INTEGRATION DU CONCEPT « ONE HEALTH » ET LES ZONOSSES DANS LE PASTORALISME ET LA TRANSHUMANCE TRASNFRONTALIERE					
Renforcement des capacités des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible appropriation du concept ; - Communication en cours dans le domaine 	<ul style="list-style-type: none"> - Concept nouveau ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Confusion dans le domaine d'intervention -Risque élevé de survenue des épizooties et des pandémies -Faiblesse et cloisonnement des systèmes de santé humaine & animale 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation/recyclage des acteurs ; - Doter les structures compétentes des moyens adéquats ; - Désignation des points focaux des Ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des synergies d'actions entre les services ; - Sensibilisation et formation des acteurs étatiques, des membres de la société civile, des élus locaux des transhumant sur le Concept One Health
Mise en œuvre des systèmes d'alertes pour le contrôle et la surveillance maladies animales à caractères zoonotiques	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des cadres de concertation spécifique dans le domaine - Insuffisance de communication inter-état sur la question - Manque de dispositif d'alerte précoce des zoonoses 	<ul style="list-style-type: none"> - Domaine très peu connu du grand public, - Attentisme et dépendance des états de l'OMS/OIE 	<ul style="list-style-type: none"> -Prolifération des vecteurs de transmission de maladie -Persistance de certaines maladies 	<ul style="list-style-type: none"> -Vulgariser l'approche « One health » ; -Renforcer les capacités des acteurs ; -Mettre en place un dispositif d'alerte des maladies émergentes et ré- émergentes -Création système d'information et de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les stratégies de communication du concept « One health » - Création système d'information et de suivi local sur les trypanosomiasis humaines et animales - Construction de deux Laboratoires d'analyse des

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
				régional sur les trypanosomiasés humaines et animales ; -Formation et mise en place des systèmes de surveillance harmonisée au plan sous-régional	échantillons
Sensibilisation des parties prenantes	- Faible communication sur la problématique - Problématique peu connue des parties prenantes	- Faible vulgarisation et de sensibilisation	- Evolution facile de la maladie et de ses vecteurs de transmission -	- Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation du concept ; -	- Solliciter l'appui des partenaires (OMS, OIE et FAO) pour l'implémentation de l'approche
Organisation des campagnes de vaccination harmonisées des maladies animales prioritaires	- Inefficacité du système de lutte contre les maladies transfrontalières	- Inexistence de systèmes de contrôle et de lutte contre les maladies	- Circulation des maladies animales transfrontalières	Renforcer les dispositifs de contrôle et de suivi des maladies émergentes transfrontalières	- Solliciter le soutien des partenaires techniques spécialisés
Renforcement des capacités des acteurs	-Faible prise en compte dans les curricula de formations -Existence des épidémies et épizooties -Etat des lieux des risques sanitaires	-Faible appropriation du concept OH -Faiblesse dans la réalisation des études -Faible collaboration multisectorielles -Cadre juridique faiblement adapté	-Risque élevés d'apparitions d'émergence et de réémergences zoonosés -Risque élevé de survenue de pandémie/Epizooties et épizooties -	- Adoption d'une stratégie sous Régionale « Une Seule Santé »	Elaborer /actualiser/disseminer les documents plans,directives et stratégies nationales -Organisation des ateliers multisectoriels de renforcement des capacités à tous les niveaux d'intervention
Mise en œuvre des systèmes d'alertes	-Absence des cadres de concertation spécifique dans le domaine -Insuffisance de communication inter-état sur la question -Faible volonté politique	-Domaine très peu connu du public et insouciance des politiques nationales -Attentisme et dépendance des états de l'OMS	- Prolifération des vecteurs de transmission de maladie -		-Faire la recherche sur les potentiels réservoirs dans la faune sauvage
Surveillance	-Faiblesse dans la surveillance d la faune sauvage ; -Textes non adaptés -Interopérabilité des systèmes de surveillance humain/animal/environnement inexistant	-Le cadre juridique non actualisé -Faible coordination dans la gestion du système de santé humain/animal/environnement	-Faible disponibilité des données de surveillance par secteur -Existence de plusieurs outils de collecte des données -faiblesse dans le partage des informations sanitaires entre les secteurs	Mise en place d'un cadre sous Régional de partage d'information Amélioration des techniques de communication	Rendre les différents systèmes des sectoriels interopérables

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Communication de risque et engagement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - Faible de communication sur la problématique des risques sanitaires - Problématique inconnue des parties prenantes et donc moins importante 	<ul style="list-style-type: none"> - Très peu de connaissance disponibles sur la question - Absence de vulgarisation et de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution facile de la maladie et de ses vecteurs de transmission - Faible implication des communautés locales - Faible engagement des communautés 	-partages d'information entre les acteurs institutionnels	<p>Organiser les campagnes de sensibilisation des communautés</p> <p>Elaborer/ actualiser les outils de sensibilisation</p> <p>Impliquer les communautés dans la surveillance sanitaire</p> <p>l'engagement communautaire à 1</p>
Gestion des risques sanitaires associés à la transhumance	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'introduction et de propagation des maladies animales et humaines 	<ul style="list-style-type: none"> -Flux incontrôlés du bétail non vacciné contre les maladies prioritaires - absence de zone de quarantaine au niveau des frontières -Non harmonisation et non-respect de la réglementation sanitaire entre les pays voisins (passeport du bétail) - Difficultés d'accès aux services de santé animale 	<ul style="list-style-type: none"> Propagation des maladies et pertes économiques Echec des initiatives en faveur de l'éradication des maladies animales 	<p>Aménagement des zones de quarantaine le long des frontières ;</p> <p>Harmonisation de la réglementation sanitaire entre les pays ;</p> <p>Organisation des campagnes de vaccination ciblée durant la période de transhumance ;</p> <p>Appui aux vétérinaires installés en clientèle privée dans les zones d'accueil et développement des partenariats public-privé ;</p> <p>Construction des postes de contrôle au niveau des frontières et des zones d'accueil ;</p> <p>Mise en place des unités spéciales de surveillance et de riposte contre les maladies surtout dans la faune sauvage ;</p> <p>Renforcement des capacités des acteurs sur la prévention et la lutte</p>	

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
				des maladies zoonotiques ; Sensibilisation des parties prenantes sur les risques de transmission des maladies zoonotiques.	
Axe 6 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES ET LOCALES					
Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT/RBT/SPH et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux	- Absence d'une étude socio-économique des communautés vivant autour APT/RBT et les transhumants ;	- Insuffisance de ressources financières allouées dans le secteur -	- Précarité dans la vie des communautés	-Réaliser une étude participative sur les potentialités Agrosylvopastorales des espaces occupés par les communautés	- Faire un plaidoyer pour la réalisation d'une étude socio-économique les potentialités agrosylvopastorales des communautés vivant autour des APT/RBT ; -
Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	- Faible valorisation des sous-produits de l'élevage et PFNL, - Faible niveau de structuration et d'encadrement des éleveurs	- Absence des PME valorisant les sous-produits de l'élevage et des PFNL	- Précarité des producteurs (éleveurs et agriculteurs) ;	-Développer une politique de valorisation des sous-produits, de la chaîne de valeur de l'élevage, l'agriculture et les PFNL -	-Restructurer les producteurs ; -Développer les chaînes de valeurs durables, inclusives et à haute valeur ajoutée ; -formation et sensibilisation des producteurs à la transformation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture
Appui aux AGRs	- Insuffisance d'initiatives de développement en faveur des éleveurs transhumants ; -Faible valorisation des sous-produits de d'élevage et de l'agriculture	- Faible organisation des acteurs ; - Faible accès aux micro-crédits	- Précarité des producteurs ; -	- Renforcer les structures de microfinance ; - Organiser, sensibiliser et former les OP aux AGR	- Plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour développer et mettre en œuvre des AGR - Octroi des micro-subsidies ; - Appui à la transformation des produits agro-sylvo-pastorales
Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	- Détérioration des produits agropastoraux - Manque des structures de transformations et conservation	- Unité de transformation artisanale - Insuffisance/difficulté d'accès à l'énergie - manque de formation sur les techniques de	Denrées périssent Faible cout de vente des produits	Formation ou renforcement des capacités sur les techniques de transformation et de conservation	Appui à la mise sur pied des unités d transformation des produits Appui à l'accès à l'énergie

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
		transformation et de conservation des produits			
Axe 7 : COMMUNICATION, PLAIDOYER ET SUIVI					
Organisation d'une conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie	- Absence de communication et de visibilité	- Problématique non connue du fait de sa pratique dans les zones rurales	- Méconnaissance de la situation, manque de financement	- Appuyer technique et financier	- Organiser une table ronde des partenaires financiers et Techniques
Sensibilisation des parties prenantes	- Insuffisance de structures de concertation des acteurs, -	- Faible sensibilisation et de vulgarisation sur les approches de conciliation	-Persistance des conflits divers ; -Faible productivité pastorale ; -déstructuration des communautés pastorales	-Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation des approches conciliantes ; -Créer une structure de concertation sur la transhumance transfrontalière	- Solliciter l'appui des partenaires à la sensibilisation de masse
Élaboration et mise en œuvre d'un cadre de suivi	Absence d'un mécanisme de suivi à court, moyen et long terme	-Faiblesse dans le mécanisme de suivi des actions entreprises	-Manque de données sur les mécanismes engagés	-Appui dans la mise en place d'un mécanisme de suivi	Mise en place d'une plateforme pour l'évaluation et du suivi des actions en lien avec la transhumance et la gestion des ressources naturelles

5. PROPOSITION D'AXE STRATEGIQUE D'INTERVENTION ET DESCRIPTION DES ACTIVITES

L'analyse des contraintes ainsi que la déclaration des chefs d'Etat de N'Djamena a permis de formuler sept (07 axes stratégiques). Il s'agit de :

1. **Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;**
2. **Axe stratégique 2 : Lutte anti-braconnage dans les aires protégées et contre la criminalité des ressources naturelles**
3. **Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance ;**
4. **Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité ;**
5. **Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19 ;**
6. **Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;**
7. **Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer.**

.5.1 Vision et objectifs

5.1.1 Vision

La vision du présent Plan d'Investissement Pluriannuel du Cameroun est une « gestion durable de la transhumance en vue de contribuer à la croissance économique, à la paix et à la stabilité et au maintien de l'intégrité écologique des écosystèmes ».

5.1.2 Objectif Général

L'objectif global de ce PIP est d'assurer un financement pérenne pour une gestion durable du pastoralisme qui soutienne l'économie nationale, améliore les conditions de vies des acteurs, assure la sécurité nationale et transfrontalière, pacifie l'activité et veille à la gestion durable des ressources naturelles.

5.1.3 Objectifs Spécifiques sont :

- ✚ Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats voisin ;
- ✚ Appuyer la mise en œuvre de la lutte anti-braconnage et la criminalité faunique autour et dans les aires protégées ;
- ✚ Appuyer la gestion de la transhumance ;
- ✚ Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité ;
- ✚ Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance ;

- ✚ Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;
- ✚ Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer.

5.2 Résultats attendus

Dans le cadre de l'élaboration du présent PIP Cameroun, les résultats consignés dans le Tableau 3 ci-dessous ont été ressortis de l'analyse de problématiques majeures et prioritaires. Cette analyse des problématiques a été réalisée par le biais des concertations entre les sectoriel et les entretiens avec les acteurs de terrain, les experts et la revue documentaire. Les résultats ont été déclinés en activités prioritaires. La mise en œuvre de ces activités devrait permettre d'atteindre une transhumance durable aussi bien sur le plan national que transfrontalier (Tableau 3).

Tableau 3. Synthèse des résultats et activités.

Résultats	Activités
Objectifs spécifiques 1 : Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	
R 1.1 Code pastorale consensuelle adopté et mis en œuvre	A.1.1.1 Réaliser 3 études i) les ressources naturelles et leurs modes de gestion ; ii) la dynamique socio-éco-culturelle ; iii) la typologique de transhumance et de leurs mouvements dans un contexte en mutation
	A.1.1.2 Elaborer et mettre en œuvre un code pastoral
	A.1.1.3 diffuser le cadre pastoral adopté
	A.1.1.4 Redynamiser les accords inter-états
R 1.2 Plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP et d'autres activités criminelles transfrontalières mises en place	A1.2.1 Mettre en place des cadres de concertation transfrontalières et redynamiser les organes de gestion des accords transfrontaliers
	A1.2.2 Former les leaders pastoraux au leadership et au management
R 1.3 Instances transfrontalières (RCA, Tchad, Nigéria) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance développées	A1.3.1 Développer des cadres de concertation de gestion de la transhumance à la périphérie des aires protégées
R 1. 4 Cadres locaux de prévention et de résolution des conflits mis en place	A1.4.1 Mettre en place des cadres villageois de prévention et de gestion des conflits
R 1.5 Cadre juridique élaboré et validé	A1.5.1 Elaborer un cadre juridique sur la transhumance (national et transfrontalier)
Objectif spécifique 2 : Appuyer la mise en œuvre de la lutte anti-braconnage et la criminalité faunique autour et dans les aires protégées	
R2.1 Les FMOD (forces de maintien de l'ordre et de défense) et des éco gardes sont formés	A2.1.1 Organiser des sessions de renforcement des capacités des FMOD sur divers thématiques
R2.2 Divers équipements acquis	A2.2.1 Acheter des voitures pour les patrouilles
	A2.2.2 Acheter des équipements techniques (GPS, tenus, etc.)
	A2.2.3 Acheter des drones pour la surveillance
R2.3 Patrouilles mixtes organisées	A2.3.1 Organiser des patrouilles semestrielles
	A.2.3.2 Appuyer la participation des éco gardes dans les activités transfrontalières
R2. 4 Stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les	A.2.4.1 Développer la stratégie LAB transfrontalière
	A2.4.2 Renforcer le personnel des aires protégées transfrontalières

Aires protégées transfrontalières élaborées	
R2. 5 Cadres de collaboration renforcés	A2/5.1 Appuyer les activités des cadres de collaborations transfrontalières
R2. 6 Brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontalières mise en place	A2.6.1 Appuyer la mise en œuvre des MoU MINFOF MINDEF
	A2.6.2 Mettre en place des unités de réaction rapide sur les problématiques du grand braconnage
	A2.6.3 Appuyer la mise en place des cadres de concertation MINEPIA-MINADER, MINTRANSPORT, MINFI, MINJUSTICE
R2. 7 Développement des plans de communication et de sensibilisation	A2.7.1 Développer un plan de sensibilisation et de communication pour les aires protégées objet des pressions de la transhumance
	A2.7.2 Appuyer la sensibilisation des acteurs de la périphérie des AP
R2. 8 Equipes en charge de la sensibilisation et de l'orientation des transhumants recrutées et appuyées	A2.8.1 Recruter et appuyer les équipes de surveillance, de sensibilisation et d'orientation des éleveurs à la périphérie des AP
Objectif spécifique 3 : Appuyer la gestion de la transhumance	
R3.1 Infrastructures économiques d'élevage (marché à bétail etc.) développées	A3.1.1 Construire 3 marchés à bétails
	A3.1.2 Développer et faire appliquer des conventions de gestion des infrastructures
	A3.1.3 Développer un système d'information des marchés
R3. 2 Infrastructures administratives d'élevage développées	A3.2.1 Créer, construire et opérationnaliser un observatoire nationale de la transhumance
	A3.2.2 Créer, construire et opérationnaliser les points transfrontalières de gestion de la transhumance
R3.3 Campagnes de sensibilisation des transhumants organisés	A3.3.1 organiser des campagnes de sensibilisation des transhumants sur les thématiques en lien avec la conservation de la biodiversité et la gestion durable de la transhumance
R3. 4 Foncier pastoral bien géré	A3.4.1 Appuyer la délimitation et le zonage de l'espace pastoral
	A3.4.2 Développer les outils locaux de gestion (conventions locales, accords sociaux, cadres de concertation etc.)
	A3.4.3 Mettre sur pieds des plateformes de concertation au niveau local
R3. 5 Pistes à bétail gérées durablement	A3.5.1 élaborer et faire appliquer des règles de gestion des couloirs de transhumances
	A3.5.2 délimiter et matérialiser les pistes de bétail
	A3.5.3 Appuyer l'intégration des ressources pastorales dans les différents plans d'aménagement du territoire
R3.6 Aires de pâturages gérés de manière durable	A3.6.1 sécuriser les aires de pâturage
	A3.6.2 développer les chaînes de production des espèces fourragères
	A3.6.3 Développer des techniques de lutte contre l'envahissement des pâturages par des espèces envahissantes
R3. 7 Hydraulique pastorale améliorée	A.3.7.1 construire les infrastructures hydrauliques
	A.3.7.2 Mettre sur pied des règles et des cadres de gestion des ressources hydriques
	A3.7.3 Organiser des formations sur la gestion de l'hydraulique pastoral
R3. 8 Infrastructures d'élevage (Parcs de vaccination ; Boucherie et abattoir)	A3.8.1 Construire les infrastructures pastorales (parcs de vaccinations, boucherie et abattoirs)
	A.3.8.2 Mettre sur pieds des organismes de gestion des infrastructures pastorales
R.3.9 Chaîne des valeurs des produits de l'élevage mis sur pieds	A.3.9.1 développer des chaînes de valeurs des produits de la transhumance

R3.10 Sécurité du bétail et des personnes assurée	A.3.10.1 Appuyer la mise en place des comités de gestion intégrant les différents acteurs de l'espace
R3.11 Mener une réflexion sur la durabilité de la transhumance	
Objectif spécifique 4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité	
R4.1 Organisations des producteurs redynamisés	A4.1.1 Organiser et restructurer les organisations des producteurs A4.1.2 Renforcer les capacités des membres des organisations paysannes
R4.2 Instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance mise en place	A.4.2.1 Créer/redynamiser des cadres de concertation transfrontalier
	A4.2.2 Sensibiliser les acteurs étatiques et locaux sur la mise en œuvre des accords
	A4.2.3 mener un plaidoyer en vue de l'application des accords
R4.3 Capacités des acteurs de la transhumance renforcée	A.4.3.1 Développer des modules de formation sur la transhumance
	A4.3.2 Organiser des voyages d'expérience avec d'autres organisations
	A4.3.3 Elaborer le document stratégique de suivi de l'encadrement des transhumants
R.4.4 Sécurité du bétail et des personnes assurée	A4.4.1 Renforcer la sécurité sur les parcours de transhumants
	A4.4.2 Développer des nouvelles méthodes de contrôle de la transhumance
	A4.4.3 Réadapter les couloirs de transhumances en tenant compte des réalités actuelles
	A4.4.4 Développer des mécanismes d'application des textes
	A4.4.5 Lutter contre le phénomène des prises d'otage des bergers
R.4.5 Production des outils de communication pour la promotion de la paix	A4.5.1 Créer des radios communautaires dédiées à la transhumance dans les grands sites de transhumance
	A4.5.2 Développer en accord avec la commission du bilinguisme et du multiculturalisme des outils de sensibilisation
Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche one health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance	
R5.1 Capacités des acteurs sur le One Health renforcées	A5.1.1 élaborer et opérationnaliser la stratégie de formation des acteurs clés sur le One Health
	A5.1.2 Développer des synergies entre les acteurs
	A5.1.3 Vulgariser l'approche One Health
R5. 2 Systèmes d'alertes pour le contrôle et la surveillance maladies animales à caractères zoonotiques mis en place	A5.2.1 Créer un système d'information et de suivi local sur les principales maladies zoonotiques liées à la transhumance
	A5.2.2 Construire trois Laboratoires d'analyse des échantillons
	A5.2.3 Mettre en place un dispositif d'alerte des maladies émergentes et réémergences
R5.3 Capacités des parties prenantes de l'approche One Health renforcées	A5.3.1 Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation du concept
	A5.3.2 Solliciter l'appui des partenaires (OMS, OIE et FAO) pour l'implémentation de l'approche
R.5.4 Campagnes de vaccinations harmonisées des maladies animales prioritaires organisées	A.5.4.1 Organiser des campagnes de vaccinations sur les maladies zoonotiques liées à la transhumance
R.5.5 Stratégie One Health sous-régionale développée	A5.5.1 Appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale
R5.6 Systèmes d'alertes des zoonoses développées	A5.6.1 Faire l'épidémiosurveillance dans la faune sauvage
	A5.6.2 Rendre les différents systèmes des sectoriels interopérables
	A5.6.3 Organiser les campagnes de sensibilisation des communautés
R5.7 Stratégie de communication et des risques adoptée et	A5.7.1 Elaborer/ actualiser les outils de sensibilisation
	A5.7.2 Impliquer les communautés dans la surveillance sanitaire

opérationnalisée	
Objectif spécifique 6: Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	
R6.1 Etude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT/ RBT/SPH et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux réalisée	A6.1.1 Réaliser une étude participative sur les potentialités Agro-sylvo-pastorales des espaces occupés par les communautés A6.1.2 vulgariser les résultats de l'étude
R.6.2 Chaines de valeurs des produits agropastoraux développées	A6.2.1 Structurer et renforcer les capacités des producteurs agro-sylvo-pastoraux A6.2.2 Développer des chaines de valeurs durables sur les différents PFNL A6.2.3 Développer les chaines de valeurs agricoles et pasteurs
R6.3 AGRs développées	A.6.3.1 Micro subventions octroyés A6.3.2 Appuyer la transformation des produits agro-sylvo-pastorales A6.3.3 Appui à la mise en place des unités de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux A.6.3.4 Former et renforcer les capacités des populations sur la conservation et la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux
Objectifs spécifique 7 : Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer	
R7.1 Conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie organisée	A7.1.1 Organiser une table ronde des partenaires financier et techniques
R7.2 Parties prenantes nationales sensibilisées sur le PIP	A7.2.1 Organiser des sessions de sensibilisation sur le PIP A7.2.2 Mettre sur pied et opérationnaliser une structure de gestion du PIP
R.7.3 Cadre de mise en œuvre élaboré et opérationnalisé	A7.3.1 Développer une plateforme de suivi et de mise en œuvre des activités du PIP

6. PLAN D'INTERVENTION

Le plan quinquennal d'intervention résume les actions prioritaires à mener au cours des prochaines années. Ces actions sont présentées par objectifs spécifiques et sont alignés aux sept axes stratégiques définis par le groupe d'experts.

Tableau 4. Tableau de planification pluriannuelle.

Résultats	Activités	Indicateurs	2024	2025	2026	2027	2028	Total	Localisation	Responsables	Acteurs associés	Partenaires potentiels
Objectifs spécifiques 1 : Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats												
R 1.1 Code pastorale consensuelle adopté et mis en œuvre	A.1.1.1 Réaliser 3 études i) les ressources naturelles et leurs modes de gestion ; ii) la dynamique socio-écoculturelle ; iii) la typologie de transhumance et de leurs mouvements dans un contexte	03 rapports d'étude	200 000	400 000				600 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED, MINADER, MINDDEVEL	PTF
	A.1.1.2 Elaborer et mettre en œuvre un code pastoral	01 code pastoral validé		300 000	300 000			600 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED, MINAT, MINDDEVEL	PTF
	A.1.1.3 diffuser le cadre pastoral adopté	nombre d'atelier régionaux et départementaux				75 000	75 000	75 000	225 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED, MINAT, MINDDEVEL
R 1.2 Plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP et d'autres activités criminelles transfrontalières mises en place	A1.2.1 Mettre en place des cadres de concertation transfrontalières et redynamiser les organes de gestion des accords transfrontaliers	03 accords transfrontaliers	300 000	300 000	150 000	150 000	150 000	1 050 000	Pays	MINREX	MINEPIA, MINFOF	PTF
	A1.2.2 Former les leaders pastoraux au leadership et au management	Nombre d'atelier de formations	150 000	150 000	150 000			450 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
R 1.3 Instances transfrontalières (RCA, Tchad, Nigéria) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	A1.3.1 Développer des cadres de concertation de gestion de la transhumance à la périphérie des aires protégées	Nombre de cadre de concertation développé	75 000	75 000	75 000			225 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINDDEVEL, MINFOF, MINEPDED,	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

développées												
R 1. 4 Cadres locaux de prévention et de résolution des conflits mis en place	A1.4.1 Mettre en place des cadres villageois de prévention et de gestion des conflits	Nombre de cadres villageois développés	75 000	75 000	75 000	75 000		300 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
R 1.5 Cadre juridique élaboré et validé	A1.5.1 Elaborer un cadre juridique sur la transhumance (national et transfrontalier)	Texte juridique sur la transhumance promulgué	500 000	100 000								
Total 1			1 300 000	1 400 000	825 000	300 000	225 000	4 050 000				
Objectif spécifique 2 : Appuyer la stratégie de lutte anti-braconnage et la criminalité faunique autour et dans les aires protégées												
A2.1 Les FMOD (forces de maintien de l'ordre et de défense), les autres acteurs et des écogardes sont formés	A2.1.1 Organiser des sessions de renforcement des capacités des FMOD, du MINJUSTICE, MINEFI et MINTRANSPORT sur divers thématiques	Nombre de sessions de renforcement de capacités organisés	150 000	150 000	150 000			450 000	Pays	MINFOF	MINEPDED, MINDEF, MINEPIA	PTF
A2.2 Divers équipements acquis	A2.2.1 Acheter des voitures pour les patrouilles	20 voitures		425 000	255 000	90 000		770 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
	A2.2.2 Acheter des équipements techniques (GPS, tenus, etc.)	GPS, tenus, rangers	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	340 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
	A2.2.3 Acheter des drones pour la surveillance	10 drones	60 000	90 000	90 000	30 000		270 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
	A2.2.4 Acheter les équipements de LAB	Armes et munitions	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
A2.3 Patrouilles mixtes organisées	A2.3.1 Organiser des patrouilles semestrielles	Nombre de patrouilles	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000	Pays	MINFOF	MINDEF, MINEPDED, MINDEF	PTF
	A2.3.2 Appuyer la participation des écogardes dans les activités transfrontalières	DSA	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINFOF	MINEPDED, MINDEF	PTF
A2. 4 Mise en œuvre de la Stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières élaborées	A2.4.1 Développer la stratégie LAB transfrontalière	Rapport stratégie LAB	200 000					200 000	Pays	MINFOF	MINDEF, MINAT, MINEPDED	PTF
	A2.4.2 Renforcer le personnel des aires protégées transfrontalières	Effectif des écogardes	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINFOF		PTF
A2. 5 Cadres de	A2.5.1 Appuyer les activités	Nombre de	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

collaboration renforcées	des cadres de collaborations transfrontaliers	conventions									MINREX MINEPIA	
A2. 6 Brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers mise en place	A2.6.1 Appuyer la mise en œuvre des MoU MINFOF MINDEF	Rapport d'action	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINFOF	MINDEF, MINEPDED	PTF
	A2.6.2 Mettre en place des unités de réaction rapide sur les problématiques du grand braconnage	Nombre d'unité de réaction opérationnelle	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINFOF	MINDEF, MINEPDED	PTF
	A2.6.3 Appuyer la mise en place des cadres de concertation MINEPIA-MINADER, MINTRANSPORT, MINFI, MINJUSTICE	Cadre de concertation	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINFOF	MINEPIA- MINADER, MINTRANSP ORT, MINFI, MINJUSTICE	PTF
A2. 7 Développement des plans de communication et de sensibilisation	A2.7.1 Développer un plan de sensibilisation et de communication pour les aires protégées objet des pressions de la transhumance	Plan de sensibilisation	75 000					75 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
	A2.7.2 Appuyer la sensibilisation des acteurs de la périphérie des AP	Nombre de personnes sensibilisés	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINFOF	MINDDEVEL, MINEPDED	PTF
A2. 8 Equipes en charge de la sensibilisation et de l'orientation des transhumants recrutés et appuyés	A2.8.1 Recruter et appuyer les équipes de surveillance, de sensibilisation et d'orientation des éleveurs à la périphérie des AP	Nombre de personne de surveillance	500 000	750 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 250 000	Pays	MINFOF	MINEPDED	PTF
Total 2			1 803 000	2 233 000	2 313 000	1 938 000	1 818 000	10 105 000				
Objectif spécifique 3 : Appuyer la gestion de la transhumance												
A3.1 Infrastructures économiques d'élevage (marché à bétail etc.) développées	A3.1.1 Construire 3 marchés à bétails	03 marchés	300 000	300 000	300 000			900 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
	A3.1.2 Développer et faire appliquer des conventions de gestion des infrastructures	Nombre de conventions de gestion	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED, MINDDEVEL	PTF
	A3.1.3 Développer un système d'information des marchés	Un système d'information	75 000	50 000	50 000	50 000	50 000	275 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
A3. 2 Infrastructures administratives d'élevage	A3.2.1 Créer, construire et opérationnaliser un observatoire nationale de la	Un observatoire national de la transhumance	350 000	100 000	100 000	100 000	100 000	750 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINESUPMIN EPDED	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

développées	transhumance et les points transfrontaliers de gestion de la transhumance											
A3.3 Campagnes de sensibilisation des transhumants organisés	A3.3.1 Organiser des campagnes de sensibilisation des transhumants sur les thématiques en lien avec la conservation de la biodiversité et la gestion durable de la transhumance	Nombre de transhumants sensibilisés	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
A3.4 Foncier pastoral bien géré	A3.4.1 Appuyer la délimitation et le zonage de l'espace pastoral	Nombre de plan de zonage	300 000	300 000	300 000	300 000		1 200 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER, MINEPDED	PTF
	A3.4.2 Développer les outils locaux de gestion (conventions locales, accords sociaux, cadres de concertation etc.)	conventions locales, accords sociaux	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINDDEVEL, MINEPDED	PTF
	A3.4.3 Mettre sur pieds des plateformes de concertation au niveau local	Nombre de plateformes	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER, MINDDEVEL, MINEPDED	PTF
A3.5 Pistes à bétail gérées durablement	A3.5.1 Elaborer et faire appliquer des règles de gestion des couloirs de transhumance	Règles de gestion	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER, MINDDEVEL, MINEPDED	PTF
	A3.5.2 délimiter et matérialiser les pistes de bétail	Longueurs de pistes délimitées	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
	A3.5.3 Appuyer l'intégration des ressources pastorales dans les différents plans d'aménagement du territoire	Un guide d'élaboration des plans d'aménagement	150 000	150 000				300 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER, MINDDEVEL, MINEPDED, MINEPAT	PTF
A3.6 Aires de pâturages gérés de manière durable	A3.6.1 Sécuriser les aires de pâturage	Plan de sécurisation des zones de pâturage	150 000	150 000	150 000			450 000	Pays	MINEPIA	MINDEF, MINAT, MINFOF, MINEPDED	PTF
	A3.6.2 Développer les chaînes de production des espèces fourragères	Quantité de fourrages produits	250 000	250 000	250 000			750 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
	A3.6.3 Développer des techniques de lutte contre	Rapport techniques	100 000	100 000	100 000			300 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINRESI,	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

	l'envahissement des pâturages										MINESUP, MINEPDED	
R3. 7 Hydraulique pastorale améliorée	A.3.7.1 Construire les infrastructures hydrauliques	Nombre de puits pastoraux	150 000	150 000	150 000	150 000		600 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEE, MINEPDED	PTF
	A.3.7.2 Mettre sur pied des règles et des cadres de gestion des ressources hydriques	Guide de gestion	50 000	25 000	25 000			100 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PTF
	A.3.7.3 Organiser des formations sur la gestion de l'hydraulique pastoral	Nombre de session de formation	25 000	25 000	25 000	250 000		325 000	Pays	MINEPIA	MINEE MINFOF, MINEPDED	PTF
A3. 8 Infrastructures d'élevage (Parcs de vaccination ; marchés à bétail, Boucherie et abattoir)	A.3.8.1 Construire les infrastructures pastorales (parcs de vaccinations, boucherie et abattoir)	6 parcs de vaccination, 6 abattoirs et 6 boucheries construites	450 000		450 000			900 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINTP MINEPDED	PTF
	A.3.8.2 Mettre sur pieds des comités de gestion des infrastructures pastorales	nombre de comité de gestion	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINDDEVEL MINEPDED	PTF
A.3.9 Chaîne des valeurs des produits de l'élevage mis sur pieds	A.3.9.1 Développer des chaînes de valeurs des produits de la transhumance	Nombre de chaîne de valeur	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER MINEPDED	PTF
A3.10 Sécurité du bétail et des personnes assurée	A.3.10.1 Appuyer la mise en place des comités de gestion intégrant les différents acteurs de l'espace	Nombre de comité de gestion de l'espace	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINDDEVEL, MINAT MINEPDED	PTF
Total 3			3 075 000	2 325 000	2 625 000	1 575 000	875 000	10 475 000				
Objectif spécifique 4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité												
R4.1 Organisations des producteurs redynamisés	A4.1.1 Organiser et restructurer les organisations des producteurs	Nombre d'organisation appuyés	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PFT
	A4.1.2 Renforcer les capacités des membres des organisations paysannes	Nombre de personnes formées	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PFT
R4.2 Instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation,	A.4.2.1 Créer/redynamiser des cadres de concertation transfrontalier	Nombre de cadre de concertation développé	100 000	100 000	75 000	75 000	75 000	425 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINREX MINEPDED	PFT
	A4.2.2 Sensibiliser les acteurs étatiques et locaux	Nombres d'atelier de	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED,	PFT

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance mise en place	sur la mise en œuvre des accords	sensibilisation									MINREX	
	A4.2.3 Mener un plaidoyer en vue de l'application des accords	Nombres de session de organisé	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED, MINREX	PFT
R.4.3 Capacités des acteurs de la transhumance renforcée	A.4.3.1 Développer des cursus de formation sur la transhumance	Nombres d'Université avec les parcours pastoralisme	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED, MINESUP	PFT
	A4.3.2 Organiser des voyages d'expérience avec d'autres organisations	Nombre de voyages d'expérience	50 000	50 000	50 000			150 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PFT
	A4.3.3 Elaborer le document stratégique de suivi et de l'encadrement des transhumants	un rapport	200 000	50 000				250 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PFT
R.4.4 Sécurité du bétail et des personnes assurée	A4.4.1 Renforcer la sécurité sur les parcours de transhumants	Nombre de Point de contrôle sur les couloirs	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000	Pays	MINDEF	MINEPIA, MINFOF, MINEPDED	PFT
	A4.4.2 Développer des nouvelles méthodes de contrôle de la transhumance	Un rapport	250 000	100 000	100 000	100 000	100 000	650 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINDEF, MINEPDED	PFT
	A4.4.3 Réadapter les couloirs de transhumances en tenant compte des réalités actuelles	Nombre de couloirs validés	350 000	350 000	350 000			1 050 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINADER, MINAT, MINEPDED	PFT
	A4.4.4 Développer des mécanismes d'application des textes	Nombre d'atelier de sensibilisation	75 000	75 000	75 000	75 000		300 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINJUSTICE, MINEPDED	PFT
R.4.5 Production des outils de communication pour la promotion de la paix	A4.5.1 Créer des radios communautaires dédiées à la transhumance dans les grands sites de transhumance	05 radios communautaire s	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED	PFT
	A4.5.2 Développer en accord avec la commission du bilinguisme et du multiculturalisme des outils de sensibilisation	nombre d'outils	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	Pays	MINEPIA	MINFOF, MINEPDED, Commission bilinguisme	PFT
Total 4			2 025 000	1 725 000	1 650 000	1 250 000	1 175 000	7 825 000				
Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche one health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance												
R.5.1 Capacités des	A5.1.1 élaborer la stratégie	Un rapport de	200 000					200 000	Pays	Comité	MINSANTE,	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

acteurs sur le One Health renforcées	de formation des acteurs clés sur le One Health	stratégique								interministériel One Health	MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	
	A5.1.2 Développer des synergies entre les acteurs	Rapport nationaux	100 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.1.3 Vulgariser l'approche One Health	Nombre de session de vulgarisation	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5. 2 Systèmes d'alertes pour le contrôle et la surveillance maladies animales à caractères zoonotiques mis en place	A5.2.1 Créer un système d'information et de suivi local sur les principales maladies zoonotiques liées à la transhumance	Un système d'information	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.2.2 Construire trois Laboratoires d'analyse des échantillons	03 Laboratoires	500 000	500 000	500 000			1 500 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.2.3 Mettre en place un dispositif d'alerte des maladies émergentes et réémergences	Un dispositif d'alerte	100 000	75 000	75 000	75 000	75 000	400 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5.3 Capacités des parties prenantes de l'approche One Health renforcées	A5.3.1 Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation du concept	Nombre de session de sensibilisation	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.3.2 Solliciter l'appui des partenaires (OMS, OIE et FAO) pour l'implémentation de l'approche	Convention	150 000					150 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5.4 Campagnes de vaccination harmonisée des maladies animales prioritaires organisées	A5.4.1 Organiser des campagnes de vaccinations sur les maladies zoonotiques liées à la transhumance	Une campagne par an	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	4 000 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5.5 Stratégie One Health sous-régionale développée	A5.5.1 Appuyer la mise en œuvre de la stratégie sous-régionale One Health	01 rapport	25 000					25 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5.6 Systèmes d'alertes des	A5.6.1 Faire la recherche sur les potentiels réservoirs	Un rapport de recherche	200 000	50 000				250 000	Pays	Comité interministériel	MINSANTE, MINFOF,	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

zoonoses développées	dans la faune sauvage									riel One Health	MINEPDED, MINEPIA	
	A5.6.2 Rendre les différents systèmes des sectoriels interopérables	Une plateforme opérationnelle	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.6.3 Organiser les campagnes de sensibilisation des communautés	Nombre de campagne de sensibilisation	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
R5.7 Stratégie de communication et des risques adoptée et opérationnalisée	A5.7.1 Elaborer/ actualiser les outils de sensibilisation	Outils de sensibilisation	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
	A5.7.2 Impliquer les communautés dans la surveillance sanitaire	Nombre d'unité locale de surveillance	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	Comité interministériel One Health	MINSANTE, MINFOF, MINEPDED, MINEPIA	PTF
Total 5			2 600 000	2 000 000	1 950 000	1 450 000	1 450 000	9 450 000				
Objectif spécifique 6: Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales												
R6.1 Etude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT/ RBT/SPH et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux réalisée	A6.1.1 Réaliser une étude participative sur les potentialités Agro-sylvo-pastorales des espaces occupés par les communautés	Rapport d'étude	250 000					250 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
	A6.1.2 vulgariser les résultats de l'étude	Nombre de session de vulgarisation	75 000	75 000				150 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
R.6.2 Chaines de valeurs des produits agropastoraux développées	A6.2.1 Structurer et renforcer les capacités des producteurs	Nombre d'atelier de formations	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
	A6.2.2 Développer des chaînes de valeurs durables sur les différents PFNL	Nombre de chaînes de valeurs des PFNL développés	500 000	500 000	500 000	500 000		2 000 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
	A6.2.3 Développer les chaînes de valeurs agricoles	Nombre de chaînes de valeurs agricoles	500 000	500 000	50 000	500 000		1 550 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
R6.3 AGRs développées	A.6.3.1 Micro subventions octroyés	Nombre de micro	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF,	PTF

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena

		subventions									MINEPDED,	
	A6.3.2 Appuyer la transformation des produits agro-sylvo-pastorales	Quantité de produits transformés	500 000	500 000	500 000			1 500 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
	A6.3.3 Appui à la mise en place des unités de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux	Nombre de PME opérationnelles	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
	A.6.3.4 Former et renforcer les capacités des populations sur la conservation et la transformation des produits	Nombre de session de formation	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Pays	MINEPIA	MINADER, MINFOF, MINEPDED,	PTF
Total 6			2 600 000	2 350 000	1 825 000	1 775 000	775 000	9 325 000				
Objectifs spécifique 7 : Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer												
R7.1 Conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie organisée	A7.1.1 Organiser une table ronde des partenaires financier et techniques	Un rapport de la conférence	250 000					250 000	Pays	MINFOF	MINEPIA, MINEPAT, MINREX, MINADER, MINEPDED	PTF
R7.2 Parties prenantes nationales sensibilisées sur le PIP	A7.2.1 Organiser des sessions de sensibilisation sur le PIP	Nombre de session	150 000	150 000	15 000			315 000		MINFOF	MINEPIA, MINADER, MINEPAT, MINREX, MINEPDED	PTF
	A7.2.2 Mettre sur pied et opérationnaliser une structure de gestion du PIP	PV de fonctionnement	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000		MINFOF	MINEPIA, MINADER, MINEPAT, MINREX, MINEPDED	PTF
R.7.4 Cadre de mise en œuvre élaboré et opérationnalisés	A7.3.1 Développer une plateforme de suivi et de mise en œuvre des activités du PIP	Une plateforme opérationnelle	100 000	75 000	75 000	75 000	75 000	400 000		MINFOF	MINEPIA, MINADER, MINEPAT, MINREX, MINEPDED	PTF
Total 7			650 000	375 000	240 000	225 000	225 000	1 715 000				
Total général			14 053 000	12 408 000	11 428 000	8 513 000	6 543 000	52 945 000				

7. SYNTHÈSE DU BUDGET TOTAL PAR AXE

Le *Tableau 5* ci-dessous ressort la synthèse du budget pluriannuel par axe d'intervention et par année. Il met en évidence l'importance de chaque axe en vue de développer une transhumance plus durable. Il en ressort de ce tableau que l'axe le plus important en terme d'investissement est l'axe 3 (Gestion de la transhumance). Cet axe nécessite les investissements pour la construction des infrastructures en lien avec la transhumance et la délimitation des zones de pâturage. Le deuxième axe le plus important en matière budgétaire est l'axe 2 (Lutte anti-braconnage dans les aires protégées et contre la criminalité des ressources naturelles). Cet axe permettra de développer des stratégies de lutte contre le braconnage en partie lié à la transhumance. Mais aussi, il permettra le renforcement des capacités et l'acquisition des équipements nécessaires à la conduite des missions. Le troisième axe le plus important en termes de budget est l'axe 5 (Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19). Il permettra de lutter contre les zoonoses et appuiera la vaccination. Le plan apportera également un appui dans l'amélioration des conditions de vie des populations locale pour améliorer la cohésion social en développant des chaînes de valeurs. C'est dans ce cadre que l'axe 6 (Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales) a été développé et représente le quatrième axe le plus important en matière de budget.. L'axe 1 (Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées) constitue le quatrième axe le plus important en termes de budget. L'axe 4 (Consolidation de la Paix et la Sécurité) est tout aussi important car, il permettra de développer des actions de pacification de la transhumance. Les axes 1 et 7, respectivement, Communication, suivi et plaidoyer et Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ont des budgets sont les moins importants en termes de budget.

Tableau 5. Récapitulatif du budget par axe stratégique.

Axes stratégiques	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	Total
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	1 300 000	1 400 000	825 000	300 000	225 000	4 050 000
Axe stratégique 2 : Lutte anti-braconnage dans les aires protégées et contre la criminalité des ressources naturelles	1 803 000	2 233 000	2 313 000	1 938 000	1 818 000	10 105 000
Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance	3 075 000	2 325 000	2 625 000	1 575 000	875 000	10 475 000
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	2 025 000	1 725 000	1 650 000	1 250 000	1 175 000	7 825 000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	2 600 000	2 000 000	1 950 000	1 450 000	1 450 000	9 450 000
Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	2 600 000	2 350 000	1 825 000	1 775 000	775 000	9 325 000
Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer	650 000	375 000	240 000	225 000	225 000	1 715 000
Total						52 945 000

8. STRATEGIE DE MARKETING ET DE FUNDRAISING

Le budget estimé pour le plan d'investissement est d'environ **52 945 000 USD**. Les ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'investissement doivent être mobilisées par le gouvernement camerounais. La transhumance est un domaine thématique prioritaire qui nécessite aujourd'hui une approche holistique intersectorielle dans sa gestion. L'approche intégrera les différents éléments clés de la transhumance et du néo-pastoralisme qui comprennent les problèmes de sécurité avec la circulation des armes, le banditisme, le trafic de drogue, la gestion des ressources naturelles, la gestion des aires protégées, le développement

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena
économique et les moyens de subsistance des communautés, les aspects sanitaires liés aux zoonoses, conflits homme-faune, transfrontaliers etc.

Différents ministères sectoriels s'occupent ou sont impactés par les activités de la transhumance dans le pays. Un comité intersectoriel devra être mis en place par le gouvernement pour coordonner et superviser la mise en œuvre du plan d'investissement. L'une des principales tâches de ce comité sera de mobiliser des ressources auprès de différentes sources de financement, tant internes qu'externes. Les sources de financement comprennent, mais sans s'y limiter, les éléments suivants :

i) Interne :

- a. La source interne immédiate de financement du plan provient des budgets des différents ministères liés à la thématique. Un mécanisme de coordination doit être établi pour suivre et rendre compte des activités mises en œuvre grâce aux allocations budgétaires nationales des ministères pour les activités de transhumance. Le suivi et le reporting des activités de transhumance par les ministères sectoriels contribueront à la visibilité des efforts déployés par les différents ministères en la matière. Il permettra également la construction d'une collaboration intersectorielle, la mutualisation des ressources et la construction d'une approche concertée et intégrée par les agences gouvernementales sur la gestion de la transhumance.
- b. Une table ronde interne des donateurs serait convoquée pour présenter le plan d'investissement. Des représentants d'agences donatrices multilatérales et bilatérales (Banque africaine de développement, Banque mondiale, UE, KFW, banque islamique, GIZ, etc.), d'agences onusiennes (FAO, OMS, PNUD, etc.), d'organisations humanitaires (Croix-Rouge, médecins sans frontières, Action Contre la Faim etc.) et les partenaires stratégiques présents au Cameroun seront invités à participer à la table ronde. Agences internationales de conservation et de développement (WCS, UICN, WWF, etc.). Les institutions régionales et sous régionales, dont la CBLT, la CEBEVIHRA et d'autres acteurs importants travaillant dans le secteur de la transhumance, devraient également participer à la conférence. La conférence couvrira les axes prioritaires d'intervention du plan d'investissement qui comprennent la paix et la sécurité, le transfrontalier, le One Health Concept, les zoonoses, le développement économique et les moyens de subsistance, la gestion des aires protégées, la gouvernance de la transhumance et la résolution des conflits, etc.

i) Externe

Le gouvernement devra identifier et cibler divers organismes de financement et fondations au sein du réseau mondial de la conservation et du développement durable pour financer le plan d'investissement. La stratégie de collecte de fonds comprendra la participation à divers forums internationaux, régionaux et sous régionaux sur la transhumance et le néo-pastoralisme. Organiser des événements parallèles lors de conférences internationales et régionales telles que la conférence de partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) pour présenter le plan d'investissement. Tenir des réunions stratégiques bilatérales et multilatérales avec les agences et organisations donatrices internationales. L'orientation de ces réunions stratégiques devrait refléter le créneau thématique (par exemple, les aires protégées, les moyens de subsistance transfrontaliers, communautaires, etc.) des donateurs et organisations potentiels.

Avec l'assistance technique des agences internationales de l'environnement et du développement, le gouvernement élaborerait des propositions de financement de grande et moyenne taille sur les thèmes prioritaires de la transhumance et du néo-pastoral pour le financement. Dans certains cas, les propositions de financement doivent suivre les directives des agences de financement. Les agences de financement telles que le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Union Européenne (UE) et de nombreuses fondations

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena
financent souvent de grands projets complexes de développement et de conservation sur la transhumance et le néo-pastoralisme.

9. VI. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

La mise en œuvre du présent Plan d'Investissement pluriannuel du Cameroun a fait l'objet des arrangements institutionnels lors de la réunion du 05 Juillet 2023. Cette réunion a abordé le portage institutionnel du présent PIP.

Proposition

1. Coordination

- + Coordination : Comité National Intersectoriel chargé de la Prévention et de la Résolution des problèmes résultant de la Transhumance**
- + Coordination adjoint : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)**

2. Membres

- + Ministère des Forêts et de la Faune**
- + Ministère des Relations Extérieures**
- + Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural**
- + Ministère de l'Administration Territoriale**
- + Ministère de la Décentralisation et du Développement Local**
- + Ministère de la Défense**
- + Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire**
- + Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable**
- + Ministère de l'Enseignement Supérieur**
- + Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation**
- + Ministère des Relations Extérieures**
- + Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)**
- + Les Organisation de la société civile**
- + Les Organisation Non gouvernementale**

La coordination de la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain dans les régions seront assurés par les services déconcentrés des ministères sectoriels en collaboration avec les partenaires techniques et autres acteurs locaux. Un mécanisme de suivi doit être mis en place par le comité ad hoc pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'investissement.

REFERENCES

- Binot A., Castel V., Caron A. 2006. "L'interface faune-bétail en Afrique de l'ouest". Sécheresse vol. 17, (1-2), janvier-juin 2006
- Bourbouze A., 2018. Les grandes transformations du pastoralisme méditerranéen et l'émergence de nouveaux modes de production, CIHEAM Montpellier, 7 p
- Bourbouze A., 2018. Les grandes transformations du pastoralisme méditerranéen et l'émergence de nouveaux modes de production, CIHEAM Montpellier, 7 p
- BUCREP, 2010. Rapport de présentation du 3^{ème} recensement général de la population et de l'habitat, 68 p.
- CBLT, 2011. Charte de l'Eau du Bassin du Lac Tchad. 57p
- Chirio L et LeBreton M., 2007. Atlas des Reptiles du Cameroun. Museum National d'Histoire Naturelle & IRD Editions, Paris
- CORAF/WECARD, 2015. Transhumance transfrontalière et conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. Dakar, CORAF/WECARD, 94p.
- DTM Mobility tracking, 2021: Indice de stabilité - CAMEROUN MARS/AVRIL 2021 P. 1/7.
- Etat des Forêts, 2010. Les forêts du bassin du Congo. Eds : de Wasseige C., de Marcken P., Bayol N., Hiol Hiol F., Mayaux Ph., Desclée B., Nasi R., Billand A., Defourny P et Eba'a R.– 2012. Office des publications de l'Union Européenne. Luxembourg. 276 p. ISBN : 978-92-79-22717-2 doi : 10.2788/48830
- FEWS NET. 2019. *Carte et descriptions des zones de moyens d'existence du Cameroun* Washington, D.C. : FEWS NET.
- Fréchou H., 2000. L'élevage et le commerce du bétail dans le Nord du Cameroun. ORSTOM, 121p.
- GIZ/DFS, 2020. Construction d'un dialogue sur la transhumance dans le BSB Yamoussa. Projet « Appui au Complexe Binational Sena Oura - Bouba Ndjida (BSB Yamoussa) – Phase II ». 39p.
- Gonné B., Aoudou D.S. et Ganota B., 2017. Plan de gestion des ressources naturelles et de partage de terres entre les populations d'accueil, les déplacés, les retournes et les refugies dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava Extrême-nord du Cameroun. Centre d'Etudes de Recherche en Paix Sécurité et Intégration, PNUD, 74p.
- Hiernaux P., Mamadou O. D. et Mohamed H. A., 2018. Au Sahel, maintenir l'élevage pastoral pour s'adapter au changement climatique, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/26/au-sahel-maintenir-l-elevage-pastoral-pour-s-adapter-au-changement-climatique_5388932_3212.html?xtmc=sahel&xtr=2
- Huchon J., Jiagho RE., Douadeu B. et Epanda M., 2021. Transhumances pastorales autour des aires protégées en Afrique centrale. Etat des Aires Protégées d'Afrique Centrale, En cours de publication.
- Institut National de la Statistique (INS) et ICF., 2020. Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018. Yaoundé, Cameroun et Rockville, Maryland, USA : INS et ICF., 739p.
- INSUCO, 2020. Étude régionale de recherche : Impacts contrastés de la crise sécuritaire sur les situations foncières dans la région du lac Tchad. Rapport d'étude - Projet RESILAC, 210p
- Jobbins M., Brottem L., et McDonnell A.. (2021). Pastoralisme et conflit : Outils de prévention et d'intervention dans la région Soudano-Sahélienne, 2e éd. Washington DC : Search for Common Ground.
- Letouzey R., 1985. Carte Phytogéographique du Cameroun au 1 :500.000. Accompagnée de la Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1 :500 000. Institut de la Carte Internationale de la Végétation. Toulouse, France.
- Magrin G. et de Montclos M-A.P., 2018. Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram. AFD, 294p.
- MINEPAT, 2018. Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l'Est du Cameroun 2018–2022. Banque Mondiale, Union Européenne, 140p.

Plan d'investissement de la République du Cameroun relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena
MINEPAT/SDSR, 2016. Stratégie de développement du secteur rural 2015-2020. Le secteur rural, un important moteur de l'économie nationale, janvier 2016.

MINEPIA, 2011. Document de stratégie du sous-secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales. Division des Etudes, des Statistiques et de la Coopération, Cameroun, 125p.

MINEPIA, 2013. Enquête pastorale annuelle 2012, Rapport Principal. Cameroun, 93p.

Onana J.M., 2011. The vascular plants of Cameroon. A taxonomic check list with IUCN assessments. Flore du Cameroun 39. IRAD-National Herbarium of Cameroon. 195 p.

Onana J.M., 2018. Cartographie des écosystèmes du Cameroun. Int. J. Biol. Chem. Sci. 12(2): 940-957

Roe D., Nelson, F., Sandbrook, C. (eds.) 2009. Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique – Impacts, expériences et orientations futures. Série Ressources Naturelles no. 18, Institut International pour l'Environnement et le Développement, Londres, Royaume-Uni.

UA, 2010. Cadre pour une politique du pastoralisme en Afrique : Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens d'existence et les droits des communautés pastorales. Département d'économie rurale et d'agriculture, 56p.

UICN-PC, 2014. Les Facteurs de Déforestation et de Dégradation des Forêts : Résultats d'une analyse participative dans les Paysages TNS et TRIDOM (Cameroun, Congo, Gabon et RCA). Yaoundé, Cameroun. 81 pages + Annexes.

Vivien J, Depierre D., 2012. Mammifères Sauvages du Cameroun. Ed.Nguila Kérou : Saint Berthevin, France.

ANNEXE

Tableau 14. 1: Evolution du cheptel entre 2013 et 2018

Spécifications	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bovins	5 805 297	6 310 358	6 859 359	7 456 123	7 890 962	8 761 385
Ovins	2 952 624	3 050 061	3 172 063	3 283 086	3 345 340	3 499 933
Caprins	6 298 059	6 190 992	6 290 048	6 365 528	6 441 915	6 506 334
porcins	3 112 973	3 212 588	3 373 217	3 491 280	3 613 475	3 729 106
Volailles*	72 758 691	75 063 425	80 317 865	81 924 222	82 661 540	83 901 463

*Source : MINEPIA/DEPCS, *y compris la production des poulets de chair*

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DU NIGER

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E : mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E : dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Formulation :

Ingénieur statisticien économiste M. Abdoulaye FALLA
Direction des Etudes et de la Programmation
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

M. Hamissou HALILOU MALAM GARBA
Coordonnateur du Projet Gestion Durable de la Biodiversité et
des Aires Protégées (PGDBAP)
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE
LA DESERTIFICATION

M. Ibrahim MADOUGOU, Ingénieur des Eaux et Forêts
Directeur Adjoint de la Faune de la Chasse et des Aires
Protégées
Ministère de l'Environnement et la Lutte Contre la
Désertification

M. Mahamadou SALIFOU, Expert d'Appui
Chef de Mission DFS d'Assistance Technique au Projet GiZ
BSB YAMOUSSA- Garoua- Cameroun

Avec l'appui technique et financier de :



PROJET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES PASTORALES DANS LE BASSIN DU CONGO

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE N'DJAMENA

Organisation, aménagement et gestion

de la transhumance transfrontalière dans le Bloc Ouest

Intégration et Connectivité Afrique de l'Ouest et Centrale

EBAUCHE PIP NIGER



Juin 2023

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 68

- 1.1 GENERALITES 68
- 1.2 CADRE LOGIQUE PROGRAMMATIQUE DE LA DECLARATION N'DJAMENA 68

2. PRESENTATION DU PAYS 69

- 2.1 LE NIGER 69
- 2.2 LE DOMAINE DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE AU NIGER 70
 - 2.2.1 Biodiversité et réseau d'aires protégées du Niger 71
 - 2.2.2 Cadre institutionnel et législatif de la conservation 73
- 2.3 LE DOMAINE DE L'ELEVAGE AU NIGER 75
 - 2.3.1 Présentation 75
 - 2.3.2 Cadre législatif de l'élevage au Niger 78
- 2.4 CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE L'ELEVAGE DU NIGER 80
- 2.5 CONTRAINTES SUR LE PASTORALISME AU NIGER 81

3. TRANSHUMANCE ET CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE 82

4. CONTRAINTES, PROBLEMES PRIORITAIRES : ETUDE DE CAS 85

- 4.1 CONTRAINTES IDENTIFIEES 85
- 4.2 SOLUTIONS PROPOSEES 86

5. PROCESSUS ELABORATION DU PIP NIGER 87

- 5.1 FONDEMENT DES ACTIONS DES PIP PAYS 87
- 5.2 OBJECTIFS DE LA MISSION D'ELABORATION DU PIP 88
- 5.3 RESULTATS ATTENDUS DU PROCESSUS D'ELABORATION 88
- 5.4 APPROCHE METHODOLOGIQUE 88

6. AXES D'INTERVENTION, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS 89

- 6.1 BUT 89
- 6.2 OBJECTIFS 89
- 6.3 OBJECTIFS SPECIFIQUES ET AXES D'INTERVENTION 89
- 6.4 RESULTATS ATTENDUS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PIP NIGER 89
- 6.5 QUELQUES CONSIDERATIONS 90
- 6.6 RESULTATS ATTENDUS, ACTIONS, ACTIVITES ET SOUS-ACTIVITES A MENER 90

7. PLAN D'INTERVENTION 90

- 7.1 APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE 91
- 7.2 EQUIPE DE MISE EN ŒUVRE 91
- 7.3 GROUPES CIBLES ET BENEFICIAIRES 91
- 7.4 ORGANIGRAMME ET ANCRAGE INSTITUTIONNEL 92
- 7.5 PRINCIPES DIRECTEURS DE MISE EN ŒUVRE 93
- 7.6 ZONE DE COUVERTURE DU BLOC OUEST 93
- 7.7 PARTENAIRES DE LA SOCIETE CIVILE DE MISE EN ŒUVRE PIP NIGER 95

7.8	SUIVI-EVALUATION	97
8.	DESCRIPTION DES AXES DU PIP NIGER	97
8.1	AXE 1 : CADRE JURIDIQUE POUR UNE COLLABORATION ENTRE LES ETATS	97
8.1.1	Objectif 97	
8.1.2	Justification	98
8.1.3	Actions prioritaires	99
8.2	AXE 2 : STRATEGIE DE LUTTE ANTI-BRACONNAGE DANS LES AIRES PROTEGEES	100
8.2.1	Objectif 100	
8.2.2	Justification	100
8.2.3	Actions prioritaires	101
8.3	AXE 3 : GESTION DE LA TRANSHUMANCE, DES RESSOURCES PASTORALES ET AMENAGEMENTS PASTORAUX	102
8.3.1	Objectif 102	
8.3.2	Justification	103
8.3.3	Actions prioritaires	105
8.4	AXE 4 : CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS/PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS	108
8.4.1	Objectif 108	
8.4.2	Justification	108
8.4.3	Actions prioritaires	112
8.5	AXE 5 : EQUILIBRE SANTE HUMAINE/CONSERVATION/BIODIVERSITE/ZOONOSES	112
8.5.1	Objectif 112	
8.5.2	Justification	113
8.5.3	Actions prioritaires	114
8.6	AXE 6 : COMMUNICATION ET PLAIDOYER	114
8.6.1	Objectif 114	
8.6.2	Justification	114
8.6.3	Actions prioritaires	116
8.7	AXE STRATEGIQUE 7 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTES LOCALES.	117
8.7.1	Objectif. 117	
8.7.2	Justificatif	117
8.7.3	Actions prioritaires	118
9.	PLAN DE PARTICIPATION DES ACTEURS DU PIP	118
10.	BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT DU PIP	121
11.	Liste des Tableaux	122
TABLEAU 1:	ACTIVITES ET SOUS ACTIVITES A METTRE EN ŒUVRE	122
TABLEAU 2:	BUDGET RECAPITULATIF DU PIP NIGER	122
12.	Liste des Figures	122
FIGURE 1:	CARTE ELEVAGE AU NIGER	122
FIGURE 2:	CARTE AIRES PROTEGEES DU NIGER	122
FIGURE 3:	ORGANIGRAMME PIP NIGER	122

FIGURE 4: CARTE DES ETATS DU BLOC OUEST 122

13. LISTE DES ENCADRES 122

ENCADRE 1: TRANSHUMANCE CEDEAO 122
ENCADRE 2: AXES STRATEGIQUES 122

14. LISTE DES ANNEXES 122

ANNEXE 1 : ANALYSE DES PROBLEMES 122
ANNEXE 2 : BUDGET DETAILLE 122

15. BIBLIOGRAPHIE 138

LISTE DES FIGURES

LISTE DES ENCADRES

LISTE DES ANNEXES

ABBREVIATIONS

APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement)
BSB	Complexe Frontalier (Tchad-Cameroun) d'Aires Protégées Yamoussa
CEBV	Communauté économique du bétail et de la viande
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIRDES	Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide
CIT	Certificat international de transhumance
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
CORAF	Centre ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
CRA	Centre régional Agrhymet
CRESA	Centre régional d'études spécialisées en agriculture
CRSA	Centre régional de santé animale
CRUS	Comité régional des unions du Sahel
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
PAC	Politique agricole de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EISMV	Ecole inter-Etats de sciences et médecine vétérinaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
MERH	Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques (Tchad)
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune (Cameroun)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
PASR	Plan d'action sous-régional de lutte contre la désertification
PIB	Produit intérieur brut
PNIA	Programme national d'investissement agricole
PPPOA	Programme pastoral pilote ouest-africain
PPRAO	Programme pastoral régional de l'Afrique de l'Ouest
Projet GiZ /BSB	Projet GiZ d'Appui au BSB Yamoussa
RBM	Réseau Billital Maroobè
RECOPA	Réseau de communication sur le pastoralisme
SIPSA	Système d'information sur le pastoralisme au Sahel
SNV	Organisation néerlandaise de développement
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

ENCADRE 1 : RESUME DE LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERE EN AFRIQUE DE L'OUEST

En Afrique de l'Ouest, le pastoralisme constitue le système d'élevage dominant des ruminants domestiques (bovins, ovins, caprins, camelins). Dans les pays sahéliens de l'espace CEDEAO, les pasteurs pratiquent la transhumance comme mode de survie mais aussi comme mode de production économique.

En effet, il est reproché à l'élevage transhumant la dégradation des écosystèmes sur les axes de transhumance et au niveau des zones d'accueil, notamment par la surexploitation des ligneux fourragers, l'exploitation pastorale des aires protégées et le surpâturage dans les zones d'accueil. Sur le plan sanitaire, la principale contrainte est le risque épidémiologique qu'occasionne ce mode d'élevage car les troupeaux transhumants non vaccinés peuvent répandre rapidement les maladies contagieuses lors de leur déplacement, ce qui pourrait mettre en péril le cheptel des régions entières.

Au plan socio-économique, l'exercice de la transhumance transfrontalière est à l'origine de conflits intercommunautaires, principalement entre éleveurs transhumants et agriculteurs des pays côtiers. Les Chefs d'État ont adopté un cadre pour régler la transhumance entre les États membres de la CEDEAO. Ce cadre réglementaire, notamment avec l'établissement du Certificat international de transhumance (CIT), constitue une amélioration dans l'organisation et le contrôle de la transhumance transfrontalière. Chaque année, les mouvements de transhumance sont marqués par des tracasseries administratives et de graves incidents dans les zones d'accueil, liés au non-respect des réglementations nationales et régionale, aux dégâts occasionnés aux champs et/ou aux récoltes, à l'exploitation pastorale des aires protégées, aux pertes d'animaux, etc. Ce climat de tension permanente entre les éleveurs transhumants et les populations des zones d'accueil entraîne des conflits, parfois meurtriers. En effet, la réduction de l'espace pastoral due à l'extension des terres cultivées, l'obstruction des pistes à bétail et l'occupation de nombreuses zones d'accueil par les champs constituent autant de facteurs de conflictualité entre les éleveurs transhumants et les autres usagers des ressources naturelles, principalement avec les agriculteurs.

Cette situation a amené certains pays de la CEDEAO à développer des initiatives pour améliorer l'application de la Décision à travers la signature de protocoles d'accord spécifiques relatifs à la transhumance transfrontalière. Les effets conjugués de ces facteurs ont atteint un point critique contribuant ainsi à la déstabilisation de ce mode d'élevage. Les pays d'accueil reprochent aux éleveurs transhumants le non-respect des législations en vigueur, les dégâts sur les productions végétales et la dégradation de l'environnement. De leur côté, les éleveurs transhumants des pays de départ font état de contrôles et amendes abusives, de prélèvements illégaux d'animaux et d'obstruction de voies d'accès aux ressources pastorales dans les zones d'accueil.

C'est dans ce contexte de crise de la transhumance transfrontalière que la CEDEAO a jugé nécessaire d'élaborer et mettre en œuvre, à travers son Programme régional d'investissement agricole (PRIA), une Composante « Aménagements pastoraux et organisation de la transhumance transfrontalière ». (Extrait CEDEAO/ECOWAS).

- **CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES PIP**

Généralités

La Déclaration de N'Djamena porte sur la nécessité de façonner le cadre de la collaboration transfrontalière, la dynamique de la transhumance au niveau régional en tenant compte des questions de sécurité, de la gestion des aires protégées et de la dégradation croissante des écosystèmes due aux effets du changement climatique. Elle souligne la nécessité d'une politique transfrontalière cohérente et d'actions conjointes pour soutenir les éleveurs comme condition préalable au développement durable dans la région. Cette déclaration intègre les questions de sécurité et de gestion des ressources naturelles et préconise une approche multi-sectorielle et transfrontalière innovante.

À travers cette Déclaration, les États situés au nord du bassin du Congo, les pays du sahel qui sont frontaliers à ces pays et les organisations régionales s'engagent dans une approche commune relative à la protection de l'environnement, de l'agriculture, l'élevage et la sécurité.

À titre de rappel, les blocs géographiques sont des plateformes multi-pays qui regroupent les pays ayant participé à la conférence de Ndjamena par rapport aux thématiques qui leurs sont propres et par considération à leur héritage transfrontalier commun.

Les Blocs représentent aussi un ensemble d'aires protégées transfrontalières et/ou les points d'entrée (couloir) transfrontaliers de la transhumance. Les trois blocs sont : le Bloc-Est, le Bloc-Centre et le Bloc-Ouest. Ces Blocs géographiques sont encore une unité, une plateforme de gouvernance du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration et de promotion d'une meilleure sécurisation de cette activité.

La coopération Allemande intervient dans le cadre du Programme « Gestion durable des Forêts dans le bassin du Congo » à travers une action spécifique en faveur du BSB Yamoussa dont l'objectif est le suivant : « La gestion des Parcs Nationaux du complexe transfrontalier BSB Yamoussa et de ses zones périphériques est améliorée de façon durable ».

C'est dans ce cadre et en appui au processus de Ndjamena, que le Projet GIZ d'Appui au complexe BSB YAMOUSSA est retenu comme Leader du Bloc Ouest tout en assurant une contribution aux initiatives en cours dans le bloc Ouest en conformité avec les propositions issues de la déclaration de N'Djamena.

Cadre logique programmatique de la Déclaration N'Djaména

La programmation des activités met une emphase sur les résultats majeurs et stratégiques de mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména à savoir: (1) le cadre juridique national et sous-régional ; (2) la gestion des aires protégées et stratégies de lutte anti-braconnage ; (3) la gestion durable des ressources naturelles et partant de la transhumance; (4) la stratégies de communication pour les aires protégées transfrontalières et la transhumance ; et (5) le volet paix et sécurité en lien avec les aires protégées et la transhumance. A cette conférence, les

participants ont recommandé aux Co-leaders des blocs géographiques d'apporter un appui aux pays concernés pour l'élaboration d'une feuille de route opérationnelle quinquennale budgétisée et la mise en place d'un mécanisme de gouvernance pour le suivi de la mise en œuvre de la déclaration de N'Djaména.

Le plan quinquennal d'intervention résume les actions prioritaires à mener au cours des prochaines années. Ces actions sont présentées par axe stratégique d'intervention. Il sera question de faire une synthèse des interventions budgétaires par axe/objectifs spécifiques.

TABLEAU 1: AXES STRATEGIQUES D'INTERVENTION DU PIP NIGER

<p><u>Axe stratégique 1</u> : Aménagement de l'espace pastoral et gestion durable des ressources pastorales.</p> <p><u>Axe stratégique 2</u> : Amélioration des systèmes d'élevage (transhumance et pastoralisme).</p> <p><u>Axe stratégique 3</u> : Amélioration des infrastructures pastorales.</p> <p><u>Axe stratégique 4</u> : Paix et sécurité et développement des mesures d'accompagnement des acteurs locaux.</p> <p><u>Axe stratégique 5</u> : Approche « One Health » dans la gestion du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière.</p> <p><u>Axe stratégique 6</u> : Appui à la gestion des aires protégées situées dans les zones de transhumance.</p> <p><u>Axe stratégique 7</u> : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales.</p>
--

Sur la base de ces axes, des résultats et des actions à mener (Cf. Annexe 1), le processus d'élaboration consistera à renseigner le cadre logique élaboré avec des chiffres issus de l'évaluation des besoins par le groupe de travail pays, lors de la rencontre de Douala (Cameroun).

• PRESENTATION DU PAYS

Le Niger

Le Niger est un vaste pays sahélien de 1 267 000 km², situé en Afrique de l'ouest, limité au nord par l'Algérie et la Libye, au sud par le Nigeria et le Bénin, à l'est par le Tchad et à l'ouest par le Mali et le Burkina Faso. Le Niger s'étend entre les longitudes 0°16' et 16° Est, et les latitudes 11°1' et 23°17' Nord.

Le climat de type aride, est caractérisé par une courte saison humide de trois à quatre mois, donnant lieu à des précipitations dans le premier tiers sud du pays, variant entre 200 mm et 800 mm du nord au sud (plus de 600 mm sur 1% du territoire seulement), et une saison sèche de huit à neuf mois sur l'ensemble du pays, qui du reste est désertique sur 67 % de sa superficie.

on distingue du Nord au Sud, quatre zones climatiques (CNEDD, 2000):

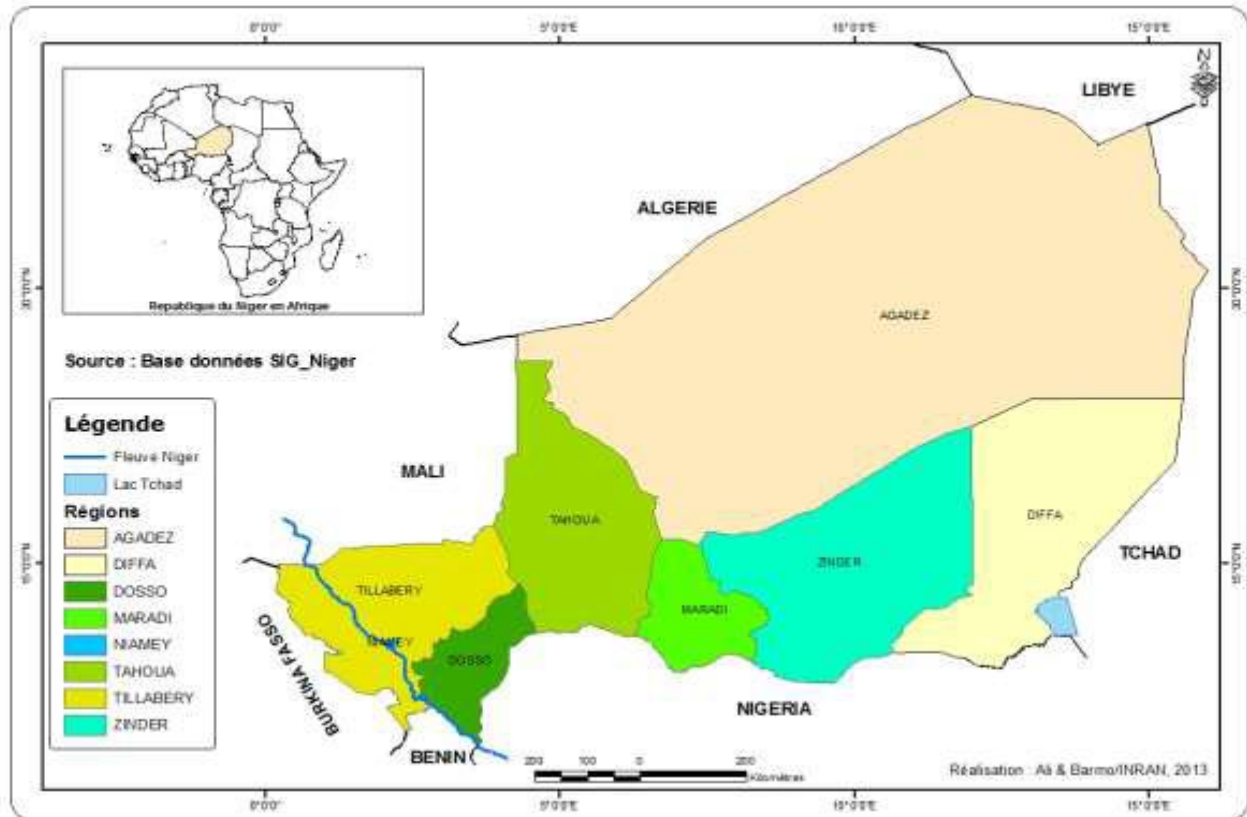
- la zone saharienne, désertique, qui couvre 77% du pays et reçoit moins de 150 mm de pluie en moyenne par an. On y pratique des cultures irriguées dans les Oasis ;
- la zone sahélo-saharienne qui représente 12% de la superficie du pays et reçoit 150 à 300 mm de pluie en moyenne par an. Elle est propice à l'élevage transhumant ;
- la zone sahélienne qui couvre 10 % du pays et reçoit 300 à 600 mm de pluie en moyenne par an ; elle est propice à l'agropastoralisme ;

- la zone sahélo soudanienne représente environ 1 % de la superficie totale du pays et reçoit 600 à 800 mm de pluie en moyenne par an ; elle est propice à la production agricole et animale.

La zone des cultures est soumise à l'instabilité et à la précarité du régime pluviométrique à l'origine de sécheresse sévère et périodique presque tous les dix ans. La frange sud du territoire soit 25% de la superficie, recèle l'essentiel des ressources naturelles (sol, eau, végétation, faune,) et supporte plus des ¾ de la population.

Selon les résultats du 4ème Recensement Général de la Population et de l'habitat 2012, la population résidente totale du Niger se chiffrait à 17 138 707 habitants dont 8 518 818 hommes (49,7%) et 8 619 889 femmes (50,3 %). Cette population était de 11 060 291 habitants en 2001, soit un taux d'accroissement intercensitaire de 3,9 % qui se révèle comme l'un des plus élevés de la sous-région (Cf Rapport recensement de 2012).

FIGURE 1 : SITUATION GEOGRAPHIQUE DU NIGER



Le domaine de la conservation de la biodiversité au Niger

Biodiversité et réseau d'aires protégées du Niger

Le rapport sur l'évaluation de l'efficacité de gestion des aires protégées du Niger (RAPPAM, 2014) décrit qu'elles sont globalement représentatives de l'ensemble des écosystèmes que couvre le pays. Elles se répartissent dans les écosystèmes soudano-sahéliens et les zones de transitions vers les écosystèmes sahariens. Ces aires protégées couvrent 8,5 millions d'hectares, soit 6,6 % du territoire national. Toutefois, il existe encore certains sites à haute valeur de conservation pour les espèces clés qui ne sont pas encore intégrées au réseau (zone à girafes, zone d'Ayorou, par exemple).

L'inadéquation des ressources humaines disponibles (le manque de personnel, l'insuffisance de formation adéquate, la fréquence trop élevée de mutation, l'éloignement des bases vie des gestionnaires par rapport à leur site), combiné par endroit au climat d'insécurité qui règnent dans certaines zones, rend ces aires protégées très vulnérables aux multiples pressions qui s'exercent sur elles.

Le réseau national des aires protégées du Niger comprend actuellement :

Tableau N° X : Catégorie UICN des principales aires protégées classées du Niger.

N°	Typologie Aire Protégée	Création	Superficie (ha)	Catégorie UICN	Classement
1	Le Parc National du « W » secteur du Niger	4 août 1954	330 000	II	Patrimoine Mondial, Réserve Biosphère, Site Ramsar
2	La Réserve intégrale de faune du Tamou,	8 août 1962	77 740	III	
3	La Réserve intégrale de faune de Gadabéji, Réserve de Biosphère de Gadabéji	25 avril 1955	76 000	IV	
4	La Réserve de Dosso	8 août 1962	306 500	IV	
5	La Réserve naturelle nationale de l'Air et du Ténéré	22 janvier 1988	6 456 000	IV	Patrimoine Mondial (1991)
6	La Réserve naturelle Sanctuaire des Addax.	22 janvier 1988	1 280 000	I	
7	La Réserve naturelle nationale de Termit TinTouma		9 700 000	IV	
8	La Réserve naturelle nationale des hippopotames de Kandaji	20 juillet 2017	1 206 000	IV	
9	Réserve naturelle Sanctuaire des Hippopotames	20 juillet 2017	1 000	I	
TOTAL			19 433 240 soit 15,09 % de la superficie totale du Niger		

On distingue la faune de montagne, la faune saharienne et la faune sahélo-soudanienne. Ainsi, on dénombre plus de 160 espèces de mammifères et plus de 360 espèces d'oiseaux.

Il faut noter que le parc de W secteur du Niger, abrite environ 80% de la diversité biologique du pays et constitue l'un des derniers refuges de la faune et de la flore sahélo-soudanienne. Deux aires protégées sont inscrites sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO (le Parc National du "W" et la réserve naturelle nationale de l'Air et du Ténéré). Ces deux dernières sont aussi classées réserves de biosphère du réseau MAB (Man And Biosphère). Elles couvrent 8,5 millions d'hectares, soit 6,6 % du territoire national.

La problématique de la transhumance dans les aires intégralement protégées se pose avec acuité dans la zone soudano-sahélienne. Les agro-pasteurs faute d'espaces pastoraux viables accentuent la pression sur les aires protégées à la recherche de points d'eau, des ressources pastorales tout en complétant par le fourrage ligneux avec une coupe intensive incontrôlée de la ressource ligneuse. On estime ainsi à plusieurs centaines d'hectares de couvert forestier qui disparaissent annuellement dans les périphéries des aires protégées du Niger. La faune sauvage s'en trouve affectée et les conflits s'accroissent entre les services de la conservation et les pasteurs transhumants. Les activités de conservation sont impactées.

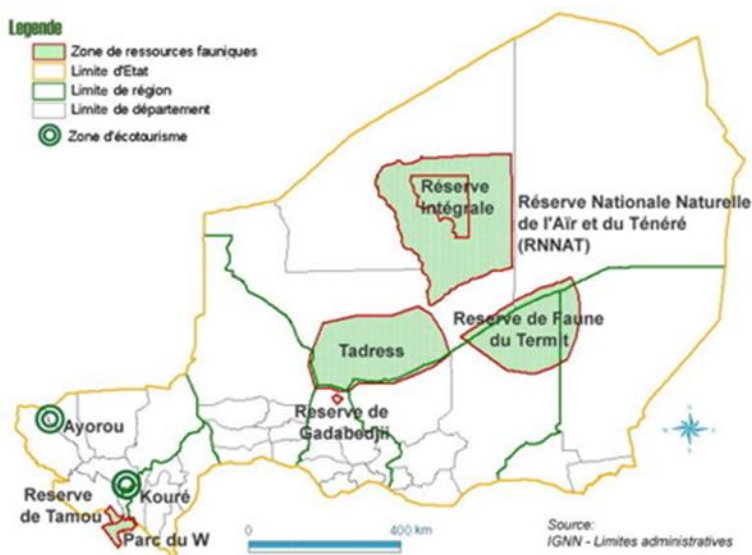


FIGURE 2 : PRINCIPALES AIRES PROTEGEES CLASSEES DU NIGER. (SOURCE/RAPPAM/DPNR)

Les menaces et les contraintes de gestion portant sur le système d'aires protégées du Niger sont similaires à celle du complexe WAP et d'origine naturelle et/ou anthropique. Ces menaces et contraintes d'ordre naturelle sont entre autres les changements et les variabilités climatiques, la faible résilience des écosystèmes.

Celles d'origine anthropique sont : l'accroissement des populations humaines, les pratiques agricoles et l'avancé du front agricole, la transhumance, les feux incontrôlés, le braconnage, les prélèvements illégaux des produits forestiers non ligneux et ligneux, le surpâturage dans les zones de transition de certaines aires protégées et la concurrence à l'accès aux ressources en eau.

Les principales causes de ces menaces sur la diversité biologique retenues par la SNDB sont : les sécheresses récurrentes, la fragmentation des écosystèmes, l'érosion éolienne et hydrique, la vulnérabilité aux effets des changements climatiques, l'ensablement et l'envasement, l'envahissement des zones humides par des plantes envahissantes, l'assèchement des zones humides, l'extension des fronts agricoles et des superficies cultivées au niveau de certaines

aires protégées, le braconnage, les feux de brousse, la surexploitation des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement liée à l'exploitation minière (orpaillage) clandestine, la pression pastorale et le surpâturage, l'organisation insuffisante des réseaux communautaires et traditionnels des acteurs, une perception négative des aires protégées.

L'exploitation minière qui se développe autour de certaines aires protégées (Termit, Aïr Ténéré, Parc W) constitue une menace sérieuse en termes de pollution et de pressions sur les ressources hydriques ainsi que comme facteur d'attraction de populations susceptibles d'accroître le besoin en ressources naturelles. Par ailleurs, la persistance du braconnage, l'avancée du front agricole, la pression pastorale récurrente, la prospection minière, la croissance démographique de plus en plus forte occasionnant la colonisation agricole des interfaces aires protégées/périphéries W, les feux de brousse incontrôlés, l'exploitation forestière et la récolte non durable des produits forestiers non ligneux, la pollution des sols et des eaux résultant de l'utilisation massive des pesticides et autres intrants chimiques et la variabilité climatique, etc. sont des menaces récurrentes sur les aires protégées.

A ces menaces s'ajoutent l'insécurité sous toutes ses formes dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les obstacles structurels liés aux incohérences (une faible synergie d'actions entre les administrations de tutelle, des modes de gestion et statuts différents des aires, des législations non harmonisées entre les pays) et aux appuis financiers variables et fluctuants d'où la nécessité urgente d'une approche régionale et transfrontalière pour les CEDEAO et CEEAC.

Le PIP Niger, prendra en compte la problématique de la transhumance pastorale dans la gestion des périphéries des aires protégées en privilégiant :

- a. Une approche paysage pour une gestion intégrée des aires protégées en lien avec la problématique transhumance ;
- b. La prise en compte dans les plans d'aménagement de l'interface pastoralisme et aires protégées ;
- c. La lutte contre les activités illégales dans les aires protégées notamment le braconnage et les trafics illicites ;
- d. La forte expansion des fronts agricoles sur les aires protégées ;
- e. La communication et l'éducation environnementale pour une perception positive des aires protégées ;
- f. L'émergence des réseaux communautaires et relais traditionnels.

Cadre institutionnel et législatif de la conservation

Plusieurs ministères sont directement impliqués dans la gestion des parcs et réserves du Niger :

- Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, est l'autorité en charge de la gestion des parcs et réserves du Niger, à travers la Direction de la Faune, de la

Chasse, des Parcs et Réserves, intégrée à la Direction Générale des Eaux et Forêts. Les Parcs et Réserves sont sous la supervision d'une Division Parcs et Réserves sous tutelle d'une Direction Nationale ;

- Le Ministère en charge du Plan qui planifie les efforts nationaux en matière de développement des programmes et projets sur les parcs et réserves ou avec une composante biodiversité ;
- Le Ministère des Finances : qui s'occupe de la mobilisation des ressources financières et de la gestion des aspects financiers relatifs à la gestion des parcs et réserves ;
- La Primature : avec la mise en place du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable dans les aspects de mise en œuvre des politiques et des stratégies nationales en faveur de l'environnement et de la biodiversité ;
- Le Ministère en charge de l'Intérieur et de la Décentralisation qui mobilise les collectivités locales et les communautés en faveur de la gestion des parcs et des réserves ;
- Le Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire et de l'Agriculture (Code Rural), qui sont intéressés par les questions du classement des parcs et des réserves et la sécurité foncière du réseau des parcs et réserves ;
- Les Ministères en charge du Tourisme et de la Culture qui sont des partenaires clés en matière de développement du tourisme et de la sauvegarde de la valorisation du patrimoine culturel dans les parcs et réserves.
- Le Ministère en charge de la Défense du fait du statut du Corps des Eaux et Forêts et des problèmes de sécurité nationale.

Plusieurs autres institutions au niveau national ont une responsabilité dans la gestion des parcs et réserves en s'intéressant à certaines thématiques liées à la gestion des parcs et réserves notamment l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN), conseil scientifique portant sur la recherche et le suivi écologique dans les parcs et réserves; les Facultés de Sciences et d'Agronomie de l'Université de Niamey conseil scientifique portant sur la recherche et le suivi écologique dans les parcs et réserves et l'Institut Pratique de Développement Rural (IPDR) de Kollo, pour la formation des ressources humaines retenues pour la gestion des parcs et réserves.

Plusieurs autres partenaires techniques (UICN, SCF, PNUD, PNUE, etc.) interviennent dans la gestion des parcs et réserves, en développant des initiatives multiformes d'appui technique aux efforts de l'Etat. Et les partenaires financiers (UE, UEMOA, GiZ, PNUE, PNUD, SCF, WWF et l'UICN) sont concernés par la mobilisation des ressources financières en faveur des aires protégées et portant sur toutes les questions relatives à la conservation de la biodiversité et la gestion des parcs et réserves.

Le Niger dispose de plusieurs instruments juridiques relatifs à la gestion de l'environnement, des ressources naturelles, de la faune, des parcs et des réserves.

- La loi 98-56 du 29 Décembre 1998 portant loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement, qui fixe le cadre juridique général et les principes fondamentaux de la gestion de l'environnement au Niger.
- La Loi n° 2002-012 du 11 juin 2002 créant les nouvelles entités décentralisées leur concède également certaines fiscalités.
- Le Décret n° 97-006/PRN/MAG/E du 10 janvier 1997 portant réglementation de la mise en valeur des ressources naturelles rurales.
- La Loi n° 98-07 du 29 avril 1998 portant régime de la chasse et de la protection de la faune définit le régime de la chasse et la protection de la faune. Son titre II précise l'exercice du droit de chasse. Il détermine les droits que les communautés riveraines traditionnelles peuvent avoir en matière de chasse ou de capture.
- L'ordonnance n° 86—001 du 10 janvier 1986 portant régime général des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ; l'ordonnance n° 86—002 du 10 janvier 1986 déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte : Ces deux textes organisent le régime des établissements publics, des sociétés d'Etat et des sociétés d'économie mixte.

Ces différents instruments sont des outils juridiques en faveur de la mise en œuvre d'actions de conservation et de développement des parcs et réserves du Niger, plus particulièrement la création de la nouvelle structure en charge des parcs et réserves du Niger.

Le domaine de l'élevage au Niger

Présentation

Le Plan d'Action du CNT (2021), précise qu'au Niger, près de 87% de la population active vivent de l'élevage et 20% en vit exclusivement. C'est une des composantes les plus dynamiques de l'économie, porteuse de croissance du secteur primaire (productions animales près de 11% à la constitution du Produit Intérieur Brut (PIB) et 35% au PIB agricole). Par ailleurs :

- L'élevage tient le premier rang des recettes totales d'exportation des produits agrosylvo-pastoraux en contribuant à 22% de la valeur totale des exportations, seconde source de recettes d'exportation du Niger après les ressources minières. L'élevage apporterait 15% au revenu des ménages et 25% à la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels.
- L'élevage des ruminants, en plus d'alimenter les principales villes du pays dessert plusieurs circuits d'exportation sur pieds par ordre décroissant : Nigeria, Bénin, Togo, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Algérie et Lybie.

- Le cheptel nigérien est estimé à plus de 52 millions de têtes soit 20.881.579 Unités Bétail Tropical (UBT1) en 2020 toutes espèces confondues pour une valeur totale de 5.000 Md FCFA (16 M de bovins, 13,6 M d'ovins, 19 M de caprins, 1,9 M de camelins). Le tableau ci-dessous indique une estimation des effectifs par région du pays.

Tableau 1 : Estimation des effectifs de bétail par région en 2020 (Rapport MAGEL,2020)

2 020	Bovins	Ovins	Caprins	Camelins	Équins	Asins	Total	UBT
Agadez	43 967	575 911	995 625	162 556	302	110 479	1 888 841	498 061
Diffa	1 538 173	995 672	1 578 127	432 222	51 535	179 972	4 775 702	2 199 813
Dosso	1 666 173	1 062 387	1 470 534	33 247	12 533	166 719	4 411 593	1 834 826
Maradi	2 678 714	2 447 730	3 515 180	301 498	18 311	241 527	9 202 961	3 477 366
Tahoua	3 222 503	2 958 726	3 483 194	568 307	31 306	503 780	10 767 816	4 404 635
Tillabéry	3 526 844	1 919 016	2 445 075	100 927	20 765	365 801	8 378 428	3 765 068
Zinder	3 374 904	3 462 760	5 209 104	259 989	123 207	378 294	12 808 259	4 574 559
Niamey	87 657	232 475	135 611	52	318	3 324	459 437	127 250
Total	16 138 935	13 654 678	18 832 451	1 858 798	258 277	1 949 895	52 693 035	20 881 579

Source Plan d'Action, CNT, 2021

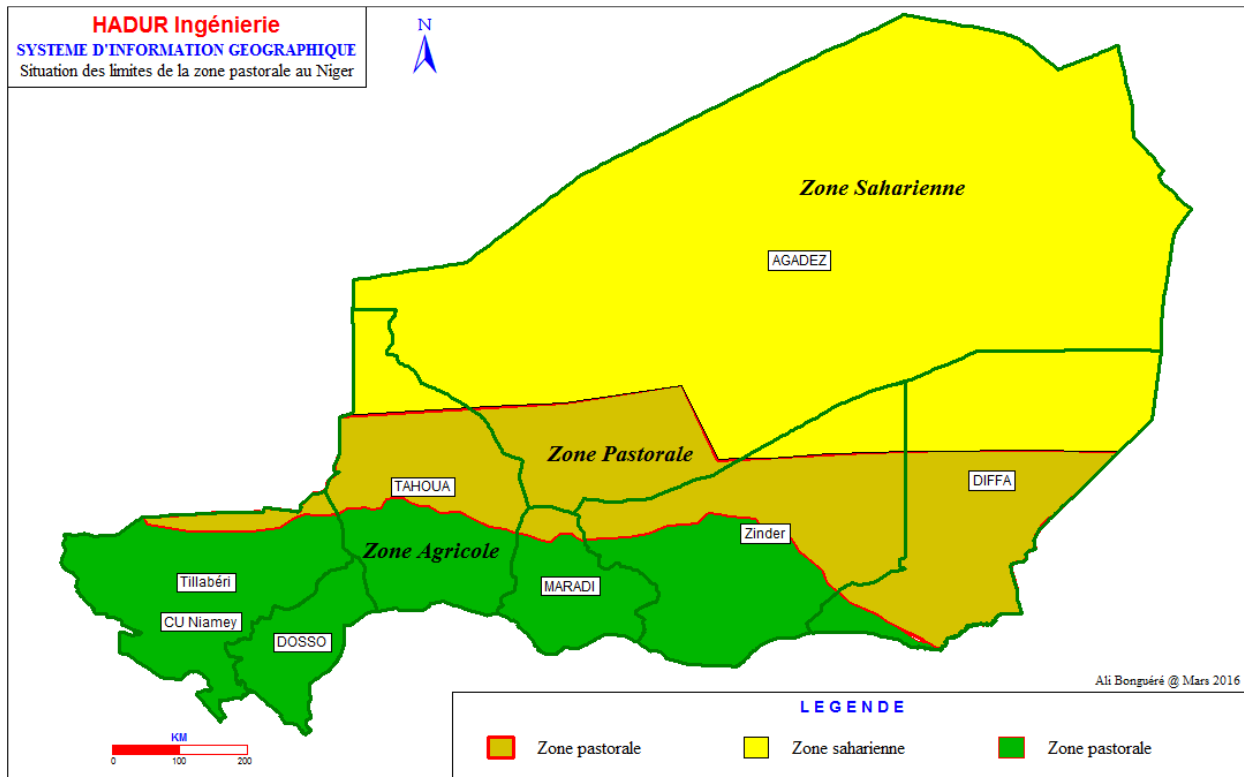
Deuxième activité des nigériens après l'agriculture, le pastoralisme au Niger représente 11% du PIB national et 35% du PIB agricole. La vente des produits de l'élevage place ce secteur en seconde position après l'uranium. Le gouvernement du Niger a examiné et adopté le 20 mai 2010 le Projet d'ordonnance relative au pastoralisme.

Les espèces animales domestiques du Niger appartiennent essentiellement aux classes des mammifères et des oiseaux. Ces espèces animales se retrouvent actuellement souvent dans le même écosystème du fait de la facilité d'adaptation et d'intégration qu'elles ont acquises au cours du temps. Le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC) a permis de recenser 7 336 088 bovins, 9 192 017 ovins, 11 238 268 caprins, 1 565 420 camelins, 230 174 équins, 1 477 073 asins et 12 196 410 têtes pour la volaille. Cette dernière comprend les poules, les pintades, les canards, les oies, les dindes, etc. Pour certaines de ces espèces, le Niger compte une gamme variée de races adaptées localement et certaines font l'objet de travaux de sélection ou de purification depuis des décennies (cas des bovins race Azawak et de la chèvre rousse de Maradi). Au niveau de la volaille, bien que les éleveurs traditionnels arrivent à différencier les "races locales", il est difficile d'en donner une description adéquate de ces races aviaires locales avec toutes les caractéristiques sur des bases scientifiques. (Source 4e Rapport sur la biodiversité Niger)

Les produits de l'élevage constituent le second poste des principaux produits exportés, juste après l'uranium. Ils représentent 70% des produits d'exportation et 39% des recettes totales d'exportation, soit près du double des produits agricoles. Les exportations des produits de l'élevage sont constituées d'animaux sur pieds notamment des bovins, des ovins, des caprins et des camelins qui représentent respectivement 41%, 45%, 7%, et 5% des exportations des

produits de l'élevage (MDA/MRA, 2007). Ils contribuent de manière significative au budget des ménages à hauteur de 15% (SDR-PA, 2006).

FIGURE 3: VOCATION PRODUCTIVE DES ZONES AGRO-PASTORALES (SOURCE CNT PLAN D'ACTION 2020-2024)

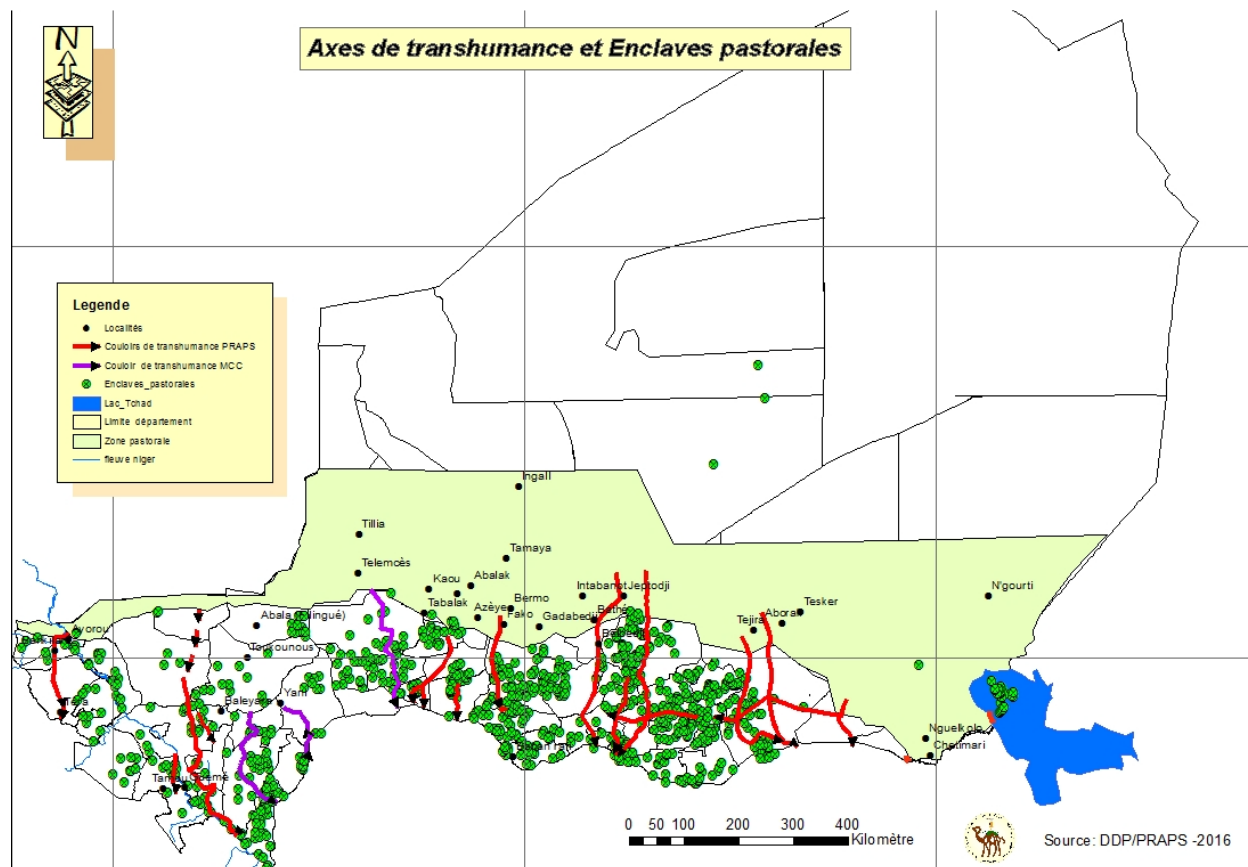


Le secteur de l'élevage constitue aujourd'hui une source importante de revenus pour une grande partie des ménages ruraux. Il contribue efficacement dans la lutte contre la pauvreté en tant que principale source de revenus notamment dans les ménages ruraux où son apport est estimé à 15% du budget.

Cette activité procure un emploi permanent à plus de 87% de la population nigérienne qui pratique l'élevage à temps plein ou partiel ». Grâce à sa très grande diversité biologique, la pratique de l'élevage la contribue à la couverture des besoins alimentaires des populations à travers la fourniture de nutriments nécessaires au développement humain notamment la viande et le lait.

L'élevage joue également un rôle important dans le développement de certains secteurs notamment l'agriculture à travers la fumure organique et la promotion du développement industriel notamment les laiteries, les fromageries ou les cuirs et peaux.

FIGURE 4 : COULOIRS DE TRANSHUMANCE INTERNATIONAUX-AIRES DE PATURAGES (CNT : PLAN D’ACTION 2022-2024)



Cadre législatif de l'élevage au Niger

La transhumance transfrontalière est régie par des textes nationaux, des accords bilatéraux et régionaux. Au Niger, la législation et la réglementation nationale en matière de transhumance est basée principalement sur les principes d'orientation du Code rural dont :

- La loi 61-5 du 26 mai 1961 qui prévoit entre autres l'interdiction de nouvelles cultures au-delà d'une limite nord, l'abandon des cultures (après les récoltes) et défrichement déjà entrepris par les agriculteurs sédentaires résidant au nord de cette limite.
- Le décret n° 87/077/PLMS/MI du 18 juin 1987 réglementant la circulation et le droit de pâturage du bétail dans les zones de cultures.
- L'ordonnance n° 93-015 du 2 mars 1993 qui définit entre autres les droits des pasteurs sur l'espace, l'aménagement des espaces pastoraux et les droits s'exerçant sur le capital bétail ainsi que l'hydraulique pastorale.
- Le décret n° 97-006/PRN/MAG/EL du 10 janvier 1997 qui précise la notion de mise en valeur des ressources pastorales.
- Le décret n° 97-007/PRN/MAG/EL du 10 janvier 1997 qui précise notamment la définition des terroirs d'attache et celle du pasteur.

L'ordonnance 2010-029 du 20 mai 2010 relative au pastoralisme consacre la reconnaissance par l'État et les collectivités territoriales, de la mobilité pastorale comme un droit fondamental des éleveurs, des pasteurs nomades et transhumants. Elle vise à renforcer le Code Rural dans son ambition de sécuriser le pastoralisme au Niger et constitue une avancée juridique majeure pour les communautés pastorales. Elle concrétise le principe de transfert des compétences qui propose la commune comme maître d'ouvrage dans la gestion des puits en zone pastorale et institue un système de fermeture et de libération des champs de cultures pluviales en zone agricole, pour prendre en compte les nécessités d'une bonne intégration entre l'agriculture et l'élevage, sous la responsabilité des régions. Enfin, elle clarifie le statut domanial des ressources pastorales et l'institutionnalisation d'une réglementation appropriée.

L'article 3 : qui stipule que : « la mobilité est un droit fondamental des éleveurs, pasteurs nomades et transhumants ». Ce droit est reconnu et garanti par l'Etat et les collectivités territoriales ». En outre, la loi reconnaît la mobilité comme un mode rationnel et durable d'exploitation des ressources pastorales.

L'article 5 : traite de l'interdiction de l'appropriation à titre privatif des espaces pastoraux relevant du domaine public de l'Etat et des collectivités. Cet article annonce à son alinéa 2 : « En particulier aucune concession ne peut y être accordée si elle a pour effet d'entraver la mobilité des pasteurs et de leurs troupeaux ainsi que leur accès libre aux ressources pastorales. »

L'article 12 : « Le droit d'usage prioritaire est un droit d'occupation, de jouissance et de gestion reconnu aux pasteurs sur leur territoire d'attache. »

L'article 17 : traite des modalités de gestion des puits publics à usage pastoral. « La gestion de tout puits à usage pastoral est du ressort de la commune en tant que maître d'ouvrage. La commune peut faire appel aux services d'un comité de gestion ou toute autre forme de structure de gestion intégrant tous les usagers de l'eau dans le cadre d'une convention de gérance conclue entre la personne publique propriétaire et l'exploitant agissant en qualité de main d'œuvre. »

L'article 25 : Cet article sécurise les voies d'accès du bétail aux eaux de surface relevant du domaine public ou privé en zone des cultures. Ces voies d'accès relèvent du domaine public de l'Etat et leur obstruction est sanctionnée conformément aux dispositions du code pénal.

L'article 29 : Cet article lève une interdiction formelle qui empêchait aux éleveurs de faire pâturer leurs animaux dans les ranchs et les forêts classées dans n'importe quelle situation et permet maintenant leur utilisation comme zone de refuge en cas de grave crise de rareté de pâturage due aux sécheresses, mais fait obligation aux pasteurs du respect et du maintien de l'équilibre écologique.

L'article 30 : Il consacre comme un droit la libre circulation du bétail dans les aires pastorales et les couloirs de passage en saison des pluies.

L'article 66 : indique que les procédures de conciliation des litiges doivent désormais être portées devant des commissions paritaires siégeant au niveau des villages, quartiers, tribus, groupements et cantons, provinces et sultanats. Les commissions sont présidées par le chef traditionnel du ressort et comportent en nombre égal des représentants des agriculteurs et des éleveurs.

Cadre institutionnel du secteur de l'élevage du Niger

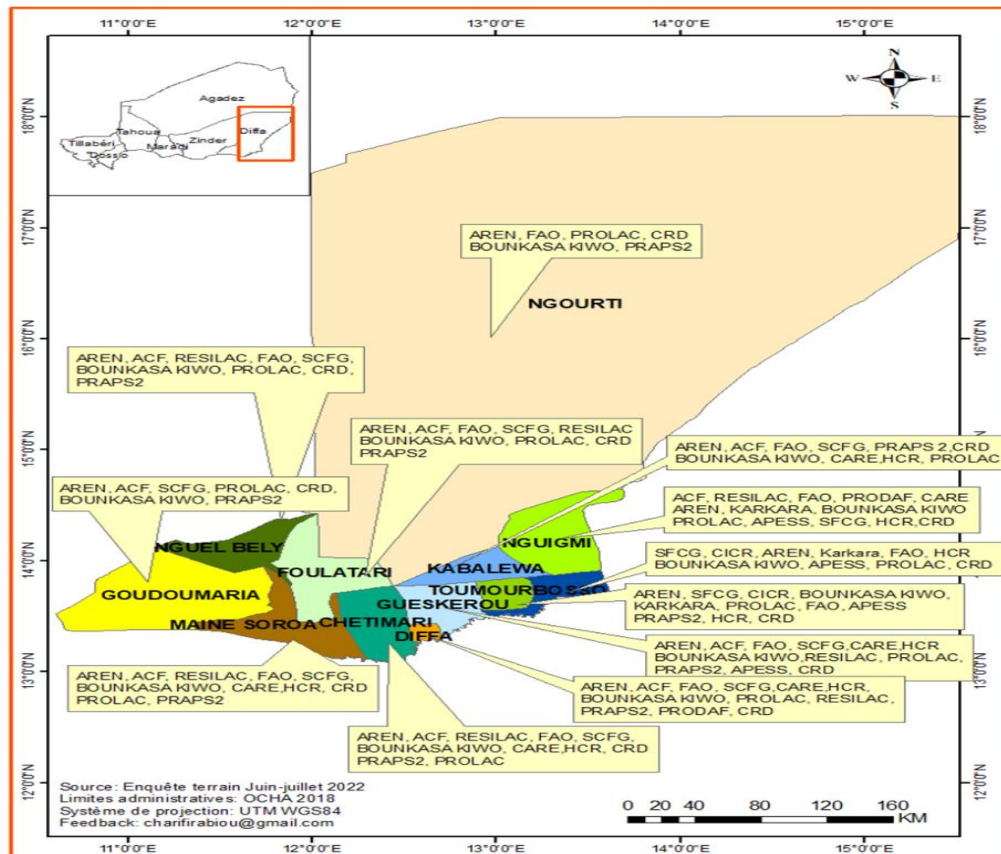
Les acteurs du secteur de l'Elevage au Niger (Etude cartographie des acteurs) sont composés des ministères et des associations pastorales.

Au niveau des ministères sectoriels, il s'agit du :

- ✓ Ministère de l'élevage, en charge de l'élevage sur le territoire du Niger à travers la conception et la mise en œuvre des politiques en matière de l'élevage ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et sous programmes d'investissements et projets de développement dont le Ministère de l'Elevage assure la maîtrise d'ouvrage, tels que définis par les politiques sous sectorielles ;
- ✓ Ministère de l'agriculture chargé de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de la politique de l'État en matière agricole, évidemment des politiques en lien avec la gouvernance des ressources foncières.
- ✓ Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification, chargé de mettre en œuvre la politique en matière de veille environnementale, de lutte contre la désertification, la protection de la nature, de la faune et de la flore (Source Etude cartographie des acteurs du Bassin du Lac Tchad, 2023).

Société civile : Plusieurs acteurs notamment les Ongs, les organisations communautaires de base. Il y'a aussi les représentations des pasteurs dans les institutions et les processus de décision comme les commissions foncières, les communes dans le cadre de la décentralisation. ...). Le contexte est marqué par des associations pastorales en devenir, la prégnance des chefferies et les rapports entre États frontaliers (Exemple du Processus de la Déclaration de Ndjamena).

Figure 6 : Carte des acteurs de la transhumance dans la région de Diffa (Source Etude Cartographie des acteurs)



Contraintes sur le pastoralisme au Niger

Selon l'analyse du document du Comité National de Transhumance du Niger – Plan d'Action triennal 2022-2024, qu'en dépit de toutes ces mesures, force est de constater, que le pastoralisme en général et la transhumance en particulier sont de plus en plus menacés.

Les facteurs cités sont entre autres :

1. l'empiétement sur les ressources à vocation pastorale (enclaves, espaces, couloirs de passage,...), l'extension des champs au cœur des aires de pâturage et de repos et la limitation de l'accès aux points d'eau de surface sont autant de facteurs de perte des droits à la mobilité, pourtant consacrés par la loi ;
2. La zone pastorale, poumon de l'élevage pastoral, connaît des transformations ayant entraîné parfois de grands bouleversements comme les sécheresses récurrentes, désertification, modifications écologiques avec appauvrissement sinon destruction du couvert végétal, la réduction voire disparition de certains parcours et inaccessibilité à d'autres, la perte du contrôle social et physique de l'espace, la pression humaine due à

la modification au plan local des paramètres démographiques et à la colonisation de l'espace pastoral par des agriculteurs venus du sud ;

- La sédentarisation ou semi-sédentarisation de certaines communautés et leur reconversion accompagnée d'une diversification des activités : pratique courante de l'agriculture sous pluie ou irriguée, inclusion d'activités diverses, commerciales notamment comme le ramassage et la coupe de bois et sa vente le long des axes routiers ;
- L'augmentation de la charge animale voire surcharge animale consécutive au croît naturel important du cheptel du fait des changements intervenus dans les paramètres zootechniques et en dépit des pertes subies à la suite des différentes sécheresses ;
- La migration et exode saisonnier ;
- La pauvreté et paupérisation accrue de certaines couches sociales ;
- Le développement du salariat notamment celui des bergers dans des exploitations d'un type nouveau ;
- L'urbanisation ;
- Les interventions étatiques et externes, parfois privées, avec la création d'infrastructures ayant des incidences souvent négatives sur les conditions d'utilisation optimale de l'espace pastoral (ce que d'aucuns appellent accaparement de terres);
- La décentralisation avec la création à l'échelle de l'État dans une vision uniforme et territorialiste de communes rurales et de régions.

Le PIP Niger dans le cadre de sa formulation et de sa mise en œuvre doit prendre en compte les propositions du CNT et la nécessité absolue de leurs traductions en actions porteuses de durabilité et de solutions pertinentes. Les 7 axes du PIP Niger entre dans ce cadre à travers les actions retenues et la nécessité d'une mobilisation de tous les acteurs notamment dans les questions de connectivité de la transhumance frontalière entre l'Afrique de l'Ouest et centrale.

• **TRANSHUMANCE ET CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE**

La mobilité pastorale transfrontalière est une pratique de résilience des peuples pastoraux, elle est motivée par la recherche de pâturages, de points d'eau, mais également par la fuite des foyers d'épizootie ou le commerce d'animaux. (Salihou Mamadou Alidou, Février 2016)

La transhumance se définit comme un système de production animale caractérisé par des mouvements saisonniers réguliers qui s'effectuent entre des zones écologiques complémentaires. Les troupeaux transhumants partent généralement d'un environnement en déséquilibre et où le pâturage est une denrée rare vers de zones considérées comme encore bien fournies en pâturage. La transhumance transfrontalière intègre toujours un pays de départ et un pays d'accueil.

La progression rapide du front agricole dans la zone du BSB Yamoussa et dans l'ensemble des zones d'accueil des transhumants, l'occupation des sols par les activités telles que l'agriculture,

la foresterie, la conservation accroît les difficultés liées au déplacement des troupeaux transhumants avec une accentuation des conflits fonciers multiformes.

Les transhumants se plaignent de l'occupation par l'agriculture des couloirs de transhumance et de l'espace dans les zones d'accueil et les autres acteurs d'accuser les transhumants de provoquer des dégâts dans les champs et de divaguer de façon illégale des aires protégées (aires de conservation, zones de chasse) avec la destruction des ressources naturelles et des habitats de la faune. Il est évident que les conflits associés à la transhumance transfrontalière amènent certains acteurs ruraux usagers des ressources naturelles en présence à une perception négative de la transhumance.

Pour y faire face, nous devons appuyer à développer des solutions et un plaidoyer qui ciblera l'ensemble des parties prenantes afin d'anticiper l'accentuation et l'exacerbation de ces conflits multiformes latents et récurrents.

Le dialogue peut permettre d'établir et de maintenir des relations positives entre plusieurs acteurs impliqués dans des conflits et promouvoir une sécurisation des activités liées à l'exploitation des biens et services fournis par les ressources naturelles.

L'élevage constitue une des composantes essentielles de l'économie rurale dans les pays du Bloc Ouest particulièrement pour le Niger. Il reste d'un apport non négligeable de l'alimentation et des revenus monétaires pour la majorité des acteurs ruraux. Dans la zone transfrontalière des pays du Bloc Ouest, on distingue un système pastoral extensif fondé sur la mobilité au sein de l'espace national et transfrontalier et qui combine l'agriculture et l'élevage.

La mobilité pastorale transfrontalière est une pratique de résilience des peuples pastoraux, elle est motivée par la recherche de pâturages, de points d'eau, mais également par la fuite des foyers d'épizootie ou le commerce d'animaux. (Salihou Mamadou Alidou, Février 2016)

La transhumance se définit comme un système de production animale caractérisé par des mouvements saisonniers réguliers qui s'effectuent entre des zones écologiques complémentaires. Les troupeaux transhumants partent généralement d'un environnement en déséquilibre et où le pâturage est une denrée rare vers de zones considérées comme encore bien fournies en pâturage. La transhumance transfrontalière intègre toujours un pays de départ et un pays d'accueil.

Les auteurs, Manu Harchies, Aurélie Binot et Eléonore Wolff, dans une étude de cas au Cameroun, ont posé la problématique des impacts de la conservation et de l'élevage transhumant sur l'occupation des sols et les ressources environnementales en ces termes : Que faire lorsque qu'un même espace est simultanément perçu comme un sanctuaire pour la faune et comme un lieu de production en eau et pâturage sans équivalent....? Comment intégrer ces dimensions dans un plan de zonage ou un statut juridique foncier ?

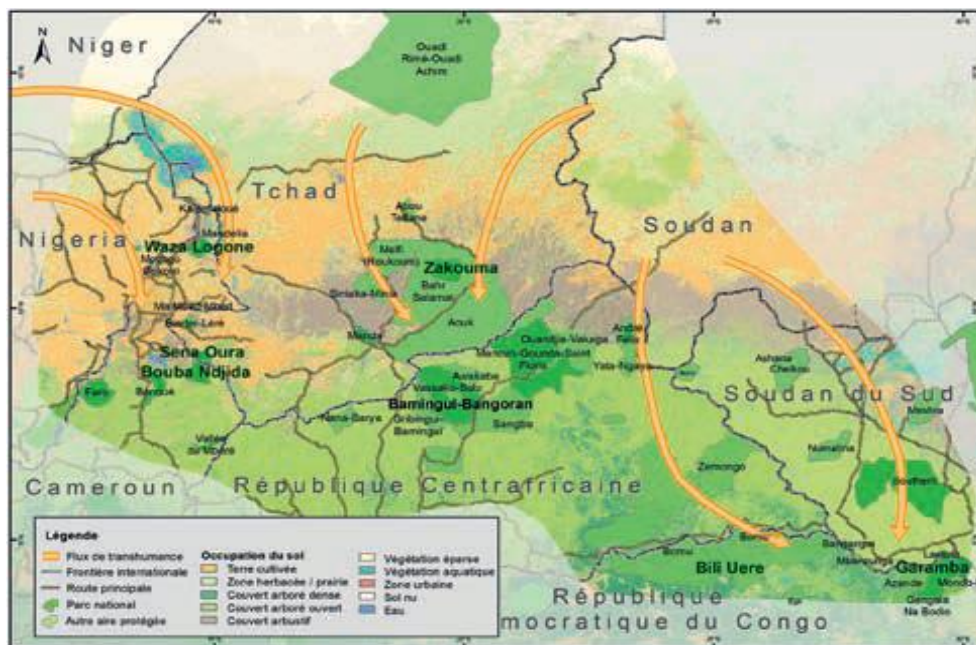
Les études entreprises dans le cadre de la maîtrise de la problématique de la transhumance ont largement approfondi, la description de la transhumance dans ces dimensions spatiales, sociales, économiques, techniques et politiques.

La progression rapide du front agricole dans la zone et dans l'ensemble des zones d'accueil des transhumants, l'occupation des sols par les activités telles que l'agriculture, la foresterie, la conservation accroît les difficultés liées au déplacement des troupeaux transhumants avec une accentuation des conflits fonciers multiformes.

Les transhumants se plaignent de l'occupation par l'agriculture des couloirs de transhumance et de l'espace dans les zones d'accueil et les autres acteurs d'accuser les transhumants de provoquer des dégâts dans les champs et de divaguer de façon illégale des aires protégées (aires de conservation, zones de chasse) avec la destruction des ressources naturelles et des habitats de la faune. Il est évident que les conflits associés à la transhumance transfrontalière amènent certains acteurs ruraux usagers des ressources naturelles en présence à une perception négative de la transhumance.

Pour y faire face, nous devons appuyer à développer des solutions et un plaidoyer qui ciblera l'ensemble des parties prenantes afin d'anticiper l'accentuation et l'exacerbation de ces conflits multiformes latents et récurrents.

[Figure 7: Domaine d'extension du pastoralisme transhumant en Afrique centrale \(Source Jean HUCHON, Rémi Evaliste JIAGHO, Deblondet D. BLEU et Manfred EPANDA\).](#)



• **CONTRAINTES, PROBLEMES PRIORITAIRES : ETUDE DE CAS**

A titre d'exemple, l'étude transhumance dans le complexe BSB Yamoussa (Zone du Bloc Ouest Cameroun-Tchad), a permis un niveau de compréhension de la transhumance et l'identification d'un processus de dialogue engageant l'ensemble des acteurs de manière consultative sur la base du développement et de la mise en œuvre des solutions consensuelles à l'échelle du complexe.

Les principaux résultats de cette étude ont porté sur les thèmes suivants :

- Analyse de la problématique de la transhumance ;
- Identification des acteurs et des partenaires en présence ;
- Développement des solutions, leur faisabilité et leur applicabilité ;
- Cartographie des zones et de pressions et des couloirs de transhumance ;
- Facilitation du processus de construction de dialogue.

Contraintes identifiées

En résumé les contraintes identifiées :

- L'accès aléatoire à l'eau pour les troupeaux.
- L'insuffisance d'espace de pâturage pour les troupeaux.
- L'absence de couloirs de grande et de petite transhumance.
- L'absence d'un dispositif de gestion des feux de brousse.
- L'insécurité dans les zones de pâturage.
- L'extension des besoins et des surfaces agricoles.
- Le manque de concertation opérationnelle.
- L'absence de dispositif de concertation locale.
- L'absence d'organisations professionnelles actives.
- L'absence de sanctions réelles et dissuasives applicables.
- L'accentuation des conflits multiformes.

Les conflits multiformes liés au pastoralisme :

- Conflits acteurs ruraux et équipes de gestion des AP/ZiCs.
- Non-respect de la réglementation des PA, des ZiCs et des limites
- Pâturage illégal dans les AP/Feux de brousse/Braconnage/Pêche illégal
- Utilisation des ressources des AP, Activités illégales, Corridors occupés
- Empoisonnement, Piégeage, etc.
- Conflits entre éleveurs-transhumants
- Accès aux ressources pastorales (eau, pâturages, etc.), sédentarisation
- Conflits fonciers, Accaparement des terres, Conflits liés aux mouvements
- Diverses formes de taxation
- Conflits entre éleveurs-transhumants et agriculteurs.

- Empiètement, Dégâts champêtres, etc.
- Conflits fonciers, mauvaise cohabitation
- Conflits Homme-Faune
- Pâturage illégal dans les AP/Feux de brousse/Braconnage/Pêche illégal
- Utilisation des ressources des AP
- Empoisonnement, Piégeage, Feux de brousse etc.
- Conflits Bétail-Faune/Epizooties-Zoonoses

Solutions proposées

Outre une bonne description à travers un état des lieux exhaustif (4 volumes : Synthèse-Développement-Annexes-Atlas Cartographique) de la transhumance dans le BSB Yamoussa, l'étude a fait des propositions essentielles en faveur d'un dialogue et d'un développement de solutions qui se résument comme suit :

- Instaurer un comité intercommunal de gestion des espaces agropastoraux basé sur le regroupement des comités villageois de gestion agropastorale.
- Conduire un microzonage et cartographie participative des espaces de pâturage, les couloirs, les zones cultivées et les AP au niveau de chaque comité et fixer collectivement les règles d'usage, y compris en matière de régulation du nombre d'animaux admis à pâturer.
- Matérialiser les limites des couloirs de transhumance (internationaux et nationaux) ;
- Installer des puits pastoraux et/ou des mares aménagées régulièrement le long des couloirs de transhumance et dans les zones de pâturage licites.
- Réfléchir à l'instauration d'une police de la transhumance et de l'élevage qui serait en charge, de manière neutre et indépendante, du contrôle des pratiques, du respect des limites des couloirs de transhumance et des AP, de la saisie des troupeaux contrevenants et du transfèrement des bouviers devant la justice.
- Intégrer le plan d'aménagement des aires protégées, dans les schémas nationaux d'aménagement et de développement du territoire ;
- Instaurer un mécanisme de planification et de gestion des feux de brousse avec un dispositif de contrôle et de sanction des contrevenants.
- Installer des points d'eau pastoraux sur le pourtour des aires protégées.
- Systématiser la pratique des cultures fourragères annuelles et pluriannuelles dans tous les villages.
- Impliquer les autorités coutumières et les différents dans la gestion concertée des espaces pastoraux et des conflits.
- Instaurer un processus de dialogue local au niveau des différentes zones de pâturage suivant les règles traditionnelles de concertation.

L'approche des couloirs de passage aménagés (trajectoire balisée, points de départ, points d'accueil, points d'eau, aires de pâturages, accès aux parcs de vaccination, aux marchés de bétail, aires de repos et pistes de passage des zones agricoles, des espaces protégés etc.) a

permis d'aboutir à une transhumance relativement bien gérée et maîtrisée dans d'autres écosystèmes de savane.

Des moyens conséquents doivent être mobilisés pour leur aménagement et leurs équipements en infrastructures pastorales.

L'utilité des couloirs comme facteur de stabilité n'est plus à démontrer. Les couloirs de passage sont caractérisés par leur itinéraire balisé selon une trajectoire de passage reconnue et acceptée par tous les acteurs.

• **PROCESSUS ELABORATION DU PIP NIGER**

À titre de rappel, les blocs géographiques sont des plateformes multi-pays qui regroupent les pays ayant participé à la conférence de Ndjamena par rapport aux thématiques qui leurs sont propres et par considération à leur héritage transfrontalier commun.

Les Blocs représentent aussi un ensemble d'aires protégées transfrontalières et/ou les points d'entrée (couloir) transfrontaliers de la transhumance. Les trois blocs sont : le Bloc-Est, le Bloc-Centre et le Bloc-Ouest. Ces Blocs géographiques sont encore une unité, une plateforme de gouvernance du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration. Une liste des Co leaders de ces Blocs est disponible dont le Projet BSB est leader du Bloc.

Fondement des actions des PIP Pays

Le fondement des actions des PIP reposent sur :

- la définition des actions transnationales coordonnées et multisectorielles concrètes afférentes aux blocs thématiques et géographiques pour les trois ou cinq prochaines années (3 cadres logiques préparés pour les 3 blocs) ;
- la prise en compte de l'analyse des thématiques prioritaires dans l'élaboration des Projets / programmes et plan d'actions prioritaires (6 thématiques, 10 produits, 57 indicateurs) ;
- le financement durable du programme et plan d'actions prioritaires ainsi que les rôles et responsabilités des intervenants clés (Une feuille de route budgétisée à environs 80 millions d'Euro, un plan d'action Diplomatique pour le Facilitateur du PFBC par bloc);
- l'élaboration des solutions idoines aux questions d'ordre opérationnelle pour une réaction régionale à la hauteur des défis liés aux problématiques émergentes des blocs (Vers Ndjamena 2: Plans d'investissement pays, Conférence des Bailleurs, Sommet des Chefs D'Etats).

En référence aux recommandations formulées au cours de la « Transhumance Day » à Kinshasa en décembre 2020, plusieurs actions suivantes été proposées pour être menées dont la préparation et l'élaboration des plans d'investissement (extension des feuilles des routes programmatiques) des pays concernés dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de

N'Djamena, en ce qui concerne la transhumance, la collaboration transfrontalière en relation avec la gestion concertée des ressources naturelles, la paix et la sécurité et le développement socio-économique, objet de la présente mission.

Objectifs de la mission d'élaboration du PIP

Les objectifs du processus d'élaboration :

- Prendre contact avec le groupe de travail pays issu de la Réunion des Experts Pays pour l'élaboration des Plans d'Investissement Pays du 12 au 15 juillet 2021, à Douala (Cameroun) pour la finalisation du remplissage du canevas initial ;
- Organiser les rencontres du groupe de travail en vue de la finalisation du PIP et engager des rencontres avec les institutions impliquées dans le cadre de la recherche de l'ancrage institutionnel (mécanisme de gouvernance) dans le cadre de la mise en œuvre ;
- Assurer le suivi du processus de l'intégration de l'ensemble des PIP en, vue de la production d'un Plan d'Investissement Bloc Ouest Intégré.

Résultats attendus du processus d'élaboration

Les résultats concernent :

- Suite aux rencontres et réunions des groupes de travail, les PIP finalisés par pays sont finalisés et disponibles en vue de leur intégration dans le Plan d'Investissement du Bloc Ouest ;
- Des propositions de l'ancrage institutionnel par pays dans le cadre de la mise en œuvre des activités sont proposées en vue
- Un processus d'intégration en seul plan d'investissement est engagé en vue de la finalisation du processus qui sera clôturé par un atelier de validation.

Approche méthodologique

Sur la base des résultats de la série des rencontres réunions des groupes de travail portant sur l'élaboration des PIP par pays sont finalisés en vue de leur intégration dans le Plan d'Investissement du Bloc Ouest au niveau régional, il procéder à :

1. Compiler toute la documentation relative à la Déclaration de Ndjamen, des ateliers et rencontres et des pays du Bloc Ouest ;
2. Constituer un groupe de travail sur les résultats attendus du PIP ;
3. Procéder à la collecte des informations par thématiques et bibliographie ;
4. Organiser des réunions d'échanges ;
5. Procéder à la synthèse des domaines d'intervention retenus ;
6. Elaborer le budget et le plan de financement ;
7. Elaborer un draft du PIP Pays ;
8. Organiser un mini-atelier de consolidation du PIP ;
9. Elaboration du PIP Intégré de l'ensemble du Bloc Ouest.

• AXES D'INTERVENTION, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

But

Le but du PIP Niger est de créer les conditions d'une gestion durable et non conflictuelle des ressources pastorales transfrontalières dans le cadre d'une transhumance apaisée.

Objectifs

Les objectifs du PIP Niger vise à :

1. Contribuer à la mise en place d'un cadre juridique approprié avec une application des textes législatifs et réglementaires relatifs à la transhumance dans les États du Bloc Ouest ;
2. Contribuer à la réalisation d'infrastructures et aménagements transfrontaliers pastoraux en vue d'une meilleure maîtrise des mouvements de transhumance transfrontaliers ;
3. Mettre en œuvre des actions agro-sylvo-pastorales innovantes de gestion des ressources naturelles et de la biodiversité en vue d'une meilleure productivité et sécurisation des écosystèmes et du cheptel transhumant ;
4. Engager des actions de construction de dialogue, de renforcement de capacités et de mobilisation sociale dans le cadre de la prévention, de la gestion des conflits et de l'accès équitable aux ressources pastorales.

Objectifs spécifiques et axes d'intervention

- Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;
- Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées
- Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance ;
- Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité ;
- Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses
- Axe stratégique 6 : Communication et plaidoyer ;
- Axe stratégique 7 : Amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Résultats attendus de la mise en œuvre du PIP Niger

De manière globale, la mise en œuvre du PIP Niger, créera les conditions favorables à une gestion durable et non conflictuelle des ressources pastorales transfrontalières dans le cadre d'une transhumance apaisée. Par ailleurs il est attendu :

- La mise en place d'un cadre juridique approprié soutenant les actions envisagées ;
- La réalisation d'infrastructures et aménagements transfrontaliers pastoraux structurants ;
- La mise en œuvre d'actions innovantes de gestion des ressources naturelles ;
- Le développement d'actions de construction de dialogue, de renforcement de capacités et de mobilisation sociale.

Quelques considérations

Quelques considérations à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration du PIP Niger :

- Pastoralisme système d'exploitation adapté aux zones arides et semi-arides.
- Pastoralisme un potentiel économique en termes de capital.
- Problèmes de transhumance liés à des crises sociales, environnementales et sécuritaires.
- Sécurisation de la mobilité comme facteur de promotion de la pratique pastorale
- Autorités religieuses, coutumières, militaires, administratives et politiques
- Mauvais traitements infligés aux éleveurs à l'origine de l'immigration massive
- Aménagement du territoire et concertation entre tous les acteurs
- Mobilité, la surveillance et le contrôle des animaux, droit des animaux.
- Les questions des aménagements des espaces pastoraux et ressources fourragères.
- Les règles de gestion des espaces fonciers.
- Le statut du transhumant.
- Les règles de gestion et de règlement des conflits ruraux, la conciliation.
- Le cadre juridique et les dispositions pénales, sanctions
- La question des néo-éleveurs transhumants

Résultats attendus, actions, activités et sous-activités à mener

Le plan quinquenal d'intervention résume les actions prioritaires à mener au cours des prochaines années. Ces actions sont présentées par axe stratégique d'intervention.

• PLAN D'INTERVENTION

Le plan quinquennal d'intervention résume les actions prioritaires à mener au cours des prochaines années. Ces actions sont présentées par axe stratégique d'intervention. La transhumance dans le Bloc Ouest, particulièrement au Niger fait actuellement face à des défis liés aux conflits multiformes qui limitent sa productivité et sa contribution au développement socio-économique du pays. Le plan d'investissement de la CEDEAO indique que ces défis et difficultés remettent en cause les fondements du pastoralisme sahélien et sont liées : (i) aux difficultés d'application des textes ; (ii) aux vulnérabilités d'accès et d'exploitation des ressources pastorales ; (iii) à la variabilité et aux changements climatiques ; (iv) et aux conflits liés à la transhumance transfrontalière.

Ces enjeux et défis sont pratiquement les mêmes rencontrés au Niger et dans plusieurs Etats du Bloc Ouest.

En prenant en compte la Déclaration de N'Djamena, la décision d'élaborer un PIP Niger, vise à créer les conditions optimales pour un exercice de la transhumance transfrontalière apaisée au profit de tous les acteurs ruraux et ceci dans l'intérêt du Niger et de l'ensemble des Etats du Bloc Ouest.

A terme la mise en œuvre du PIP Niger, permettra une meilleure productivité en termes d'accroissement des productions animales soutenue par une gestion non conflictuelle de la transhumance transfrontalière avec un accès équitable aux ressources naturelles partagées.

Approche de mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre consistera à cibler et à mettre en œuvre les actions en lien avec la Déclaration de sur la base d'un financement complémentaire des activités en cours par plusieurs partenaires dans le bloc ouest en lien avec les axes de la transhumance.

Le PIP doit favoriser une approche participative sur la base de l'implication de tous les acteurs concernés notamment les institutions étatiques (Elevage, Justice, Agriculture, Environnement), les bénéficiaires, les institutions partenaires, techniques et financières, de formation et de recherche, les organisations de la société civile et les nombreux réseaux d'OCB des secteurs de l'élevage, de l'agriculture, de la conservation.

Plus spécifiquement les éleveurs et les pasteurs acteurs directs et les agriculteurs et les autres catégories d'acteurs concernés par la transhumance transfrontalière dans l'espace du Bloc Ouest joueront un rôle qui sera défini.

Dans le cadre de la mise en œuvre, on pourra faire appel au « faire faire », à l'expertise régionale, et organisations professionnelles des éleveurs et des agriculteurs, les institutions régionales de développement, de recherche et de formation, ainsi que les prestataires privés à partir de protocoles et de contrats.

Equipe de mise en œuvre

L'équipe de mise pourrait comprendre, sous la tutelle de l'unité de gestion intégrée à l'échelle du Bloc Ouest, une unité pays avec un coordonnateur et une cellule technique de mise en œuvre.

La cellule de mise en œuvre comprendra des experts du secteur de l'Agriculture et de l'Elevage et du secteur de l'Environnement.

Groupes cibles et bénéficiaires

L'organisation, l'aménagement et la gestion de la transhumance transfrontalière, implique la prise en charge de la question d'une approche intégrée prenant en compte : les ressources pastorales (aires pastorales, les pistes, les couloirs de transhumance, les aires interface agro-sylvo-pastorales, les points et plans d'eau, les infrastructures hydrauliques et les marchés à bétail), les aires de conservation et les interfaces transhumance-aires protégées. Ces ressources et espaces sont communes à plusieurs Etats et une multitude d'acteurs ruraux avec des droits d'accès directs ou indirects.

Les bénéficiaires directs du PIP Niger sont en premier lieu les éleveurs transhumants transfrontaliers du Niger intégré au Bloc Ouest impliqués et l'ensemble des acteurs en lien avec les interfaces transhumance les autres activités rurales (agriculteurs, forestiers, conservateurs (particulièrement ceux victimes des dégâts causés par le bétail) et les populations des zones de départ et d'accueil impactées, ainsi que les acteurs des circuits de commercialisation du bétail

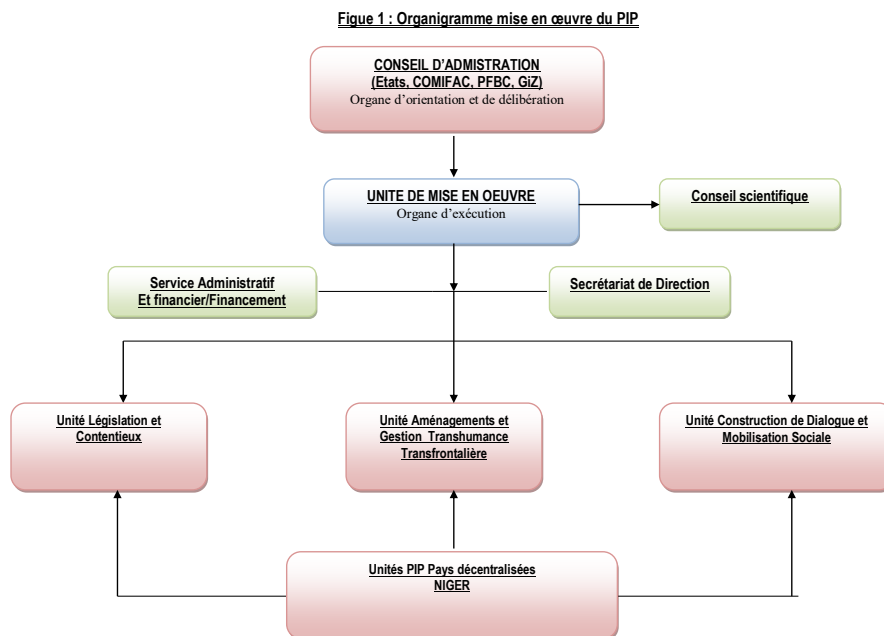
A ces catégories d'acteurs, il convient d'ajouter :

- les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement et de l'aménagement du territoire des pays du Bloc Ouest;
- les organisations socio-professionnelles pastorales, agricoles et autres ;
- les organisations de gestion des ouvrages et infrastructures pastorales ;
- les réseaux d'organisations paysannes, les OCB;
- les structures de recherche et de formation ;
- ainsi que les pays et les institutions régionales d'intégration économique (CEDEAO, CEEAC, COMIFAC, UEMOA, PFBC) ;
- les partenaires techniques et financiers (UE, GiZ, Coopération Française etc.)

Organigramme et ancrage institutionnel

Un organe régional fournissant une supervision et une orientation pour les décisions concernant la mise en œuvre du PIP pourra être conçu et mis en place.

Figure 8 : Organigramme du PIP Niger



Principes directeurs de mise en œuvre

La mise en œuvre du PIP sera conforme aux procédures des partenaires porteurs de l'initiative et respectera les principes suivants :

- Le principe de subsidiarité, selon lequel on ne traite au niveau PIP intégré Bloc Ouest que les activités régionales et transfrontalières et au niveau national et local ce qui peut pas être mieux traité par le PIP Pays.
- Le principe de proportionnalité qui implique que l'action de la communauté ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du Traité. Son application doit permettre, entre autres, d'éviter d'imposer à un pays membre des règles trop contraignantes ou des efforts trop élevés par rapport à ce qui serait raisonnable ou efficace.
- Le principe selon lequel le Bloc ne traite ne prend en charge que des questions qui concernent les Etats du Bloc et la Déclaration de N'Djamena.
- Le principe de participation selon lequel le PIP Bloc Ouest sera mis en œuvre mettant en commun les ressources financières, humaines et institutionnelles mobilisés.
- Le principe de partenariat qui vise à assurer une implication effective et permanente des acteurs et la recherche de la complémentarité.

Zone de couverture du Bloc Ouest

La zone d'intervention au Niger couvre les principaux axes de transhumance régionaux identifiés, à savoir :

- Axe Ouest (Dosso-Gaya) : Bénin, Niger, Nigéria ;
- Axe Centre Est (Tahoua, Maradi, Zinder, Diffa) : Tchad, Nigeria, Cameroun;

Chaque axe est considéré comme une aire géographique de transhumance basée sur l'exploitation des ressources pastorales transfrontalières.

Plus tard, on définira avec précision les zones de départ, les pistes et couloirs de transhumance transfrontaliers, les zones de transit et les zones d'accueil.

Le Bloc Ouest est constitué de 5 pays : le Cameroun, le Niger, le Nigéria, la République Centrafricaine et le Tchad.

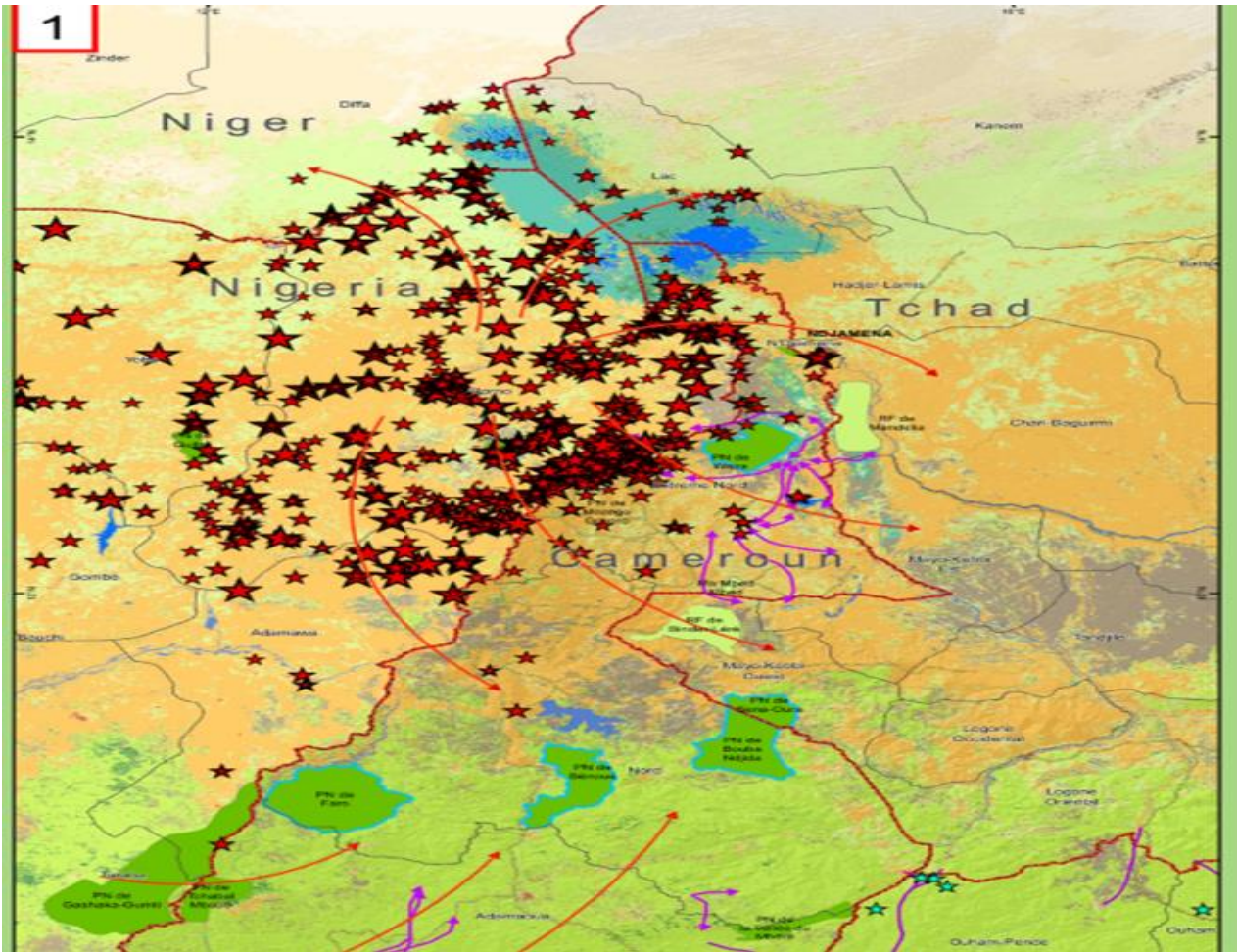


Figure 9 : Carte du Bloc Ouest

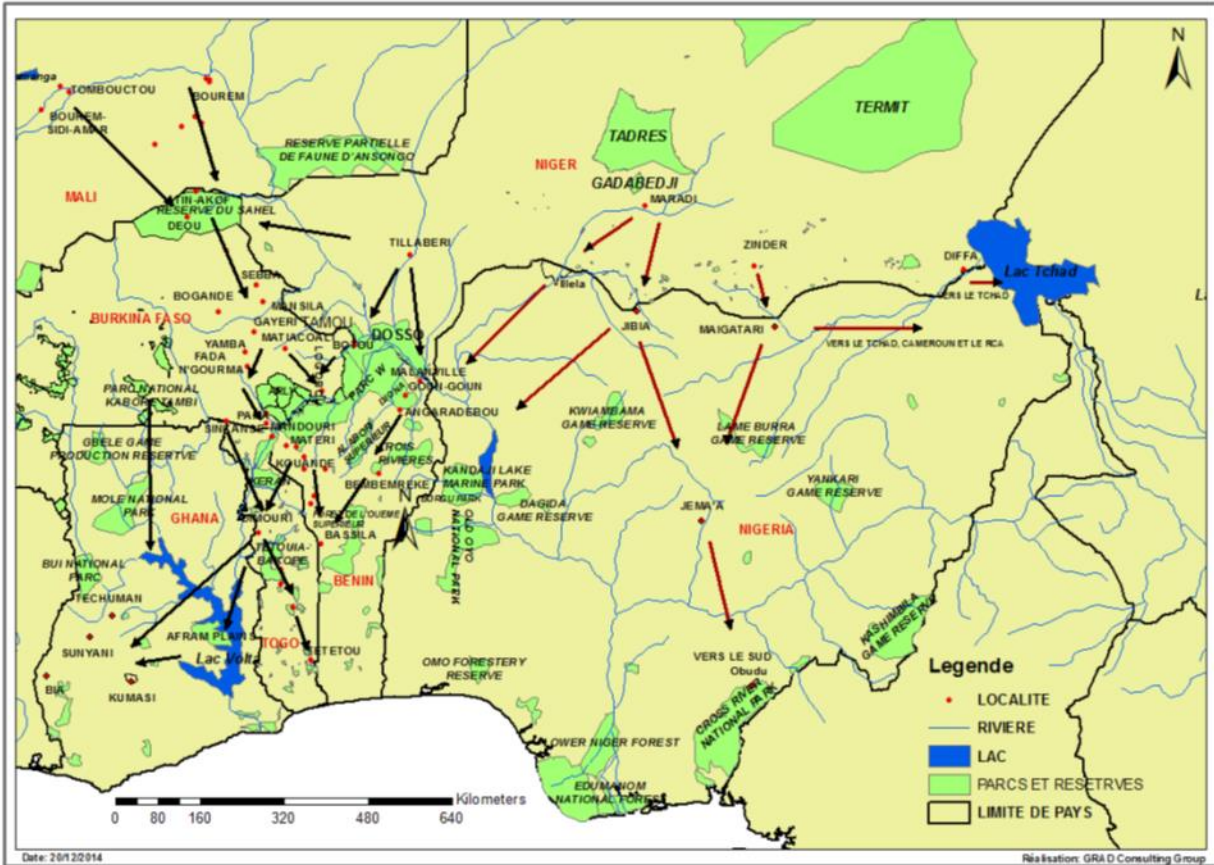


Figure 10 : Carte des itinéraires de transhumance dans les couloirs de l'Afrique de l'Ouest vers l'Afrique de l'Est (Source CEDEAO).

Partenaires de la société civile de mise en œuvre PIP NIGER

Selon l'étude, cartographie/mapping des actions et initiatives concourant à la prévention et résolution des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles dans partie nigérienne du bassin du Lac-Tchad (Région de diffa, 2023), le contexte est marqué par des associations pastorales en devenir, la prégnance des chefferies et les rapports entre États frontaliers.

Ainsi : Le décret présidentiel [Décret N°2019-641/PRN/MAG/EL] du 20 novembre 2019 portant création, missions, composition, et modalités de fonctionnement du Comité National de Transhumance (CNT). Ce dernier est composé d'une diversité des acteurs intervenant sur les questions de la transhumance et de l'occupation de l'espace : les leaders d'opinions, les députés de la région concernée, les chefs coutumiers, les représentants des villages et des associations des femmes œuvrant dans le secteur de l'élevage.

Dans le cadre du processus national d'opérationnalisation du Comité National de Transhumance (CNT), le Réseau des Organisations des Pasteurs et Éleveurs du Niger (ROPEN-Marobé), antenne nationale du Réseau Billital Marobé (RBM), s'est engagé depuis

2016 dans un processus de mise en place de Comités Régionaux de Transhumance (CRT). Cette organisation pastorale très active dans la société civile du Niger, a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour aboutir à la mise en place du CNT le 16 Janvier 2020 ; un résultat historique qui contribuera, sans nul doute, à la réduction du nombre croissant de conflits liés à la transhumance transfrontalière au Sahel.

Les Comités Régionaux de Transhumance (CRT), qui sont créés par arrêtés des gouverneurs, sont les émanations et représentations légales du CNT. A ce jour, les CRT ont été créés, installés et formés dans les sept régions du Niger : Tillabéry, Tahoua, Zinder, Dosso, Diffa, Maradi et Agadez et cela grâce à l'engagement constant du ROPEN-Marobé. (Etude Cartographie des acteurs.)

Au niveau des partenaires techniques et financiers (PTF) on peut citer entre autres :

APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
CEBV	Communauté économique du bétail et de la viande
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CIRDES	Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
CRSA	Centre régional de santé animale
ECOFAC	Programme pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes Afrique centrale
ECOWAS	Politique agricole de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
PASR	Plan d'action sous-régional de lutte contre la désertification
PATTEC	Campagne panafricaine pour l'éradication des trypanosomiasés et glossines
PPPOA	Programme pastoral pilote ouest-africain
PPRAO	Programme pastoral régional de l'Afrique de l'Ouest
PRIA	Programme régional d'investissement agricole
RBM	Réseau Billital Marobé
RECOPA	Réseau de communication sur le pastoralisme
SIPSA	Système d'information sur le pastoralisme au Sahel
GiZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
BM	Banque Mondiale
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
UE	Union Européenne
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
UNOPS	Programme des Nations Unies pour l'appui aux projets
CILSS	Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
Etc.	

Suivi-Evaluation

Dans le cadre de la mise en œuvre du PIP des directives de gestion seront élaborées et vont définir :

- La planification : Processus structuré de définition des objectifs, des résultats attendus, des actions, des moyens, et des acteurs du suivi-évaluation sur une période donnée.
- Le suivi-évaluation : Processus continu et intégré de collecte, d'analyse d'informations et d'appréciation des performances réalisées dans la mise en œuvre d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en vue d'optimiser l'atteinte des résultats.
- Les évaluations : sont des estimations périodiques de la performance qui rendent également compte des enseignements tirés de l'expérience vécue. L'évaluation est une appréciation indépendante des activités réalisées ou en cours visant à déterminer leur niveau de réalisation des objectifs fixés en vue de la prise de décision ou des orientations.

La mise en œuvre du PIP se fera dans le cadre d'un dispositif de suivi axé sur les résultats.

DESCRIPTION DES AXES DU PIP NIGER

La vision commune des Etats par rapport aux PIP repose sur la "nécessité d'orienter les dynamiques régionales de transhumance par une meilleure prise en compte des enjeux de sécurité, de gestion de la faune et de dégradation croissante des écosystèmes suite aux changements climatiques".

Les PIP dans leur ensemble appuieront la mise en place et le fonctionnement des plateformes multi-acteurs, plurisectorielles au niveau régional, sous régional, national et local pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP et d'autres activités criminelles transfrontalières.

Pour atteindre ses objectifs, les activités du PIP NIGER ont été réparties en 7 sous composantes.

Le texte qui suit décrit les objectifs spécifiques, la justification et les résultats attendus et actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre de chaque axe.

Axe 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats

Objectif

L'objectif est la recherche d'une harmonisation des textes entre les pays et les blocs CEDEAO et CEEAC dans le cadre de la gestion harmonieuse de la transhumance transfrontalière.

La déclaration de Ndjamena recommande de concevoir un cadre juridique adéquat permettant une meilleure gouvernance et une gestion efficace de la transhumance.

Justification

Selon, le CORAF, la BM et le CEDEAO (Etude pour un cadre juridique adapté et harmonisé pour une transhumance transfrontalière durable dans l'espace CEDEAO), la transhumance transfrontalière contribue au développement de l'économie régionale mais constitue une source d'instabilité liée aux conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Chaque pays a un dispositif juridique en la matière qui n'est pas conforme au règlement communautaire. Cette non-conformité des lois nationales ne contribue pas à améliorer le règlement des conflits. Pour apaiser et rendre durable la transhumance transfrontalière, il est urgent d'harmoniser le cadre juridique régional et de corriger ses insuffisances.

Selon la même étude (CORAF, BM, CEDEAO) les législations nationales en matière d'élevage comportent des dispositions sur la transhumance transfrontalière dans la région. En effet, de nombreux États disposent de nos jours de dispositions législatives ou réglementaires en matière de transhumance y compris celle transfrontalière, qu'elles soient contenues dans un texte législatif unique (Charte pastorale au Mali, Ordonnance sur le pastoralisme au Niger, loi d'orientation sur le pastoralisme au Burkina Faso) ou dispersées dans divers instruments législatifs.

L'étude relève plusieurs insuffisances notamment :

- L'obligation d'indiquer les itinéraires des transhumants dans le CIT constitue une exigence défavorable au principe de la mobilité stratégique utilisée par les éleveurs. Les transhumants ne planifient pas en effet leurs itinéraires à l'avance, mais les empruntent au fur et à mesure de leur progression, en fonction des opportunités et des contraintes qui se présentent à eux ;
- En matière de règlement de différends, la Décision CEDEAO demeure inachevée parce que le mécanisme de règlement amiable préalable, la Commission de conciliation, n'est compétente que pour les conflits opposant les éleveurs transhumants et les agriculteurs ; les autres catégories de conflits (entre éleveurs transhumants et éleveurs locaux ; entre éleveurs transhumants et autres usagers des ressources naturelles) sont ainsi laissées pour compte ;
- La Décision ne contient aucune disposition sur la coopération entre la CEDEAO et la CEEAC sur la gestion de la TT alors qu'il existe de nombreux mouvements transfrontaliers de bétail entre des États membres de la CEDEAO et des États de la CEEAC (Cameroun, RCA, Tchad) et même de la COMESA/SADEC (Soudan). La Décision aurait pu envisager la conclusion d'accord entre la CEDEAO et la CEEAC ainsi que des accords bilatéraux entre des États de la CEDEAO et ceux de la CEEAC.

Il est nécessaire de prendre en compte les mouvements transfrontaliers de bétail entre les États membres de la CEDEAO et de la CEEAC en concluant, d'une part, un accord de partenariat entre la CEDEAO et la CEEAC en matière de TT (transhumance transfrontalière) pour harmoniser les politiques et les instruments communautaires des deux organisations et en promouvant d'autre part, la conclusion d'accords bilatéraux entre États de la CEDEAO et ceux de la CEEAC.

Dans le même sens, il faudra parachever l'adaptation ou l'harmonisation des cadres juridiques nationaux avec instruments communautaires. Les États qui ne disposent pas encore de textes législatifs et réglementaires spécifiques régissant la transhumance transfrontalière doivent en adopter, en conformité avec les dispositions des instruments. Ceux dont le cadre juridique national existe mais n'est pas conforme aux dispositions communautaires doivent procéder à une harmonisation à cet effet. La participation effective des acteurs locaux doit être assurée par les États membres lors du processus de révision ou d'adoption des textes conformément aux bonnes pratiques (partage des termes de références, mise en place d'un Comité de suivi comportant les représentants de tous les acteurs, échanges avec les acteurs lors de la révision ou l'élaboration du nouveau texte, prise en compte des préoccupations de tous les acteurs dans la mesure du possible, organisation d'un atelier national de validation avec la participation de toutes les catégories d'acteurs.

L'implication effective des acteurs est un facteur clé de succès de la mise en œuvre du cadre politique et juridique.

L'Etude conclut : Enfin des mesures appropriées doivent être prises en vue de promouvoir les accords bilatéraux sur la Transhumance Transfrontalière (TT) dans la CEDAO. La promotion des accords bilatéraux passe par : i) la redynamisation des organes de concertation ; ii) la conclusion d'accords bilatéraux entre des États sahéliens (zone de départ ou de transit) et des États côtiers (zone de transit ou d'accueil) afin de faire de la TT une question d'intérêt commun pour toutes les catégories de pays.

Pour le PIP Niger, les actions retenues doivent se baser sur cette appréciation et prendre en compte toutes les recommandations de l'étude.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation des accords régionaux CEDEAO et CEEAC et IGAD
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des cadres juridiques clair et concis
<ul style="list-style-type: none"> • Compilation, traduction et vulgarisation, d'actualisation, de traduction et de vulgarisation des textes concernant la transhumance et les aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Charte des droits des transhumants dans le cadre de la mobilité
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des institutions judiciaires
<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique en matière de relecture et de mise en conformité des législations (pays cibles)

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Formation des magistrats des tribunaux d'instance au niveau des communes |
| <ul style="list-style-type: none">• Statuts, rôles et responsabilités des chefferies traditionnelles et des relais traditionnels |

Axe 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les Aires Protégées

Objectif

Il s'agit d'opérationnaliser les accords relatifs à la lutte anti braconnage et à la gestion concertée des aires protégées et des corridors transfrontaliers tout en prenant en compte les impacts liés à la transhumance transfrontalière.

En outre il s'agit d'organiser une concertation pour l'évaluation des services de conservation actuels des Etats Parties aux Accords impliqués dans la Lutte Anti-Braconnage (LAB), afin de prendre des mesures pour combler leurs lacunes opérationnelles notamment en termes de renseignements et de réponses appropriées des unités spéciales de lutte anti-braconnage.

Le PIP Niger doit privilégier les modes de gestion qui assurent la sécurisation et la valorisation des aires protégées à travers notamment la mise en place des Partenariats Public-Privé (PPP).

Par ailleurs, il faudra :

- Mener des actions diplomatiques concertées de plaidoyer et de sensibilisation auprès des pays d'origine des braconniers, de transit et de destination des produits fauniques illicites;
- Développer des programmes et projets intégrés, générateurs de revenus en faveur des communautés riveraines des aires protégées et des éleveurs transhumants ;
- Organiser une concertation pour l'évaluation des services de conservation actuels des Etats Parties aux Accords impliqués dans la Lutte Anti-Braconnage (LAB), afin de prendre des mesures pour combler leurs lacunes opérationnelles notamment en termes de renseignements et de réponses appropriées des unités spéciales de lutte anti-braconnage

Justification

La CEEAC dispose d'une déclaration sur la lutte contre le braconnage avec des dispositions qui peuvent inspirer la mise en œuvre des PIP pays. Dans ce cadre la mise en œuvre des PIP devra assurer le respect des lois et réglementations en la matière concernant les aires protégées sont appliqués.

Les compétences des agents doivent être développées et appliquées avec un comportement adéquat, respectueux des droits des acteurs ruraux dont les transhumants pasteurs. Les Connaissances techniques doivent permettre de réaliser le travail de terrain et les tâches pratiques correctement et en toute sécurité.

La Conservation de la biodiversité vise à garantir et à la sauvegarde les valeurs écologiques de l'aire protégée grâce à la gestion et au suivi des espèces, de leurs habitats et écosystèmes et à l'utilisation des ressources naturelles. Dans le cadre de ce PIP nous allons développer la technologie, l'intelligence matricielle (drones, satellites, etc.) et information. L'utilisation des technologies nécessaires pour soutenir les activités et initiatives dans l'aire protégée.

Il est important au niveau des aires protégées de développer et d'utiliser les compétences en matière de communication, de travail et de collaboration avec les collègues et les parties prenantes, de développer des partenariats avec l'ensemble des acteurs ruraux particulièrement les transhumants et les pasteurs dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'aménagement et de gestion. Les actions de la périphérie et d'écodéveloppement en doivent en prendre compte.

Par rapport aux communautés locales et le respect de leurs cultures, il faudra établir des relations de coopération mutuellement bénéfiques dans la mesure du possible entre la gouvernance et la gestion de l'aire protégée et les personnes qui vivent dans et autour de l'aire protégée dans le cadre du partenariat. Par exemple la mobilisation des ressources humaines des périphéries pour les actions d'aménagement et de gestion des AP. La main-d'œuvre adéquate, compétente, bien gérée et encouragée pour les aires protégées pourra être bénéfique pour deux parties.

Il faut s'assurer que l'aire protégées dispose ressources financières adéquates et opérationnelles : s'assurer que l'aire protégée est correctement financée et dispose d'assez de ressources, et que celles-ci sont déployées et utilisées avec efficacité et mesure.

Ainsi, les compétences applicables aux exigences du travail des gardes chargés de la lutte anti-braconnage sur le terrain doivent l'axe essentiel du PIP Niger.

Les résultats attendus sont la mise en œuvre d'activités de conservation de la faune, un appui conséquent au programme de protection (moyens de lutte anti-braconnage, base de rangers, équipes de rangers), de gestion de la faune, du renforcement du mécanisme de suivi de la biodiversité, un appui au programme de suivi et de recherche. La promotion de l'éducation environnementale et d'activités de sensibilisation avec un volet de sensibilisation environnementale et de communication avec les parties prenantes régionales et locales.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none">• Formation des agents de sécurité et des écocardes impliqués dans la sécurisation des Aires protégées
<ul style="list-style-type: none">• Achat des matériels, équipements et des fournitures techniques
<ul style="list-style-type: none">• Création des Infrastructures appropriées et adéquates dans les AP Cf ; Plans d'Aménagement des AP
<ul style="list-style-type: none">• Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontaliers

<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des cadres de Concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontaliers (Comité de suivi, scientifique, de Planification et d'Exécution, d'Arbitrage,)
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie régionale du Bloc Ouest pour la sécurisation de l'interface aires protégées transhumance et pastoralisme
<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des plans d'aménagement et de gestion des aires protégées et prise en compte du volet transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Matérialisation des limites des aires protégées et des couloirs de transhumance (internationaux et nationaux).
<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des Plans de Développement Communaux (PDC) avec prise en charge de la dimension pastoralisme
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des patrouilles mixtes
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place les structures et organes fonctionnels de gestion des aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des gestionnaires des aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Création un cadre de concertation entre les comités transhumances, les gestionnaires des aires protégées et la communauté locale
<ul style="list-style-type: none"> • Information, formation et sensibilisation toutes les parties prenantes en matière de gestion et conservation des aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontaliers
<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire et radioscopie des accords inter Etats sur la transhumance Transfrontalière
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des systèmes d'alertes
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers
<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de la mise en œuvre des plans d'aménagement et gestion des aires protégées des zones de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place les structures et organes fonctionnels de gestion des aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des gestionnaires des aires protégées
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un cadre de concertation entre les comités transhumances, les gestionnaires des aires protégées et la communauté locale

Axe 3 : Gestion de la transhumance, des ressources pastorales et aménagements pastoraux

Objectif

Par rapport à cet axe, l'objectif principal visé est de créer les conditions optimales d'une transhumance transfrontalière apaisée basé sur exploitation durable et non conflictuelle des ressources pastorales transfrontalières en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le PIP Niger, de manière plus spécifique, vise à :

- 📁 Faciliter l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs à la transhumance dans les États membres de la CEDEAO-CEEAC à travers l'information, et la formation de tous les acteurs concernés ;
- 📁 Maîtriser et contrôler les mouvements de transhumance transfrontalière par la réalisation d'infrastructures et aménagements transfrontaliers ;
- 📁 Améliorer la transhumance transfrontalière à partir des pays sahéliens par l'aménagement de zones pastorales et agro-pastorales, la sécurisation des zones d'insécurité ;
- ✓ Développer des programmes et projets intégrés, générateurs de revenus en faveur des communautés riveraines des aires protégées et des éleveurs transhumants ;
- ✓ Matérialiser et sécuriser les couloirs de transhumance nationaux et transfrontaliers ;
- ✓ Mener des études sur les dynamiques économiques, sociales, politiques et sécuritaires afin d'améliorer la compréhension des enjeux liés à la transhumance ;
- ✓ Concevoir un cadre juridique adéquat permettant une meilleure gouvernance et une gestion efficace de la transhumance ;
- ✓ Investir massivement dans la formation (Centre de formation transhumance) ;
- ✓ Assurer la connectivité Afrique centrale et de l'Ouest avec la mise en place d'un maillage conséquent des centres d'accueil, de transit, équipés en moyens de communication et utilisant l'intelligence artificielle ;
- ✓ Investir dans les aménagements pastoraux et les infrastructures dans tous les blocs particulièrement la construction des infrastructures zoo-sanitaires ;
- ✓ Appuyer conséquemment l'utilisation du certificat international de transhumance (CIT). ;
- ✓ Sécuriser l'accès aux ressources pastorales et gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les zones de transhumance, les conflits entre les conservateurs et les pasteurs transhumants.
- ✓ Assurer une mobilité des troupeaux transhumants à travers l'aménagement des couloirs de transhumance et leur protection, le contrôle réglementaire et sanitaire des mouvements de transhumance transfrontalière.

Justification

Les actions prioritaires vont concerner, le renforcement des capacités des acteurs de la transhumance transfrontalière, la réalisation d'aménagements transfrontaliers et contrôle de la transhumance et la gestion durable des ressources pastorales.

Par rapport au **renforcement des capacités des acteurs**, le PIP Niger fera la promotion de la construction d'un dialogue social basé dans le Bloc Ouest basé sur une communication permanente entre les différents acteurs de la transhumance en vue d'entretenir un climat de

coexistence pacifique entre les transhumants et l'ensemble des acteurs ruraux et les institutions et les populations des zones d'accueil.

Le PIP Niger va favoriser :

- la formation, l'information et la sensibilisation des différents acteurs impliqués sur les dispositifs législatifs et réglementaires régissant la transhumance transfrontalière ;
- le renforcement des organisations d'éleveurs et de pasteurs et leur implication dans les instances de dialogue participatif ;
- l'appui à la création et/ou au fonctionnement de cadres de concertation et de dialogue participatif entre les États membres et les parties prenantes sur les questions de la transhumance transfrontalière et de l'élevage dans l'espace CEDEAO ;
- la mise à disposition des informations sur les ressources pastorales, la situation zoonositaire.

Par rapport **au contrôle des mouvements et de la mobilité de la transhumance transfrontalière**, Le PIP Niger prendra en compte les effets négatifs de la transhumance transfrontalière notamment les dégâts liés à l'accès aux ressources naturelles dont les aires protégées engendrant des conflits entre les conservateurs et les transhumants dans les zones d'accueil du Bloc Ouest.

Il est à noter qu'une grande partie de ces effets négatifs sont imputables au non-respect (par les éleveurs et les agriculteurs) des textes officiels portant sur les aires protégées et/ou à l'absence de réseau officiel de pistes à bétail aménagés dans la plupart des pays.

Afin de maîtriser les effets négatifs de la transhumance, il est important de contrôler les mouvements du bétail. Pour ce faire, il est nécessaire : (i) d'aménager et de protéger juridiquement des couloirs de transhumance ; (ii) de maîtriser les effectifs passant ou séjournant dans une zone aménagée par le respect de sa capacité d'accueil ; (iii) et d'effectuer un contrôle sanitaire pour la maîtrise des maladies transfrontalières liées à la transhumance.

Le PIP Niger contribuera de manière spécifique à sécuriser la mobilité des troupeaux transhumants à travers l'aménagement des couloirs de transhumance et leur protection juridique, et la réalisation d'aménagements et infrastructures connexes. Par rapport actions pilotes, spécifiques en termes d'aménagements de type transfrontalier proposées le PIP a proposée plusieurs investissements.

Par rapport à **l'aménagement et à la gestion durable des ressources pastorales** en lien avec la transhumance transfrontalière, la question de la recherche de fourrages et d'eau au moyen de la valorisation des complémentarités agroécologiques entre le Sahel et les pays de l'Afrique centrale est au centre des préoccupations.

Les départs sont d'autant plus précoces et les flux d'animaux en transhumance plus importants lorsque les ressources alimentaires sont faibles et s'épuisent rapidement. Dans les zones de

transit et d'accueil, la surexploitation des ligneux fourragers, le surpâturage des aires de pâturage, l'utilisation pastorale illégale des aires pastorales et les dégâts de champs et de récoltes résultent d'une réduction drastique et des difficultés d'accès aux ressources pastorales. Il en résulte des conflits entre éleveurs transhumants et autres usagers des ressources naturelles préjudiciables à un développement harmonieux de l'espace du Bloc Ouest. En effet, les incompréhensions entre éleveurs et agriculteurs constituent toujours un fait bien établi dans les relations sociales dans la sous-région. Lesdits conflits prennent généralement naissance quand adviennent des dégâts dans les champs ou quand il y a une utilisation concurrentielle des ressources (parcours et point d'eau). Les conflits s'exacerbent lorsque des mesures préventives et des mécanismes de gestion ne sont pas opérationnels.

La sécurisation de l'accès aux ressources pastorales et leur gestion durable nécessite que des aménagements pastoraux (aires de pâturage et points d'eau) soient entrepris aussi bien dans les zones de transit et d'accueil que dans les zones de départ des éleveurs transhumants. L'exploitation paisible de ces ressources pourrait s'améliorer significativement avec la mise en place de mécanismes de prévention et de règlement des conflits. Les investissements du PIP Niger, contribueront à aménager, protéger et gérer durablement les ressources pastorales (ressources fourragères et hydriques notamment) et des conflits liés à la transhumance transfrontalière et son impact sur les aires protégées.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none"> • Formation, l'information et la sensibilisation des différents acteurs impliqués sur les dispositifs législatifs et réglementaires régissant la transhumance transfrontalière ;
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des organisations d'éleveurs et de pasteurs et leur implication dans les instances de dialogue participatif ;
<ul style="list-style-type: none"> • Création et/ou au fonctionnement de cadres de concertation et de dialogue participatif entre les États membres et les parties prenantes sur les questions de la transhumance transfrontalière et de l'élevage dans l'espace CEDEAO ;
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une Cellule de Géomatique et mise à disposition des informations sur les ressources pastorales, la situation zoo-sanitaire et le déroulement de la campagne agricole entre les États membres.
<ul style="list-style-type: none"> • la formation, l'information et la sensibilisation des différents acteurs impliqués sur les dispositifs législatifs et réglementaires régissant la transhumance transfrontalière ;
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation et facilitation des départs en transhumance selon les directions et les destinations (recensement, vaccination, certificat international de transhumance)
<ul style="list-style-type: none"> • Information et information dans les zones d'accueil et les centres de transit (respect des itinéraires, droits et devoirs des acteurs (éleveurs locaux, transhumants, agriculteurs, conservateurs
<ul style="list-style-type: none"> • Création des cadres de concertation dont les Comités de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Création de 8 centres de formation et d'apprentissage sur la transhumance dans les 8 régions du Niger
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un observatoire intégré CEEAC et CEDEAO Afrique centrale et de l'Ouest sur la transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des Universités, des Instituts et Centre de recherche à travers des appuis conséquents en faveur du pastoralisme

<ul style="list-style-type: none"> • Installation des infrastructures zoo-sanitaires aux frontières
<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'utilisation du Certificat international de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un réseau d'épidémiologie-surveillance
<ul style="list-style-type: none"> • Officialiser deux axes de transhumance transfrontalière
<ul style="list-style-type: none"> • Aménager deux axes de transhumance transfrontalière
<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser des aménagements pastoraux
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un dispositif d'alerte précoce sur les risques de crises fourragères et hydriques.
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une stratégie régionale de gestion durable des ressources pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des commissions de prévention et de règlement des conflits
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des espaces pastoraux et les ressources pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Identification, vérification et géoréférencement des aires pastorales et cartographie participative
<ul style="list-style-type: none"> • Balisage des couloirs de passage et aires pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Traitement et restauration des aires pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place et redynamiser les comités de gestion des aires pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Opérationnaliser toutes les commissions foncières
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et mise en œuvre des accords de gestion transfrontalière de la transhumance et signé par les pays
<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la modernisation/transformation et à la valorisation des produits d'élevage pouvant bénéficier aux éleveurs et aux communautés
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants (Plateformes d'échanges et de communication)
<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures économiques (marché à bétail etc.)
<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures administratives (Centre zootechnique, parc à vaccination etc.)
<ul style="list-style-type: none"> • Matérialisation des limites des couloirs de transhumance dans les schémas d'aménagement nationaux
<ul style="list-style-type: none"> • Dynamisation des organisations des producteurs
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Formation et renforcement des capacités
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des parties prenantes
<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux services partenaires des secteurs
<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité du bétail et des personnes
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des comités communaux (décentralisation) de gestion des espaces agropastoraux
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de deux axes de transhumance transfrontalière
<ul style="list-style-type: none"> • Aménagements pastoraux dans les zones d'accueil et de transit (1 250 000 ha) Installer des puits pastoraux et/ou des mares aménagées régulièrement le long des couloirs de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Officialisation des axes de transhumance transfrontalière
<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation et balisage des couloirs de transhumance des pays du bloc Ouest (Niger)
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'aménagements et infrastructures connexes
<ul style="list-style-type: none"> • Sessions d'information et de sensibilisation et Renforcement des capacités des ONG, OCB pastorales
<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la création et au fonctionnement des organisations de transhumance et des cadres de concertation

• Appui au dialogue politique sur les questions de la transhumance transfrontalière
• Organisation d'un forum régional tournant sur la transhumance tous les 2 ans
• Appui aux programmes de recherche sur le pastoralisme
• Mise en place d'un dispositif de prévention, d'alerte précoce et de gestion des crises environnementales et sociales (Désertification, changements climatiques, conflits)
• Mise en place des commissions de prévention et de règlement des conflits
• Appui aux actions d'intégration agro-sylvo-pastorales
• Mécanisme de gestion des feux de brousse dans les espaces pastoraux
• Renforcement des infrastructures et les capacités des Services vétérinaires
• Appui surveillance et contrôle des maladies prioritaires et des médicaments vétérinaires
• Gestion d'une transhumance apaisée est assurée (contrôle et l'identification des transhumants transfrontaliers et des documents des transhumants délivrés)
• Viabilisation des infrastructures pastorales existantes
• Renforcement des mesures d'accompagnement des acteurs du pastoralisme
• Internalisation de l'approche one health est internalisée dans la gestion du pastorale
• Renforcement des capacités des services centraux et de terrain
• Appuis aux Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)
• Conduite des activités de surveillance épidémiologique
• Conduite des activités de vaccination, de réponse à des situations épidémiques et de contrôle des médicaments vétérinaires
• Mise en œuvre plan de communication (sensibilisation et mobilisation sociale) des pasteurs et transhumants
• Etude de faisabilités d'un centre sous régional d'identification et d'orientation pour transhumance apaisée à Diffa et à Gaya (mis aussi à toutes les frontières des parties prenantes)
• Construction et opérationnalisation des Centres de formation
• Renforcement ses capacités des transhumants (formation, conseil juridique et documentation officielle)
• Création et mise en place d'une unité internationale d'échange d'information sur la transhumance (Niger, Tchad, Cameroun, RDC, RCA etc.)
• Redynamisation des comités de transhumance (comité national et comités locaux)
• Etude de faisabilités d'un centre sous régional d'identification et d'orientation pour transhumance apaisée à Diffa et à Gaya (mis aussi à toutes les frontières des parties prenantes)
• Construction des infrastructures hydrauliques pastorales
• Construction des parcs de vaccination
• Construction des banques aliments bétails et intrants zootechniques
• Mise en place des comités de gestion des infrastructures pastorales
• Mise en place des cadres de concertations nationaux et sous régionaux et régionaux.
• Renforcement la diplomatie inter-état (Braconnage, insécurité, terrorisme, transhumance, etc.)
• Surveillance et Contrôle des maladies prioritaires et des médicaments vétérinaires sont appuyés
• Renforcement des capacités des structures faïtières et des organisations de la société civile
• Renforcer la diplomatie inter-état (Braconnage, insécurité, terrorisme)

Axe 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité et mesures d'accompagnement des acteurs/Prévention et gestion des conflits

Objectif

L'objectif est, bien entendu, la diminution du nombre et de l'intensité des conflits et des crises mais aussi la prévention et la gestion impliquant toutes les parties prenantes.

Les conflits entre les protagonistes (fermiers, éleveurs de bétail, administrateurs de forêts, etc.) et les conflits entre les hommes et la faune sauvage seront réduits d'au moins 10% chaque année à partir de l'année III de la mise en œuvre des actions du PIP Niger.

La mise œuvre des activités prévues dans le plan opérationnel permettra de disposer à l'échelle du Bloc Ouest de données suffisantes sur la question des conflits, de la consolidation de la paix.

Le PIP Niger, à travers le mécanisme de prévention et de gestion vise la réduction des conflits et des crises. La mise en œuvre des actions retenues se fera sur la base d'un dialogue permanent et d'une coopération entre les parties prenantes et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

Le PIP Niger met l'action sur l'identification des actions pertinentes à traduire dans les plans opérationnels annuels.

Justification

Le Rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies Chargé des questions de sécurité en Afrique centrale précise que le Secrétariat général de la CEEAC a présenté la situation géopolitique et sécuritaire en Afrique centrale en 2017. Cette revue de la situation géopolitique dresse un tableau panoramique des acquis et des menaces structurelles et conjoncturelles sur la paix et la sécurité en Afrique centrale. La revue comporte quatre axes majeurs : (i) Les développements politiques et institutionnels, (ii) la sécurité intérieure et transfrontalière, (iii) les enjeux liés à la gouvernance, à la situation humanitaire et aux droits de l'homme ; (iv) l'examen de la situation par pays.

Entre autres, la précédente revue, a analysé le contexte sous régional qui est resté tributaire de la conjoncture internationale caractérisée par la pluralité des foyers de tension au niveau international, dont l'expansion du terrorisme sous différentes formes, la persistance des périls sécuritaires au tour du Lac-Tchad et dans la bande sahélo-saharienne et des tensions sociales diverses se conjuguant parfois avec des revendications politiques.

Pour l'Afrique de l'Ouest, une réunion sur le thème : « Les textes communautaires en matière de paix, de sécurité, de démocratie et de bonne gouvernance : défis dans la mise en œuvre et rôle du contrôle du Parlement de la CEDEAO » s'est tenue du 16 au 20 août 2022 à Banjul

(Gambie). L'objectif principal de la réunion est de créer une opportunité pour les membres du Comité conjoint de se familiariser et de s'approprier les textes de la CEDEAO sur la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance. Depuis sa création le 28 mai 1975, la CEDEAO a adopté un nombre important de textes visant à prévenir, gérer et/ou régler les conflits au sein de la Communauté, ainsi qu'à maintenir et promouvoir la paix et la sécurité régionale. Néanmoins, il est apparu plusieurs défis dans la mise en œuvre effective de ces textes.

La conséquence est que l'impact de ces textes sur l'amélioration du climat et de l'environnement liés à la sécurité et à la bonne gouvernance au sein de l'espace CEDEAO reste insuffisamment perceptible. Il est attendu, la mise en œuvre effective des textes de la CEDEAO sur la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance. Ces efforts de la CEDEAO encouragent les acteurs de la transhumance à plus d'initiatives pour l'adoption des mesures d'accompagnement en faveur d'une transhumance apaisée.

Selon, Abdoul Kader Bitié (2018), la création de l'Union Africaine et le développement de son architecture de paix et de sécurité au début des années 2000, a auguré d'une évolution du cadre institutionnel continental de la prévention des conflits armés. En instituant la démocratie et la paix comme des préalables à son objectif principal de développement, l'Union Africaine, dans une articulation délicate mais ambitieuse avec les communautés économiques régionales, s'est approprié la prévention régionale des conflits armés, par une approche contemporaine qui repose sur l'identification des diverses causes de ces conflits, afin de développer des moyens spécifiques pour les prévenir.

Pour l'essentiel pour la prévention des conflits, le PIP Niger propose l'adoption des mesures structurelles visant à empêcher que les différends liés aux conflits d'accès aux ressources naturelles deviennent des conflits armés. Par rapport aux conflits armés dans la zone du bloc Ouest, la prévention se base sur la mise en place de structures d'alerte précoce et rapide, la collecte et le partage de l'information sur les sources de conflits. Pour cela il faut mettre en place des mesures adéquates de prévention. La promotion de la paix concerne la mise en œuvre des actions de mise en confiance des acteurs ruraux et de mesures de conciliation devant mener toutes les parties à négocier. La promotion de la paix doit mobiliser tous les acteurs dans la construction d'un dialogue permanent sur la base d'une participation et d'une responsabilisation de toutes les entités impliquées. Par ailleurs la consolidation de la paix comprend des mesures ciblées visant à réduire les risques de reprise d'un conflit et les causes.

La biodiversité d'importance présente dans le bloc Ouest est menacée par divers facteurs, y compris les empiètements agricoles, la transhumance non contrôlée, le braconnage, les feux de brousse non contrôlés, l'envasement et la pollution des eaux de surface, le changement et la variabilité du climat et la récolte non durable des PFNL, du bois et du poisson.

La recherche de nouvelles terres agricoles pousse aussi bien les autochtones que les migrants vers des espaces limitrophes et même vers l'intérieur des parcs. Ceci augmente les dégâts

causés aux récoltes par la faune sauvage (notamment les éléphants) et compromet les relations entre les directeurs des parcs et les populations riveraines. Les besoins du bétail transhumant (points d'eau, zones de repos, corridors de migration) ne sont en général pas pris en compte, provoquant des dégradations dans les champs, des conflits inter- communautaires et des empiètements pastoraux dans les aires protégées. L'utilisation croissante de produits chimiques et de pesticides pour la culture du coton contribue à polluer les eaux et à affecter la biodiversité, comme la microfaune et les espèces d'oiseaux et de poissons.

Les communautés riveraines, notamment les nouveaux immigrants agricoles dans la périphérie des aires protégées, ne perçoivent pas toujours les avantages des AP comparativement à ceux qui découlent de l'utilisation de l'AP comme solution face au déficit de terres. De plus, la législation existante est souvent méconnue des partenaires sur le terrain à l'exception des forestiers et des détenteurs de concessions de chasse. Ces facteurs conduisent à des conflits au sujet de l'utilisation des ressources naturelles et représentent une menace sur le long terme pour le système des AP.

Les conflits entre les utilisateurs des ressources naturelles dans le Bloc Ouest sont plus fréquents dans la périphérie et la zone adjacente aux AP. Ils sont moins importants dans la zone centrale des AP. Ils opposent tantôt les éleveurs aux gestionnaires des aires protégées, tantôt les agriculteurs aux éleveurs, tantôt les éleveurs et les agriculteurs entre eux.

Par ailleurs, les crises environnementales et écologiques sont liées aux facteurs suivants :

- 5 Phénomène de sécheresses, d'inondations, de dégradations des terres et de changements climatiques et vulnérabilités des populations et des écosystèmes ;
- 6 Accès concurrentielle et compétitif aux ressources naturelles
- 7 Croît démographique (1 à 3 %/an) et disponibilité des ressources biologiques en terres.
- 8 Mode d'exploitation minier (exploitation du bois de feu, absence de jachère, etc.)
- 9 Tenure foncière (morcellement des terres, conflits d'accès etc.) ;
 - a. Capacité de charge est en rupture avec la productivité des écosystèmes et phénomène de surexploitation et de dégradation des terres dans le Bloc Ouest ;
 - b. Défrichement des terres de plus en plus marginales, réservées à la conservation.
 - c. Accroissement des superficies cultivées dans la périphérie pour satisfaire les besoins de la population en croissance.

En termes de stratégies de prévention et de gestion des conflits, le PIP Niger propose :

- D'adopter des outils modernes de gestion (code rural, plan d'aménagement et d'affectation des terres, Plans de Développement Communaux, CLIP, etc.), qui sécurisent les droits fonciers d'une part, en veillant à l'exercice par chaque utilisateur des ressources naturelles, de ses droits dans le respect de ceux des autres d'autre part, de la réglementation sur la gestion des AP. Les stratégies traditionnelles qui consistent

dans les campagnes de sensibilisation que mènent les autorités coutumières sur la base d'un dialogue que les actions du PIP Niger, contribueront à amorcer.

- Les stratégies en matière de règlement des conflits : Le PIP Niger fera appel au dialogue à la concertation dans le cadre de l'intercommunalité et de la cogestion. Le niveau où se pose le plus le problème d'accès aux ressources naturelles et de prévention des conflits est le niveau villageois, terroir d'attache des transhumants, les points de départ et d'arrivées des transhumants. Dans ces conditions, il est nécessaire de trouver un relais entre la commune et le niveau villageois. Les organisations de la société civile locale peuvent jouer ce rôle.
- La promotion l'intercommunalité sur toutes les communes du Bloc Ouest, pour la cogestion des ressources naturelles du Bloc sur la base de l'élaboration et de la mise en œuvre des conventions locales, de concessions pour une bonne gestion.

Les textes qui régissent la gestion des ressources naturelles prévoient chacun la possibilité d'accéder aux dites ressources. La conciliation en matière de règlement des conflits est susceptible d'éviter le déchirement entre les communautés, mais à condition que son utilisation soit laissée à la discrétion des parties en conflit.

La transversalité de la problématique des conflits signifie qu'une attention particulière doit être accordé à tous les acteurs directs (groupes socioprofessionnels divers : agriculteurs sédentaires, éleveurs résidents, transhumants et nomades, agropasteurs, exploitants de bois résidents et non-résidents, chasseurs, pêcheurs, artisans etc.) ou indirects ayant des influences de diverses natures dans les conflits (Etat et ses démembrements, la société civile, les pouvoirs locaux, autorités administratives et coutumières, l'autorité judiciaire, les communes et les élus locaux, les partenaires au développement, les projets et programmes).

Selon le Congrès mondial des parcs nationaux de l'UICN en 2003, un conflit humains-faune survient lorsque les besoins vitaux de la faune interfèrent avec ceux des populations humaines, en générant des conséquences négatives des deux bords. Ainsi, les conflits humains faune existent depuis que les humains et la faune sauvage partagent les mêmes territoires et les mêmes ressources.

Un ensemble de tendances globales concernant la démographie humaine, l'évolution de l'habitat et la distribution et le comportement de la faune a contribué à accroître les conflits humains-faune dans le monde entier. Quoique moins répandus que les dégâts aux cultures, les décès et/ou blessures d'humains constituent la forme la plus grave de conflits entre les humains et la faune.

Cette approche en lien avec la mise en œuvre du PIP Niger, prendra en la reconnaissance des droits aux éleveurs sur les espaces pastoraux et la promotion de l'aspect genre en tenant compte des réalités socio-culturelles dans l'ensemble du Bloc Ouest.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Formation et renforcement des capacités des acteurs à la consolidation de la paix
<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux chaînes de commandement et de décision concernant la gestion des espaces, la gestion des troupeaux et de la transhumance, et la gestion des conflits.
<ul style="list-style-type: none"> • Étude d'élaboration d'une stratégie régionale du Bloc Ouest Paix et sécurité et formation des acteurs
<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie participative des couloirs de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la présence des forces de sécurité mixtes dans les zones frontalières de transhumance
<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux chaînes de commandement et de décision concernant la gestion des espaces, la gestion des troupeaux et de la transhumance.
<ul style="list-style-type: none"> • Appuis multiformes aux forces de maintien de la paix
<ul style="list-style-type: none"> • Citoyenneté, vie associative, non-violence active et notions de droits humains
<ul style="list-style-type: none"> • Facteurs "belligènes" déclenchant de conflits dans le Bloc Ouest
<ul style="list-style-type: none"> • Décentralisation et gestion communautaire des Ressources Naturelles Partagées
<ul style="list-style-type: none"> • Approche écosystème, outils et méthodes de cogestion des ressources naturelles et élaboration des conventions locales
<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance en matière de gestion des Ressources naturelles/Intercommunalité
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des Plans Communaux de Développement
<ul style="list-style-type: none"> • Genre et leadership féminin et droits des femmes transhumantes
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion et prévention de conflits : négociation, médiation, facilitation, conciliation, arbitrage, règlement
<ul style="list-style-type: none"> • Prévention des risques liés aux catastrophes
<ul style="list-style-type: none"> • Etude typologie de conflits liés à l'accès aux ressources naturelles
<ul style="list-style-type: none"> • Environnement de tolérance Comportements favorables au dialogue
<ul style="list-style-type: none"> • Amener les acteurs à identifier ces facteurs de conflits
<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des responsabilités des communes et des élu
<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils et des approches de gestion
<ul style="list-style-type: none"> • Rôles et responsabilités de l'Etat et des communes
<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer la notion de gestion de conflits approche cogestion, intercommunalité dans la construction de dialogues

Axe 5 : Equilibre Santé humaine/Conservation/Biodiversité/Zoonoses

Objectif

L'objectif est d'assurer le contrôle réglementaire et sanitaire des mouvements de transhumance transfrontalière par la construction d'infrastructures zoo-sanitaires et la facilitation de l'utilisation du certificat international de transhumance (CIT) tout en adoptant l'approche One Health "Une seule santé".

Justification

Le risque sanitaire est aussi souvent une source de litige entre les pays de la CEDEAO en ce qui concerne les troupeaux transhumants. Il est souvent reproché aux transhumants de véhiculer et de propager des maladies dans les zones qu'ils traversent et dans celles où ils s'installent qui sont généralement éloignées des postes vétérinaires.

Les zoonoses sont des maladies et infections se transmettent naturellement des animaux à l'homme. On distingue, les zoonoses, transmission de l'animal à l'humain et les anthroozoonoses (transmission de l'animal à l'humain).

L'étude des zoonoses est motivée, quand l'animal joue un rôle dans la transmission de l'agent pathogène d'une maladie affectant la santé humaine. Il s'agit pour nous d'échanger sur l'état des lieux des connaissances sur les zoonoses, d'évaluer l'impact et les conséquences des zoonoses dans le cadre de la conservation de la biodiversité et de proposer des mesures de prévention en vue de la protection des populations humaines tout en contribuant à une meilleure sauvegarde de la biodiversité.

L'importance sanitaire des zoonoses ne cesse de croître actuellement avec la pandémie du Covid 19. Environ 75 % des maladies humaines émergentes sont zoonotiques (Wikipédia, 2020).

Selon l'OMS, le concept et l'approche « Un monde, une santé », le concept de One-Health ou Eco-Health, s'applique à la mise en œuvre d'actions pour lesquels plusieurs secteurs communiquent et collaborent en vue d'améliorer les résultats en matière de santé dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la lutte contre les zoonoses (maladies susceptibles de se transmettre de l'animal à l'homme et inversement. De nombreux professionnels aux compétences multiples, actifs dans différents secteurs tels que la santé publique, la santé animale, la santé végétale et l'environnement, doivent unir leurs forces à l'appui des approches «Un monde, une santé».

L'OMS travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) afin de promouvoir des réponses multisectorielles face aux risques alimentaires, aux risques issus des zoonoses et aux autres menaces pour la santé publique à l'interface homme-animal-écosystème.

Le PIP travaillera afin d'assurer le contrôle réglementaire et sanitaire des mouvements de transhumance transfrontalière par la construction d'infrastructures zoo-sanitaires et la facilitation de l'utilisation du certificat international de transhumance (CIT).

Actions prioritaires

• Internalisation de l'approche one health dans la gestion du pastoralisme
• Renforcement et opérationnalisation de l'approche "One Health"
• Information, formation et sensibilisation les acteurs du pastoralisme
• Mise en œuvre d'un programme de recherche à l'échelle du Bloc Ouest
• Renforcement des capacités des acteurs
• Mise en œuvre des systèmes d'alertes
• Sensibilisation des parties prenantes
• Construction d'infrastructures zoo-sanitaires frontalières (kits)
• Mise en place d'un dispositif de Certificat international de transhumance du Bloc Ouest Cas du Niger
• Étude d'évaluation de la situation épidémiologique des Etats du Bloc Ouest Cas du Niger
• Fonctionnement du réseau d'épidémio-surveillance
• Étude d'actualisation et d'harmonisation des dispositions réglementaires et sanitaires
• Mise en place d'un dispositif de Certificat international de transhumance du Bloc Ouest Cas du Niger
• Fonctionnement du réseau d'épidémio-surveillance
• Étude d'actualisation et d'harmonisation des dispositions réglementaires et sanitaires
• Appui à la vulgarisation et à l'utilisation systématique du certificat international de transhumance (CIT).

Axe 6 : Communication et plaidoyer

Objectif

L'objectif sera de, susciter un engagement politique plus fort aux initiatives du PIP Niger tout en contribuant à la réduction des conflits et à la dégradation des écosystèmes du Bloc Ouest, de promouvoir une contribution volontaire à la conservation de la biodiversité, d'appuyer les communautés locales à intégrer progressivement la gestion durable des ressources naturelles dans leurs préoccupations.

De manière spécifique de :

- Contribuer à la préservation des aires protégées du Bloc Ouest et de ses zones d'influences ;
- Diminuer de manière considérable les attitudes et les comportements néfastes préjudiciables à l'intégrité des ressources biologiques du Bloc Ouest;
- Améliorer la perception positive des acteurs de la présence des aires protégées et des activités comme la transhumance transfrontalière.

Justification

Face aux pressions croissantes sur les ressources d'une part et l'accentuation de la pauvreté en milieu rural d'autre part, les différents pays, avec l'appui des partenaires au développement, ont développé et mis en œuvre des stratégies d'information, de communication et de sensibilisation des populations. C'est dans ce cadre que des supports ont été élaborés. L'objectif des supports est d'apporter des connaissances et des compétences et de faciliter la

compréhension des différents acteurs sur les enjeux de gestion des écosystèmes du Bloc Ouest.

Dans les 6 pays du Bloc Ouest, on note l'existence de cadre institutionnel pour la mise en œuvre des politiques en matière d'éducation environnementale. Cependant, ces politiques nationales d'information, de communication et de sensibilisation conduites par les agents des services techniques de l'Etat, des ONG et Associations reposent essentiellement dans la majorité des cas sur l'utilisation intensive des masses média et des canaux traditionnels de diffusion de l'information.

En ce qui concerne les contenus des messages dans toute la zone du Bloc Ouest, les thèmes développés dans les différents médias portent essentiellement sur les problèmes environnementaux : braconnage, changements climatiques, paix et sécurité, la santé et hygiène assainissement, utilisation de l'eau, la transhumance, la conservation, la gestion des points d'eau ; le reboisement, etc.

De nos jours, les messages sur la problématique de la conservation de la diversité biologique et sur les conflits relatifs à la gestion durable des ressources naturelles sont en nombre très limités.

L'adhésion des populations aux actions de conservation de la biodiversité exige de mettre celles-ci au courant des enjeux que constitue le Bloc Ouest. Elle nécessite une application d'une communication stratégique efficace afin de résoudre non seulement les différents fléaux qui minent l'intégrité du Bloc mais également de permettre aux populations de tirer une meilleure partie des ressources issues du parc. Ce faisant, l'application d'un bon plan de communication et d'information est la dynamique qui doit exister entre les aires protégées et les populations. Cette communication permet d'engager et de maintenir le dialogue entre tous les acteurs d'une part, et d'autre part de suivre de manière continue la gestion de la transhumance transfrontalière.

L'objectif global de communication est d'Informer et sensibiliser les autorités, les populations et tous les acteurs des trois pays membres à une prise de conscience des enjeux des problèmes environnementaux dans une vision de gestion intégrée et durable des ressources naturelles du Bloc Ouest.

Pour cela il faudra disposer d'une approche méthodologique de sensibilisation des divers groupes sur la conservation de la biodiversité, des messages d'informations portant sur la gestion de l'environnement et la conservation de la biodiversité, des canaux et supports d'information les plus appropriés aux différents groupes cibles sont utilisés, la participation effective des populations à la protection, à la restauration et à la conservation de la biodiversité et enfin une meilleure adhésion des communautés à la base dans la conservation de la

biodiversité et des ressources naturelles et parvenir à un changement de comportement dans leur utilisation.

Un plan opérationnel de communication s'appuyant sur une stratégie sera défini préalablement en accompagnement des actions de mise en œuvre du PIP Niger. Il s'orientera sur les questions de conservation de la biodiversité et présentera les différentes actions de communication.

Pour atteindre le public cible direct composé de plus d'un million d'habitants répartis sur les zones de transhumance transfrontalière, les communes riveraines, tous les acteurs au développement doivent collaborer étroitement pour la réussite des actions du PIP Niger. Le plan opérationnel de communication prendra en compte cette structuration constituée de deux niveaux, le niveau national et le e niveau régional.

La valeur ajoutée des actions de communication contenue dans le plan portera essentiellement sur les enjeux relatifs à la transhumance transfrontalière, à la conservation de la biodiversité et à la diffusion des lois sur les questions d'environnement et de pastoralisme.

Pour répondre aux objectifs de communication, trois formes de communication distinctes et complémentaires seront utilisées, la communication institutionnelle et la communication de masse.

Les services de mass média tels que la radiodiffusion (radio rurale, radios communautaires, la télévision, la presse écrite (journaux en langues nationales) basés localement supporteront le processus. La communication éducative sera fondée sur une approche interactive et participative.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none">• Elaboration et adoption d'un plan de communication et d'éducation environnementale adaptée
<ul style="list-style-type: none">• Mobilisation sociale et sensibilisation des parties prenantes et acteurs
<ul style="list-style-type: none">• Instauration un processus de dialogue local au niveau des différentes zones de pâturage du BSB suivant les règles traditionnelles de concertation
<ul style="list-style-type: none">• Forums nationaux de construction de dialogue sur la transhumance : Rôles et responsabilités des acteurs et des chefferies traditionnelles
<ul style="list-style-type: none">• Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication
<ul style="list-style-type: none">• Plaidoyer et Fundraising en vue de la mobilisation des ressources financière
<ul style="list-style-type: none">• Intégration des différents chefs de clans, autorités coutumières et religieuses dans la gestion concertée des espaces pastoraux
<ul style="list-style-type: none">• Appuis à la circulation d'information au sein du Bloc Ouest et du Niger au niveau régional
<ul style="list-style-type: none">• Adoption d'un dispositif performant de circulation de l'information à l'interne basé sur les outils informatique Plateforme Web, WhatsApp, etc.
<ul style="list-style-type: none">• Mobilisation des institutions, les partenaires techniques, les ONG, les OSC, les prestataires privés, les administrations nationales des pays du Bloc Ouest.

<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des populations riveraines et prise en compte de leurs préoccupations dans les outils de communication
<ul style="list-style-type: none"> • Production des outils et supports adaptés de communication sont produits et connus
<ul style="list-style-type: none"> • Approche participative des différents acteurs à la conservation de la biodiversité
<ul style="list-style-type: none"> • Approche participative des écoles, des enseignants et les élèves dans les actions de communication sur l'environnement et la problématique de la conservation de la biodiversité
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un dispositif performant de circulation de l'information à l'interne du Bloc Ouest
<ul style="list-style-type: none"> • Communication au niveau des institutions, les partenaires techniques, les ONG, les OSC, les prestataires privés, les administrations nationales
<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des administrations sectoriels locale, les élus locaux, les services techniques, les prestataires privés, les OSC sont informés de la mise en œuvre du PIP

Axe stratégique 7 : Amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Objectif.

L'objectif est de développer des programmes et projets intégrés, générateurs de revenus en faveur des communautés riveraines des aires protégées et des éleveurs transhumants

Justificatif

Le PIP Niger retient que la durabilité des écosystèmes et des ressources pastorales repose sur l'amélioration de la résilience des communautés face aux effets négatifs des changements climatiques et aux effets de la dégyration des parcours pastoraux au fil des décennies de sécheresse. Une amélioration des revenus des acteurs (éleveurs/pasteurs et agriculteurs des zones de départ et d'accueil des transhumants) à travers une meilleure valorisation économique du bétail.

Ainsi, le PIP Niger propose d'appuyer les acteurs concernés pour la réalisation d'activités génératrices de revenus (AGR), à savoir :

- la production, la transformation des PFNL par les hommes et les femmes ;
- la production, la transformation et la commercialisation du lait, notamment par les femmes ;
- l'emboche bovine et ovine par les hommes et les femmes ;
- la fauche, le conditionnement, le stockage et la commercialisation des fourrages.

L'appui consistera en des subventions et/ou des crédits à des taux bonifiés, à travers l'apport de fonds de garantie ou de caution bancaire.

Les AGR ciblées devront permettre une transformation progressive de l'élevage transhumant vers un système plus intensifié, le déstockage du cheptel et une baisse de la pression sur les ressources pastorales tout en améliorant les conditions de vie des bénéficiaires.

L'amélioration des revenus des acteurs du pastoralisme se fera à travers une meilleure valorisation économique du bétail et des PFNL.

L'appui consistera en des subventions et/ou des crédits à des taux bonifiés, à travers l'apport de fonds de garantie ou de caution bancaire.

Les AGR ciblées devront permettre une transformation progressive de l'élevage transhumant vers un système plus intensifié, le déstockage du cheptel et une baisse de la pression sur les ressources pastorales tout en améliorant les conditions de vie des bénéficiaires.

Actions prioritaires

<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des aires protégées (AP) et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux
<ul style="list-style-type: none"> Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux
<ul style="list-style-type: none"> Appui aux AGR et à l'élaboration d'une stratégie régionale Bloc Ouest de développement pour chacune des filières lait, bétail-viande et avicole assortie de son plan d'action
<ul style="list-style-type: none"> Appui aux activités génératrices de revenus (embouche, transformation du lait, etc.) et filières PFNL
<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation de la pratique des cultures fourragères annuelles et pluriannuelles
<ul style="list-style-type: none"> Développement des filières d'élevage des espèces de Faune sauvage (crocodile, buffle, hippotragus, oiseaux etc.) et valorisation de la viande de chasse et des produits de la faune
<ul style="list-style-type: none"> Formation et insertion des jeunes sans emplois à des métiers adaptés,
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du système éducatif en milieu pastoral dans des centres de formation et d'apprentissage
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration le système sanitaire en milieu rural/droit à la santé accès aux services médicaux de base
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accès aux autres services judiciaires de base : actes de naissance, cartes d'identité etc.
<ul style="list-style-type: none"> Promotion des activités génératrices de revenus AGR-PFNL
<ul style="list-style-type: none"> Formation et insertion des jeunes sans emplois à des métiers adaptés au contexte

• PLAN DE PARTICIPATION DES ACTEURS DU PIP

Les acteurs de la transhumance transfrontalière à tous les niveaux dans le PIP peuvent être classés à travers leur caractérisation (directs et indirects, actuels et potentiels, privé et public, techniques, financiers, formels et informels etc.).

Tableau N° 8: Plan de participation de la transhumance transfrontalière

Niveau local

Catégorie d'acteurs	Fonction	Représentation	Participation attendue
Communes représentant les populations locales	Gestion durable des ressources naturelles des parcs et réserves, zones connexes et périphériques Intercommunalité Cogestion	Elus locaux Maires et Conseillers Municipaux	Intercommunalité-Cogestion Partie prenante principale dans le cadre de l'implication des communautés locales dans la cogestion des ressources partagées NB : Les maires président les CoFos Communaux rassemblant les acteurs ruraux.
Les utilisateurs privés des ressources naturelles, groupements socioprofessionnels (pastoralistes, agriculteurs, coopératives, artisans, guides touristiques, chasseurs.)	Interlocuteurs privilégiés de la nouvelle structure, des projets, programmes et autres initiatives	Les privés restent des partenaires clés.	Partenaires privilégiés de la nouvelle structure. Dans les communes en matière de développement de procédures de cogestion et de la mise en œuvre d'actions de GDS et GRN. Membres de Cofos Communaux

Commission Foncières, Départementales, Communales	Gestion des conflits ; des équipements partagés ; des problèmes d'aménagement ; du patrimoine commun	Eux-mêmes (acteurs locaux)	Rôle essentiel dans le cadre de l'élaboration de l'Accord de Cogestion ; Gestion et maintenance des ouvrages
Chefs traditionnels	Interlocuteurs privilégiés de la DPNR dans la gestion des parcs et des réserves aussi en matière de gestion de conflits.	Les chefs ou leurs représentants	Sont aussi représentés dans les Cofos. Membres des CoFo Communaux
Unités de gestion des parcs et réserves, Coordonnateurs de projets, programmes, initiatives relatives aux parcs et réserves et zones pastorale	Interlocuteur privilégié des Communes, Acteurs du Code Rural	Conservateurs, Responsables unités de gestion des parcs et réserves, Coordonnateurs des projets et programmes des parcs et réserves	Partenaires privilégiés des communautés locales et des Communes matière de développement de procédures de cogestion et de la mise en œuvre d'actions de surveillance et de suivi des parcs et réserves, Cogestion des ressources naturelles
Direction départementale des Eaux et Forêts et Postes Forestiers et Services de l'Elevage	Protection des ressources au niveau des Communes	Chefs de Poste Forestiers	Partenaires des Communes en matière de GRN et surveillance et contrôle des actes illégaux. Participent aux CoFos Communales
ONGs et Associations locales des zones des parcs et réserves	ONGs issues des communautés des zones périphériques et connexes actifs dans le développement local et la GRN	Personnel des ONGs	Participation aux efforts de mobilisation sociale, sensibilisation, et mise en œuvre d'actions de GDS / GRN

Niveau Régional

Structure	Fonction	Représenté par	Participation
Directions Régionales Environnement et Elevage et Agriculture des zones abritant des parcs et réserves	Partenaire privilégié pour la mise en œuvre des actions du PIP	Directeurs Régionaux de l'Environnement, Elevage et Agriculture	Partenaires privilégiés dans l'encadrement et la coordination des activités des postes forestiers ; Participation aux ateliers et autres forums locaux
Gouvernorat, Préfectures	Administration territoriale	Gouverneurs, Préfets	Participation aux réunions importantes d'orientation
Directions techniques ressources animales, de l'éducation et la formation, du développement communautaire, du génie rural, Code Rural	Appui à l'aménagement des parcs et réserves aux actions de développement local ; mise en œuvre des politiques nationales	Personnel des services techniques	Appui techniques, conseils ;

Niveau national

Structure	Fonction	Représenté par	Participation
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	A travers la DGEF et DFC/PR pilote la politique nationale en matière des parcs et réserves Développement Durable	DGEEF/DFC	Direction et orientations générales de la politique en matière de mise en œuvre du PIP Gestion conventions et accords internationaux Mobilisation des Financements
Ministères en Charge des Finances, du Plan, de la Décentralisation ; développement Communautaire	Financement de la structure Contrôle de gestion Transfert de compétences aux régions, Décentralisation, Développement Communautaire	Directions Générales et Nationales	Financement de la structure Adhésion au mécanisme international de financement durable de la conservation
Ministères en charge de l'Agriculture/Elevage, Aménagement du Territoire	Code Rural-Mise en valeur Santé animale/faune sauvage Occupation de l'espace Classement juridique de l'espace Aménagement du territoire	Directions Générales et Nationales	Mise en valeur des parcs et réserves Gestion de conflits Maillage et zonage des aires protégées Cartographie des aires protégées Santé animale
Ministère en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération	Ratification des conventions et accords engageant le Niger	Secrétaire Général	Ratification de tout accord
CNEDD/Primature	Mise en œuvre du Plan d'Action Biodiversité Politique nationale en matière d'Environnement	Secrétariat Exécutif	Politique Nationale en matière de conservation in-situ
Directions techniques et d'appui du MEDD, DEL, DEP	Participation à la planification du processus Lecture juridique des documents Atelier de validation	Directeurs	Atelier de planification Suivi au niveau du terrain Actions de synergie Partage de leçons
Secrétariat permanent du Code Rural	Encadrement et appui à la mise en place des CoFos	Secrétaire Permanent du SPCR	Appui et conseils dans la constitution et la définition des priorités des CoFos Gestion des conflits
Haut-Commissariat à la Décentralisation	Créer les conditions favorables à la mise en place effective des Communes dans les zones périphériques et connexes	Responsable du HCD	Appui et conseils dans la mise en place des Cofos périphériques des parcs et réserves Appui à l'intercommunalité
Conseil National de la Transhumance	Créer les conditions favorables à la mise à l'implication des structures de la transhumance Transfrontalière Communes dans les zones périphériques et connexes	Secrétaire Permanent et Responsable	Appui et conseils dans la mise en place des Cofos périphériques des parcs et réserves Appui à l'intercommunalité

Projets et programmes partenaires	Réduction de la pauvreté et appui à la gouvernance locale Microréalisations, Interface, Communautés locales, Cofinancement du PIP etc.	Responsable	Renforcement des capacités et exécution de micro-projets dans les domaines productifs PFNL, Ecotourisme au niveau Parcs et Réserves, villages. Appui à la décentralisation, accès des communautés au financement, appui institutionnel et investissements Viabilisation et diversification des activités économiques, renforcement de la maîtrise locale du développement local, appui institutionnel et investissement.
CNSEE, INRRAN, IRD	Appuis en matière de recherche dans les parcs et réserves	Responsables	Appui définition plan directeur de recherche dans les parcs et réserves
Partenaires Techniques UICN, PNUD, PNUE ; GiZ, Conventions	Appuis techniques multiformes Cofinancement	Directions	Appuis techniques
Partenaires Financiers, EU, KFW, Coopération bilatérale et multilatéral,	Appuis financiers et techniques Cofinancement	Directions	Appuis financiers
Conseil scientifique des parcs et réserves, Instituts, Universités, chercheurs, universitaires	Recherche Suivi écologique Validation PAG	Directions	Mise en place et l'exécution des activités de conservation de la biodiversité sur des bases scientifiques Mise en place d'un plan stratégique de recherche Améliorer considérablement les connaissances sur les parcs et réserves à travers les activités de recherche.

Niveau International -Partenaires Techniques et Financiers du PIP

Structure	Partenariat	Représenté par	Participation
PFBC/Facilitation	Facilitation processus PIP	Personnel	Apprentissage, suivi et évaluations
CEDEAO CEEAC IGAD	Accords régionaux	Représentation Niamey	Financement durable, Appuis multiformes techniques et financiers
COMIFAC, UEMOA	Facilitation, Financement	Représentant Régional UICN Afrique de l'Ouest	Appuis techniques et matière de GRN ; suivi
Union Africaine, CEEAC, CEDEAO, IGAD, COMIFAC, CILSS, CEBEVIRHA, CBLT ; G5 Sahel, Club du Sahel	Facilitation, Financement	CNSEE - Niger	Appuis techniques dans le cadre de la mise en place du système de suivi écologique
CILSS, OCFSA; OFAC	Facilitation, Financement	Secrétariat de la Convention	Appuis techniques et financiers dans le cadre du respect des directives de la convention
UE	Facilitation, Financement	Personnel au Niger	Appuis techniques et financiers multiformes
GiZ	Facilitation, Financement	Personnel au Niger	Appuis techniques et financiers multiformes
Banque Mondiale	Facilitation, Financement	Représentation au Niger	Appuis techniques et financiers multiformes
Coopération Française	Facilitation, Financement	Service de Coopération au Niger	Appuis techniques et financiers
Coopération allemande GiZ	Facilitation, Financement	Représentation au Niger	Appuis multiformes techniques et financiers
UEMOA	Politique régionale Environnement (PCEA) Initiatives dans le cadre des activités dans les zones périphériques des aires protégées	Représentation au Niger	Appuis multiformes techniques et financiers
BAD, UA	Initiatives dans le cadre des activités dans les zones périphériques des aires protégées	Représentation régionale	Appuis multiformes techniques et financiers
Convention CCC et CLD, Biodiversité	Partenariat lutte contre la dégradation des terres dans les aires protégées et la vulnérabilité liées aux changements climatiques	PNUD, CNEDD, UNOP, PNUE	Appuis multiformes techniques et financiers

Liste des acteurs non limitative

• **BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT DU PIP**

TABLEAU XX: BUDGET GLOBAL

Axes d'intervention	Budget Estimatif (Euros)					
	AN 1	AN 2	AN 3	AN 4	AN 5	TOTAL
<u>Axe stratégique 1</u> : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;	300 000	400 000	200 000	400 000	200 000	1 500 000
<u>Axe stratégique 2</u> : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	400 000	800 000	500 000	800 000	500 000	3 000 000
<u>Axe stratégique 3</u> : Gestion de la transhumance ;	1 000 000	3 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	9 000 000
<u>Axe stratégique 4</u> : Consolidation de la Paix et la Sécurité Messures accompagnement des acteurs	800 000	1 200 000	1 000 000	1 200 000	1 000 000	5 200 000
<u>Axe stratégique 5</u> : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses	1 000 000	1 600 000	1 000 000	1 600 000	1 000 000	6 200 000
<u>Axe stratégique 6</u> : Communication et plaidoyer	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000
<u>Axe stratégique 7</u> : Amélioration des conditions de vie des communautés locales.	800 000	1 200 000	1 000 000	1 200 000	1 000 000	5 200 000
<u>Gestion du PIP</u> : Logistique, Fournitures, Fonctionnement, Personnel	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000
Budget Total estimé (Euros)	5 300 000	9 200 000	5 700 000	9 200 000	5 700 000	35 100 000
Budget Total estimé (CFA)	3 481 872 100	6 044 004 400	3 744 654 900	6 044 004 400	3 744 654 900	23 059 190 700

- **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1: Activités et sous activités à mettre en œuvre

Tableau 2: Budget récapitulatif du PIP Niger

- **LISTE DES FIGURES**

Figure 1: Carte Elevage au Niger

Figure 2: Carte Aires Protégées du Niger

Figure 3: Organigramme PIP Niger

Figure 4: Carte des Etats du Bloc Ouest

- **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1: Transhumance CEDEAO

Encadré 2: Axes stratégiques

- **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Analyse des problèmes

Annexe 2 : Budget détaillé

ANNEXE 1 SYNTHÈSE DES PROBLÈMES PRIORITAIRES.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Axe 1 : CADRE JURIDIQUE POUR UNE COLLABORATION ENTRE LES ETATS					
Elaboration des cadres juridique clair et concis	– Absence de cadres adaptés au contexte du pastoralisme	– Faiblesses institutionnelles en la matière des institutions	– Conflits multiformes et mauvaise application des règles de gestion des ressources naturelles	– Appuis institutionnels et mobilisation des partenaires	– Elaboration et mise en application des cadres juridiques adéquats
Compilation, traduction et vulgarisation des textes	– Absence d'un état des lieux de l'ensemble des textes des Etats du Bloc Ouest	– Absence des moyens adéquats pour réaliser l'état des lieux des textes en vigueur	– Mauvaise connaissance des textes et faible/mauvaise application	– Etude régionale avec une implication des juridictions	– Partage des connaissances et vulgarisation
Renforcement des capacités des institutions judiciaires	– Méconnaissance des textes de loi sur l'environnement, l'élevage et l'agriculture	– Forte spécialisation des textes y relatifs au secteur agro-sylvo-pastoral.	– La spécialisation de ces textes limite leur application par les juridictions compétentes	– Appuis multiformes des partenaires et des Etats	– Actions de renforcement des capacités des juridictions
Appui technique en matière de relecture et de mise en conformité des législations (pays cibles)	– Absence d'études de base portant sur les législations des pays du Bloc	– Faiblesse d'initiatives portant sur les cadres juridiques	– Mauvaise connaissance des législations	– Appuis multiformes des partenaires et des Etats	– Actions de renforcement des capacités des juridictions
Formation des magistrats des tribunaux d'instance au niveau des communes	– Absence d'un plan de formation des magistrats sur les thématiques du pastoralisme	– Faible intérêt porté aux questions de transhumance ; – Complexité du secteur –	– Conflits de juridictions ; – Conflits acteurs ; – Compétition accès aux ressources naturelles –	– Elaborer un plan de formation des magistrats	– Application correcte des textes en charge du pastoralisme
Statuts, rôles et responsabilités des chefferies traditionnelles et des relais traditionnels	– Faiblesse du rôle et des responsabilités des chefferies traditionnelles	– Faiblesse du statut administratif des chefferies traditionnelles	– Abus divers sur les transhumants avec divers taxations	– Revue des textes sur le statut des chefs traditionnels	– Elaboration et mise en œuvre des nouveaux textes nouveaux textes
Axe 2 : STRATEGIE DE LUTTE ANTI-BRACONNAGE DANS LES AIRES PROTEGEES					
Formation des agents de sécurité et des écogardes	– Insuffisance en quantité et en qualité des écogardes	– Insuffisance des ressources mobilisées en faveur de la lutte anti-braconnage	– Faible niveau de surveillance des aires protégées ; – Normes internationales de surveillance non atteintes	– Mobilisation des ressources financières adéquates ;	– Elaboration d'un plan de formation et de renforcement des capacités des écogardes
Achat des équipements	– Faible niveau d'équipements et de matériels des aires protégées	– Insuffisance des ressources financières et des dotations	– Capacités limitées des équipes de gestion des aires protégées	– Mobilisation des ressources financières adéquates ;	– Mobilisation des budgets des Etats et des PTF
Organisation des patrouilles mixtes	– Patrouilles mixtes	– Faiblesse des moyens, des	– Non maîtrise de la lutte anti-	– Mobilisations de	– Mise en place des

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	transfrontalières insuffisantes ; – Absence de cadre juridique d'organisation des patrouilles mixtes transfrontalières	effectifs et du cadre juridique	braconnage ; – Multiplication des actes de braconnage ; – Diminution des effectifs de la faune	ressources ; – Mise en place de cadre ; – Renforcement de capacités	équipes de patrouilles outillées en quantité et en qualité ;
Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières	– Absence de stratégies et de plans d'actions pour les complexes d'aires protégées transfrontalières ; – Absence des accords régionaux.	– Faible mobilisation des Etats ; – Faible niveau des ressources financières mobilisées.	– Niveau de gestion transfrontalière limité ; – Faible maîtrise du braconnage transfrontalière	– Appuis multiformes des PTF de conservation et des Etats	– Mise en place des accords régionaux ; – Mise en place des cellules LAB et de renseignements
Mettre en place des cadres de Concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontalières (Comité de suivi, scientifique, de Planification et d'Exécution, d'Arbitrage,)	– Absence de ces cadres ; – Faible dynamisation des cadres existants malgré les accords les créant ;	– Faiblesse du niveau d'actions sur le terrain ; – Absence d'appuis et d'accompagnement adéquats de la part des Etats et des PTF –	– Faible niveau d'efficacité de gestion des aires protégées	– Mobilisation des ressources adéquates	– Revue des cadres existants ; – Redynamisation pour un fonctionnement adéquat.
Renforcer la mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontalières	– Non fonctionnalité des brigades ; – Faiblesse des ressources ; – Cadres de fonctionnement non mis en place.	– Perte de biodiversité ; – Accroissement des actes criminels et des délits ; –	– Actions de LABT limitées ; – Prolifération des actes criminels sur la faune ; – Atteinte à l'intégrité des aires protégées transfrontalières.	– Prise en charge du fonctionnement des brigades ; –	– Création d'un cadre de mise en place des brigades en vue de leur fonctionnalité ; – Prise en charge de leur fonctionnement ; – Renforcement des capacités.
Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie régionale du Bloc Ouest pour la sécurisation de l'interface aires protégées transhumance et pastoralisme	– Absence de stratégie	– Faiblesse de la prise en compte de la dimension pastoralisme et transhumance	– Mauvaise perception du pastoralisme et de la transhumance en périphéries des aires protégées	– Financement de la stratégie	Elaboration et mise en œuvre de la stratégie
Actualisation des plans d'aménagement et de gestion des aires protégées et prise en compte du volet transhumance	– Non prise en compte de la dimension pastoralisme/transhumance en périphérie des aires protégées	– Les actions d'Ecodéveloppement en périphérie ne prennent pas suffisamment en compte la question de la transhumance	– Les conflits Aires Protégées Transhumance sont accentuées ; – Gestion difficile du pâturage dans les aires protégées ;	– Appuis au financement de l'élaboration des plans d'Aménagement et de Gestion	– Elaboration et mise en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des aires protégées adaptés.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
			– Absence de mécanisme de gestion de conflits.		
Matérialisation des limites des aires protégées et des couloirs de transhumance (internationaux et nationaux).	<ul style="list-style-type: none"> – Approche non consensuelle des acteurs ruraux de la reconnaissance des limites ; – Non-respect des limites des aires protégées et des couloirs de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> – Limites et textes de classement méconnus ; – Besoins de nouvelles avec des empiètements agricoles ; – 	<ul style="list-style-type: none"> – Multiplication des Activités illégales dans les aires protégées ; – Conflits multiformes 	<ul style="list-style-type: none"> – Missions participative consensuelle des acteurs de vérification et d'identification ; – Cartographie participative ; – Prise en compte des limites dans les schémas d'aménagement des Etats 	<ul style="list-style-type: none"> – Matérialisation des limites ; – Sensibilisation au respect des limites consensuelles
Actualisation des Plans de Développement Communaux (PDC) avec prise en charge de la dimension pastoralisme	<ul style="list-style-type: none"> – PDC n'intégrant pas la dimension pastoralisme/transhumance et conservation biodiversité ; – Faible niveau d'implication des communes 	<ul style="list-style-type: none"> – Méconnaissance et non prise en compte de la problématique de la gestion des ressources naturelles ; – Faible rôle des organes de décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible capacité de mobilisation des questions de conflits 	<ul style="list-style-type: none"> – Revue des PDC et leur adaptation avec la prise en compte de la gestion des ressources naturelles, du pastoralisme 	<ul style="list-style-type: none"> – Elaboration et mise en œuvre des PDC intégrés.
Axe 3 : GESTION DE LA TRANSHUMANCE					
Infrastructures économiques (marché à bétail etc.)	–	–			
Alimentation des animaux	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance de ressources pastorales ; – Insuffisance de suppléments alimentaires (tourteau) et d'amélioration de périmètres pastoraux (culture fourragère) – Insuffisance des aliments bétails 	<ul style="list-style-type: none"> – Croissance fulgurante du cheptel – La sécheresse et les aléas climatiques ; – Faible production des ressources pastorales ; – Feux de brousse incontrôlé 	<ul style="list-style-type: none"> – Compétition pour l'accès aux ressources pastorales, IncurSION des transhumants dans les AP ; – Conflits entre éleveurs et gestionnaires des AP, Mortalité des animaux en saison de chaleur – Amaigrissement des animaux ; – Conflits entre agriculteurs et éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> – Promouvoir la production fourragère à travers des projets et programme, -Développer les alternatives de résilience au changement climatique, -Matérialisation des zones de pacages et couloirs de transhumance, Finalisation de schéma d'aménagement foncier – Aménager des bandes pare-feu 	<ul style="list-style-type: none"> – Sensibilisation des acteurs pour une utilisation pacifique de l'espace et des ressources naturelles, Promotion de l'élevage intensif,
Infrastructures administratives (Centre zootechnique, parc à vaccination etc.)	– Absence de centres de formation des	– Peu d'investissements à l'échelle du Bloc Ouest ;	<ul style="list-style-type: none"> – Productivité limitée ; – Accompagnement du secteur 	– Mobilisation les moyens financiers, humains et	– Création des infrastructures en vue

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> transhumants ; – Insuffisance des centres et de parcs de vaccination ; – Insuffisances des centres d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> – Infrastructures inadéquats ; – Insuffisance de la prise en compte des besoins des transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> faible ; – Prise en charge des problèmes insuffisante 	<ul style="list-style-type: none"> techniques 	<ul style="list-style-type: none"> de la prise en charge des besoins des acteurs transhumants ; – Gestion efficace des infrastructures
Santé animale	<ul style="list-style-type: none"> – Prolifération des maladies animales, - Insuffisance et mauvaise répartition d'infrastructures vétérinaire ; – Insuffisance de personnel de qualifié ; – Insuffisance de produits pharmaceutiques – Usages des produits non homologués, 	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance des moyens dédiés aux structures de formation vétérinaire, – Non-respect de la chaîne froide – Insuffisance des abattoirs modernes 	<ul style="list-style-type: none"> -Perte économique pour le pays ; -Migration des éleveurs à la recherche de meilleures conditions de vie pour le bétail, -Conflit d'occupation de l'espace avec les autres usagers 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités des écoles de formation vétérinaire, -Planification de vaccination de routine ; -Création de centre de production des produits vétérinaires -Renforcer la structuration des éleveurs Etablir des partenariats pour un échange d'expertise en santé animale 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des éleveurs, -Création des infrastructures d'accueil pour la vaccination
Production animale	<ul style="list-style-type: none"> – Pratique d'élevage extensif, 	<ul style="list-style-type: none"> – Analphabétisme, – Contraintes socioculturelles 	<ul style="list-style-type: none"> Dégradation des ressources naturelles, Conflits agriculteur-éleveur ; Conflits éleveur-gestionnaire des AP 	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation de la Loi pastorale, 	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation d'une stratégie d'intensification de l'élevage
Amélioration des conditions de vie des éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures (poste vétérinaire, mares, puits pastoraux) le long du parcours de transhumance, - Faible niveau de structuration et d'encadrement des éleveurs, - Faible valorisation des sous-produits de l'élevage, - Occupation des espaces pastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible niveau de mise en œuvre des schémas existants – Absence des PME valorisant les sous-produits de l'élevage; – Léthargie des mouvements associatifs inhérents aux transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible niveau d'indice humain de développement (scolarisation, accès à l'eau...) - Perte de temps et parcours de grandes distances avec corollaire mauvaise santé du bétail et des éleveurs, -Conflits éleveurs agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Développement d'une politique de valorisation des sous-produits de l'élevage -L'intensification de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> Structuration des éleveurs, -formation et sensibilisation des éleveurs sur les bonnes pratiques du pastoralisme

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Elaboration et mise en œuvre des accords de gestion transfrontalière de la transhumance et signé par les pays	<ul style="list-style-type: none"> - Faible mise en œuvre du document règlementant la transhumance transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement climatique et - reconversion des paysages, 	Exportation de conflits, de l'insécurité, envahissement des AP	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration et signature des Accords entre pays pour règlementer le pastoralisme transfrontalier, Mise en œuvre des schémas d'aménagement du territoire 	Information, sensibilisation et communication sur les textes et accord concernant le pastoralisme et la transhumance transfrontalière
Appui à la modernisation/transformation et à la valorisation des produits d'élevage pouvant bénéficier aux éleveurs et aux communautés	<ul style="list-style-type: none"> - Faible valorisation des sous-produits de l'élevage, - Faible niveau de structuration et d'encadrement des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible existence des PME valorisant les sous-produits de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de pauvreté des acteurs du secteur 	Mise en œuvre de la stratégie d'achat auprès des Petits Producteurs	Structuration des éleveurs, -formation et sensibilisation des éleveurs à la transformation des sous-produits
Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants (Plateformes d'échanges et de communication)	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de réseautage entre transhumants ; - Absence de partage d'expériences 	<ul style="list-style-type: none"> - Moyens non disponibles ; - Faiblesse prise en charge des questions de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> - Transhumants sous informés et peu sensibilisés ; - Difficultés multiformes dans les circuits de transhumances 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un plan de sensibilisation des transhumants Accueil-Circuit et Destination 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des actions ciblées de sensibilisation
Infrastructures économiques (marché à bétail etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des marchés à bétail - Insuffisance d'abattoirs moderne - Insuffisance de structures de valorisation des sous-produits d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budget alloué au secteur d'élevage - Mauvaise gouvernance - Mauvaise planification des investissements étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible revenu du métier de l'élevage -Faible valorisation des sous-produits de l'élevage -Faible contribution au PIB - Abattage clandestin (non contrôlé) vecteurs des maladies 	Investissements dans les infrastructures (abattoirs, marchés à bétail...)	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités du personnel vétérinaire -Respect des Accords de libre-échange dans la sous-région
Infrastructures administratives (Centre zootechnique, parc à vaccination etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures (laboratoire de zootechnie, parc à vaccination, bureaux, etc) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budget alloué au secteur d'élevage - Mauvaise gouvernance - Mauvaise planification des investissements étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des produits pharmaceutiques au niveau local -Prolifération des produits non homologués -Faible capacité de diagnostic des maladies animales 	Investissements dans les infrastructures (Laboratoire de zootechnie, parcs à vaccination, bureaux)	<ul style="list-style-type: none"> -Investir dans la recherche-développement dans la sous-région
Matérialisation des limites des couloirs de transhumance dans les schémas d'aménagement nationaux	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des textes de création - Cadre juridique 	<ul style="list-style-type: none"> - Institutions juridiques ; - Absence de campagnes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits d'accès aux espaces ; - Insuffisances des couloirs 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des sectoriels ; - Elaboration d'un plan, 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue de textes de création ; - Réactualisation des

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	inadéquat	– Insuffisances des actions de délimitation	délimités ; – Empiètements agricoles ; – Divagation du bétail	de matérialisation ; – Mobilisation des ressources et des moyens adéquats.	couloirs ; – Actions de matérialisation
Dynamisation des organisations des producteurs	Faible niveau d'organisation des producteurs Léthargie des organisations paysannes (OP)	– Insuffisance de structuration des organisations de producteurs – Faible mise en conformité à l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives de	-Faible revenus des producteurs -Mauvaise condition de vie des producteurs	Structurer et renforcer les capacités des producteurs Mettre en conformité Appui conseil gestion des exploitations	Informé et sensibiliser sur l'importance de la gouvernance associative
Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	– Insuffisance de cadre de concertation transfrontalière – Faible niveau de fonctionnalité des cadres de concertation existents – Faible niveau de mise en œuvre des accords transfrontaliers	– Faible budgétisation des initiatives transfrontalières – Méconnaissance des Accords –	-Faible collaboration transfrontalière -Méconnaissance des parcours transfrontaliers	Création et redynamisation des cadres de concertation transfrontaliers ; Mise en œuvre des accords ; Plaidoyer auprès des Etats	Sensibilisation en faveur de la mise en œuvre des accords
Formation et renforcement des capacités	– Faible niveau de mise en conformité d'organisation des producteurs, – Insuffisance en matière de formation des producteurs – Analphabétisme des producteurs	– Faible allocation budgétaire au Ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs –	-Producteurs non organisés -Faible production - Incapacité des producteurs à gérer les conflits, - Incapacité à administrer les premiers soins	Allouer un budget conséquent au ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs	-Sensibilisation des producteurs -Organiser des voyages d'expérience avec d'autres organisations
Sensibilisation des parties prenantes	– Faible niveau de connaissances des parties prenantes sur les enjeux de la transhumance	– Faible allocation budgétaire pour des actions de sensibilisation – Méconnaissance de la transhumance	Société non organisée, non formée Préjugés sur la transhumance Peur de la transhumance	Allouer un budget conséquent au ministère pour la sensibilisation des parties prenantes	Sensibilisation des parties prenantes
Appui aux services partenaires	– Capacités limitées ; – Moyens techniques et financiers insuffisants	– Faible prise en charge du secteur ; – Absence de plan de formation ; – Mobilisation des ressources	– Services moins performants ; – Absence de résultats ; – Difficultés multiformes	– Mobilisation des ressources, des moyens	– Elaboration et mise en œuvre de plan d'accompagnement.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
		limitée.			
Sécurité du bétail et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Vol du bétail - Circulation des armes et des munitions - Obsolescence des couloirs de migration - Menace des groupes armés dans tout le sahel - Incapacité de certains états à éradiquer les menaces terroristes - Chômage et oisiveté des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunité d'enrichissement - Insuffisance du contrôle et de la surveillance des territoires - Couloir de migration et de transhumance parfois inadaptés - Apparition de nouveaux acteurs dans le circuit - Pauvreté des Etats et des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Appauvrissement des éleveurs et accroissement de leur vulnérabilité - Reconversion des éleveurs appauvris en bandits de grands chemins et en terroristes - Augmentation de la criminalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la sécurité sur les couloirs de transhumance - Réadapter les couloirs de transhumance en tenant compte du contexte actuel - Mutualiser les forces entre les états - Mettre la problématique de chômage dans les priorités des états 	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer sans réserve les sanctions prévues sur les délinquants - Développer de nouvelles méthodes de contrôles - Mettre en place des mesures incitatives pour les comités de vigilance -
Mise en place des comités communaux (décentralisation) de gestion des espaces agropastoraux	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'implication des communes dans la gestion des conflits limitée 	<ul style="list-style-type: none"> - La non prise en compte dans les PDC de la question de la transhumance ; - Abus dans les taxes liées à l'activité de transhumance transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Le processus de la décentralisation en matière de gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles n'est pas efficace. 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue des PDC et du rôle des communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'un plan communal de la prise en charge des questions de transhumance
Aménagement de deux axes de transhumance transfrontalière	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'axes de transhumance balisés et sécurisés entre le Niger et le Nigéria et entre le Niger et le Tchad 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en compte en de la question de la transhumance transfrontalière ; - Faiblesse du cadre juridique et du contrôle de l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises pratiques et conflits multiformes 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des instances régionales 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des cadres de gestion de la transhumance transfrontalière
Aménagements pastoraux dans les zones d'accueil et de transit (1 250 000 ha) Installer des puits pastoraux et/ou des mares aménagées régulièrement le long des couloirs de transhumance	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'investissements importants pour la gestion des circuits de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de financement faible ; - Mobilisation des Etats limitées 	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion conflictuelle de l'activité de transhumance transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation et Fundraising en faveur de la transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et mise en œuvre des plans d'Investissements Régionaux
Officialisation des axes de transhumance transfrontalière	<ul style="list-style-type: none"> - Absence actes juridiques transnationaux sur la transhumance transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau prise en compte par les Etats de la question en termes de création des conditions viables de pratique de l'activité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises pratiques; - Abus en matière de taxation dans les circuits transfrontaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des Etats ; - Etudes de base ; - Proposition de textes 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption et mise en œuvre des accords régionaux
Actualisation et balisage des couloirs de transhumance des pays du bloc Ouest (ici Niger)	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de textes de création des couloirs ; - Non reconnaissance des couloirs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en charge au niveau régional de la viabilisation des couloirs de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion anarchique des couloirs ; - Perte des couloirs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des Etats ; - Etudes de base ; - Proposition de textes 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption et mise en œuvre des accords régionaux ; - Mobilisation des

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> – Occupations et empiètements des couloirs 		<ul style="list-style-type: none"> – Occupation agricole des couloirs ; – Conflits multiformes 		<ul style="list-style-type: none"> ressources et mise en œuvre des activités
Réalisation d'aménagements et infrastructures connexes	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance en quantité et en qualité des couloirs de transhumance viables 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'aménagements et d'infrastructures viabilisées et opérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> – Rentabilité économique de l'activité insuffisante ; – Faible niveau de productivité 	<ul style="list-style-type: none"> – Elaboration d'un plan d'investissement conséquent 	<ul style="list-style-type: none"> – Mise en œuvre d'un véritable de programme de réalisation d'aménagement et d'infrastructures conséquent et structurant
Sessions d'information et de sensibilisation et Renforcement des capacités des ONG, OCB pastorales	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance des actions au niveau régional du Bloc Ouest 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence des cadres et de moyens à cet effet 	<ul style="list-style-type: none"> – Méconnaissance des droits et devoirs des transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> – Mobilisation des secteurs de l'élevage et des États 	<ul style="list-style-type: none"> – Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication
Appui à la création et au fonctionnement des organisations de transhumance et des cadres de concertation	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance des actions au niveau régional du Bloc Ouest 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence des cadres et de moyens à cet effet 	<ul style="list-style-type: none"> – Méconnaissance des droits et devoirs des transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> – Mobilisation des secteurs de l'élevage et des États 	<ul style="list-style-type: none"> – Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication
Appui au dialogue politique sur les questions de la transhumance transfrontalière	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance d'actions de construction de dialogue au niveau régional 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence d'une stratégie et d'une approche de construction de dialogue 	<ul style="list-style-type: none"> – Généralisation des conflits entre acteurs ruraux ; – Mauvaise gestion des conflits ; – Rôle et responsabilités des acteurs clé méconnus 	<ul style="list-style-type: none"> – Etude stratégie de construction de dialogue et son plan 	<ul style="list-style-type: none"> – Mise en œuvre des actions de la stratégie de construction de dialogue
Organisation d'un forum régional tournant sur la transhumance tous les 2 ans	<ul style="list-style-type: none"> – Absence de cadre de dialogue 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible niveau de mobilisation des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> – Généralisation des conflits entre acteurs ruraux ; – Insécurité ambiante ; – Conflits entre clans rivaux 	<ul style="list-style-type: none"> – Mobilisation des partenaires PTF 	<ul style="list-style-type: none"> – Organisation des Forums régionaux du Bloc Ouest ; – Mise en œuvre des feuilles de route
Appui aux programmes de recherche sur le pastoralisme	<ul style="list-style-type: none"> – Absence de programme de recherche transfrontalier ; – Absence de données techniques, scientifiques et informations géographiques 	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance dans la mobilisation des moyens ; – Difficulté d'élaborer un programme conjoint interétatique de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> – La non disponibilité des données et des informations 	<ul style="list-style-type: none"> – Mobilisation des PTF pour l'élaboration d'un programme 	<ul style="list-style-type: none"> – Elaboration et mise en œuvre d'un programme de recherche

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Mise en place d'un dispositif de prévention, d'alerte précoce et de gestion des crises environnementales et sociales (Désertification, changements climatiques, conflits)	– Absence de dispositif à l'échelle du Bloc Ouest	– Insuffisance de la prise en charge des questions de crises et de catastrophes liées aux changements climatiques et des questions de résilience et d'adaptation	– Faible mobilisation des acteurs, des Etats et des PTF	– Prise en compte des questions de biodiversité, de désertification et de changements climatiques ; – Elaboration d'une stratégie	– Adoption et mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action
Mise en place des commissions de prévention et de règlement des conflits	– Absence de mécanisme de prévention et de gestion de conflits	– Non prise en compte de l'urgence des conflits liés à la transhumance transfrontalière	– Généralisation des conflits ; – Non maîtrise de la gestion de conflits ; – Conflits nationaux et transfrontaliers	– Mobilisation des Etats ; – Mobilisation des PTF, des secteurs et des mécanismes communautaires	– Adoption et mise en place des commissions et des cadres
Appui aux actions d'intégration agro-sylvo-pastorales	– Absence de cadre de réflexion intégré	– Disparités des approches	– Inefficacités de certaines actions	– Adoption d'actions intégrées de gestion de la transhumance	– Mise en œuvre des programmes
Mécanisme de gestion des feux de brousse dans les espaces pastoraux	– Perte de ressources pastorales considérables ; •	– Absence de mécanisme de gestion des feux	– Feux de brousse incontrôlés ; – Dégradation des ressources pastorales	– Conduire des réflexions ; – Elaboration de stratégies	– Mise en œuvre des plans d'actions
Axe 4 : CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE					
	–	–			
Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	– Absence de dispositifs intégrés de gestion sécuritaire transfrontalière	– Problèmes d'insécurité à l'échelle de la région ; – Insuffisances de ressources de moyens	– Généralisation des problèmes sécuritaires	– Mobilisation des forces de sécurité et de défense à l'échelle régionale ; – Approches intégrées de la lutte	– Mise en place et opérationnalité des instances
Formation et renforcement des capacités	– Absence de ressources ; – Pas de plans de formation	– Ressources non disponibles	– Capacités de gestion insuffisantes	– Mobilisation des PTF ; – Elaboration d'un plan de formation	– Mise en œuvre des plans de formation
Appui aux chaînes de commandement et de décision concernant la gestion des espaces, la gestion des troupeaux	– Absence de données cartographiques,	– Chaînes de commandement non intégrées	– Problèmes d'insécurité multiformes ;	– Intégration des chaînes de commandement dans	– Mise en œuvre d'approche conjointe

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
et de la transhumance, et la gestion des conflits.	sécuritaires sur les espaces		- Non prise en charge des problèmes sécuritaires à l'échelle du Bloc Ouest .	les réflexions du Bloc Ouest.	sécuritaire à l'échelle du Bloc Ouest
Étude d'élaboration d'une stratégie régionale du Bloc Ouest Paix et sécurité et formation des acteurs	- Absence de stratégie et d'approche	- Inefficacité dans la prise en charge des questions sécuritaires	- Approches diversifiées non intégrées ; - Inefficacité	Mobilisation des Etats	- Mise en œuvre de la stratégie.
Cartographie participative des couloirs de transhumance	- Absence d'information et de données géographiques sur les couloirs	- Non prise en compte des avis des acteurs ruraux sur les tracées	- Absence de consensus sur les tracés	- Mobilisation des ressources ; - Appui à la mise en place d'une cellule de géomatique	- Mise en place des outils dont une cellule de géomatique ; - Activités de cartographie participative
Renforcement de la présence des forces de sécurité mixtes dans les zones frontalières de transhumance	- Absence de dispositif	- Insuffisance d'engagement des Etats	-	-	-
	-	-			
	-	-			
Axe 5 : INTEGRATION DU CONCEPT « ONE HEALTH » ET LES ZONOSSES DANS LE PASTORALISME ET LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERE					
Mise en œuvre d'un programme de recherche à l'échelle du Bloc Ouest	- Absence d'un programme	- Insuffisance de moyens et de capacités	- Faiblesse des interventions ; - Informations et données insuffisantes	- Mobilisation des PTF ; - Elaboration d'un programme de recherche	- Mise en œuvre d'un programme de recherche
Renforcement des capacités des acteurs	- Insuffisance d'expertise dans le domaine - Lenteur de l'internalisation du concept - Vision encore sectorielle du concept	- Concept relativement nouveau - Egoïsme des sectorielles	- Risque élevés d'apparitions des zoonoses non maîtrisées - Risque élevé de survenue de pandémie - Risque de la résistance aux médicaments auprès des consommateurs	- Redynamisation des sectoriels impliqués dans le concept - Vision globale et non sectoriel du concept - Un renforcement de la collaboration	- Mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités.
Mise en œuvre des systèmes d'alertes	- Absence des cadres de concertation spécifique dans le domaine - Insuffisance de communication inter-état sur la question	- Attentisme et dépendance des états de l'OMS	- Prolifération des vecteurs de transmission de maladie -	- Redynamiser et adapté le système d'alerte précoce existant -	- Sensibiliser et former les acteurs
Sensibilisation des parties prenantes	- Insuffisance de communication sur la	- Absence de vulgarisation et de sensibilisation	- Evolution facile de la maladie et de ses vecteurs	- Evaluation des besoins	- Mise en œuvre d'un plan de sensibilisation

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	problématique –		de transmission		
Construction d'infrastructures zoo-sanitaires frontalières (kits)	– Absence d'infrastructures	– Faible mobilisation des ressources financières	– Non maîtrise de la prise en charge des questions zosanitaires	– Mobilisation des PTF ; – Fundraising	– Mise en œuvre d'un plan d'investissement
Mise en place d'un dispositif de Certificat international de transhumance du Bloc Ouest Cas du Niger	– Absence d'un dispositif de certification international à l'échelle du Bloc Ouest	– Question faiblement prise en compte ; – Dispositifs sanitaires non mis en place	– Risques sanitaires	– Mobilisation des ressources financières	– Mise en place du dispositif
Étude d'évaluation de la situation épidémiologique des Etats du Bloc Ouest Cas du Niger	– Absence de données scientifiques ; – Concept One Health non intégré aux actions	– Etudes non réalisées ; – Absence d'initiatives de recherche intégrées au niveau régional	– Efficacité d'échanges limitée ; – Pas de connaissances sur la situation épidémiologique	– Recherche de ressources et élaboration d'un plan d'études	– Mise en œuvre d'un plan d'étude
Fonctionnement du réseau d'épidémiologie-surveillance	– Réseau inexistant au niveau régional du Bloc Ouest	– Faible mobilisation des scientifiques ; – Ressources limitées en la matière	– Efficacité dans l'accompagnement du secteur d'élevage limitée au niveau des Etats du Bloc Ouest	– Mobilisation des Etats des institutions de recherche ; – Elaboration du cadre du réseau	– Mise en œuvre des activités du réseau
Étude d'actualisation et d'harmonisation des dispositions réglementaires et sanitaires	– Absence d'études de référence au niveau régional ; – Faible capitalisation des études au niveau des Etats	– Ressources faiblement mobilisées ; – Manque notoire des réglementations adoptées à l'échelle régionale du Bloc Ouest	– Faibles réponses face aux épidémies et autres épizooties	– Mobilisation des Etats des institutions de recherche ;	– Mise en œuvre des activités relatives à l'application des dispositions
Mise en place d'un dispositif de Certificat international de transhumance du Bloc Ouest Cas du Niger	– Absence de dispositif fonctionnel ; – Circuits de transhumance transfrontalière non viabilisés et sécurisés ; – Suivi sanitaire limité.	– Absence de processus d'intégration des mécanismes de mobilité internationale ; – Absence d'accords régionaux.	– Pratiques non performantes de la transhumance ; – Absence de données fiables sur la transhumance	– Urgence sur la nécessité de la mise en place d'un dispositif au niveau du Bloc Ouest ; – Mobilisation des PTF à cet effet	– Mise en place d'un dispositif fonctionnel et opérationnel.
Axe 6 : GESTION DES AIRES PROTEGEES SITUEES DANS ZONES DE TRANSHUMANCES					
Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières	– Fragmentation de l'habitat de la faune – Braconnage transfrontalier endémique – Sous-effectif des écogardes et agents	– Densité élevée des populations riveraines autour des aires protégées – Empiètement des activités anthropiques sur les aires protégées – Porosité des aires protégées et	- Isolement des aires de conservation - Baisse drastique de la grande faune - Extinction et disparition des espèces	- Mise en place d'un macrozonage transfrontalier concertée - Implémenter les accords - Mise en œuvre en place le mécanisme du financement durable au	- Appliquer strictement la loi en vigueur - Réviser les lois en vigueur et les adapter au contexte actuel de criminalité faunique - Procéder au

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> forestiers - Equipements insuffisants en nombre et en qualité - Insuffisance de mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion des AP - Insuffisance et incompréhension des alternatives proposées aux populations riveraines - Orpaillage - Insécurité et attaques terroristes dans les AP 	<ul style="list-style-type: none"> facilité d'accès ; - Insuffisance des moyens des sectorielles en change de la faune et des aires protégées - Forte dépendance des PTF - 	<ul style="list-style-type: none"> - Aires protégées moins attractives - Diminution des touristes et baisse des recettes - Abandon des aires protégées - Envahissement des AP par les exploitants illégaux - Apparition de nouvelles problématiques (menace de la sécurité, tuerie des agents des AP) 	<ul style="list-style-type: none"> niveau de toutes AP - Développer les PPP - Développer et mettre en place des projets de développement à long terme autour des APT avec l'appui des PTF - Confier le suivi des accords aux PTF avec des cahiers de charge étoffés - Rendre opérationnel les Brigades binationales avec les droits de poursuite 	<ul style="list-style-type: none"> microzonage participatif avec toutes les sectorielles - Mettre en place de véritables alternatives compatibles avec les écosystèmes des APT -
Mettre en place des cadres de Concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontaliers (Comité de suivi, scientifique, de Planification et d'Exécution, d'Arbitrage,)	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'accords régionaux fonctionnels ; - Mise en œuvre des accords limitée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyens financiers et techniques 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de mécanisme de coordination et de mise en œuvre efficace 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des Etats et des instances de décision 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'accords adaptés au contexte ; - Mise en place des cadres de concertations fonctionnels et opérationnels
Renforcer la mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de dispositifs réellement fonctionnels et efficaces 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du cadre législatif de chaque pays dans l'optique de limiter les effets négatifs de la transhumance sur l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Généralisation et multiplication des actes de braconnage ; - Inefficacité de la LAB transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de cadres ; - Mobilisation des ressources adéquates 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des dispositifs LAB opérationnels
Inventaire et radioscopie des accords inter Etats sur la transhumance Transfrontalière	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe des accords qui pourraient être étendus aux pays transfrontaliers des Etats partis 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement du Contexte lié à la signature de ces accords ; - Evolution de la magnitude des défis à surmonter ; - Apparition de nouveaux acteurs et la faisabilité de les intégrer ; - Insuffisance de la prise en compte des us et coutumes dans l'élaboration et mise en œuvre de ces accords 	<ul style="list-style-type: none"> - Apparition des intérêts divergents sur la question de transhumance - Faible application de ces Accords - Méconnaissance des accords par les acteurs ; - Légitimation des pratiques coutumières de gestion de transhumance vis-à-vis des lois. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation des couloirs de transhumance des pays de départ et hôtes de la transhumance ; - Faire un plaidoyer auprès des forces multinationales pour la prise en compte de la problématique transhumance dans le cadre paix et sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de recommandations issues de la radioscopie

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Mise en œuvre des systèmes d'alertes	– Absence de système d'Alerte LAB Fonctionnel	– Insuffisance des ressources et des moyens	– Manque d'informations et de données ; – Inefficacité de la LAB à l'échelle régionale	– Définir les systèmes d'Alerte	– Mise en œuvre des systèmes d'Alerte
	–	–			
Axe 6 : COMMUNICATION ET PLAIDOYER					
Sensibilisation des parties prenantes	– Absence d'un plan de communication à l'échelle de l'entité du Bloc Ouest	– Méconnaissance des textes, des lois – Mauvaise prise de conscience des enjeux	– Conflits multiformes entre les acteurs ruraux	– Recherche de ressources ; – Elaboration d'un plan de communication	– Mise en œuvre du plan
Instauration un processus de dialogue local au niveau des différentes zones de pâturage du BSB suivant les règles traditionnelles de concertation	– Absence de processus de construction de dialogue entre acteurs	– Faible prise de conscience des enjeux ; – Défis, rôles et responsabilités ignorés.	– Mauvaise organisation des acteurs du secteur	– Mobilisation des acteurs ; – Mobilisation des parties prenantes et des PTF	– Mien en ouvre des actions de construction de dialogue à l'échelle du Bloc Ouest
Forum nationaux de construction de dialogue sur la transhumance : Rôles et responsabilités des acteurs et des chefferies traditionnelles	– Absence de tenues de forum, de rencontres et d'ateliers	– Méconnaissance des enjeux et des défis	– Faible mobilisation des acteurs	– Mobilisation des acteurs de la transhumance ; – Accompagnement du processus de dialogue	– Organisation de forum ; – Mise en œuvre des feuilles de route
Elaboration d'un plan de communication	– Absence de plateformes de communication ; – Absence d'une stratégie et d'approches de communication	– Faible prise en compte des besoins en matière de communication ; – Faibles ressources mobilisées ;	– Faible mobilisation des acteurs, des parties prenantes et des partenaires	– Mobilisation des acteurs, – Elaboration d'une stratégie et d'un plan de communication	– Mise en œuvre du p plan de communication
Plaidoyer et Fundraising en vue de la mobilisation des ressources financière	– Absence d'une étude d'élaboration des besoins chiffrés du PIP ; – Absence de plans d'affaires ciblés ; – Absence d'une Stratégie de Fundraising et de mobilisation des ressources financières	– Etude des besoins non réalisées ; – Efforts limités ; – Faible mobilisation des ressources des Etats	– Ressources financières limitées ; – Faible niveau de financement des actions en adéquation avec les besoins	– Mobilisation des budgets des Etats ; – Mobilisation des PTF	– Mise en œuvre des actions de Fundraising et de mobilisations des ressources pour le financement du PIP Niger
Intégration des différents chefs de clans, autorités coutumières et religieuses dans la gestion concertée des espaces pastoraux	– Insuffisance de la prise en compte des rôles et responsabilités des autorités coutumières et religieuses	– Méconnaissance des enjeux et du rôle et des responsabilités	– Difficultés et conflits multiformes	– Mobilisation et prise en compte de la participation des autorités coutumières et religieuses	– Mise en œuvre des actions d'intégration et prise en compte de leurs avis et suggestions
	–	–			

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Axe 7 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES ET LOCALES					
Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des aires protégées (AP) et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'études de base sur la rentabilité des filières ; • 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des données et d'informations sur le niveau de productivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des plans d'aménagement avec volets d'écodéveloppement • 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des propositions de l'étude
Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des investissements dans les filières productives 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'investissements limité ; • 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté croissante ; - Accès limités aux soins de base, à l'éducation ; Niveau faible de participation aux actions de conservation 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des approches d'écodéveloppement en faveur des communautés locales ; Mobilisation des investissements 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des propositions de l'étude et des actions
Appui aux AGR et élaboration d'une stratégie régionale Bloc Ouest de développement pour chacune des filières lait, bétail-viande et avicole assortie de son plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie et de plan d'actions 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse ou absence de financement 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de productivité et de création de richesses 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser des ressources financières adéquates 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'une stratégie et de son plan d'actions
Appui aux activités génératrices de revenus (embouche, transformation du lait, etc.) et filières PFNL	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des investissements dans les filières productives 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'investissements limité ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté croissante ; - Accès limités aux soins de base, à l'éducation ; Niveau faible de participation aux actions de conservation 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des approches d'écodéveloppement en faveur des communautés locales ; - Mobilisation des investissements 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des propositions de l'étude et des actions
Vulgarisation de la pratique des cultures fourragères annuelles et pluriannuelles	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'initiatives porteuses en la matière ; - Dégradation continue des ressources pastorales ; - Absence d'études de base sur la productivité des cultures fourragères 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en compte de pratique des cultures fourragères 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de productivité du bétail ; - Faible rentabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'initiatives et d'actions en faveur de la culture fourragère 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des actions en faveur de pratique des cultures fourragères
Développement des filières d'élevage des espèces de Faune sauvage (crocodile, buffle, hippotragus, oiseaux etc.) et valorisation de la viande de chasse et des produits de la faune.	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de filières de valorisation de la faune sauvage ; - Absence de données techniques sur les espèces 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'initiatives de valorisation des filières faune 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau faible des revenus de la faune 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des ressources financières en vue de la valorisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des actions porteuses en matière de valorisation.

Annexe 2 : Cadre et budgétisation PIP NIGER

BUDGETISATION PIP NIGER														
Finalité PIP NIGER : Le but du PIP Niger est de créer les conditions d'une gestion durable et non conflictuelle des ressources pastorales transfrontalières dans le cadre d'une transhumance apaisée.														
Objectif du PIP NIGER : Contribuer à la mise en place d'un cadre juridique approprié, à la réalisation d'infrastructures et aménagements transfrontaliers pastoraux, à la mise en œuvre des actions agro-sylvo-pastorales innovantes de gestion des ressources naturelles et de construction de dialogue et de mobilisation sociale dans le cadre de la prévention, de la gestion des conflits.														
Réf.	Résultats, Activités	Sous-activités	Indicateurs	Sources de vérification	Localisation	Exécution	Responsable	Intervenants	Programmation			Budget		
									An 1	An 2	An 3	Source Financement	Description	Montant
R1	Résultat 1: Un cadre juridique et réglementaire entre les Etats du Bloc Ouest est adopté et mise en œuvre								An 1	An 2	An 3			
A11	Elaboration des cadres juridique clair et concis	Etude de base	2 textes élaborés	Documents	Niger	Consultants	PIP	Justice, Env, Elevage						50 000
A12	Compilation, traduction et vulgarisation des textes	Etude de base												18 000
A13	Renforcement des capacités des institutions judiciaires	Ateliers de formation												60 000
A14	Appui technique en matière de relecture et de mise en conformité des législations (pays cibles)													25 000
A15	Formation des magistrats des tribunaux d'instance au niveau des communes													20 000
A16	Statuts, rôles et responsabilités des chefferies traditionnelles et des relais traditionnels													15 000
A17	Mettre en place un organe régional pour la supervision et une orientation pour les décisions de mise en œuvre du PIP	Etude de base pour l'élaboration d'une réglementation applicable à l'échelle du complexe.												50 000
A18	Une législation concertée et mise à jour permettant une gestion cohérente et un usage durable du Bloc Ouest													25 000
A19	TOTALR1													153 000

• **Bibliographie**

- Ministère de l'Elevage, Comité National de la Transhumance : (2021) : Plan d'action triennal (2022-2024), Niger.
- CEDEAO : Formulation et mise en œuvre d'un Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) Composante : « Aménagements pastoraux et organisation de la transhumance transfrontalière.
- Canevas Elaboration du PIP cadre Déclaration de N'Djamena.
- Fiches Recueil de données (Adoptées Atelier Douala, 2021).
- Rapport provisoire, réalisé par: FAO/SFW (2010), Consultant : Zakary RHISSA, Docteur Vétérinaire, spécialiste en production.
- Niger_Ordonnance_No2010-29_du_20_Mai_2010_relative_au_pastoralisme.
- Niger : Revue national du Secteur de l'Elevage.
- Canevas plan d'investissement N'Djamena AC_14_07_2021-Niger.
- TDR Mission Appui Elaboration Plan Investissement Bloc Ouest Niger.
- PFBC : Agenda réunion des experts, Douala juillet 2021.
- Formulation et mise en œuvre d'un Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) Composante : « Aménagements pastoraux et organisation de la transhumance transfrontalière.
- Sous-programme gestion améliorée des autres ressources naturelles partagées.
- Salihou Mamadou Alidou (2016) : Couloirs de transhumance transfrontalière en l'Afrique de l'Ouest.
- Manu Harchies, Aurélie Binot et Eléonore Wolff (2007) : impacts de la conservation et de l'élevage transhumant sur l'occupation des sols et les ressources environnementales.
- Sudan investment Plan – PIP Soudan.
- RCA Draft : PIP
- Cameroun : PIP Draft
- Cartographie/mapping des actions et initiatives concourant à la prévention et résolution des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles dans partie nigérienne du bassin du lac-Tchad (Région de Diffa).
- Rapport atelier de restitution de l'étude de cartographie/mapping des actions et initiatives concourant à la prévention et résolution des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles dans le bassin du lac-Tchad, en RCA et en RDC. Douala, du 24 au 26 mai 2023.
- Rapport Cartographie des Acteurs Tchad_Rapport-Zahiiky080922.
- Cartographie des actions et initiatives concourant à la prévention et résolution des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles dans le bassin du lac-Tchad et en RCA.
- ÉTUDE DE RÉFÉRENCE : « Améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources basées sur les connaissances du bassin du Niger gestion et préservation des aires protégées dans le bassin du Niger.
- Recueil des textes législatifs du Code Rural Niger.
- Salifou Mahamadou (2018) : Processus de création d'une structure autonome de gestion des Parcs et Réserves du Niger.
- Rapport Etat Biodiversité Niger ;
- CNEDD, 1998. Programme d'action national de lutte contre la désertification et de gestion des ressources naturelles.
- CNEDD, 1998. Rapports nationaux sur la diversité biologique. Secrétariat Exécutif, Cabinet du Premier Ministre.
- CEEAC : Déclaration sur la lutte contre le braconnage en Afrique Centrale.
- ONU : Opérations de maintien de la paix des Nations Unies Principes et Orientations
- Abdoul Kader Bitié (2018) : L'approche contemporaine de la prévention des conflits en Afrique ;
- Comité Consultatif permanent des nations unies charge des questions de sécurité en Afrique centrale : Rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies Chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

- CORAF, BM, CEDEAO (2015) : Un cadre juridique adapté et harmonisé pour une transhumance transfrontalière durable dans l'espace CEDEAO ;
- Rapport recensement général de la population et de l'habitat du Niger, 2012. (Décret N° 2011-059/PCSRD/ME/F DU 27 Janvier 2011).
- T Jean HUCHON, Rémi Evaliste JIAGHO, Deblondet D. BLEU et Manfred EPANDA, : Transhumances pastorales et aires protégées en Afrique centrale : des conflits à une cohabitation apaisée.

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE FEDERAL DU NIGERIA

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Consultants

Léonard USONGO

E : usongoleonard@yahoo.fr

Dr Louis-Paul-Roger KABELONG BANOHO

Coordination Pays

Avec l'appui technique et financier du Projet GIZ BSB Yamoussa et de :





SUSTAINABLE MANAGEMENT OF PASTORAL RESOURCES IN THE CONGO BASIN

INVESTMENT PLAN FOR THE IMPLEMENTATION OF THE N'DJAMENA DECLARATION

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA



July 2023

With the technical and financial support from



CONTENTS

LIST OF ABBREVIATIONS AND ACRONYMS

- ANI – Africa Nature Investors Foundation
- CEBEVIRHA – Economic Commission for Livestock, Meat and Fisheries
- CSO – Civil Society Organisation
- DAHS – Department of Animal Husbandry Services
- ECOWAS- Economic Community of West African States
- FAO- Food and Agriculture Organization
- FMARD – Federal Ministry of Agriculture and Rural Development
- ICRISAT – International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
- IITA- International Institute of Tropical Agriculture
- IOM- International Organization for Migration
- MDA- Ministries, Departments, and Agencies
- NBSAP- National Biodiversity Strategy and Action Plan
- NCARD – National Coalition against Racial Discrimination
- NGO – Non-Governmental Organisation
- NPS – National Park Service
- PA – Protected Area
- UNESCO- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNOWAS – United Nations Office for West Africa and The Sahel
- WASH – Water, Sanitation and Hygiene
- WCS – Wildlife Conservation Society
- WHS – World Heritage Site

LIST OF FIGURES

FIGURE 1. LIVESTOCK CONTRIBUTION GROWTH TO GDP IN NIGERIA 2019-2022.	150
FIGURE 2. LOCATION OF SOME STATES ON THE NIGERIA PIP SITE	154
FIGURE 3. ILLUSTRATION OF SOME TRANSHUMANCE MOVEMENTS BETWEEN NIGERIA AND NEIGHBORING COUNTRIES.	156

LIST OF TABLES

TABLE 1. SUMMARY OF PRIORITY PROBLEMS.	160
TABLE 2. SUMMARY OF RESULTS AND ACTIVITIES.	174
TABLE 3. MULTI-YEAR PLANNING CHART.	176
TABLE 4. FIVE-YEAR BUDGET SUMMARY BY STRATEGIC AXIS.	184

SUMMARY

Nigeria is an economic powerhouse in Africa, with a GDP of around 510 billion dollars and a per capita income of 2,356 dollars for the year 2022. It is the 31st largest economy in the world and the economic powerhouse of West Africa. It is also Africa's largest market. At federal level, while agriculture contributes around 35% of GDP, the livestock sector only contributes around 5%. Population has grown from about 56 million in 1970 to around 213 million in 2021. This population has almost quadrupled, creating an ever-increasing demand for animal protein. Cattle breeding is an important pillar of the agriculture and livestock sector and critical for local, national, and sub-regional economies and livelihoods of especially the rural pastoral communities.

Despite the growing need for animal protein, for which transhumance is one of the driving forces, the West African sub region and Nigeria in particular faces numerous constraints, including: (i) deteriorating climatic conditions; (ii) strong demographic growth; (iii) erosion of natural resource governance mechanisms; (iv) unclear land tenure systems; (v) zoonosis and livestock health and (vi) the security crisis resulting from the interventions of the Boko Haram movement (vii) loss of grazing land to agriculture, protected areas, urbanization, etc.

Unfortunately, these constraints are sources of numerous conflicts which are often associated with insecurity at both national and cross-border levels. The present transhumance investment plan has been developed to address the constraints and reduce these conflicts. The development process was participatory involving relevant sectoral ministries and federal institutions of agriculture, health, defense, and protected areas. Transhumance and Wildlife conservation Civil Society Organizations and NGOs also participated in the development of this plan. The genesis of the investment plan was the Ministerial Conference of ministers in charge of defense, security and protected area held in Ndjamenia in January 2019.

This conference led to the Ndjamenia Declaration which identified transhumance as an important thematic domain for sustainable economic development of Lake Chad basin countries but also a major threat to biodiversity conservation from cross-border criminal activities leading to national and sub-regional insecurity. The Ndjamenia Declaration laid the framework to foster regional collaboration in the fight against wildlife crimes and other related illegal activities triggered by transhumance activities. It also proposed mechanisms to manage regional transhumance dynamics considering security challenges and increasing degradation of ecosystems because of climate change.

The listed activities in the investment plan cover multi thematic priorities at national, cross-border and regional levels. Due to security concerns, only four states are covered by the investment plan namely Yobe, Taraba, Adamawa, and Bauchi. The investment plan has been developed with a vision to promote sustainable management of transhumance activities within a complex context of demographic growth, ever changing socio economic and environmental dynamics with view of improving local household and national economies and maintaining the ecological integrity of natural ecosystems of Nigeria.

Seven strategic axes listed below with estimated costs of implementation of activities were identified to achieve above stated vision of the investment plan.

Axis	Total
Axis 1: Legal framework for collaboration between states	7 100 000
Axis 2: Law enforcement and Improved Management of Protected Areas	9 200 000
Axis 3: Transhumance Management	13 000 000
Axis 4: Consolidation of Peace and Security	8 000 000
Axis 5: Balancing Human Health and Biodiversity Conservation/Zoonoses and Covid-19;	4 700 000
Axis 6: Improving the living conditions of indigenous and local communities	18 500 000
Axis 7: Communication, monitoring and advocacy	6 500 000
Total	67 000 000

The estimated budget to successfully accomplish assigned objectives of the investment plan is USD\$67million over 5years period. The funds are expected to be mobilized in-country through federal budgets and also international sources with bilateral and multi-lateral funding and development agencies.

Key words: Country investment plan, transhumance, protected areas, transboundary, biodiversity.

RESUME

Le Nigeria est une puissance économique en Afrique, avec un PIB d'environ 510 milliards de dollars et un revenu par habitant de 2 356 dollars pour l'année 2022. C'est la 31^{ème} économie mondiale et l'entrepôt économique de l'Afrique de l'Ouest. C'est aussi le plus grand marché d'Afrique. Au niveau fédéral, alors que l'agriculture contribue à environ 35 % du PIB, le secteur de l'élevage n'y contribue qu'à hauteur de 5 %. La population est passée d'environ 56 millions d'habitants en 1970 à environ 213 millions en 2021. Cette population a presque quadruplé, créant une demande sans cesse croissante en protéines animales. L'élevage bovin est un pilier important du secteur de l'agriculture et de l'élevage et est essentiel pour l'économie locale, nationale et sous-régionale et pour les moyens de subsistance des communautés pastorales rurales en particulier.

Malgré les besoins croissants en protéines animales dont la transhumance est l'un des moteurs, la sous-région ouest-africaine et le Nigeria en particulier font face à de nombreuses contraintes, notamment : (i) la détérioration des conditions climatiques ; (ii) la forte croissance démographique ; (iii) l'érosion des mécanismes de gouvernance des ressources naturelles ; (iv) le foncier, (v) les zoonoses et la santé du bétail et (vi) la crise sécuritaire consécutive aux interventions du mouvement Boko Haram.

Malheureusement, ces contraintes sont sources de nombreux conflits qui sont souvent associés à l'insécurité tant au niveau national que transfrontalier. Le présent plan d'investissement pays a été développé pour répondre aux contraintes et réduire les conflits. Le processus d'élaboration a été participatif et a impliqué les ministères sectoriels et les institutions fédérales concernés, l'agriculture, la santé, la défense, les zones protégées, etc. La genèse du plan d'investissement a été la Conférence ministérielle des ministres en charge de la défense, de la sécurité et des aires protégées qui s'est tenue à Ndjamen en janvier 2019.

Cette conférence a débouché sur la déclaration de Ndjamen, qui identifie la transhumance comme un domaine thématique important pour le développement économique durable des pays du bassin du lac Tchad, mais aussi comme une menace majeure pour la conservation de la biodiversité en raison des activités criminelles transfrontalières qui entraînent une insécurité nationale et sous-régionale. La déclaration de Ndjamen a établi un cadre pour encourager la collaboration régionale dans la lutte contre les crimes contre la faune et les autres activités illégales liées à la transhumance. Elle a également proposé des mécanismes pour gérer la dynamique de la transhumance régionale en tenant compte des défis en matière de sécurité et de la dégradation croissante des écosystèmes en raison du changement climatique.

Les activités énumérées dans le plan d'investissement couvrent des priorités multithématiques aux niveaux national, transfrontalier et régional. Pour des raisons de sécurité, seuls quatre États sont couverts par le plan d'investissement, à savoir Yobe, Taraba, Adamawa et Bauchi. Le plan d'investissement a été élaboré dans la vision, de promouvoir la gestion durable des activités de transhumance dans un contexte complexe de croissance démographique, de dynamiques socio-économiques et environnementales en constante évolution, afin d'améliorer l'économie locale

et nationale et de maintenir l'intégrité écologique des écosystèmes naturels du Nigeria. Les sept axes stratégiques énumérés ci-dessous et accompagnés d'une estimation des coûts de mise en œuvre des activités, ont été identifiés pour réaliser la vision du plan d'investissement énoncée ci-dessus.

Axes	Total
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	7 100 000
Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	9 200 000
Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance	13 000 000
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	8 000 000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	4 700 000
Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	18 500 000
Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer	6 500 000
Total	67 000 000

Ce budget a été estimé pour atteindre les objectifs du plan d'investissement. Il se chiffre à 67 millions de dollars US sur une période de 5 ans. Les fonds devraient être mobilisés à l'intérieur du pays par le biais des budgets fédéraux et également auprès de sources internationales avec des agences de financement et de développement bilatérales et multilatérales.

Mots clés : Plan d'investissement pays, transhumance, aires protégées, transfrontalier, biodiversité.

1. Introduction

I.1 Background

Livestock plays a central role in the economies of West African countries, contributing up to 44% of agricultural GDP. With over 60 million head of cattle, 160 million small ruminants and 400 million poultry, the Sahel and West Africa are livestock regions par excellence. In numerical terms, and in relation to total livestock numbers in sub-Saharan Africa, this region accounts for 25% of cattle, 33% of sheep and 40% of goats (Kamuanga et al., 2008). Pastoralism is one of the main forms of livestock farming in West Africa. Pastoralism is a way of life based mainly on livestock rearing, especially small ruminants, cattle, and camels. This production system is found mainly in Africa's vast arid and semi-arid zones, characterized by variability in rainfall, leading to uncertainty in the spatial and temporal distribution of water resources and grazing land for animals (AU, 2010). Pastoralists have developed systems for managing their environment, based on well-adapted mobility and ecological complementarity. Although the dryland ecosystems where most pastoralism is practiced are those of ancestral lands among traditionally pastoral populations, pastoralism is far from static.

In recent years, there has been an increasing migration towards the south (forest areas) linked partially due to the improved availability of trypanocide drugs. In many regions, pastoralists are adapting to new trends: economic opportunities and better access to modern means of communication. In addition to its economic importance as a source of food and income for the poorest populations, pastoral livestock farming is also by culture and traditions, a way of life for certain communities. It is also the main form of risk insurance for millions of poor people whose livelihoods are based on rain-fed agriculture (Kamuanga et al., 2008). In terms of both demography and livestock production capacities, with 25% of all cattle herds in the sub-region, Nigeria is by far the largest livestock producer in Central and West Africa sub regions. The country is estimated to have over 16 million heads of cattle, far more than Niger (8.7 million), Mali (8.2 million) and Chad (7 million) (Bernard et al., 2010). In Nigeria, cattle farming is largely complemented by the main short-cycle species, estimated at 33.8 million sheep and 175 million poultry (Bernard et al., 2010).

In Nigeria, 85-90% of cattle are raised by eight million transhumant pastoralists and agro-pastoralists, mostly Fulani, but also including other communities (Shuwa Arabs, Koyam, Kanuri, Kanembou, Tuareg, etc.). It is very difficult to assess the flow of live animals imported from Niger, Chad or Mali, as many heads are "nationalized" at the border crossing and then, in some cases fattened on the rangelands near the terminal markets. A large proportion of the animals sold on these markets originate from Sahelian breeding countries. The numbers involved in cross-border transhumance movements are also significant. Demand for beef is largely driven by the Federation, since 50% of consumers in the ECOWAS region are Nigerian. Nigeria is undergoing a historic demographic expansion and a marked change in eating habits. With an annual population growth rate of almost 2.8%, the country is far from being able to meet this demand through domestic production alone. It is thus forced to import over 25% of its beef consumption, which is the outlet for a significant proportion of Sahelian livestock production, via direct trade or transhumance for commercial purposes (Bernard et al., 2010).

Long considered an outdated mode of production due to its use in remote rural areas, pastoralism is not an outdated way of life. In fact, pastoralists are known to be the guardians of the environment. They exist on every continent, grazing camels, cattle, yaks, reindeer, goats, sheep, horses and llamas.

Most of Nigeria's nomads belong to the Fulani tribe, also classified as transhumant because they are mobile herders. Their livestock provide organic milk and meat, and their services are in demand as livestock experts and private breeders.

Despite the socio-economic importance of pastoralism, pastoral livestock are affected by several constraints. Although they are known to adapt to environmental variability, today they are forced into unpredictable seasonal movements to cope with climate change, urbanization, protected areas (national parks, game reserves and forest reserves) and encroachment of agricultural land on ancestral pastoral routes, loss of grazing reserves and stock routes, deforestation, mining, and other unmanaged destructive human activities.

These constraints, combined with the activities of the Islamic sect Boko Haram and other groups, have affected pastoralism, and accentuated the risks of conflict linked to resource scarcity and food insecurity. The long journeys involved in search of resources have led to numerous conflicts between the various stakeholders' farmers, sedentary herders, protected area managers, etc. Conflicts between farmers and herders across the country have become a big political issue in Nigeria with highly polarized views expressed by politicians and the media. Pastoralists are also increasingly coming into conflict with national parks, game reserves and forest reserves established in Nigeria for the conservation of biodiversity. Unfortunately, there is a proliferation of arms on all sides which is causing these conflicts to become increasingly violent. Transhumant are less and less welcome on ever expanding farmlands. When transhumant occupy forest reserves, game reserves and national parks, these become seen as havens for criminals. These conflicts are also exacerbated by the fact that certain groups of herders are accused of working with the Islamic sect Boko Haram and other militarized groups to accentuate this phenomenon.

Transhumance related conflicts are on the increase in cross-border areas due in part to the large-scale movement of herds across countries. These areas are also hotspots of trafficking of various kinds, making transhumance dangerous for both transhumant and host communities. At cross-border level, transhumance is also seen as an activity that affects resource management in protected areas, leading to temporary invasions of these areas by transhumant. This activity is carried out without respect of established norms. In fact, these activities are not seriously considered in national and cross-border development action plans, making them illegal and even dangerous.

Faced with these challenges, the Ministers in charge of defense, security and protected areas of Lake Chad basin countries including CAR and DRC, adopted a declaration in January 2019 in Ndjamena Chad on the fight against poaching and other cross-border criminal activities. The declaration provided a political framework to guide regional transhumance dynamics by taking into consideration security and wildlife management challenges and increasing degradation of ecosystems because of climate change. This declaration was followed by a meeting of country experts to operationalize the declaration. At the end of the experts' meeting held in Douala in June 2021, it was agreed that each country should draw up a country investment plan (CIP).

1.2 Socio-economic importance of livestock farming and zoonosis

Nigeria's GDP was estimated at \$510 billion and \$2,356 per capita in 2022 (International Monetary Fund (IMF), 2022). It is the 31st largest economy in the world and the economic powerhouse of West Africa. It is also Africa's largest market. At federal level, while agriculture contributes around 35% of GDP, the livestock sector only accounts for around 5%.

Nigeria's population has grown from around 56 million in 1970 to around 213 million in 2021. This population has almost quadrupled, creating an ever-increasing demand for animal protein. Cattle breeding is an important pillar in meeting this high demand. In Nigeria, the predominant types of pastoral mobility follow north/south axes. In general, herds move from border countries to pastoral

areas and dams in Nigeria. Transhumance between Nigeria and Niger is the most important type of mobility, occurring along the 1500 km shared border. This type of transhumance has evolved considerably over the years in response to population growth, climatic crises and changing policies.

Nigeria has 34 million hectares of arable land: 6.5 million hectares of permanent crops, and 28.6 million hectares of grassland and pastures. Agriculture contributes an average of 24.0% to Nigeria's GDP between 2013 and 2019. In addition, the sector employs over 36% of the country's workforce, making it the largest employer of labor in the country (Oyaniran, 2020).

The animals most raised by livestock farmers in Nigeria are small ruminants such as goats (76 million), sheep (43.4 million) and cattle (18.4 million). The ecology of the northern part of the country makes it ideal for livestock farming (Food and Agriculture Organization (FAO), 2022).

In the third quarter of 2022, for example, the contribution of livestock production to Nigeria's GDP increased by 1.55% compared with the same period the previous year.

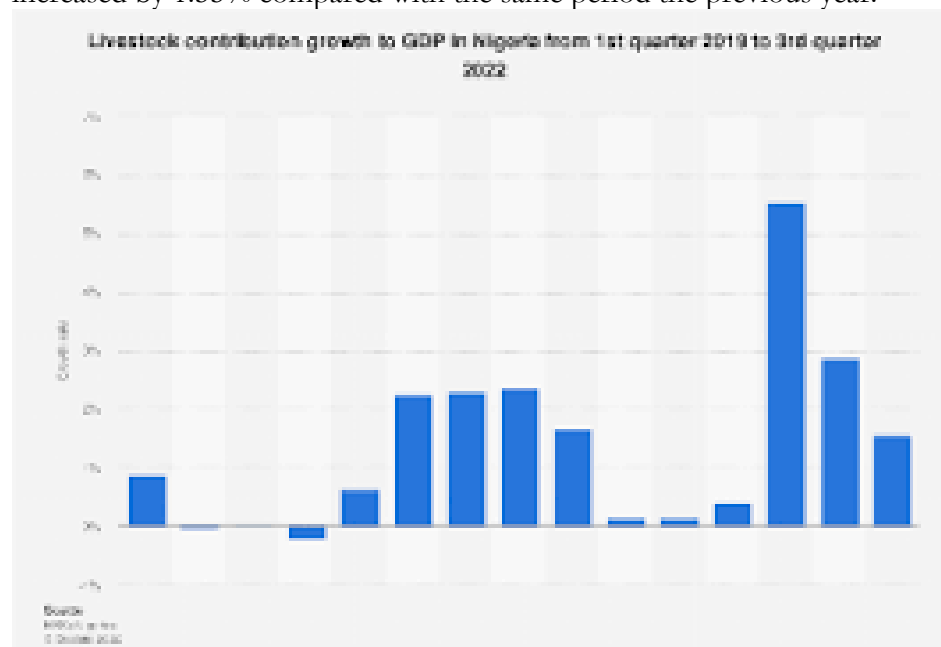


Figure 5. Livestock contribution growth to GDP in Nigeria 2019-2022.

Source: Statista

Pastoralists, who live in remote and dry areas, are often defined as people who derive more than 50.0% of their income from livestock and livestock products (Hassan, 2017) as well as a social organization based on livestock as the main economic activity (Merriam-Webster, 2022). Operators of pastoral systems depend on the welfare of their livestock and in-depth knowledge of the surrounding ecosystem. Nigeria has many different types of pastoralism, ranging from nomadic to semi-sedentary transhumance and sedentary agro-pastoralism. There are three types of pastoralism in Nigeria: extensive, semi-intensive and intensive.

Pastoral systems involve moving livestock from one place to another in search of pasture and water. Herd sizes vary from 100 to 300 head of indigenous breeds. This system is dominant in northern Nigeria. Farmers practice crop and livestock farming in agro-pastoral systems. They breed mainly indigenous breeds, with herd sizes ranging from 20 to 100 head. In commercial systems, animals are raised indoors in sheds or pens. Farmers raise mainly exotic breeds, with herds ranging from 50 to 1,000 head, and are fed high-quality feed. Most commercial dairy farms are located in the north central region of the country. Pastoralism plays a key role in the livestock sector, which employs over 15 million pastoralists (FAO, 2019).

Livestock diseases cause the loss of over 40% of the world's food supply. While threatening the economies of developing nations and food security, diseases affecting livestock such as trypanosomiasis cost the world USD 200 billion over the decade 2000-2010 in terms of lost trade, tourism and taxes (Cartin-Rojas, 2012). The emergence of COVID19 has heightened awareness of the need to take zoonosis into account in the practice of transhumance activities and the emergence of the One Health concept.

1.3 Biogeographical location

Nigeria is situated in the West African region and lies between longitudes 30E and 150E and latitudes 40N and 140N. It has a land mass of 923,768 sq.km. It is bordered to the north by the Republics of Niger and Chad. It shares borders to the west with the Republic of Benin, while the Republic of Cameroun shares the eastern borders right down to the shores of the Atlantic Ocean which forms the southern limits of Nigerian Territory. The about 853km of coastline confers on the country the potentials of a maritime power (NBSAP, 2015).

Temperature across the country is relatively high with a very narrow variation in seasonal and diurnal ranges (22 - 360C). There are two basic seasons: wet season which lasts from April to October; and the dry season which lasts from November till March. The dry season commences with Harmattan, a dry chilly spell that lasts till February and is associated with lower temperatures, a dusty and hazy atmosphere brought about by the North-Easterly winds blowing from the Arabian Peninsula across the Sahara; the second half of the dry season, February – March, is the hottest period of the year when temperatures range from 33-400C. The extremes of the wet season are felt on the south-eastern coast where annual rainfall might reach a height of 330cm; while the extremes of the dry season, in aridity and high temperatures, are felt in the north third of the country (NBSAP, 2015).

Population: The population of Nigeria is estimated at 183, 523, 434 people with an annual growth rate of 2.8% as at July 2015, which is equivalent to 2.51% of the total world population and makes Nigeria number 7 in the list of the total world population (Source: Worldometers).

Ethnic groups: Nigeria, Africa's most populous country, is composed of more than 250 ethnic groups. The following are the most populous and politically influential: Hausa and Fulani 29% (main ethnic group practicing transhumance), Yoruba 21%, Igbo (Ibo) 18%, Ijaw 10%, Kanuri 4%, Ibibio 3.5%, and Tiv 2.5% (NBSAP, 2015).

1.3.1 Geographical Presentation of Priority Transhumance States

Bauchi State is situated in the Sudan Savannah region of Nigeria, with coordinates ranging from approximately 9°3'N to 12°3'N latitude and 9°3'E to 11°3'E longitude. It shares borders with seven other Nigerian states: Kano, Plateau, Taraba, Gombe, Yobe, Jigawa, and Kaduna.

Taraba State is situated between latitude 6°25'N and 8°25'N and longitude 9°15'E and 11°35'E. It shares borders with six other Nigerian states: Benue, Plateau, Gombe, Adamawa, Bauchi, and Nasarawa. The state is known for its diverse topography, including mountains, valleys, and rivers.

Yobe State is situated in the northeastern part of Nigeria, between latitude 11° 30' N and 13° 50' N, and longitude 9° 20' E and 12° 10' E. It shares borders with four other Nigerian states: Borno, Gombe, Bauchi, and Jigawa. The state is characterized by a relatively flat landscape, with the southern part gradually transitioning into the Sahel savannah region.

Adamawa State is situated in the northeastern part of Nigeria, between latitude 7° 40' N and 11° 30' N, and longitude 11° 0' E and 13° 45' E. It shares borders with six other Nigerian states: Borno, Gombe, Taraba, Bauchi, and Yobe. The state is characterized by diverse topography, including the Mandara Mountains, Adamawa Plateau, and the Benue River basin.

1.3.2 Demographics

The estimated population of Bauchi State is over 6,530,000 as of 2016. The major ethnic groups in Bauchi State include Hausa, Fulani, Sayawa, Jarawa, and others. The people of Bauchi State engage in various occupations, including agriculture, trade, and civil service.

Taraba State had an estimated population of about 4 million people. The state is home to various ethnic groups, including the Jukun, Tiv, Kuteb, Chamba, Fulani, and others. Each ethnic group contributes to the cultural diversity of the state.

Yobe State had an estimated population of over 3 million people. Most of the population consists of ethnic groups such as Kanuri, Bade, Hausa, and Fulani. The Kanuri people are the predominant ethnic group in the state. The people of Yobe State are predominantly engaged in agriculture, livestock rearing, and trade.

Adamawa State has an estimated population of over 4 million people. The state is home to various ethnic groups, including the Fulani, Hausa, Gude, Gbaya, Bata, Chamba, and others. The Fulani and Hausa are the predominant ethnic groups in the state. The people of Adamawa State engage in various economic activities such as agriculture, trade, and craftsmanship.

1.3.3 Socio-Cultural Diversity

Bauchi State is rich in cultural diversity, with different ethnic groups residing in the region. Each group contributes to the overall cultural fabric of the state. The Hausa-Fulani culture is dominant, and their language (Hausa) serves as a lingua franca. Bauchi State celebrates a range of cultural festivals and traditional ceremonies, providing an opportunity for locals and visitors to experience the state's vibrant cultural heritage.

Taraba State is known for its rich socio-cultural diversity. The state is home to numerous ethnic groups, each with its unique traditions, languages, and cultural practices. The major religions practiced in Taraba State include Christianity, Islam, and traditional African religions. The state celebrates various cultural festivals, such as the Mambilla Cultural Festival and the Chamba Nggwong Cultural Festival, showcasing the vibrant heritage of its people.

Adamawa State is known for its socio-cultural diversity, with different ethnic groups residing in the region. Each ethnic group has its own distinct traditions, languages, and cultural practices. Islam and Christianity are the major religions practiced in the state, with a significant population following traditional African religions. The state celebrates various cultural festivals, such as the Njuwa Fishing Festival and the Leko Festival, showcasing the cultural heritage of its people.

Yobe State has a diverse socio-cultural fabric. The Kanuri and other ethnic groups in the state have their own distinct cultures, languages, and traditions. Islam is the predominant religion practiced in Yobe State, and Islamic festivals and ceremonies hold significant cultural importance. The state celebrates cultural festivals such as the Durbar festival and the Gujba Festival, providing opportunities for cultural displays and celebrations.

1.3.4 Climate

Bauchi State experiences a tropical savannah climate. The region has two distinct seasons: the dry season, which usually lasts from November to March, and the rainy season, which typically extends from April to October. During the dry season, temperatures can reach around 38°C (100°F).

Taraba State experiences a tropical climate with distinct wet and dry seasons. The dry season typically lasts from November to March, while the rainy season spans from April to October. Temperatures in Taraba State range from highs of around 35°C (95°F) during the hot season to lows

of about 20°C (68°F) during the harmattan (dry and dusty) season.

Adamawa State experiences a tropical climate, with distinct wet and dry seasons. The dry season typically lasts from November to March, while the rainy season extends from April to October. The state's climate is influenced by its location and topography, with temperatures ranging from highs of around 38°C (100°F) during the dry season to lows of about 20°C (68°F) during the harmattan (dry and dusty) season.

Yobe State experiences a semi-arid climate. It has two primary seasons: a dry season, which lasts from November to March, and a rainy season, which typically extends from April to October. The state's climate is hot and dry, with temperatures ranging from highs of around 40°C (104°F) during the dry season to lows of about 20°C (68°F) during the harmattan (dry and dusty) season.

1.3.5 Hydrography

The Gongola River, one of Nigeria's major rivers, flows through Bauchi State, providing water resources and supporting agricultural activities in the region. Additionally, there are several smaller rivers and streams that traverse the State, including the Jama'are River and Gubi Dam.

Taraba State is blessed with numerous rivers, which provide water resources and support agricultural activities. The major rivers in the state include the Benue River, which forms part of the boundary with Benue State, and its tributaries, such as the Donga and Taraba rivers.

The Benue River, one of Nigeria's major rivers, flows through Adamawa State, providing water resources and supporting agricultural activities in the region. Other notable rivers in the state include the Gongola and Hawal rivers. These rivers, along with several smaller streams, contribute to the hydrographic network of Adamawa State.

Yobe State is traversed by the Yobe River, which flows through its eastern and southern parts. The river is the primary source of water for irrigation, fishing, and other economic activities in the state. Additionally, there are several smaller rivers and seasonal streams that contribute to the hydrography of the state.

1.3.6 Biodiversity and Protected Areas

Nigeria is one of the 10 most biodiverse countries in Africa. Though not widely known, Nigeria has exceptional levels of amphibian, primate, and floral diversity especially in the rainforest belt along the coast and along the chain of mountains on the Nigeria/Cameroon border. Despite its population, the country still hosts some spectacular national parks and game reserves. There are a total of 1003 protected areas which includes 17 national parks, 35 game reserves, 933 forest reserves, 5 nature reserves, 2 wildlife sanctuaries, and 1 community forest. Others include 4 UNESCO Biosphere Reserves and 11 Ramsar Sites of International designation. The total land mass of Nigeria's Protected areas is 127,332km² covering 13.93% of the country's geographical area.

Bauchi State is blessed with diverse wildlife and natural resources. It is home to the Yankari Game Reserve, one of Nigeria's premier wildlife reserves. The park boasts a rich variety of flora and fauna, including savanna elephants, Lions, Baboons, various Antelope species, and over 350 bird species. Yankari Game Reserve is a popular tourist destination for wildlife enthusiasts and nature lovers.

Taraba State is known for its rich biodiversity, encompassing diverse plant and animal species. The state is home to the Gashaka Sector of Gashaka-Gumti National Park, Nigeria's largest national park and a Tentative UNESCO World Heritage Site. The park boasts a wide range of wildlife, including chimpanzees, buffalos, hyenas, and various bird species. The park is one of the most important watersheds for the river Benue. Additionally, Taraba State's diverse ecosystems support the growth of various agricultural crops and plants.

Adamawa State is known for its rich biodiversity and natural resources. The state is home to Gumti Sector of Gashaka-Gumti National Park, Nigeria's largest national park and a Tentative UNESCO World Heritage Site. The park is across both Adamawa and Taraba states and is known for its diverse flora and fauna, including chimpanzees, buffalos, various antelope species, and a wide range of bird species.

Yobe State has a diverse range of flora and fauna adapted to the semi-arid environment. The state is home the Hadejia Nguru Wetlands (recently declared a national park) and is a wetland of global importance for long distance migrant birds. Wildlife such as antelopes, baboons, hyenas, and a variety of bird species can be found in Yobe State. The region's natural vegetation includes grasslands, shrubs, and acacia trees.

Unfortunately, the important protected areas listed above in the various states, face a range of threats including conflicts with transhumance. Pastoralists enter national parks, game reserves and forest reserves for pasture. However, cattle can compete with wildlife for grazing, eliminate wild ungulates by infecting them with rinderpest. In many instances, the pastoralists poison carnivores which are seen as a threat to their livestock. The practice of pastoralists setting fire to grasslands and forests is a means of obtaining fresh grass for cattle however, this can also suppress tree growth. Bush fires combined with overgrazing can incrementally degrade habitats by progressively converting forest land to grass land and desert.

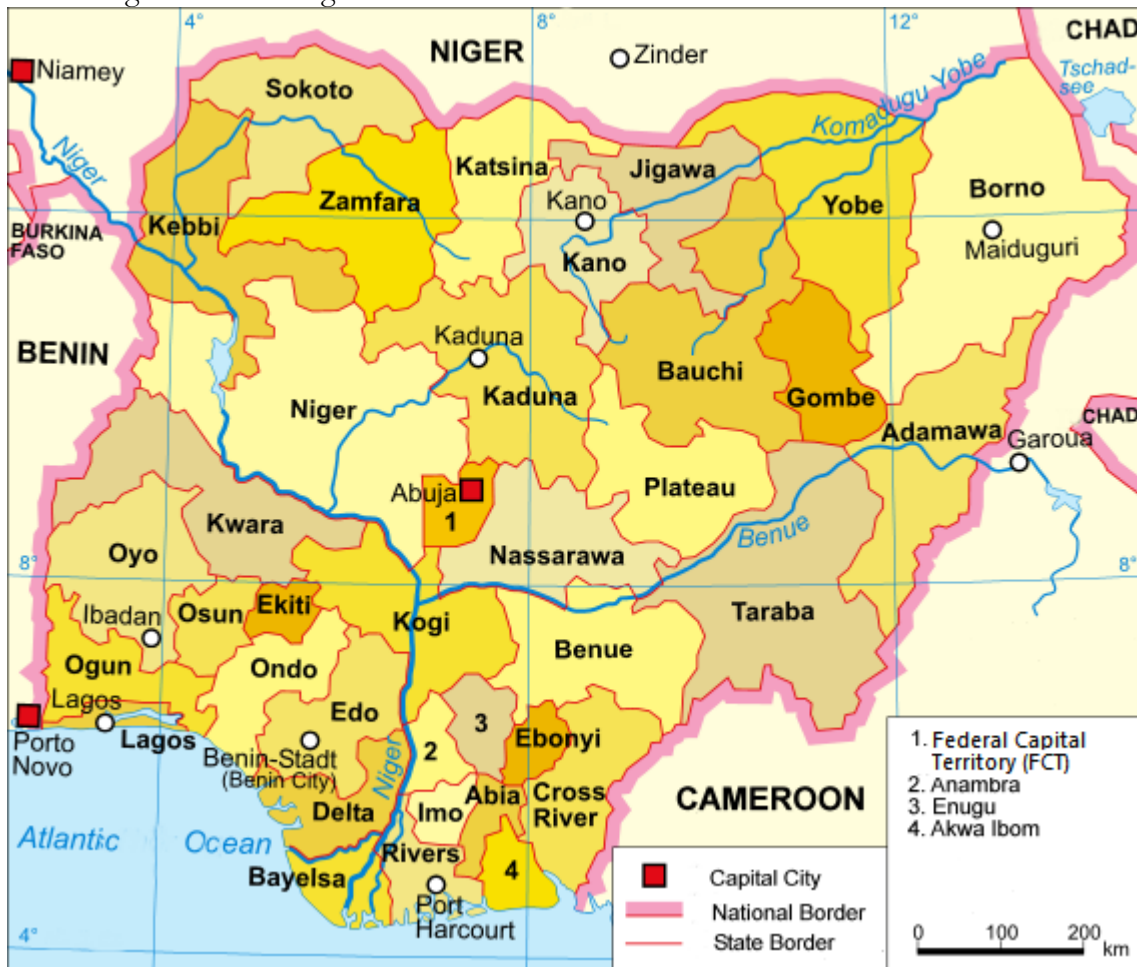


Figure 6. Location of some states listed in the Nigeria CIP

1.5 Some important transhumance definitions

Some important definitions in the transhumance context are presented below (FAO, 2017).

- **Agro pastoralist:** *Farmer who raises livestock by traditional methods and whose practices with regards to animals are similar to those of herders, as in transhumance.*
- **Agro breeder:** *Farmer who also is a livestock breeder.*
- **Extensive / Intensive livestock breeding:** *Extensive livestock breeding is essentially based on the use of natural resources (water, pasture, etc.) generally with no notable biotope improvement. Intensive livestock breeding on the other hand uses an overall enhanced environment. There is therefore a high concentration per hectare (more animals on the same surface). Intensive livestock breeding requires more inputs per produced unit than extensive livestock breeding.*
- **Mobility:** *Refers to something likely to move. Regarding livestock breeding, it refers to herds moving seasonally or occasionally over small or long distances.*
- **Nomadism:** *Continuous movement of men and their herds. It is a very mobile and nonpredictable production system often without crop or a systematic return to a fixed location each year.*
- **Pastoralism:** *Agricultural practice founded on extensive livestock breeding including systems where animal and/or human movement is significant: nomadism, transhumance, semi-transhumance.*
- **Ranching:** *Ambiguous and incorrectly used term mostly referring to a modern extensive livestock breeding activity generally including livestock farming (strict meaning of the term) and longer fattening. This breeding method relies on extensive natural pasture exploitation while using minimum work force.*
- **Pastoral resources:** *Natural resources allowing pastoral feeding of animals: water, pasture and salt marshes.*
- **Semi-transhumance:** *Production system in which part of the family and/or livestock is seasonally mobile and the other part is sedentary and cultivates in one of the seasonal bases.*
- **Transhumance:** *Breeding method including seasonal livestock migration. This system is very mobile and there is a return to seasonal bases each year. Farmers have a permanent residence. The calendar and itineraries are regular and the movements are mostly predictable. They are based on seasons and towards known pastures.*

1.6 Root causes of cross-border transhumance

Transhumance is an activity that depends on the availability of natural resources (pasture) and water, but also increasingly on anthropogenic factors. To this end, factors can be identified to explain the motives for pastoral mobility (CORAF/WECARD, 2015; Mugelé, 2021). These include:

- access to forage in terms of quantity and quality.
- culture and lifestyle of transhumant communities.
- insufficient water for livestock in the dry season.
- the desire to avoid damage to fields in the rainy season.
- abandonment of areas affected by animal diseases.
- the search for mineral elements (salt cure).
- to reduce the risk of loss of livestock through theft.

- avoidance of inter-ethnic conflict.
- the desire to improve herd productivity.
- accessibility to urban markets
- management of herders' social relations
- Insecurity linked to the proliferation of weapons of war and banditry.

Within Nigeria, there are several transhumance movements between Nigeria and Niger, but also between Nigeria and Cameroon, Nigeria and Benin, and Nigeria and Chad, as confirmed by the Figure 7 below.

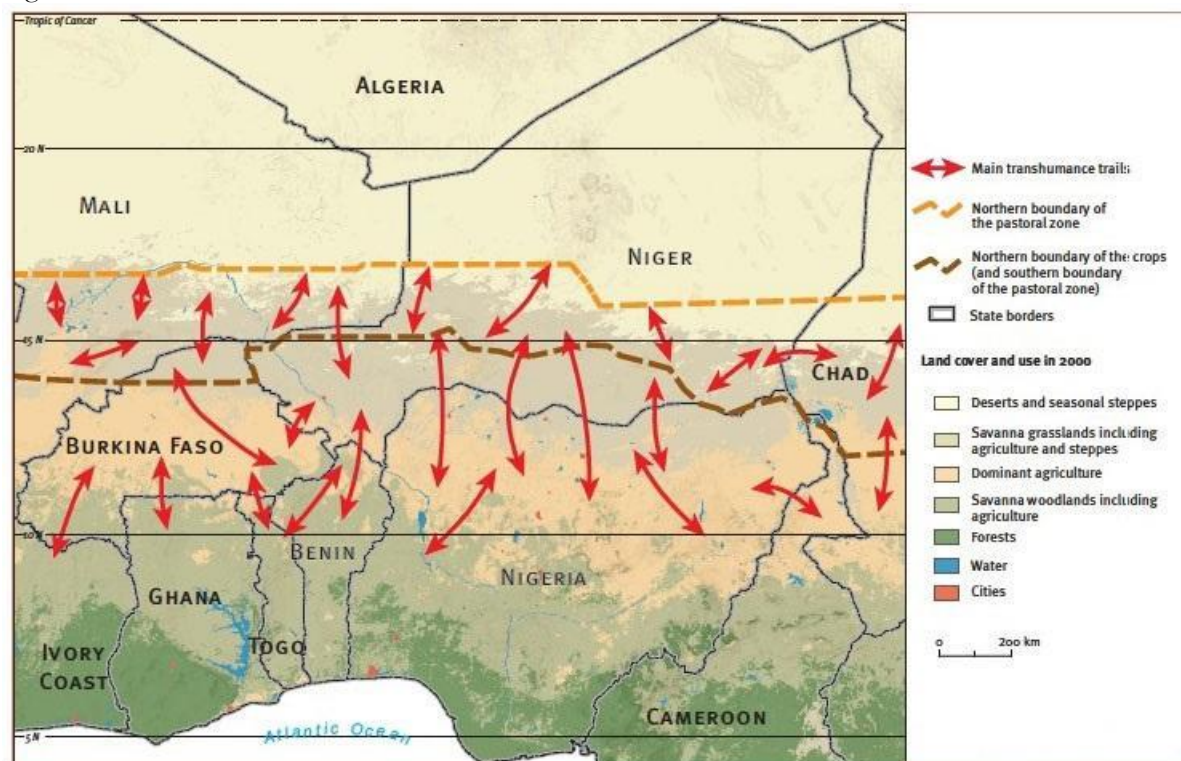


Figure 7. Illustration of some transhumance movements between Nigeria and neighboring countries.

Social impact of transhumance

Traditionally, herders and farmers enjoyed a peaceful and symbiotic relationship, with both sharing land and related resources in rural areas (United Nations Economic Commission for Africa, 2010). Such peaceful coexistence resulted from formal and informal economic cooperation and land tenure arrangements (Higazi, 2016). However, in recent years, the number of farmer-herder conflicts has spiked in Africa (Hussein et al., 1999), especially in Mali (Africa Center for Strategic Studies, 2019), Ethiopia (Hagmann and Mulugeta, 2008), Cameroon (Moritz, 2010), Burkino Faso (Moritz, 2010) and Nigeria (ICG, 2017). Associated injuries and fatalities have also spiked (ACLED, 2019). Violent farmer-herder conflicts have caused significant damage in rural Africa, including human fatalities, injuries and large population displacements, with 80 percent of the displaced people being women and children (UNOWAS, 2018). Also palpable are its negative impacts on rural agriculture and livestock holdings (FAO, 2018), adverse effects on school enrollment (ICG, 2017), positive impacts on sexual and gender-based violence (UNOWAS, 2018), role in increasing travel costs in

affected areas (Schilling et al., 2012), and contributions to religious and ethnic tensions (UNOWAS, 2018). The severity of such impacts has triggered public outcry, especially in rural areas which have experienced a significant surge in farmer-herder conflicts. Policy responses have also spiked from political leaders in the affected regions. For example, in April 2018, the ministers of the Economic Community of West African States (ECOWAS) discussed how to curb farmer-herder conflicts and associated security problems in the Sahel, with categorical concerns about the possibility of other non-state actors exploiting the crisis to pursue their causes (ECOWAS Commission, 2018).

2. Summary of constraints and priority issues related to pastoralism, cross-border transhumance, and natural resource management

Conflicts and mismanagement linked to the practice of transhumance are caused by several structural and conjectural causes, in particular: (i) deteriorating climatic conditions; (ii) high population growth; (iii) erosion of natural resource governance mechanisms; (iv) land tenure (v) zoonosis and livestock health and (vi) the security crisis resulting from the interventions of the Boko Haram movement (Table 1) (vii) loss of grazing reserves and traditional stock routes, (viii) loss of grazing land to agriculture, protected areas, urbanization, etc.

- **Climate change:** The degradation of biophysical environments resulting from climatic factors has had several detrimental effects, notably the impoverishment of croplands and pastures, the silting-up of basins, the drying-up and even disappearance of watering holes, and the loss of biological diversity, reflected in the disappearance of certain plant species. These phenomena lead to a deterioration in the living conditions of populations whose livelihoods depend largely on the exploitation of natural resources. Climate change is affecting water distribution and grazing in the states covered by this plan.
- **Population growth:** Population growth is 2.8%, with the national population quadrupling in 50 years. Against a backdrop of worsening climatic conditions, strong demographic growth is exacerbating competition for access to land and other renewable natural resources. As a result, conflicts between users of rural areas are affecting the entire agro-pastoral strip and even the pastoral zone, with the systematic occupation of lowlands and numerous pastoral watering points. Indeed, current developments are marked by the internal displacement of farming families who leave their villages due to insecurity to create new farming hamlets in the pastoral zone, which then become veritable administrative villages. As a result, agricultural pressure is particularly aggressive not only on the lowlands, but also on the former dune pastures.
- **Erosion of natural resource governance mechanisms:** Traditional methods of conflict regulation are becoming less and less accepted by several stakeholder groups, who complain that customary institutions are biased in favor of locally dominant social strata. Modern mechanisms are also contested because of the interference of certain players in their operation (politicians, wealthy individuals, etc.). Deficits in the governance of natural resources have led to a deterioration in the social climate, with relations between farmers and pastoralists becoming increasingly strained. The former seek to preserve their control over rural land, while the latter want the same rights of access to natural resources as other categories of actors.

- **Security crisis resulting from interventions by the Boko Haram movement:** Intensified clashes between members of the Boko Haram movement and defense and security forces have had multiple consequences for pastoral communities, including disruption of economic and social activities (closure of livestock markets), displacement of populations and changes to livestock mobility systems. At the same time, the climate of insecurity has been reinforced by the use of firearms by herders, anxious to ensure the safety of their livestock and protect themselves against attacks by members of the non-state armed group.
- **Stigmatization of certain ethnic groups:** Certain ethnic groups, mainly the Peulh and other transhumant groups, are associated with the exactions of the Boko Haram sect due to their long stays in remote areas. Sometimes these transhumant herders meet certain criminal groups. The latter have also armed themselves to ensure their own security, with the corollary of increased stigmatization.
- **Livestock health and zoonosis:** Sanitary constraints are a permanent obstacle to the development of livestock farming in Africa. They relate to both health and food safety. Several factors influence the spread, persistence, and epidemiological pattern of animal and zoonotic diseases, increasing the risk of pathogen circulation or introduction in connection with cross-border animal movements and legal and illegal marketing channels for livestock and animal products. The risk of epizootics is strongly linked to the increasing frequency of cross-border livestock movements, to the inadequacy of border health control and surveillance systems, and to situations of conflict. Like a vicious cycle, the mobility of livestock farmers exposes their animals to new pathogens, while the latter may be carriers of other agents. Some of these diseases are particularly dreaded during animal movements. These include foot-and-mouth disease, brucellosis, contagious bovine pleuropneumonia (CBPP), pests of small ruminants and Rift Valley fever... The CBPP situation in various countries and regions was presented in the session "Country-specific control strategies". An overview of the current extent of the disease in West and Central Africa shows that it has a considerable impact on animals. Based on mortality and morbidity data, West, Central and Southern Africa, where extensive pastoral and nomadic livestock farming is practiced, and where commercial animal movements from north to south are very important, are suffering the negative consequences of CBPP. However, it is not possible to estimate the full impact of the disease, as many countries in this region do not provide accurate reports of disease outbreaks.
- **Conflicting land tenure systems:** The agro-pastoral sector faces several challenges in terms of productivity, access to land, soil erosion and desertification. Pluralist land tenure systems need to be revised to take account of new dynamics (FAO, 2020). Existing land tenure systems have not prevented land disputes and conflicts. Reasons for (violent) conflict include high levels of elite corruption, disputes between herders and sedentary farmers, rapid urbanization, commercial farming, and inheritance disputes. Formal and customary courts are empowered to resolve land disputes, but procedures are complex and lengthy. The government's ability to find solutions to land issues will be decisive for the future of Nigeria, especially in areas where the dynamics of activity are at stake.
- **Loss of grazing land to agriculture, protected areas, urbanization, etc:** Nigeria has the largest population on the Africa continent. Its rapidly growing economy and population has resulted in an enormous expansion of agriculture, urban areas, roads, transmission lines, protected areas and other lands uses. This has caused the country's grazing routes and grazing reserves to become severely encroached upon. Nigeria has over 400 grazing

reserves. However less than 100 are gazetted. Most grazing reserves and grazing routes are becoming encroached with farmland. As farmland and urban areas have expanded with associated infrastructures (roads, etc.), pastoralists have been pushed into forest, and game reserves and national parks where they are coming into conflict with rangers charged with the protection of these areas. This loss of grazing land due to population growth, agriculture, etc. is accentuated in Nigeria more than any of the central African countries due to its high population density.

Table 1. Summary of priority problems.

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
Axis 1: LEGAL FRAMEWORK FOR COLLABORATION BETWEEN STATES						
Elaborate clear and concise policies and legal frameworks on transhumance in Nigeria	<ul style="list-style-type: none"> No Livestock national protocol on transhumance Existence of livestock plans and strategies. 1978 Land use act has resulted in land grabbing by influential people, causing land in grazing reserves and stock routes to be grabbed. Underage herders is a serious issue - lack of policy to deal with this issue. Existence of the ECOWAS 1998 Protocol and regulations on transhumance but not implemented in Nigeria. 	<ul style="list-style-type: none"> No legislation to formalise stock routes and resting points. Stock routes and resting points do not have legal backing. The grazing reserves face same challenges. It is challenging for Nigeria to implement the ECOWAS protocol without a national protocol. Conflicting State level policies on Pastoralism and lack of capacity 	<ul style="list-style-type: none"> Most have been blocked forcing the use of highways. The encroachment of stock routes and grazing reserves by farms is a major caused of conflict. Minors are being used in herding and are being denied of education. Conflict between farmers, herders, and protected areas. Some states favour open grazing, but some have banned open grazing. 	<p>Nigeria has all the capacity to draft the right policies. <u>Use locally agreed solutions</u> -We need to identify the stock routes recognised by customary law and obtain legal gazettelement and demarcation. Strengthen nomadic education programmes. Include conflict resolution and environmental education. Farmers near stock routes and grazing reserves should be supported to grow fodder to sell to pastoralists.</p>	<p>There is a need to collaborate across countries to agree and demarcate transboundary routes. Stock routes should connect grazing reserves and avoid protected areas. We need to develop a clear protocol on transhumance. There should be clear penalties for encroachment of stock routes or grazing reserves.</p> <p>Develop draft protocol based on protocols from other countries in subregion.</p>	<p>Lead for the Formulation of the Protocol (Dept of Animal husbandry) FMARD / NCARD. Other stakeholders supporting (pastoral org. NGOs, conservation NGOs, State governments and other MDAs)</p> <p>ANI to identify experienced policy consultant to develop 1st draft of protocol for transhumant and then to share with Min of Agriculture who will then invite stakeholders for consultation on document.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> 		<p>Nigeria needs to develop its national protocol first. Then the federal can engage the states to ask them to harmonize their</p>	<p>Nigeria needs to redefine its stock routes (safer, more productive, and freer) and then develop a protocol. Cattle contributes 8</p>	<p>Nigeria needs to have a National Protocol on transhumance and then choose 4 key states as pilots with a focus on the NE</p>

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
				laws. Establish clear rules (regarding timing of transhumance, etc) within protocol.	% of GDP. Nigeria is about to retrace stock routes.	Zone of Nigeria - <i>Yobe, Taraba, Adamawa and Bauchi.</i>
Axis 2: LAW ENFORCEMENT STRATEGY IN PROTECTED AREAS						
Revise Protected area laws, policies, and regulations to address issues relating to transhumance.	<ul style="list-style-type: none"> National Park law needs strengthening in relation to transhumance issues which has become far more serious than it used to be historically. For protected areas especially in the savanna zone of Nigeria, transhumance has become one of the biggest challenges they face. 	<ul style="list-style-type: none"> Increasing populations and expansion of agriculture has encroached on grazing land causing pastoralists to move their cattle into protected areas 	Dramatic declines in wildlife populations and biodiversity often resulting from degradation and forest fires associated with uncontrolled cattle grazing.	Bring together relevant stakeholders to revise protected area laws based on experiences of the national parks within Nigeria and the sub-region.	Learn lessons and understand best practice in other countries regarding protected areas and transhumance and apply these to revision of protected area laws.	ANI or WCS to identify experienced policy consultant to develop 1st draft of revised Protected Area legislation and then to share with Min of Env/NPS who will then invite stakeholders for consultation on document.
Establish transboundary agreements for cross border collaboration between transboundary protected areas and systems for implementation (scientific monitoring, planning and Implementation, arbitration committees)	<ul style="list-style-type: none"> There is no formal mandate for collaboration between protected areas on either side of the Nigeria-Cameroon international boundary. 	<ul style="list-style-type: none"> Difficulties in harmonizing government initiatives and communications between Nigeria and Cameroon. 	It has been difficult to track and enforce the law regarding transboundary illegal activities and for cooperation of transboundary issues such as transhumance.	<ul style="list-style-type: none"> Sign Nigeria-Cameroon Cooperation Agreement on Joint implementation of Trans-Boundary Conservation Activities Develop harmonised transboundary protected area 	Establish systems for monitoring implementation of transboundary agreement after signing.	Ministry of Environment shall forward document to the National boundary Commission. Need an international organisation (GIZ) to monitor national team's implementation of the agreement.

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
				management plans.		
Training and equipping of security agents and park rangers and provision of necessary enabling infrastructure for law enforcement (park roads, Domain Awareness Systems, vehicles, surveillance aircraft, drones, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Protected areas lack well trained and disciplined rangers with adequate equipment and infrastructure in place to tackle illegal activities including poaching, logging, illegal grazing, artisanal mining, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Protected areas often lack the right management structures to attract necessary finance and partners for establishment of effective ranger brigades. 	Protected areas are unable to effectively tackle the challenges they face from poaching, logging, and illegal grazing (some of which is from transhumance).	Identify models for successful management of protected areas within Nigeria and the sub-region and replicate these in priority landscapes followed by necessary investments in training, equipping, and deploying rangers.	Facilitate learning and sharing of experiences between protected areas across the sub-region especially in relation to law enforcement and strategies for managing transhumance.	ANI, WCS and other conservation NGOs to partner with National Park service and state governments to train and equip rangers in selected protected areas. There will also need to have a long plan of management of the trained rangers.
Use of technology (aerial surveys, drones, and satellite imagery analysis) to track the movement and activities of transhumance in protected areas	<ul style="list-style-type: none"> Protected areas are unable to monitor movement of transhumant across their landscapes or to count the number of cattle within their boundaries over time. 	<ul style="list-style-type: none"> Protected areas have not embraced technology as a means of monitoring and tracking transhumance within their boundaries. 	While protected areas understand that transhumance is a challenge, they need data to quantify the scale of the challenge they face and solutions to tackle this issue.	Incorporate the use of regular aerial surveys (aircraft, drones) to quantify numbers and movement of cattle within protected areas on an annual basis. Incorporate use of satellite technology (e.g., occurrence of fires) to understand scale of transhumance within protected areas.	Facilitate learning and sharing of experiences between protected areas across the sub-region especially in relation to use of technology to assess transhumance within protected areas.	ANI, WCS and other conservation NGOs to work with NPS and state governments to prioritise selected PAs to deploy use of technology to track movement and transhumance activities.
Establish clear demarcation of protected area boundaries and position ranger posts	<ul style="list-style-type: none"> Often, protected area boundaries are unclear to transhumant, and they may be 	<ul style="list-style-type: none"> Protected areas often have unclear boundaries and inadequate infrastructure/capacity 	Protected areas are becoming overwhelmed by cattle numbers with a dramatic	Prioritise protected areas in the landscape wrt conservation importance		ANI, WCS and other conservation NGOs to work with NPS and states on boundary

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
at key entry points for transhumant for effective control and monitoring of movement.	<p>unaware they are within protected areas with rules for use of natural resources (e.g., grazing).</p> <ul style="list-style-type: none"> • 	to monitor transhumance across these boundaries.	decline in biodiversity.	(species) and level of threat and invest in boundary demarcation/ ranger posts to monitor transhumance.		demarcation of selected PAs. Boundary Commission to be involved where there are disputes to be resolved.
Develop management plans for protected areas with strategies for addressing transhumance particularly regarding provision of alternative grazing and engaging with pastoralists and sedentary communities to identify mutually beneficial solutions to protected area management.	<ul style="list-style-type: none"> • Protected area management plans often focus on traditional law enforcement activities and neglect to address the wider land management issues outside their boundaries. 	<ul style="list-style-type: none"> • As transhumance has become a bigger and bigger challenge to protected areas, there has been a time lag in their ability to develop strategies to respond to this new problem. 	While protected areas are under threat from ever larger number of cattle, transhumants and communities are also negatively affected.	<ul style="list-style-type: none"> • Empower communities to report intelligence on illegal activities to rangers. • Regular sensitization and awareness campaigns for support zone communities. • Engagement with government, communities and transhumants to identify/ implement activities to address land management issues (e.g., access to grazing) in wider landscape outside protected areas. 		ANI, WCS and other conservation NGOs to work with NPS and states to develop more holistic PA Management Plans and to consult with DAHS (Dept of Animal Husbandry Services) as part of the process.

Axis 3 : TRANSHUMANCE MANAGEMENT

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
Economic and Administrative infrastructures (e.g., livestock market, vaccination centre, livestock service centre)	<ul style="list-style-type: none"> Insufficient infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of funding by government 	Loss of income from cattle value chain	Put in place relevant infrastructure in pilot states		Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs)
Demarcation, beaconing and signage of stock routes and grazing reserve boundaries	<p>Lack of enabling legislation and conflicting state policies, politicization of the grazing reserve issue)</p> <p>Lack of protection of grazing reserves</p>	<ul style="list-style-type: none"> Lack of coherent government policy Lack of funds from government Weak law enforcement 	Pastoralists have nowhere to go once grazing reserves and stock routes are farmed upon of seized in land grabs by the “elite”. Violent clashes between farmers and herders over access to land.	Re-demarcate and beacon grazing reserves and redefine connecting stock routes in pilot states. Compensate farmers who need to be moved.	Ensure that redefined stock routes connect with those across international borders.	(Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities.
Address occurrence of criminality in pastoralist community	<ul style="list-style-type: none"> There is an element of criminality in pastoralist communities. There are high incidences of kidnapping and other crimes among pastoralist communities. 	Poverty, marginalisation from mainstream society, low levels of education, vulnerability from the transhumance lifestyle and lack of access to protection from the police and other institutions.	Transhumants are stereotyped by media/politicians. Transhumance issues have become highly emotive and politicized which hinders rational debate over solutions to the issues facing them.	Build capacity of local leaders (hakimis, ardos) to address this criminality. Provide adequate resources for judiciary and magistrates to give fair uncompromised rulings of criminal cases.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them.	Mercy corps and pastoralist organisations to support traditional leaders.
Axis 4: CONSOLIDATION OF PEACE AND SECURITY						
Resolve conflicts between herders and other land users (farmers, national parks, urban	<ul style="list-style-type: none"> Lack of trust of communities towards government institutions 	<ul style="list-style-type: none"> Poor administration of justice Poor communication and lack of awareness 	<ul style="list-style-type: none"> Loss of lives, properties Loss of opportunities to collaborate (e.g., 	<ul style="list-style-type: none"> Build robust local ADR/peacebuilding mechanisms. Education on 	<ul style="list-style-type: none"> Lead ministries to establish, harmonize and operationalize common policies 	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
development)	(judiciary, security, etc.) <ul style="list-style-type: none"> Limited information on access to justice and Alternative Dispute Resolution (ADR) structures (formal and informal 	<ul style="list-style-type: none"> Climate change, biodiversity loss and population growth Indigene/settler age long problems (matter of identity) Competition and pressure on natural resources (land, water, market, health facilities etc.) 	trade, etc.) <ul style="list-style-type: none"> Loss of opportunity to improve livestock productivity 	the benefits of peaceful co-existence, to mitigate the indigene/settler problems. <ul style="list-style-type: none"> Build mutual beneficial relationships between farmers/herders 	on transhumance among communities across international boundaries.	working with traditional rulers and DAHS).
Improve the functionality of pastoral organizations to respond to the needs of the transhumance	<ul style="list-style-type: none"> Limited capacity (technical, material, financial, socio-political) to respond to the needs of pastoralists. Limited access to information on modern production technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions. 	<ul style="list-style-type: none"> Low yield of improved breeds Loss of profits Transference of diseased herds Escalation of conflict 	<ul style="list-style-type: none"> Improve capacity of pastoral organizations to respond to transhumance needs. Increase no of specialized organizations e.g., animal breed improvements, pasture, and dairy development. 	<ul style="list-style-type: none"> Need for more development partners to support pastoral organizations. 	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
Cross-border bodies (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) for consultation, monitoring, and evaluation of management of transhumance.	<ul style="list-style-type: none"> Delay in signing the partnership agreement between Nigeria and Cameroon about border 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of political will. 	Confusion and chaos across international borders.	Improve coordination among the established bodies (CEBEVIRHA)	ECOWAS?	Need an international organisation (GIZ) to monitor national team's implementation of monitoring, and evaluation for the management of transhumance.

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
Training and capacity building of transhumance communities to address peace and security issues.	<ul style="list-style-type: none"> Limited or non-functional nomadic education Absence of peace education and structures limited number of government officials with the capacity to provide peace education 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance communities unable to put in place peace building solutions with other stakeholders. 	<ul style="list-style-type: none"> Loss of lives, properties Loss of opportunities to collaborate (e.g., trade, etc.) Loss of opportunity to improve livestock productivity 	Train and build capacity of transhumance communities to address peace and security issues.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them.	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
Establish framework for security of people, farm produce, livestock, etc	<ul style="list-style-type: none"> Lack of justice system Lack of trust of communities towards government institutions (judiciary, security, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Poor administration of justice 	<ul style="list-style-type: none"> Loss of lives, properties Loss of opportunities to collaborate (e.g., trade, etc.) 	Establish framework for security of people, farm produce, livestock, etc	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them.	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).

Axis 5: TAKING INTO CONSIDERATION THE "ONE HEALTH" CONCEPT AND ZOOSES IN PASTORALISM AND TRANSFRONTAL TRANSHUMANCE

Improve early warning systems	<ul style="list-style-type: none"> Lack of trust of communities towards government institutions Limited capacity (technical, material, financial, socio-political) to respond to the needs of pastoralists. 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions. Poverty, marginalisation from mainstream society, low levels of education, vulnerability from the transhumance lifestyle and lack of 	<ul style="list-style-type: none"> Transference of diseased herds Transfer of disease from livestock to wildlife Transfer of disease to humans Loss of income 	Actors' capacity building to Improve capacity of pastoral organizations to respond to transhumance needs. Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them. Need for more development partners to support pastoral organizations. Lead ministries to establish, harmonize and operationalize	(Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
-------------------------------	---	--	---	---	---	---

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> access to protection from the police and other institutions Lack of regular formal communication system with the pastoralists 		NGO's and governments who can help	common policies on transhumance among communities across international boundaries	
Strengthening biosecurity for pest and disease management	<ul style="list-style-type: none"> Lack of information about the movement of the herders Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of existing proper government structures to support pastoralism and transhumance. Inability of the pastoralists and transhumance to coordinate themselves and seek for support 	<ul style="list-style-type: none"> Transfer of disease from livestock to wildlife Transfer of disease to humans Loss of income 	Actors' capacity building Improve capacity of organizations to respond to transhumance needs. Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help them	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them. Need for more development partners to support pastoral organizations. Lead ministries to establish, harmonize and operationalize common policies on transhumance among communities across international boundaries	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
Facilitating effective emergency preparedness and response	<ul style="list-style-type: none"> Lack of information about the movement of the herders 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of existing proper government structures to support pastoralism and transhumance. 	Delay in getting required support when there are emergencies.	Raising awareness among stakeholders Train and build capacity of	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them.	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Inability of the pastoralists and transhumance to coordinate themselves and seek for support 		transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help them	Need for more development partners to support pastoral organizations. Lead ministries to establish, harmonize and operationalize common policies on transhumance among communities across international boundaries	other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
Heightening antimicrobial resistance (AMR) risk management	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Inability of the pastoralists and transhumance to coordinate themselves and seek for support 	<ul style="list-style-type: none"> Transfer of disease from livestock to wildlife Transfer of disease to humans Loss of income 	Actors' capacity building Improve capacity of pastoral organizations to respond to transhumance needs. Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help them.	Need for more development partners to support pastoral organizations. Lead ministries to establish, harmonize and operationalize common policies on transhumance among communities across international boundaries.	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
Enhancing One Health systems	<ul style="list-style-type: none"> Limited capacity (technical, material, financial, socio-political) to respond to the needs of pastoralists. 	<ul style="list-style-type: none"> Inability of the pastoralists and transhumance to coordinate themselves and seek for support. Transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> Transfer of disease from livestock to wildlife Transfer of disease to 	Actors' capacity building Improve capacity of pastoral organizations to respond to	Need for more development partners to support pastoral organizations. Lead ministries to	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
	<ul style="list-style-type: none"> Lack of information about the movement of the herders 	movement limits the ability of organizations to provide the required interventions.	<p>humans</p> <ul style="list-style-type: none"> Loss of income 	<p>transhumance needs.</p> <p>Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help them.</p>	<p>establish, harmonize and operationalize common policies on transhumance among communities across international boundaries.</p>	<p>(pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities</p>
Axis 6: IMPROVEMENT OF LIVING CONDITIONS OF INDIGENEOUS AND LOCAL COMMUNITIES						
Participatory study to assess the needs of communities living around the APT/ RBT/SPH and transhumant people to target the potential of agro-pastoral products	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Inability to collect data and provide support. 	Coexistence strategy and better communication should be provided to both farmers and herders.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
Support to pastoralists to improve their yields	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Inability to collect data and provide support. 	<p>Improved grasses</p> <p>Rangeland management</p> <p>Support to cooperatives for ranching</p> <p>Improved cattle breeds</p> <p>Vaccination of cows</p> <p>Provision of water points</p> <p>Veterinary services</p>	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
Support to added value of agro-	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the 	<ul style="list-style-type: none"> Missed opportunity 	Coexistence strategy and better	Identify solutions from other	Lead NGO to be identified in each of

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
pastoral products and strengthening of value chains	presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area	ability of organizations to provide the required interventions	to get support to get added value to agro-pastoral products and value addition to the value chain	communication should be provided to both farmers and herders	countries in the sub-region and learn from them	the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
Education - literacy	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of education Lack of funding for storage facilities Limited technical know-how Limited access to storage and processing facilities 	<ul style="list-style-type: none"> Continuous low literacy level <ul style="list-style-type: none"> Missed opportunity on support for education 	Deliberate literacy support to all the age groups and genders Support for nomadic education through creation of nomadic schools	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
WASH	<ul style="list-style-type: none"> Lack of data about the presence/absence of the transhumance in an area. This occurs because sometimes they don't formerly register their presence when they arrive in an area 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of access to clean water and hygiene facilities Lack of funding for the provision of the facilities Lack of understanding of the importance of WASH Lack of maintenance of existing facilities 	<ul style="list-style-type: none"> Increase in disease and mortality amongst families. <ul style="list-style-type: none"> Reduced output due to lack of sufficient water for cattle 	Deliberate WASH support for all farmers and herders	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
Boosting farmer's organizations around stock routes and grazing reserves.	<ul style="list-style-type: none"> Limited access to markets information, loans, ICT usage, Dysfunctional infrastructures like 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of education Lack of funding for storage facilities Limited technical know-how Limited access to 	<ul style="list-style-type: none"> Continuous low capacity in production High volume of wastages <ul style="list-style-type: none"> Loss of profit 	<ul style="list-style-type: none"> More technical training on modern production technologies (e.g., improved 	<ul style="list-style-type: none"> International organizations (like IITA, ICRISAT) to support climate smart 	IOM and Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations)

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
	<p>storage, processing, and value addition, etc</p> <ul style="list-style-type: none"> Farmers burn their farms in the dry season, so herders don't come. 	storage and processing facilities		<p>climate-smart seeds)</p> <ul style="list-style-type: none"> Increase extension workers in rural areas. Conflict resolution between farmers/herders. Promote agroforestry/regenerative agriculture. <p>Improve crop storage.</p>	<p>production for farmers.</p> <p>Need for more development partners to support farmers' organizations</p>	working with traditional rulers and DAHS).
Axis 7: COMMUNICATION, MONITORING AND LOBBYING						
Educate the media who reach the general public about pastoralism.	<ul style="list-style-type: none"> Weak awareness campaigns mostly done by civil society with lack of access to funds 	<ul style="list-style-type: none"> There is a criminal element among herders (they are both victims and perpetrators). Fulani herders are stereotyped in the media and public. 	Negative sentiments by the media and general public against pastoralists who are widely perceived as criminals.	Engage PR company to develop and implement targeted awareness campaign focussed on pastoralism for the newspapers, radio, and TV.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them.	Mercy Corps or similar NGO to identify Nigerian PR company and to develop campaign in collaboration with pastoralist and other key NGOs.
Educate and lobby Politicians on pastoralism.	<ul style="list-style-type: none"> Weak awareness campaigns mostly done by civil society with lack of access to funds 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions. 	Negative sentiments by politician against pastoralists who are widely perceived as criminals.	Transhumance awareness campaigns targeted on politicians in Abuja and key state capitals.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	NGOs and pastoral groups
Educate the farming community about pastoralism	<ul style="list-style-type: none"> Weak awareness campaigns mostly done by civil society 	<ul style="list-style-type: none"> Transhumance movement limits the ability of organizations 	Negative sentiments by farmers against	Transhumance awareness campaigns targeted	Identify solutions from other countries in the	NGOs, government, and traditional leaders

Area	Problems identified	Causes	Consequences	Draft solution		WHO? Implementing Organisation
				Internal?	External?	
	with lack of access to funds	to provide the required interventions	pastoralists who are widely perceived as criminals.	at the pastoralists	sub-region and learn from them	
Educate financial/banking community	Bank finance for agribusiness and don't consider transhumance as a risk or plan for it.	<ul style="list-style-type: none"> • Transhumance movement limits the ability of organizations to provide the required interventions 	Lack of access to financial and banking support	Financial and banking support should be provided through savings and loan groups and cooperatives that can be set up for them. They should also factor grazing routes into any planned developments to these grazing routes are not blocked.	Identify solutions from other countries in the sub-region and learn from them	NGOs, pastoral groups, government, and traditional leaders

III. Strategic focus and description of activities

III.1 Strategic intervention areas

The analysis of constraints and the declaration of the N'Djamena Heads of State led to the formulation of seven (07) strategic axis.

- d. Strategic axis 1: Legal framework for collaboration between states.
- e. Strategic axis 2: Anti-poaching strategy in protected areas.
- f. Strategic axis 3: Transhumance management.
- g. Strategic axis 4: Consolidation of Peace and Security.
- h. Strategic axis 5: Balancing Human Health and Biodiversity Conservation/Zoonoses and Covid-19.
- i. Strategic axis 6: Improving the living conditions of indigenous and local communities.
- j. Strategic axis 7: Communication, monitoring and advocacy.

III.2 Vision and objectives

III.2.1 Vision

The vision of this Investment Plan is "sustainable management of transhumance in a context of demographic growth and socio-political changes within a complex economic environment in view of increasing income and wellbeing of communities and maintaining the ecological integrity of natural ecosystems".

III.2.2 General objective

The overall objective of the investment plan is to secure long-term funding for sustainable management of pastoralism to contribute to economic growth, wellbeing of communities, biodiversity conservation and stability through national and cross-border security.

III.2.3 Specific objectives

- Develop/strengthen a legal framework for collaboration between neighboring states.
- Develop/implement law enforcement and improved management of protected areas.
- Support transhumance management.
- Develop actions to consolidate peace and security.
- Integrate the One Health and zoonosis approach into biodiversity conservation and transhumance.
- Improving living conditions for indigenous and local communities.
- Develop and implement a communication, monitoring and advocacy strategy.

III.3 Expected results and activities.

As part of the preparation of the investment plan, the results outlined in table below were derived from an analysis of thematic priority issues facing the four selected federal states. The analysis was mainly carried out through multi stakeholders' consultations and desktop review of reports in related

thematic domains. The main activities to achieve expected results for each specific objective were identified as presented in Table 2. Successful implementation of the activities should make it possible to achieve sustainable transhumance at both national and cross-border levels.

Table 2. Summary of results and activities.

Action Code	Activity description
Specific Objective 1: LEGAL FRAMEWORK FOR COLLABORATION BETWEEN STATES AND WITHIN NIGERIA AND TRANSBOUNDARY COUNTRIES FUNCTIONAL	
R.1.1 Policies and legal frameworks developed	A.1.1 Elaborate clear and concise policies and legal frameworks on transhumance in Nigeria starting with transhumance national protocol for Nigeria at Federal level and then cascade to states.
R.1.2 Transhumance corridors at national and cross-border level identified and materialized	A.1.2.1 Identify and redefine stock routes recognized by customary law and obtain legal gazettelement and demarcation. Collaborate across countries to agree and demarcate transboundary routes. Stock routes should connect grazing reserves and avoid protected areas.
Specific Objective 2: LAW ENFORCEMENT AND IMPROVED MANAGEMENT OF PROTECTED AREAS	
R.2.1. Revised regulatory framework for protected areas	A.2.1.1 Revise Protected area laws, policies, and regulations to address issues relating to transhumance.
R.2.2. Cross-border cooperation agreement between Nigeria and Cameroon implemented	A.2.2.1 Nigeria-Cameroon Cooperation Agreement on Joint implementation of Trans-Boundary Conservation Activities
	A.2.2.2 Develop harmonized transboundary protected area management plans.
R.2.3. Security guards and rangers are trained and equipped	A.2.3.1 Training and equipping of security agents and park rangers and provision of necessary enabling protected area infrastructure for law enforcement (park roads, Domain Awareness Systems, vehicles, surveillance aircraft, drones, etc.)
R.2.4. Cross-border parks are equipped, their boundaries marked and secured	A.2.4.1 Establish clear demarcation of protected area boundaries and position ranger posts at key entry points for transhumant for effective control and monitoring of movement.
	A.2.4.2 Develop management plans for protected areas with strategies for addressing transhumance particularly regarding provision of alternative grazing and engaging with pastoralists and sedentary communities to identify mutually beneficial solutions to protected area management.
Specific Objective 3: TRANSHUMANCE MANAGEMENT	
R.3.1. Economic and administrative infrastructures developed in the pilot states.	A.3.1.1 Put relevant Economic and Administrative infrastructures (e.g., livestock market, vaccination center, livestock service center) in pilot states
R.3.2. pastoral Ressource Secure	A.3.2.1 Demarcation, beaconing and signage of stock routes and grazing reserve boundaries
R.3.3. Crime in pastoral communities down	A.3.3.1 Setting up platforms for dialogue, conflict prevention and management in transhumance areas
	A.3.3.2 Address occurrence of criminality in pastoralist community
Specific Objective 4: CONSOLIDATION OF PEACE AND SECURITY	
R.4.1. Conflict resolution platforms are operational	A.4.1.1 Resolve conflicts between herders and other land users (farmers, national parks, urban development)
R.4.2. Producer organizations are set up, revitalized and operational	A.4.2.1 Improve the functionality of pastoral organizations to respond to the needs of the transhumance
R.4.3 Cross-border consultation frameworks (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) for consultation, monitoring and evaluation of transhumance management are set up and operationalized.	A.4.3.1 Cross-border bodies (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) for consultation, monitoring, and evaluation of transhumance management
R.4.4. Community capacities for peace and security are strengthened	A.4.4.1 Training and capacity building of transhumance communities to address peace and security issues.
R.4.5. Breeders' and farmers' activities are secure	A.4.5.1 Establish framework for security of people, farm produce, livestock, etc.
Specific Objective 5: "ONE HEALTH" CONCEPT AND ZONOSIS IN PASTORALISM AND TRANSBORDER TRANSHUMANCE	
R.5.1 Establish a warning system	A.5.1.1 Developing a warning system
	A.5.1.2 Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help

	A.5.1.3 Improve capacity of pastoral organizations to respond to transhumance needs.
R.5.2 Biosecurity alert and response mechanisms set up	A.5.2 .1 Strengthening biosecurity for pest and disease management
	A.5.2 .2 Facilitating effective emergency preparedness and response
	A.5.2 .3 Heightening antimicrobial resistance (AMR) risk management
R.5.3 One health strategy developed and implemented	A.5.3.1 Develop and Enhancing One Health systems
Specific Objective 6. IMPROVE LIVING CONDITIONS OF INDIGENEOUS AND LOCAL COMMUNITIES IN TRANSHUMANCE AREAS	
R.6.1. The needs of communities living around APT/ RBT/SPH, and transhumant herders are known.	A.6.1.1 Participatory study to assess the needs of communities living around the APT/ RBT/SPH and transhumant people to target the potential of agro-pastoral products
	A.6.1.2 Support to pastoralists to improve their yields
	A.6.1.3 Support to added value of agro-pastoral products and strengthening of value chains
R.6.2. Improved literacy rate among transhumant	A.6.2.1 Education - Implement literacy support to all the age groups and genders, including creation of nomadic schools
R.6.3. Développe WASH system	A.6.3.1 WASH - Implement WASH support for all farmers and herders
R.6.4. Farmers in transhumance areas are supported	A.6.4. 1 Boosting farmer's organizations around stock routes and grazing reserves.
Specific Objective 7: COMMUNICATION, MONITORING AND LOBBYING ENHANCED	
R.7.1. Transhumant are informed and sensitized to improve the practice of transhumance	A.7.1.1 Engage PR company to develop and implement targeted awareness campaign focused on pastoralism for the newspapers, radio, and TV.
R.7.2 The various stakeholders are trained and made aware of the practice of transhumance.	A.7.2.1 Educate and lobby Politicians on pastoralism.
	A.7.2.2 Educate the farming community about pastoralism
	A.7.2.3 Educate private sector agro-business community
	A.7.2.4 Educate financial/banking community
R.7.3 Set up a steering committee to monitor Investment Plan activities	A.7.3.1 Set up and operationalize a steering committee
	A.7.3.2 Establish an M&E system to track and report on progress

III.4 Intervention Plan

The 5years action plan summarizes priority actions that will be implemented over the period (Table 3). It groups together the 7 identified axis, the expected results, the activities to be carried out and the indicators, as well as the estimated costs (USD\$) of implementation.

Table 3. Multi-year planning chart.

Action Code	Action Steps description	Indicator	Budget Estimation in USD					Total	Task to be taken by whom
			Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5		
Result 1	Specific Objective 1: LEGAL FRAMEWORK FOR COLLABORATION BETWEEN STATES AND WITHIN NIGERIA AND TRANSBOUNDARY COUNTRIES FUNCTIONAL: \$7,100,000		1 700 000	2 000 000	1 700 000	1 000 000	700 000	7 100 000	
R.1.1 Policies and legal frameworks developed	A.1.1.1 Elaborate clear and concise policies and legal frameworks on transhumance in Nigeria starting with transhumance national protocol for Nigeria at Federal level and then cascade to states.	Legal framework promulgated	1 000 000	800 000	500 000			2 300 000	Lead for the Formulation of the Protocol (Dept of Animal husbandry) FMARD / NCARD.
R.1.2 Transhumance corridors at national and cross-border level identified and materialized	A.1.2.1 Identify and redefine stock routes recognized by customary law and obtain legal gazettelement and demarcation. Collaborate across countries to agree and demarcate transboundary routes. Stock routes should connect grazing reserves and avoid protected areas.	Functional local stock routes with customary considerations Operationalized transboundary routes (Demarcation reports)	700 000	1 200 000	1 200 000	1 000 000	700 000	4 800 000	Lead for the Formulation of the Protocol (Dept of Animal husbandry) FMARD / NCARD.
Result 2	Specific Objective 2: LAW ENFORCEMENT & IMPROVED MANAGEMENT OF PROTECTED		3 250 000	1 800 000	1 550 000	1 300 000	1 300 000	9 200 000	

	AREAS: \$9,200,000									
R.2.1. Revised regulatory framework for protected areas	A.2.1.1 Revise Protected area laws, policies, and regulations to address issues relating to transhumance.	Published regulatory framework	500 000	500 000					1 000 000	ANI or WCS to identify experienced policy consultant to develop 1st draft of revised Protected Area legislation and then to share with Min of Env/NPS who will then invite stakeholders for consultation on document.
R.2.2. Cross-border cooperation agreement between Nigeria and Cameroon implemented	A.2.2.1 Nigeria-Cameroon Cooperation Agreement on Joint implementation of Trans-Boundary Conservation Activities	Agreement signed	500 000	300 000	300 000	300 000	300 000		1 700 000	FMEEnv, MINFOF, Min of Foreign Affairs, etc.
	A.2.2.2 Develop harmonised transboundary protected area management plans.	Harmonized transboundary management plan	250 000		250 000				500 000	ANI for GGNP/ Faro/ Tchabal Mbabo WCS for Yankari Game Reserve
R.2.3. Security guards and rangers are trained and equipped	A.2.3.1 Training and equipping of security agents and park rangers and provision of necessary enabling protected area infrastructure for law enforcement (park roads, Domain Awareness Systems, vehicles, surveillance aircraft, drones, etc.)	Trained security agents equipped and deployed	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000		2 500 000	ANI, WCS and other conservation NGOs to partner with National Park service and state governments to train and equip rangers in selected protected areas. There will also need to have a long plan of management of the trained rangers.
R.2.4. Cross-border parks are equipped, their boundaries marked and secured	A.2.4.1 Establish clear demarcation of protected area boundaries and position ranger posts at key entry points for transhumant for effective control and monitoring of movement.	Monitoring and surveillance operations operationalized	1 000 000						1 000 000	ANI, WCS and other conservation NGOs to work with NPS and states on boundary demarcation of selected PAs.

	A.2.4.2 Develop management plans for protected areas with strategies for addressing transhumance particularly regarding provision of alternative grazing and engaging with pastoralists and sedentary communities to identify mutually beneficial solutions to protected area management.	Approved management plans with transhumance components	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000	ANI, WCS and other conservation NGOs to work with NPS and states to develop more holistic PA Management Plans and to consult with DAHS (Dept of Animal Husbandry Services) as part of the process.
Result 3	Specific Objective 3: TRANSHUMANCE MANAGEMENT: \$13,000,000		2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 000 000	13 000 000	
R.3.1. Economic and administrative infrastructures developed in the pilot states.	A.3.1.1 Put relevant Economic and Administrative infrastructures (e.g., livestock market, vaccination centre, livestock service centre) in pilot states	Livestock infrastructure established and operational	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs)
R.3.2. Pastoral resources secured	A.3.2.1 Demarcation, beaconing and signage of stock routes and grazing reserve boundaries	Stock routes & grazing reserve boundaries established and functional	750 000	750 000	750 000	750 000		3 000 000	(Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities.
R.3.3. Crime in pastoral communities down	A.3.3.1 Setting up platforms for dialogue, conflict prevention and management in transhumance areas	% reduction in conflicts	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000	Mercy corps and pastoralist organisations to support traditional leaders.
	A.3.3.2 Address occurrence of criminality in pastoralist community	% reduction in criminality within pastoral communities	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000	Mercy corps and pastoralist organisations to support traditional leaders.
Result 4	Specific Objective 4: CONSOLIDATION OF PEACE & SECURITY:		1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	8 000 000	

	\$8,000,000									
R.4.1. Conflict resolution platforms are operational	A.4.1.1 Resolve conflicts between herders and other land users (farmers, national parks, urban development)	% reduction in stakeholders' conflicts	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
R.4.2. Producer organizations are set up, revitalized and operational	A.4.2.1 Improve the functionality of pastoral organizations to respond to the needs of the transhumance	Increase in activities implemented by pastoral organisations	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
R.4.3 Cross-border consultation frameworks (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) for consultation, monitoring and evaluation of transhumance management are set up and operationalized.	A.4.3.1 Cross-border bodies (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) for consultation, monitoring, and evaluation of management of transhumance.	Number successfully implemented cross border activities	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	Need an international organisation (GIZ) to monitor national team's implementation of monitoring, and evaluation for the management of transhumance.
R.4.4. Community capacities for peace and security are strengthened	A.4.4.1 Training and capacity building of transhumance communities to address peace and security issues.	No. of local peace initiatives/activities	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
R.4.5. Breeders' and farmers' activities are secure	A.4.5.1 Establish framework for security of people, farm produce, livestock, etc.	% reduction in incidents No. of functional frameworks	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000	Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
Result 5	Specific Objective 5:"ONE HEALTH" CONCEPT AND ZONOSIS IN PASTORALISM AND TRANSBORDER TRANSHUMANCE: \$4,700,000		3 100 000	600 000	600 000	200 000	200 000	200 000	4 700 000	
R.5.1 Establish a warning system	A.5.1.1 Developing a warning system	Data generated by warning systems	200 000						200 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities

	A.5.1.2 Train and build capacity of transhumance communities to better communicate with NGO's and governments who can help	No. of collaborative activities between transhumant communities & other stakeholders	200 000	200 000	200 000			600 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
	A.5.1.3 Improve capacity of pastoral organizations to respond to transhumance needs.	No. of projects/activities implemented	200 000	200 000	200 000			600 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
R.5.2 Biosecurity alert and response mechanisms set up	A.5.2 .1 Strengthening biosecurity for pest and disease management	-Reduction in pest infections -Successful biosecurity measures	500 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 300 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
	A.5.2 .2 Facilitating effective emergency preparedness and response	No. of rapid responses & targets	500 000					500 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
	A.5.2 .3 Heightening antimicrobial resistance (AMR) risk management	% drop in infections	500 000					500 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities

R.5.3 One health strategy developed and implemented	A.5.3.1 Develop and Enhancing One Health systems	No. of successful One Health models (local/national)	1 000 000						1 000 000	Dept of Animal husbandry) FMARD to implement through state governments and other stakeholders (pastoral NGOs, conservation NGOs) traditional leaders and communities
Result 6	Specific Objective 6. IMPROVE LIVING CONDITIONS OF INDIGENEOUS AND LOCAL COMMUNITIES IN TRANSHUMANCE AREAS: \$18,500,000		4 000 000	4 000 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	18 500 000		
R.6.1. The needs of communities living around APT/ RBT/SPH and transhumant herders are known.	A.6.1.1 Participatory study to assess the needs of communities living around the APT/ RBT/SPH and transhumant people to target the potential of agro-pastoral products	-Local livelihood indices -No. income generating activities/initiatives	500 000	500 000					1 000 000	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves, and stock routes.
	A.6.1.2 Support to pastoralists to improve their yields	-Increase in yields -Incremental increase in funding	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		5 000 000	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves and stock routes.
	A.6.1.3 Support to added value of agro-pastoral products and strengthening of value chains	-No. of successful value chains -Diversity of products	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		5 000 000	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves, and stock routes.
R.6.2. Improved literacy rate among transhumant	A.6.2.1 Education - Implement literacy support to all the age groups and genders	-Level of participation in meetings -Gender & minority groups' representation	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000		1 250 000	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves, and stock routes.

R.6.3. Developed WASH system	A.6.3.1 WASH - Implement WASH support for all farmers and herders	-No. of beneficiary farmers & herders	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000	Lead NGO to be identified in each of the target states around protected areas, grazing reserves, and stock routes.
R.6.4. Farmers in transhumance areas are supported	A.6.4. 1 Boosting farmer's organizations around stock routes and grazing reserves.	-No. of legalized & functional farmers' associations -Activities implemented by associations	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000	IOM and Mercy Corps to lead with appropriate partners (pastoral and farming organisations working with traditional rulers and DAHS).
Result 7	Specific Objective 7: COMMUNICATION, MONITORING AND LOBBYING ENHANCED: \$6,500,000		1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	6 500 000	
R.7.1. Transhumant are informed and sensitized to improve the practice of transhumance	A.7.1.1 Engage PR company to develop and implement targeted awareness campaign focussed on pastoralism for the newspapers, radio, and TV.	-No. TV spots & media reporting on pastoralism -Increase in target audiences	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	1 500 000	Mercy Corps or similar NGO to identify Nigerian PR company and to develop campaign in collaboration with pastoralist and other key NGOs.
R.7.2 The various stakeholders are trained and made aware of the practice of transhumance.	A.7.2.1 Educate and lobby Politicians on pastoralism.	-No. of newly enacted policies and established legal/policy frameworks	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	NGOs and pastoral groups
	A.7.2.2 Educate the farming community about pastoralism	-No. of pastoral practices -Reduction in conflicts	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	NGOs, government, and traditional leaders
	A.7.2.3 Educate private sector agro-business community	-Investments of agro-business in transhumance sector	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	NGOs, government, and traditional leaders

	A.7.2.4 Educate financial/banking community	-Increased funding of pastoral activities -Increase loan facilities	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	NGOs, pastoral groups, government, and traditional leaders
R.7.3 Set up a steering committee to monitor Investment Plan activities	A.7.3.1 Set up and operationalize a steering committee	-Progress & monitoring reports -No. of committee meetings	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	NGOs, pastoral groups, government, and traditional leaders
Total								67 000 000	

IV. Budget summary

The budget summary presented in Table 4 below shows annual budget of each strategic axis. From the figures, the most important axis in terms of investment is improving the living conditions of indigenous and local communities followed by Transhumance management and Anti-poaching strategy and protected areas management.

Table 4. Five-year budget summary by strategic axis.

Axis	Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5	Total
Axis 1: Legal framework for collaboration between states	1 700 000	2 000 000	1 700 000	1 000 000	700 000	7 100 000
Axis 2: Law Enforcement and Improved Management of protected areas	3 250 000	1 800 000	1 550 000	1 300 000	1 300 000	9 200 000
Axis 3: Transhumance Management	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 000 000	13 000 000
Axis 4: Consolidation of Peace and Security	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	8 000 000
Axis 5: Balancing Human Health and Biodiversity Conservation/Zoonosis and Covid-19;	3 100 000	600 000	600 000	200 000	200 000	4 700 000
Axis 6: Improving the living conditions of indigenous and local communities	4 000 000	4 000 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	18 500 000
Axis 7: Communication, monitoring and advocacy	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	6 500 000
Total						67 000 000

V. Marketing and fundraising strategy

The estimated budget for the investment plan is **67,000,000** USD. The resources required to implement the investment plan will have to be mobilized by the federal government. Transhumance is a priority thematic sector which today requires a holistic and cross-sectoral approach in management. The approach must integrate the different stakeholders and domains related to transhumance and neo-pastoralism. This includes security issues such as illegal circulation of weapons, banditry, and drug trafficking, poaching and bush meat trade etc. The economic dimension of transhumance is equally important to promote the wellbeing communities and improved sustainable economic development particularly in transhumant communities. COVID19 reminded the entire world of the global health threat posed by such pandemics. The One Health Concept which addresses health of the environment, of the people (communities) and of the animals both domestic and wildlife must be integrated in the design and implementation of transhumance strategies.

It is given above elements that the inter sectoral committee overseeing implementation of the investment plan will have to develop a multi-disciplinary and multi thematic fundraising strategy to mobilize funding from government, the private sector and international community for implementation of earmarked activities.

A general overview of potential funding sources will include following:

i) Internal:

- a. The immediate internal funding source of the investment plan is government budget through allocations to various sectoral ministries. The inter sectoral committee can play an important role to identify and coordinate information on sectoral budget allocations. This information should be shared among the different sectoral ministries and national institutions engaged in implementation of the investment plan. The inter sectoral committee is responsible for monitoring and reporting on implementation of the investment plan. In the same way, the committee should enhance and facilitate inter sectoral collaboration in the execution of activities. This will promote mutualisation of efforts and resources by ministries and relevant federal agencies.

- b. The inter sectoral committee should work towards convening of roundtable fundraising meetings at the state and federal capital levels. Potential invitees include representatives of multilateral and bilateral donor agencies (African Development Bank, World Bank, EU, Islamic Bank, GIZ, etc.), UN agencies (FAO, WHO, UNDP, etc.), humanitarian organizations, the private sector, international conservation and development organisations and other strategic partners. Regional and sub-regional institutions such as Lake Chad Basin Commission (LCBC) and ECOWAS should be invited to participate in fundraising roundtable conferences. The thematic areas to be covered during such roundtable fundraising conferences include peace and security, cross-border collaboration, One Health & zoonosis, wildlife crimes, transhumance conflicts, indigenous and local community's livelihoods and economic development etc.

i) External

The inter sectoral committee has to work with the federal government to identify important global events on transhumance and related themes to market the investment plan. The fundraising strategy also include targeting various funding agencies and foundations within the global conservation and sustainable development network to finance the investment plan. Other fundraising opportunities include developing medium and large sized funding proposals on priority transhumance and neo-pastoralism for funding by agencies such as Global Environment Facility (GEF) program, African Development Bank (AFDB), EU, UK with DEFRA, DANIDA and host of many other financial institutions investing in the environment sector. In many cases, the proposals must follow the funding guidelines of the agencies.

VI. Institutional arrangement

✓ Coordination

A steering committee will be established to oversee the implementation of the investment plan.

✓ Members

The steering committee will consist of the following:

- ✓ Federal Government: Department of Livestock and Animal Husbandry, National Park Service
- ✓ State Governments: Commissioner of Agriculture (Adamawa, Yobe, Taraba and Bauchi States)
- ✓ Conservation NGOs: WCS, ANI and NCF
- ✓ Transhumance CSOs/NGOs : PARE, FUDER, etc.

References

- Assouma M.H., Hiernaux P., Le-comte P., Corniaux C., Ickowicz A., Mbow C. et Vayssières J., 2017. Élevage pastoral au Sahel: un bilan carbone à l'équilibre. *Grain de sel*, 73-74: 2930.
- Bernard C., Bonnet B. et Guibert B., 2010. La demande du Nigéria en produits d'élevage: une opportunité pour les pays sahéliens ? *Grain de Sel*, 51: 14-15.
- Bonnet B. et Guibert B., 2011. Le pastoralisme, enjeux et perspectives des politiques sectorielles : Éléments d'analyse régionale pour le Tchad, le Niger et le Mali. IRAM, 8p.
- Cartin-Rojas A., 2012. Transboundary animal diseases and international trade. In : Bobek V. (ed.), *International Trade from Economic and Policy Perspective*. InTech Publishing, p. 143-166 ; doi:10.5772/2726 . <http://www.intechopen.com/books/international-trade-from-economicand-policy-perspective/transboundary-animal-diseases-and-international-trade> .
- FAO, 2017. Pastoral livestock farming in Sahel and West Africa: 5 preconceptions put to the test. 20p.
- FAO. 2020. Nigeria at a glance. URL: <http://www.fao.org/nigeria/fao-in-nigeria/nigeria-at-a-glance/en/> ([link is external](#))
- Huchon J., Jiagho RE., Douadeu B. et Epanda M., 2021. Transhumances pastorales autour des aires protégées en Afrique centrale. Etat des Aires Protégées d'Afrique Centrale, En cours de publication.
- Jones K.E., Patel N.G., Levy M.A., Storeygard A., Balk D., Gittleman J.L., Daszak P., 2008. Global trends in emerging infectious diseases. *Nature*, 451(21), 990-994.
- Kamuanga M.J.B., Somda J., Sanon Y. et Kagoné H., 2008. Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest Potentialités et défis. CSAO-OCDE / CEDEAO, 182p.
- Knobel D.L., Cleaveland S., Coleman P.G., Fèvre E.M., Meltzer M.I., Miranda M.E.G., Shaw A., Zinsstag J., Meslin F.-X., 2005. Re-evaluating the burden of rabies in Africa and Asia. *Bulletin of the World Health Organization*, 83, 360-368.
- Krätli S., Sougnabé P., Staro F. et Young H., 2017. Systèmes pastoraux dans le Dar Sila, Tchad: Un document d'information pour Concern Worldwide. Boston: Feinstein International Center, Tufts University, 54p.
- Lhoste P., 1993. L'évolution des méthodes de recherche et de recherche-développement sur les systèmes d'élevage en régions chaudes. *Recherches-système en agriculture et développement rural*, 173-177
- Roth F., Zinsstag J., Orkhon D., Chimed-Ochir G., Hutton G., Cosivi O., Carrin G., Otte J., 2003. Human health benefits from livestock vaccination for brucellosis: case study. *Bulletin of the World Health Organization*, 81, 867-876.
- Sahnone P.J.M., 2021. Evolution des ressources pastorales et stratégies de gestion par les éleveurs dans la région de l'Adamaoua Cameroun : cas de la commune de Meiganga. Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Master en Pastoralisme, Centre Régional AGRHYMET, 71p.
- Tomety S.N., 2009. Analyse de la dimension transfrontalière des conflits ruraux dans l'Est de la République centrafricaine. PNUD, UE, 43p.
- Tschopp R., 2020. Chapitre 15 - Tuberculose bovine à l'interface homme-bétail-faune sauvage en Afrique subsaharienne. p. 229-244
- Union Africaine, 2013. Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique : sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales. Département de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, 56p.

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DECENTRAFRICAINE

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayending@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Avec l'appui technique et financier de:



German
Facilitation (2020-2021)



**PLAN D'INVESTISSEMENT DE LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (PIP-RCA) RELATIF A LA MISE EN
ŒUVRE DE LA DECLARATION DE N'DJAMENA SUR LA
TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERE**



Juillet-2023

SOMMAIRE

Introduction.....	191
• ETAT DES LIEUX DE LA TRANSHUMANCE	193
• FACTEURS DE LA TRANSHUMANCE	195
• CONTRAINTES ET DEFIS DE LA TRANSHUMANCE	196
• CONSEQUENCES DE LA GESTION DE LA TRANSHUMANCE	196
• PISTES DE SOLUTIONS POUR LA GESTION DES CONFLITS LIES A LA TRANSHUMANCE	197
• VISION ET OBJECTIFS.....	197
○ Vision.....	197
○ Objectifs	197
▪ Objectif principal	198
▪ Objectifs Spécifiques	198
• Résultats attendus et activités.....	198
• ENCRAGE INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PIP	205
• MOBILISATION DES RESSOURCES.....	205

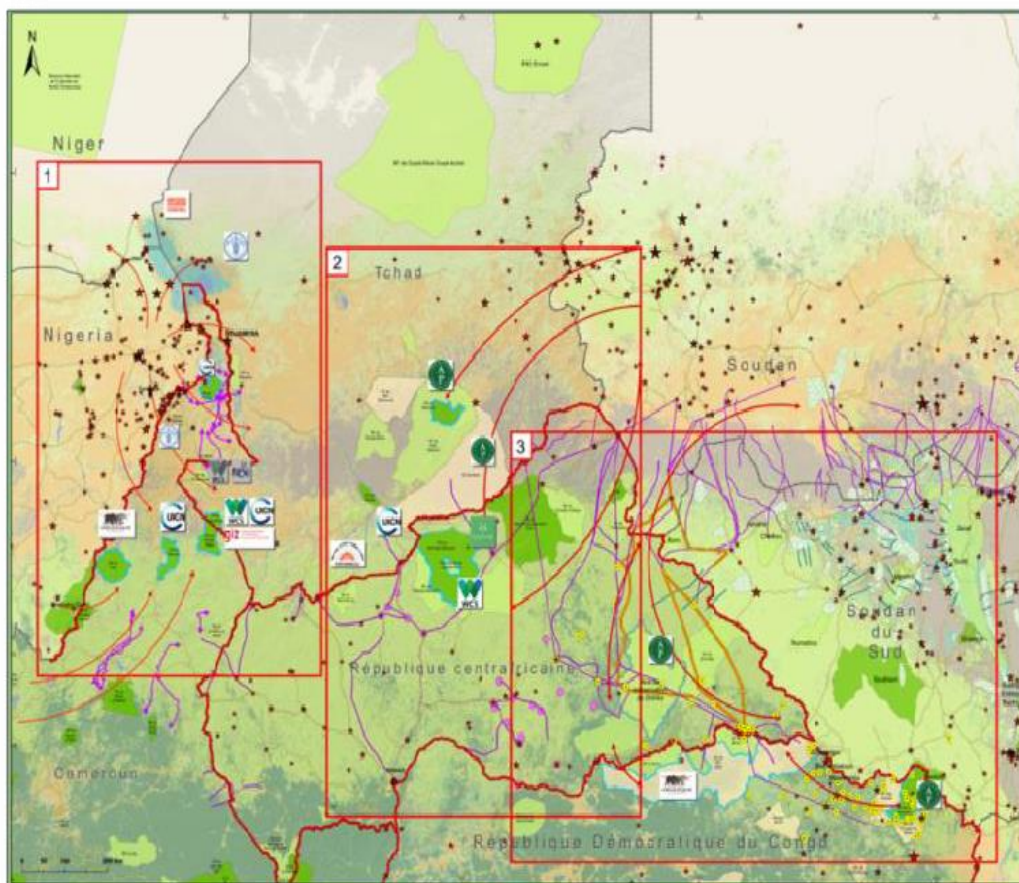
Introduction

La Conférence internationale tenue à N'Djamena du 23 au 25 janvier 2019 a réuni les Ministres de la Défense, des Forêts/aires protégées, de l'Environnement et de l'Elevage de huit pays, d'Afrique centrale et du Sahel avec plus de 225 experts, une cinquantaine de haut fonctionnaire des institutions régionales/sous-régionales et des Partenaires Techniques et Financiers. A l'issue de ladite conférence, la déclaration sur la transhumance transfrontalière a été promulguée. La déclaration de N'Djamena souligne la nécessité d'une appropriation du politique pour la gestion apaisée de la transhumance transfrontalière et intègre les questions de sécurité, de gestion des ressources naturelles et préconise une approche multi-sectorielle transfrontalière innovante.

3 blocs géographiques ont été mis en place sous la facilitation du Facilitateur du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) afin d'impulser cette collaboration transfrontalière, dans le but de prévenir, d'atténuer et de résoudre les conflits liés à la transhumance, notamment celui des pasteurs et des agriculteurs. Le premier Bloc géographique de l'Ouest (Bloc Ouest) cerne le territoire englobant le Nord-Est du Nigéria, le Nord et l'Est du Cameroun, le Sud-Ouest du Cameroun, le Sud-Ouest du Tchad et le Nord-Ouest de la RCA.

Le deuxième Bloc géographique du Centre (Bloc Centre) inclut les territoires englobant les aires protégées du Sud-Est du Tchad, du Nord-Est de la RCA et du Sud-Ouest du Soudan. Le dernier Bloc géographique de l'Est (Bloc Est), connecte les territoires englobant les aires de conservation du Sud-Est RCA, les aires protégées de l'Ouest du Sud Soudan et celle du Nord-Est de la RDC.

Carte n°1 : Visualisation des trois blocs géographiques



En Mai 2019, la facilitation du PFBC a enclenché des négociations sur un accord transfrontalier entre le Sud-Soudan et la RDC; En septembre 2019, Le Tchad et la RCA ont organisé une concertation sous régionale pour une transhumance transfrontalière apaisée dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun et République Centrafricaine) ; En novembre 2019, un pas majeur a été franchi par la signature de deux protocoles spécifiques d'accords transfrontaliers bi et (tri) partite sur la lutte anti-braconnage et sur l'écodéveloppement entre le Cameroun, le Tchad et la RCA; Les 16 et 17 décembre 2019, une conférence a été organisée à Douala relative au suivi de la Conférence de Ndjamena (des premières sessions du Comité Binational de Supervision et d'Arbitrage (CBSA) de l'Accord Binational (BSB Yamoussa) entre le Cameroun et le Tchad et du Comité Technique de Supervision et d'Arbitrage de l'Accord Tripartite de Lutte Anti-braconnage de N'Djamena (AT-LAB de N'Djamena) ente le Cameroun, la RCA et le Tchad.

Il a été convenu que les pays de la Déclaration de N'Djamena développent leurs propres plans d'investissement sur la transhumance, transfrontalière et la conservation de la biodiversité en prenant en compte les questions de la paix et la sécurité.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena par le PFBC, plusieurs réunions des segments techniques des différents se sont tenues entre autres :

- Le segment technique du bloc Est à Kinshasa, le 21 mars 2023;
- Segment technique du centre et de l'ouest, 12 au 14 avril 2023 à Ndjamena ;
- La réunion harmonisation des PIP à Yaoundé du 16 au 17 juin 2023 ;
- Ainsi plusieurs réunions virtuelles de préparation de la deuxième conférence Internationale des Ministres de la sécurité, de l'agriculture/élevage et de l'environnement/aires protégées et forêts concernant la transhumance transfrontalière aura lieu en juillet 2023.

Au, niveau national, après l'élaboration du draft du Plan d'Investissement Pays (PIP) de la RCA, un atelier national de validation a été organisé, les 24 et 25 mai 2023, regroupant plus d'une quarantaine de participants, venant des sectorielles impliqués, de la société civile et les Partenaires Technique et Financiers.

La préparation technique de ce PIP est importante pour la mise en œuvre d'un segment politique commun en juillet 2023, car ceux-ci doivent être présentés aux partenaires stratégiques lors de la conférence des bailleurs pour la mobilisation de ressources nécessaires à la mise en œuvre du PIP.

Les grands axes du PIP RCA sont articulés de la manière suivante :

- ✓ **Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;**
- ✓ **Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées ;**
- ✓ **Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance ;**
- ✓ **Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité ;**
- ✓ **Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19 ;**
- ✓ **Axe stratégique 6 : Communication, suivi et plaidoyer.**
- ✓ **Axe stratégique 7 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales.**

3. ETAT DES LIEUX DE LA TRANSHUMANCE

La RCA est un pays enclavé d'Afrique Centrale avec une superficie de 623 000 km². Elle est limitée au nord par le Tchad, à l'Est par les deux Soudan, au Sud par la RDC et le Congo et à l'Ouest par le Cameroun. Pays vaste et peu peuplé avec 5,4 millions habitants (*ICASESS, 2021*), la RCA est constituée de trois écosystèmes caractéristiques avec (i) des forêts denses sèches et une majorité de savanes arborées parsemées de nombreuses galeries forestières dans la partie centre, (ii) des savanes herbeuses au nord et (iii) deux massifs de forêts denses humides de plaine au Sud- Est et au Sud-Ouest, couvrant environ 5,4 millions d'hectares (*OFAC, 2020*).

L'élevage pastoral se trouve de plus en plus au centre des politiques publiques de plusieurs États sahéliens et forestiers (Cette importance se justifie par le poids économique, social et environnemental que ce secteur occupe de plus en plus dans les différents pays, mais aussi par l'enjeu que celui-ci représente pour le maintien de la paix et la sécurité des différents Etats (*Bonnetet Guibert, 2011 et Sahmone, 2022*)).

La transhumance en RCA est d'abord un acte individuel, c'est un éleveur qui décide de partir exploiter d'autres pâturages. Mais la multiplication des éleveurs qui vont en transhumance en fait un phénomène de masse et une affaire publique.

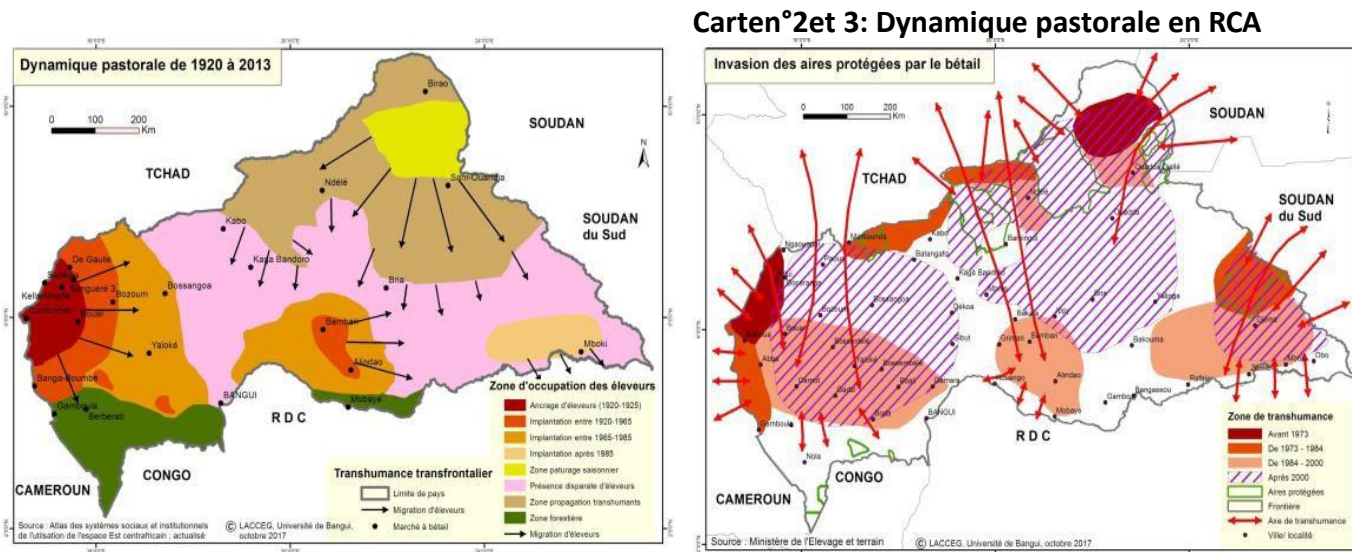
Après l'accession du pays à l'indépendance, les Gouvernements centrafricains successifs, avec l'appui de la Communauté internationale, ont mené à partir de 1960 de très importantes actions de développement de l'élevage. Avant le début du conflits, l'élevage constituait l'un des piliers de l'économie nationale: il représentait 15% du PIB en 2012 (*Guy-Florent Ankogui-Mpoko et Thierry Vircoulou, 2018*).

La transhumance qui est définie comme un système de production animale est caractérisée par des mouvements saisonniers réguliers qui s'effectuent entre des zones écologiques complémentaires. Les troupeaux transhumants partent généralement d'un environnement en déséquilibre où le pâturage est une denrée rare vers de zones considérées comme encore bien fournies en pâturage.

En RCA, on subdivise la transhumance en deux types en fonction de la distance des parcours:

- a. La petite transhumance ou transhumance classique qui s'effectue à un niveau national pour but de valoriser les résidus de récoltes, d'accéder aux meilleurs pâturages pour laisser la place aux cultures ; cette forme de transhumance très répandue dans le pays.
- b. La grande transhumance ou la transhumance transfrontalière qui correspond à des mouvements de grande amplitude du bétail venant des pays frontaliers. Les distances parcourues sont de plusieurs centaines de kilomètres. (*G.F. Ankogui-Mpoko et T. Vircoulou, 2018*)

Ces deux types de transhumance engendrent divers impacts (socioéconomiques et environnementaux) sur la biodiversité et les ressources naturelles. Les transhumants se plaignent de l'occupation par l'agriculture des couloirs de transhumance et de l'espace dans les zones d'accueil et les autres acteurs accusent les transhumants de provoquer des dégâts dans les champs et de divaguer de façon illégale dans les aires protégées (aires de conservation, zones de chasse, ZCV) avec la destruction des ressources naturelles et des habitats de la faune. Il est évident que les conflits associés à la transhumance transfrontalière amènent certains acteurs ruraux usagers des ressources naturelles en présence à une perception négative de la transhumance.



4. FACTEURS DE LA TRANSHUMANCE

Les facteurs qui permettent d'expliquer les motifs de la mobilité pastorale sont :

- a. L'accessibilité au fourrage en quantité et en qualité ;
- b. L'insuffisance de l'eau d'abreuvement pour le cheptel en saison sèche ;
- c. Les dégâts champêtres en saison pluvieuse ;
- d. L'abandon des zones affectées par les maladies animales ;
- e. Les risques de perte de bétail par vol ;
- f. Les conflits inter- ethniques ;
- g. L'accessibilité aux marchés urbains ;
- h. L'insécurité liée à la prolifération d'armes de guerre et au banditisme.

5. CONTRAINTES ET DEFIS DE LA TRANSHUMANCE

L'analyse de la problématique de la transhumance en RCA relève les contraintes et défis suivants:

- a. Cadre légal inadapté et absence d'un code pastoral ;
- b. L'accès aléatoire à l'eau pour les troupeaux.
- c. L'insuffisance d'espace de pâturage pour les troupeaux.
- d. Le respect de couloirs de grande et de petite transhumance.
- e. L'absence d'un dispositif de gestion des feux de brousse.
- f. L'insécurité dans les zones de pâturage.
- g. L'extension des besoins et des surfaces agricoles.
- h. L'absence/insuffisance de dispositifs de concertation locale.
- i. L'absence de sanctions réelles et dissuasives applicables.
- j. La paix et la sécurité (La transhumance a toujours été perçue en fonction des acteurs comme une activité source de conflits)
- k. Les contraintes liées aux maladies (L'interface homme-bétail-faune sauvage n'est pas un concept standard mais plutôt un concept qui varie énormément au sein de l'Afrique subsaharienne en fonction des densités de population des hommes, du bétail et de la faune sauvage ainsi que de leurs déplacements (la transhumance), des espèces de faune sauvage, des facteurs environnementaux et des changements associés des usages anthropiques des sols.



ImagesN°1et2: Transhumance dans l'Aire de Conservation de Chinko/APN



ImagesN°3et4: Transhumance dans le Complexe des Aires Protégées du Nord Est/WCS



ImagesN°5et6: Transhumance dans le bloc ouest (PNMB et APDS)/WWF

6. CONSEQUENCES DE LA GESTION DE LA TRANSHUMANCE

Les conséquences liées à l'accentuation des conflits multiformes sont les suivantes :

- a. Conflits entre transhumants et équipes de gestion des APs (Conflits Bétail-Faune / Epizooties-Zoonoses) ;
- b. Non-respect de la réglementation des AP, des secteurs de chasse et des limites ;
- c. Pâturage illégal dans les AP/Feux de brousse/Braconnage/Pêche illégal ;
- d. Utilisation des ressources des AP par des activités illégales, Corridors occupés ;
- e. Conflits Homme-Faune (empoisonnement, Piégeage, etc).
- f. Conflits entre éleveurs-transhumants ;
- g. Accès aux ressources pastorales (eau, pâturages, etc.), sédentarisation ;
- h. Conflits fonciers, mauvaise cohabitation ;
- i. Diverses formes de taxation illégales ;
- j. Conflits entre éleveurs-transhumants et agriculteurs.

7. PISTES DES SOLUTIONS POUR LA GESTION DES CONFLITS LIÉS A LA TRANSHUMANCE

Afin d'anticiper l'accentuation et l'exacerbation de ces conflits multiformes latents et récurrents, quelques solutions ont été développées au niveau national pour y faire face et qui nécessitent encore des financements supplémentaires. Il s'agit entre autres

- a. Améliorer les relations entre les acteurs impliqués ;
- b. Sécuriser les activités liées à l'exploitation des biens et services fournis par les ressources

- naturelles ;
- c. Renforcer/Instaurer des comités intercommunaux de gestion des espaces agropastoraux ;
 - d. Mettre en place des équipes de sensibilisation des transhumants au niveau des frontières nationales ;
 - e. Réaliser un micro-zonage et cartographie participative des espaces de pâturage, des couloirs, des zones cultivées et les AP au niveau de chaque comité et fixer collectivement les règles d'usage, y compris en matière de régulation du nombre d'animaux admis à pâturer ;
 - f. Matérialiser les limites des couloirs de transhumance (internationaux et nationaux) ;
 - g. Instaurer une police de la transhumance et de l'élevage sur le modèle de l'Unité Spéciale Mixte de Sécurité ;
 - h. Intégrer les plans d'aménagement des aires protégées dans les futurs schémas Directeurs d'Aménagement du Territoire ;
 - i. Instaurer un mécanisme de planification et de gestion des feux de brousse avec un dispositif de contrôle et de sanction des contrevenants ;
 - j. Impliquer les collectivités locales et les différents acteurs dans la gestion concertée des espaces pastoraux et des conflits.

8. VISION ET OBJECTIFS

a. Vision

À l'horizon 2028, la gestion durable et apaisée de la transhumance transfrontalière est assurée avec la participation de toutes les parties prenantes afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et de garantir la paix, la sécurité et le maintien de l'intégrité écologique des écosystèmes naturels de la République Centrafricaine ainsi que ceux de la sous- région.

b. Objectifs

Objectif principal

Le principal objectif du présent PIP est de permettre l'atteinte d'une transhumance apaisée et durable tant sur le plan national que transfrontalier pour soutenir l'économie nationale, améliorer les conditions de vie de la population, assurer la sécurité nationale et transfrontalière et gérer durablement les ressources naturelles.

Objectifs Spécifiques

- a. Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats voisin ;
- b. Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage autour et dans les aires protégées ;
- c. Appuyer la gestion de la transhumance ;
- d. Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité ;

- e. Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la Transhumance;
- f. Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;
- g. Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer.

9. Résultats attendus et activités

Dans le cadre de l'élaboration du présent PIP de la RCA, les résultats consignés dans le tableau ci-dessous ont été ressortis de l'analyse de problématiques majeures et prioritaires. Cette analyse des problématiques a été réalisée au cours d'un atelier national de validation du PIP-RCA. Les résultats ont été déclinés en activités prioritaires. La mise en œuvre de ces activités devrait permettre l'atteinte d'une transhumance apaisée et durable aussi bien sur le plan national que transfrontalier.

Tableau1.Synthèse des Resultats et activités.

Résultats attendus	Actions à mener
Objectifs spécifiques 1 : Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	
R.1.1. Des cadres juridiques clairs et concis sont élaborés	A.1.1.1. Relecture du code pastoral et plaidoyer pour sa validation
	A.1.1.2. Finalisation et redynamisation des cadres inter-état Tchad-RCA-Cameroun; Tchad-RCA-Soudan; RCA-Sud-Soudan-RDC
	A.1.1.3. Plaidoyer auprès des pays concernés pour L'élaboration et la mise en œuvre des cadres juridiques
	A.1.1.4 Appui technique et institutionnel à la mise en Œuvre de la loi d'orientation Agro-sylvo--pastorale
R.1.2 Des outils visant à promouvoir un modèle de pastoralisme éco-compatibles ont élaborés	A.1.2.1. Elaboration/révision des schémas directeur D'aménagement du territoire au niveau des 3 blocs
	A.1.2.2 Renforcement des cadres de concertation Tchad- RCA-Cameroun, Tchad-RCA-Soudan, RCA-Sud RDC sur la transhumance
R.1.3 Des instances transfrontalières (RCA, Tchad, Cameroun, Soudan du Sud et RDC sont et mises en place et opérationnelles	A.1.3.1. Mise en place des instances de concertation et leur opérationnalisation
	A.1.3.2. Appui institutionnel, technique et financier à L'opérationnalisation des instances de concertation
	A.1.3.3. Mise en place des cadres de prévention et de résolution des conflits dans les 3 blocs
R.1.4 Des plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage dans les	A.1.4.1 Appui institutionnel et technique aux actions Visant à faciliter la mise en place et l'opérationnalisation Des plateformes

3 blocs sont mises en place et opérationnelles	A.1.4.2 Elaboration/Mise en œuvre de l'ATLAB
Objectif spécifique 2 : Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	
R.2.1 Des acteurs de la sécurité et des agents en charge de la protection des aires protégées ont formés sur les techniques de lutte anti-braconnage et la gestion de la transhumance	A.2.1.1. Relecture et validation de la stratégie LAB nationale
	A.2.1.2. Développement des plans de formation et de carrière des agents de sécurité et des agents forestiers
	A.2.1.3. Organisation des sessions de formation et de recyclage des gardes forestiers et des forces de sécurités
	A.2.1.4. Vulgarisation des textes de Loi en vigueur
	A.2.1.5. Application de la loi et création d'un mécanisme de réclamation et de grief / plainte dans le cadre des pratiques abusives des agents en tenue envers les sédentaires/nomades
R.2.2 Des matérielles et équipements sont acquis et disponibles	A.2.2.1. Acquisition des équipements de sécurité (tenues, munitions, armes...)
	A.2.2.2 Acquisition du matériel roulant (30pick-up) pour les 3 blocs
	A.2.2.3 Acquisition des drones (15 drones) pour les 3 blocs
	A.2.2.4 Acquisition des GPS, matériel de communication et autres équipements
	A.2.2.5 Acquisition du matériel informatique (Ordinateurs, serveur, imprimantes)
R.2.3 Des patrouilles mixtes sont organisés dans les 3 blocs et au niveau transfrontalier	A.2.3.1 Créer et opérationnaliser les brigades bi et tri partite dotées de moyens et mandat clair
	A.2.3.2 Organisation des patrouilles transfrontalières entre les pays
	A.2.3.3 Organisation des patrouilles nationales
R.2.4 Des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontaliers sont élaborés et disponibles	A.2.4.1 Elaboration d'une stratégie transfrontalière de LAB par bloc en intégrant la transhumance
	A.2.4.2 Mise en place d'un macro-zonage transfrontalier concertée par bloc
	A.2.4.3 Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de financement durable de la LAB au niveau transfrontalier de chaque bloc
	A.2.4.4 Suivi des accords conclus avec les PTF/Etat

R.2.5 Des cadres de concertations transfrontalières et des organes de gestion des Accords transfrontaliers sont mis en place	A.2.5.1 Mise en place et opérationnalisation du comité de scientifique
	A.2.5.2 Mise en place et opérationnalisation d'un comité de de planification et d'Exécution des activités transfrontaliers
	A.2.5.3 Mise en place d'un comité d'Arbitrage
	A.2.5.4 Mise en place et opérationnalisation du comité de suivi
Objectif spécifique 3: Appuyer la gestion de la transhumance	
	A.3.1.1–Réalisation des études de référence sur les aspects socio-anthropologique de la transhumance
R.3.1 Les études sur la dynamique de la transhumance dans les 3 blocs sont réalisées et disponibles	A.3.1.2–Réalisation des études d'impact de la Transhumance sur les aires protégées
	A.3.1.3 Réalisation des études sur les stratégies de gestion de la transhumance pour une paix durable
R.3.2 Des Infrastructures économiques (marché à bétails sont développées dans les 3 blocs	A.3.2.1 Construction et réhabilitations de neuf marchés transfrontaliers
	A.3.2.2 Construction/réhabilitation les parcs à vaccinations
	A.3.2.3 Construction/réhabilitation au moins 100 puits pastoraux
	A.3.2.4 Mise en place des cultures fourragères pour L'alimentation du bétail dans les 3 blocs
	A.3.2.5 Construction d'un complexe frigorifique et Abattoir moderne dans les 3 blocs
R.3.3 Des infrastructures administratives sont construites	A.3.3.1 Construction et opérationnalisation d'un observatoire national de la transhumance
	A.3.3.2 Construction et opérationnalisation de six 6 centres zootechniques dans des zones à forte transhumance dans les 3 blocs
	A.3.3.3. Construction des bâtiments de poste de contrôle de sécurité et phytosanitaire transfrontalier
R.3.4 Des campagnes de sensibilisation des transhumants sont organisées au niveau des 3 blocs	A.3.4.1 Sensibilisation des communautés riveraines et les transhumants sur le respect des limites aires protégée
	A.3.4.2 Sensibilisation des agriculteurs et des gestionnaires des aires protégées sur la gestion de la transhumance
	A.3.4.3 Création des équipes spéciales de sensibilisation des transhumants (animateur mobiles) transfrontaliers

R.3.5 Les limites des Aires Protégées sont matérialisées	A.3.5.1 Fabrication/implantation des panneaux de signalisation des limites des aires protégées
	A.3.5.2 Rafrachissement des limites des aires protégées
	A.3.5.3 Sensibilisation des communautés périphériques des transhumants sur le respect des limites aires protégée
R.3.6 Le système d'élevage transhumant est amélioré dans les 3 blocs	A.3.6.1 Sensibilisation de tous les acteurs à la gestion durable du système d'élevage
	A.3.6.2 Mise en place des subventions pour les éleveurs
	A.3.6.3 Appui financier et technique aux groupements agro-sylvo--pastoral dans les 3 blocs
	A.3.6.4 Appui aux entrepreneurs locaux pour la production des plantes fourragères dans les 3 blocs
	A.3.6.5 Matérialisation et sécurisation des couloirs de transhumances dans les 3 blocs
	3.6.6 Mise en place d'un système d'alerte précoce Multisectoriel dans les 3 blocs
	3.6.7 Renforcement du contrôle physique des bouviers aux points d'entrée et de sortie au niveau des frontières dans les 3 blocs
Objectif spécifique4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité	
R.4.1 Des organisations des producteurs sont créés et dynamisés dans les 3 blocs	A.4.1.1. Création/dynamisation des organisations des producteurs relative à la transhumance dans les 3 blocs
	A.4.1.2–Sensibilisation, formation et renforcement des Capacités sur l'importance de la gouvernance associative
	A.4.1.3 Création, opérationnalisation et redynamisation des plateformes locales de prévention et de gestion des conflits au niveau local
R.4.2 Des instances transfrontalières de concertation et de consolidation de la paix sont mises en place dans les 3 blocs	A.4.2.1. Création et équipement des centres de formations communautaires dans les 3 blocs
	A.4.2.2 Création des cadres de concertation transfrontalière
	A.4.2.3 Plaidoyer en faveur de la mise en œuvre des Accords
R.4.3 Les capacités des acteurs sont renforcées dans les 3 blocs	A.4.3.1 Sensibilisation des producteurs sur la paix et la sécurité
	A.4.3.2 Organisation des voyages d'échanges d'expérience avec d'autres organisations

	A.4.3.3 Renforcement des capacités en techniques simples de restauration des terres pastorales dégradées
	A.4.4.1 Formation des agents d'application de la loi sur la Libre circulation des personnes et du bétail
R.4.4 Des agents d'application de la loi sont formés sur la libre circulation des personnes et du bétail	A.4.4.2 Formation des juges et des magistrats sur l'application de la loi sur le pastoralisme et la transhumance
	A.4.4.3 Développement et mise en œuvre des méthodes de contrôles et suivi de la transhumance autour des aires protégées et dans les zones agricoles
Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance	
R.5.1 Des capacités des acteurs sur le Concept One Health sont renforcées	A.5.1.1 Développement des outils de sensibilisation
	A.5.1.2 - Sensibilisation et formation des acteurs étatiques, des membres de la société civile, des communautés locales et autochtones, des élus locaux et des transhumants sur le Concept One Health
	A.5.1.3 Développement des synergies d'actions entre les Ministères de la santé, et les autres Ministères impliqués
R.5.2 Des systèmes d'alertes des zoonoses sont mis en œuvre	A.5.2.1 Développement de la stratégie de communication du concept « One Health »
	A.5.2.2 Création d'un système d'information et de suivi Local des maladies zoonotiques
	A.5.2.3 Construction/renforcement, équipement et opérationnalisation de trois Laboratoires d'analyse des échantillons
R.5.3 La lutte contre les maladies zoonotiques est menée	A.5.3.1 Mise en place des dispositifs de suivi sanitaires aux postes frontaliers
	A.5.3.2 Organisation des campagnes de vaccination nationales au niveau des 3 blocs
	A.5.3.3 Renforcement de la surveillance de l'investigation et de la riposte
Objectif spécifique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	
R.6.1 Des connaissances sur l'importance socio économique des activités du pastoralisme dans la périphérie des A.P. transfrontalières sont développées	A.6.1.1 Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT
	A.6.1.2 Vulgarisation et appropriation des résultats et des recommandations de l'étude participative

R.6.2 Des chaînes de valeurs des produits agropastoraux sont développés	A.6.2.1 Développement des chaînes de valeurs durables, inclusives et à haute valeur ajoutée
	A.6.2.2 formation et sensibilisation des producteurs à la transformation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture
	A.6.2.3 Structuration des groupes de producteurs
	A.6.2.4 Accompagnement des organisations de transformation des produits locaux
R.6.3 Les AGRs sont appuyés	A.6.3.1 Appui à la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux
	A.6.3.2 Octroi des micro-subventions pour le développement des AGR
Objectif spécifique 7 : Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, Suivi et plaidoyer	
R.7.1 Une conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie est organisée	A.7.1.1 Organisation d'une table ronde des partenaires financiers et Techniques
	A.7.1.2 Développement d'un plan marketing du PIP
	A.7.1.3 Création d'une plateforme de concertation sur la Transhumance transfrontalière
	A.7.1.4 Renforcement du rôle de la plate-forme pastorale de la RCA
R.7.2 Un cadre de suivi est élaboré et mis en œuvre	A.7.2.1 Mise en place d'une plateforme pour l'évaluation et du suivi des actions en lien avec la transhumance et la gestion des ressources naturelles
	A.7.2.2 Appui à la mise en œuvre du suivi
	A.7.2.3 Organisation d'une conférence annuelle pour L'évaluation et le suivi du PIP

Tableau 2. Synthèse de budget paraxestratégique sur les cinq années résultats et activités (2024-2028).

Axes stratégiques	2024	2026	2027	2028	Total	
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration Entre les Etats	1500000	1000000	600000	600000	750000	4450000
Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les Aires protégées	9000000	5000000	4000000	4000000	5100000	27100000
Axe stratégique 3 : Gestion de la Transhumance	15000000	10000000	12000000	5000000	5400000	47400000
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	9000000	11000000	4000000	4750000	5000000	33750000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	7000000	5000000	5000000	4850000	5000000	26850000
Axe stratégique 6 : Communication, suivi et plaidoyer	1700000	800000	1200000	800000	900000	5400000

Axe stratégique 7 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	6000000	6000000	6000000	6000000	6000000	30000000
Total	49200000	38800000	32800000	26000000	28150000	174950000

10. ENCRAGE INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PIP

La mise en œuvre du présent Plan d'Investissement pluriannuel de la RCA a fait l'objet des arrangements institutionnels lors de l'atelier national de validation du PIP-RCA tenu à Bangui du 24 au 25 mai 2023. Cet atelier a abordé le portage institutionnel du présent PIP. Ainsi, il a été recommandé d'avoir une institution en charge de la coordination du présent projet du PIP. La coordination sera accompagnée par une coordination adjointe et en dessous par des institutions partenaires ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers.

Coordination

- a. Coordination : Ministère en Charge des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche ;
- b. Coordination adjointe : Ministère de l'Elevage et de la Santé animale.

Membres

- c. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- d. Ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Centrafricains de l'Etrangers ;
- e. Ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation ;
- f. Ministère de la Défense nationale et de la restructuration des armées ;
- g. Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration ;
- h. Ministère de la Justice, Garde des Sceaux et des Droits ;
- i. Ministère de la Communication ;
- j. Ministère de la Santé publique et de la Population ;
- k. Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
- l. Partenaires techniques et financier en RCA (WCS, APN, WWF, etc.).

La coordination de la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain dans les régions seront assurés par les services déconcentrés des ministères sectoriels en collaboration avec les Partenaires Techniques et autres acteurs locaux. Un mécanisme de suivi doit être mis en place par le comité de suivi assurer la mise en œuvre du plan d'investissement.

11. MOBILISATION DES RESSOURCES

La mise en œuvre de ce plan d'investissement nécessitera un budget de 174 950 000 EU à mobiliser par le Gouvernement à travers les ministères impliqués avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers au cours d'une table ronde. Sur le plan externe, le Gouvernement devra identifier et cibler divers organismes de financement et fondations au sein du réseau mondial de la Conservation et du Développement Durable pour financer le plan d'investissement. La stratégie de collecte de fonds comprendra la participation à divers forums internationaux, Régionaux et Sous-régionaux sur la transhumance et le néo pastoralisme.

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Avec l'appui technique et financier de :

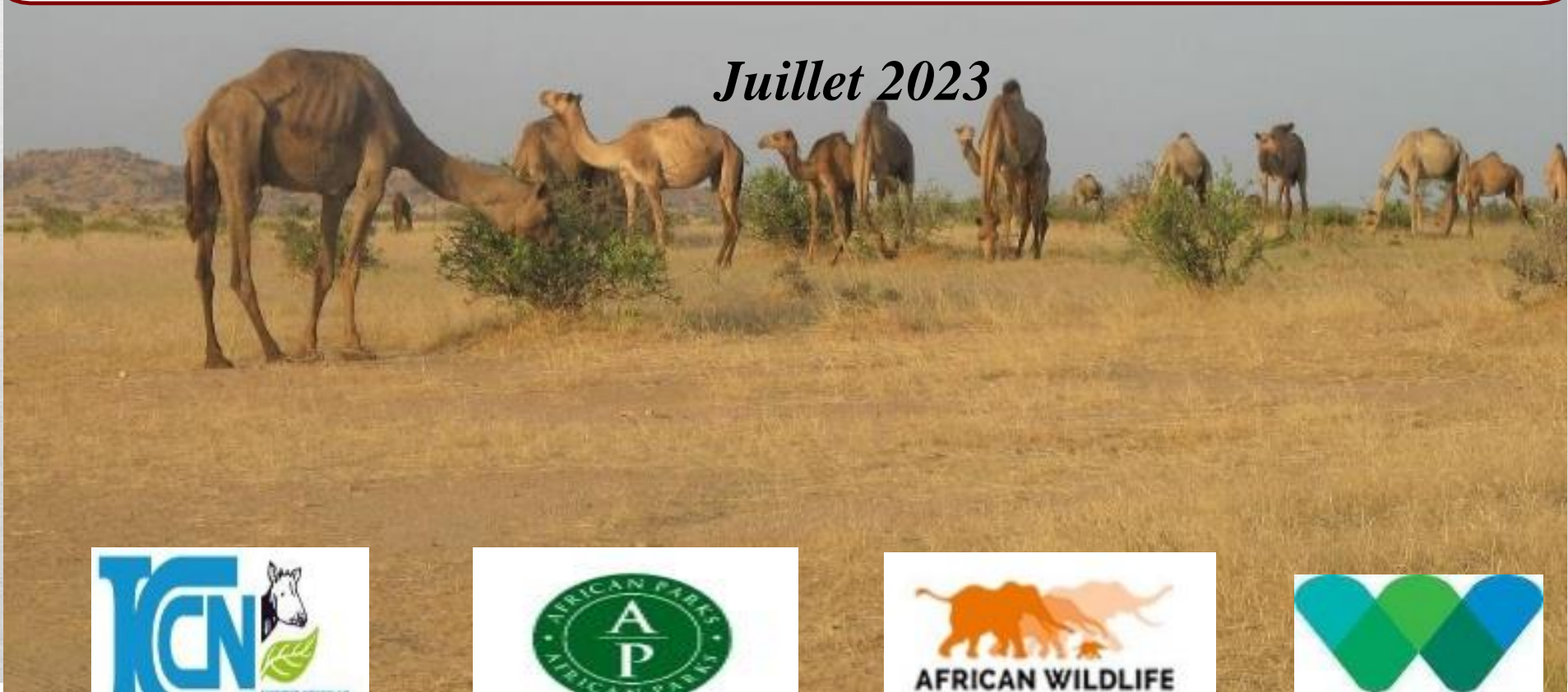




**MINISTÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

**PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS RELATIF AUX ZONOSSES,
TRANSHUMANCE, LUTTE ANTI BRCONNAGE...
RDC**

Juillet 2023



Plan

I Contexte

II Synthèse des contraintes

III Proposition des axes stratégiques

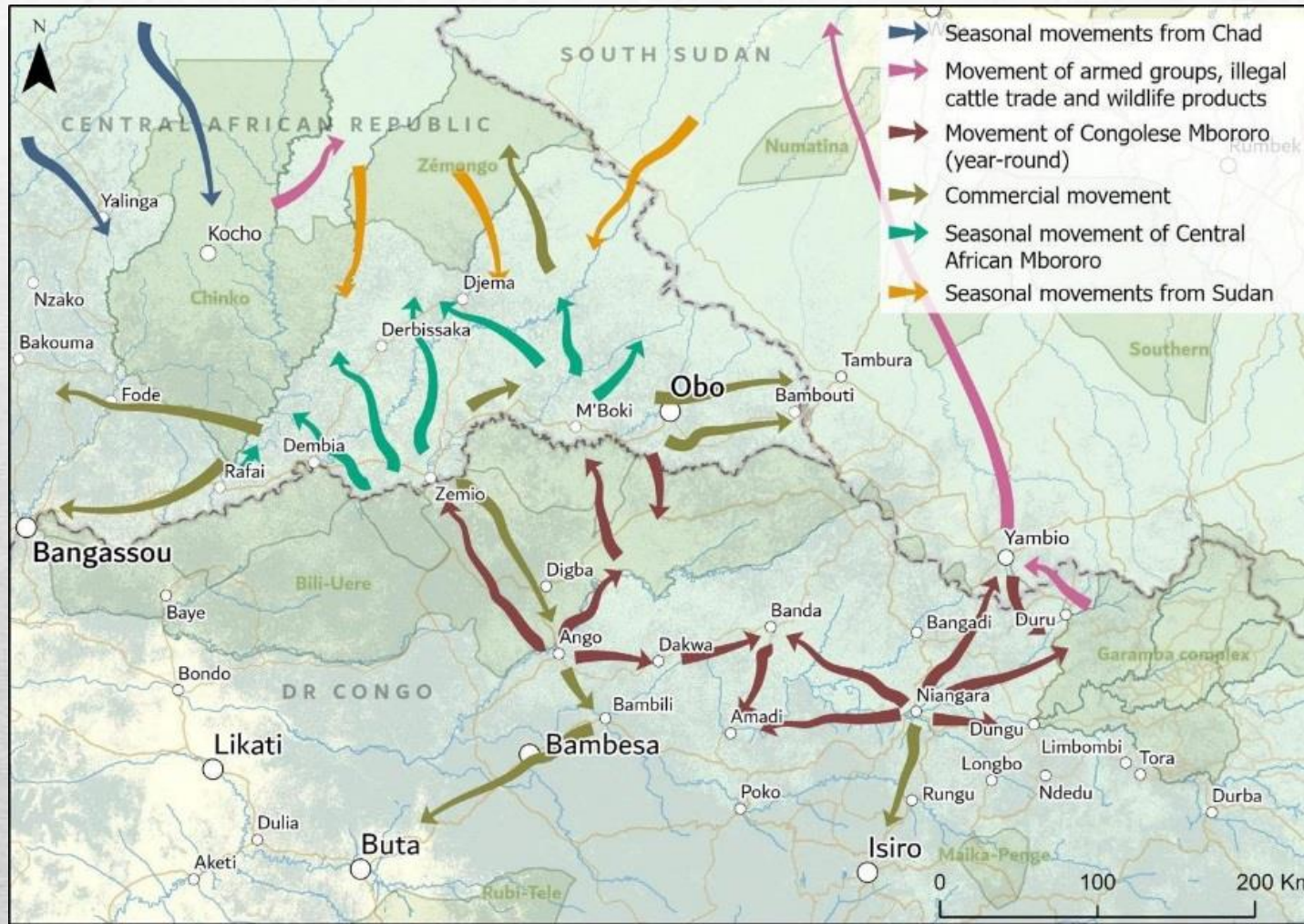
IV Plan d'investissement

CONTEXTE

Arrivés en RDC aux alentours des années 2000 ;

1. 5 à 10. 000 pasteurs permanents en provenance des pays du sahel,
2. 150- 300. 000 vaches sur le territoire congolais (Nord RDC) :
3. Parmi ces transhumants des sous groupes armés (avec des mouvements saisonniers)
4. RDC: Bili-Uéré , Garamba Complexe
5. Frontière entre la RCA et le Bas-Uélé

CONTEXTE flux des mouvements des transhumants



VISION

La gestion et la gouvernance des aires protégées affectées par la transhumance transfrontalière est améliorée par la mise en place des mesures de protection et sécurisation des frontières de la RDC

SYSTEME DES CONTRAINTES

- I. Pas de statut légal de la transhumance en RDC;
- II. Flux de migration non couverts par aucun document des pays d'origine : difficulté d'identification
- III. Inaccessibilité à certains sites occupés par les transhumants (à cause des poches d'insécurité et la défectuosité des voies routières) ;
- V. Insuffisance des effectifs des services étatiques à certains postes frontaliers au Nord Est de la RDC.



AXES STRATEGIQUES

- Axe 1** : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;
 - Axe 2**: Stratégie de la LAB et de la Gouvernance des aires protégées(APs) transfrontalières ;
 - Axe 3**: Préservation de l'intégrité territoriale des APs transfrontalières ;
 - Axe 4** : Consolidation de la Paix et la Sécurité dans Les zones d'influence des aires protégées affectées par la transhumance
-

Objectif spécifique 1 : Elaborer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats

R1.1 Mettre en place (sélectionner et former) les équipes TANGO;

R1.2 Sensibiliser les équipes Tango des transhumants sur les lois et réglementation relative à la conservation de la nature en RDC.

R1.3 Lobbying politique et sensibilisation des acteurs politiques nationaux : RDC – RCA/Complexe transfrontalier -WR Chinko ; WR Zemongo - Bili-Uéré ; Garamba NP

R1.4 Signer un Protocole d'accord RDC – Soudan du Sud .

R1.5 Établir des points de passage sur la rivière Mbomu avec les FARDC, la DGM, l'ICCN et services vétérinaires pour contrôler l'entrée et le nombre personnes et de bétail en RDC par la rivière Mbomu....

R1.6 Faciliter le développement d'un système de paiement (de taxe) impliquant ICCN, FARDC, DGM, Ministère de la santé publique, d'Elevage et d'Agriculture pour le bétail entrant en RDC générer des revenus pour la conservation et le développement durable dans le paysage.

R1.7 Appuyer le processus d'identification des transhumants dans divers sites de cantonnements dans les zones d'influence de Bili-Uéré.

R1.8 Clarifier le statut juridique de la transhumance et d'autre part le statut des mbororos sédentaires;

R1.9 Développer des solutions à gestion de la transhumance: mise en place des structures et infrastructures pour le développement des chaînes de valeurs bovines durables);

R1.10 Négocier et signer au moins 1 Protocole spécifique de la surveillance (LAB et transhumance) entre RDC-sud Soudan, entre la RCA et la RDC,

Objectif spécifique 2 : Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage dans les aires protégées

R2.1 Développer les stratégies protégées LAB pour Zemongo et Bili-Uéré/Lantoto et Southern National Park:

- I. Mettre en œuvre les stratégies LAB pour Chinko, Garamba et pour Lantoto et Southern National Park y compris les périphéries :
- II. Harmoniser les formations et patrouilles communes : Former (officiers, pisteurs) ;

III. Mener les patrouilles frontalières mixtes (Les compétences et capacités des gestionnaires sont reconnues et évaluées)

R2.2 Développer de manière participative les plans d'utilisation des terres: zones de conservation et zone de développement (infrastructures, pâturage etc.)

R2.3 Mettre en œuvre le plan d'affectation des terres pour anticiper sur les éventuels conflits de chevauchement et de territorialité: dans Chinko/ Zemongo et Bili-Uéré/Lantoto et Southern National Park y compris les périphéries.

R2.4 Mettre en place les antennes de suivi et de collecte d'informations relative aux mouvements des transhumants et autres (early warning, satellite, réseaux d'informations...) :

- I.** Création d'antenne de collecte;
- II.** Recruter les agents de terrain; Mission de collecte local régionale et mixte;
- III.** Matériel (early warning, satellite, réseaux d'informations...)
- IV.** Négocier et signer un cadre multilatéral de collaboration en matière de
- V.** LAB et le rendre opérationnel

R2.5 Organiser des patrouilles régulières sur la rivière Mbomu et des surveillances aériennes sur la zone de l'AP

R2.6 Soutenir la gestion et les opérations de LAB au DC Bili-Uéré (Formation, équipement, fournitures, infrastructure).

Objectif spécifique 3: Appuyer la gestion de la transhumance

- **R3.1** Gérer la transhumance dans Bili Mbomu et environs.
 - I. Développer un modèle d'affaire pour l'exploitation des réservoirs d'eau et la production de fourrage ;
 - II. Établir un projet de développement pour la valorisation de la viande des bœufs (fumoir) : Investissement privé.
 - III. Renforcer les structures et le mécanisme de résolution des conflits.
- **R3.2** Mettre en place un projet de valorisation de la viande de brousse des espèces non protégées et des produits agricoles
- **R3.3** Développer le projet d'électrification par énergie solaire dans les zones d'influence du DCBU.
- **R3.4** Mener des études pour améliorer la compréhension de la dynamique de la transhumance (et sécurité, faune, changement climatique etc.) dans chaque paysage ;
- **R3.5** Appuyer le processus de clarification du cadre réglementaire et administratif de la transhumance dans une approche inter sectorielle à chaque niveau de pouvoir

pertinent (local, national, sous régional) et est rendu exécutoire et opérationnel – Multiple visites vers les acteurs politique Nationaux et de terrain, et des formations.

- **R3.6** Mettre en place les mécanismes de contrôle et de réglementation de la transhumance en dehors des APs : Centres de suivi et de contrôle vétérinaire.
- **R3.7** Mettre en place des mécanismes de contrôle et suivi de la transhumance dans les zones des AP : cartographie des sites, des couloirs transhumance, points d'eau.
- **R3.8** Plantation d'arbres et pâturages entretenus pour la restauration des écosystèmes forestiers dans certains sites identifiés ;
- **R3.9** Élargir le système de monitoring des activités de transhumance à Bili-Uéré, Lantoto, Southern, et Zemongoau au sein de la région transfrontalière RDC-Soudan du Sud, (en concertation avec les gestionnaires d'aires protégées et les autres parties prenantes du secteur, pour une gestion active des mouvements des cheptels : anticipation, gestion concertée des crises).
- **R3.10** Développer (Bloc Est) des programmes et projets intégrés générateurs de revenus en faveur des communautés riveraines des aires protégées et des éleveurs transhumants ;

- **R3.11** Consolider le rendement économique de la transhumance formelle en diversifiant les maillons de sa chaîne de valeur.
- **R3.12** Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales par des projets intégrateurs.
- **R3.13** Faire une étude d'état de lieu de la transhumance.

Objectif spécifique 4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité

- **R4.1** Développer et mettre en œuvre un programme sur le « behavioral change » et le mécanisme de résolution des conflits pour la cohésion sociale entre les transhumants et les communautés locales.
- **R4.2** Engager un consultant qui va développer des outils de communication en vue de changement de perception de la transhumance au sein de la société. Produire un film documentaire sur la gestion dans le paysage.
- **R4.3** Promouvoir l'utilisation efficace des technologies appropriées pour la sécurité, la

surveillance de la faune, l'agriculture et d'autres activités clés. (Formation et acquisition des équipements de surveillance CCTV, body Cameras, métal detectors, drones ...).

- **R4.4.** Promouvoir le désarmement de groupes armés - transhumants et dans la région.

Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance

- **R5.1** Fournir des services zoo sanitaires aux pastoralistes pour encourager et faciliter le dialogue et la collaboration, et pour promouvoir la santé à l'interface homme-bétail-faune à travers l'approche One Health.

Objectifs spécifique 7: Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer

- R7.1 Développer la stratégie de communication « grand public » et initier la mise en œuvre aux niveaux local, national et régional - Des documents techniques de lobbying en vue de mobiliser les partenaires en faveur de la conservation des AP.

- R7.2 Améliorer l'information, la communication et la cartographie des communautés transhumant actuelles.

SYNTHESE DU PROJET

Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats

R1.1: 1.600.000 Euros

R1.2: 100.000Euros

R1.3: 100.000Euros

R1.4: 1.200.000 Euros

R1.5: 100.000Euros

R1.6: 300.000Euros

R1.7: 50.000 Euros

R1.8: 100.000 Euros

Total R1: 3.550.000 Euros

SYNTHESE DU BUDGET

Axe stratégique 2: Stratégie de lutte anti-braconnage et Gouvernance des APs transfrontalières

R2.1: 1.200.000Euros

R2.2: 1.000.000Euros

R2.3: 200.000Euros

R2.4: 300.000Euros

R2.5: 500.000Euros

R2.6: 600.000Euros

Total R2: 3.800.000 Euros

SYNTHESE DU BUDGET

Axe stratégique 3: Préservation de l'intégrité territoriale des APs transfrontalières

R3.1: 200.000 Euros

R3.2: 500.000 Euros

R3.3: 5.000.000 Euros

R3.4: 100.000 Euros

R3.5: 300.000 Euros

R3.6: 1.500.000 Euros

R3.7: 1.500.000 Euros

R3.8: 600.000 Euros

R3.9: 2.500.000 Euros

R3.10: 2.500.000 Euros

R3.11: 100.000 Euros

Total R3: 14.800.000 Euros

SYNTHESE DU BUDGET

Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité

R4.1: 100.000Euros

R4.2: 100.000Euros

R4.3: 1.000.000 Euros

Total R4: 1.200.000 Euros

Axe stratégique 5: Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19

R5.1: 2.000.000 Euros

Total R5: 2.000.000 Euros

SYNTHESE DU BUDGET

Axe stratégique 7: Communication, suivi et plaidoyer

R7.1: 300.000Euros

R7.2: 100.000Euros

Total R7: 400.000 Eur

RECAPITULATIF BUDGET

R1: 3.550.000Euros

R2: 3.800.000Euros

R3: 14.800.000 Euros

R4: 1.200.000Euros

R5: 2.000.000Euros

R7: 400.000 Euros
Total: 25.750.000 Euros

Stratégie de marketing et de fundraising

- I. Installer une taxe de séjour par bête séjournant en RDC : \$ par bête Budget de rémunération au personnels des services affectés au programme gestion des transhumants ;
 - II. Levée des fonds auprès de partenaire bilatéraux et multilatéraux : SPMUNESCO, GEF, UE Coopération Allemande.
-

Arrangement institutionnel Coordination

- I. Coordination : Ministère de l'Environnement et Développement Durable
- II. Coordination adjointe : Ministère de l'Intérieur et Ministère de Défense et

Anciens Combattants, Membres

- III. Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de Pêche et Elevage, PTF : APN, AWF, WCS, Organisation de la société civile à préciser

CONCLUSION

En RDC en particulier en dépit des contraintes susmentionnées, le Gouvernement reste ouvert à joindre les efforts de la sous région pour atténuer les impacts négatifs de la transhumance transnationales:

1. Coopération entre les états partage information : alerte
2. Eradiquer l'insécurité par certains groupes des transhumants
3. Dispositif de contrôle permanent en synergie avec pays de provenance des transhumants
4. **Appui des partenaires financiers pour préserver la biodiversité dans les Aires Protégées impactées**

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DU TCHAD

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Consultants

Léonard USONGO

E : usongoleonard@yahoo.fr

Dr Louis-Paul-Roger KABELONG BANOHO

Coordination Pays

Comité ad hoc

Cyril PELISSIER

Narcisse *DJIMASNGAR MBAITI*

Ronan MUGELE

Avec l'appui technique et financier de :



German
Facilitation
(2010-2014)



**PROJET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES
PASTORALES DANS LE BASSIN DU CONGO**

**PLAN D'INVESTISSEMENT RELATIF A LA MISE EN
ŒUVRE DE LA DECLARATION DE N'DJAMENA**

REPUBLIQUE DU TCHAD



Mai 2023

SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE</u>	142
<u>LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES</u>	230
<u>LISTE DES FIGURES</u>	143
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	143
<u>RESUME</u>	232
<u>1. Introduction</u>	148
<u>I.1 Contexte et justification</u>	148
<u>1.2 Importance socioéconomique de l'élevage et zoonose</u>	149
<u>I.3 Présentation environnemental et socioéconomique du Tchad</u>	151
<u>1.4 Présentation des zones agro-écologique du Tchad</u>	151
<u>1.5 Transhumance en quelques mots</u>	155
<u>1.6 Facteurs à l'origine de la transhumance transfrontalière</u>	155
<u>2. Synthèse des contraintes et des problèmes prioritaires liés au pastoralisme, à la transhumance transfrontalière et à la gestion des ressources naturelles</u>	157
<u>III. Proposition d'axe stratégique d'intervention et description des activités</u>	173
<u>III.1 Axes stratégiques d'intervention</u>	173
<u>III.2 Vision et objectifs</u>	41
<u>III.1.2 Vision</u>	41
<u>III.1.2 Objectif Général</u>	41
<u>III.1.2 Objectifs Spécifiques sont :</u>	41
<u>III.3 Résultats attendus et activités</u>	173
<u>III.4 Plan d'intervention</u>	175
<u>IV. Synthèse du budget total par axe</u>	184
<u>V. Stratégie de marketing et de fundraising</u>	184
<u>VI. Arrangement institutionnel</u>	57
<u>Références</u>	186

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AP :	Aires Protégées
APN :	African Parks
CBLT :	Commission du bassin du lac Tchad
CEBEVIHRA :	Commission Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques
FAO :	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
GIZ :	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
LAB :	Lutte anti braconnage
LABT :	Lutte anti braconnage transfrontalier
MEPA :	Ministère de l'Élevage et des Ressources Animales
OMS :	Organisation mondiale de la santé
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIP :	Plan d'Investissement Pluriannuel
PNUD :	Programme des Nations unies pour le développement
PPP :	Partenariat Public-Privé
PTF :	Partenaire technique et financier
RCA :	République centrafricaine
TBB :	Tuberculose bovine
UE :	Union Européenne
UICN :	Union internationale pour la conservation de la nature
WCS :	Wildlife Conservation Society

LISTE DES FIGURES

<u>Figure 1. Quelques images de l'activité pastorale.</u>	239
<u>Figure 2... Répartition des Zones agro-écologique du Tchad.</u>	240

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1. Synthèse des problèmes prioritaires.</u>	245
<u>Tableau 2. Synthèse des résultats et activités.</u>	42
<u>Tableau 3. Tableau de planification pluriannuelle.</u>	266
<u>Tableau 4. Synthèse du budget par axe stratégique sur les cinq années.</u>	281

RESUME

La gestion technique, sociale et politique de la transhumance constitue un défi majeur pour les Etats sahéliens et de plus en plus pour les Etats forestiers. En effet, les relations entre les éleveurs mobiles et les gouvernements des différents pays ont été marquées par de fortes incompréhensions qui ont stigmatisé les oppositions du modèle pastoral au développement autocentré. L'émergence des nouvelles contraintes (sécuritaires, la croissance démographique caractérisée par la recherche de plus en plus accrue des espaces agricoles, ainsi que l'épineux problème de la conservation de la biodiversité dans des aires protégées) exacerbe les relations entre les différents acteurs de l'espace.

Malgré les contraintes liées à la conduite de la transhumance, cette activité s'ancre dans l'exploitation des niches écologiques variables selon les saisons et se fait à travers les déplacements des troupeaux. La mobilité pastorale implique donc une organisation sociale, une technicité de gardiennage, et un travail investi dans l'optimisation de l'accès aux ressources par le biais de la recherche des points d'eau, le repérage de bons pâturages, qu'il est nécessaire de comprendre pour mieux la gérer.

Sur le plan économique, ce secteur occupe une place importante dans l'économie, en contribuant pour 53% au PIB du secteur rural et en faisant vivre environ 40% de la population rurale. Par ailleurs, le cheptel représente un capital financier d'environ 1 000 milliards de Francs CFA. Quant à la valeur de la production viande et de lait, elle était estimée à 137 millions FCFA en 2022.

Sur le plan social, son impact est également primordial ; ce secteur utilise 40% de la population active et fait vivre plus de 70% de la population rurale en procurant une source de revenus à la frange la plus défavorisée, contribuant ainsi de fait, à la lutte contre la pauvreté.

Malgré son importance socioéconomique, l'activité est source de nombreux conflits aussi bien à l'intérieur des frontières que dans les zones transfrontalières. Il s'agit des conflits majoritairement liés à l'accès aux pâturages, à l'eau, sécuritaire et de plus en plus liés à la gestion des aires protégées avec des séjours de plus en plus prolongés dans ces aires protégées. Ceci a poussé le Chef d'Etat d'Afrique Centrale à adopter la déclaration de N'Djamena de 2019 sur la transhumance et la gestion durable de la biodiversité.

Cette déclaration a pour objectif de pacifier et d'améliorer la transhumance aussi bien au niveau national que transfrontalier. A la sortie de la réunion des experts technique pour le suivi de la déclaration de N'Djamena de Juillet 2021, le Tchad s'est engagé à élaborer son plan d'investissement pluriannuel (PIP). L'objectif global de ce PIP est d'assurer un financement pérenne pour une gestion durable du pastoralisme qui soutienne l'économie nationale, améliore les conditions de vies des acteurs, pacifie l'activité et veille à la gestion durable des ressources naturelle.

Ce plan a une vision claire et se décline en 7 axes

1. Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;
2. Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées
3. Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance ;

4. Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité ;
5. Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19 ;
6. Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;
7. Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer.

Son coût de mise en œuvre par axes est consigné comme suit

Axes stratégiques	Coût de mise en œuvre en USD (5 ans)
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	1 822 727
Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	5 351 267
Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance	12 127 543
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	2 806 000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	6 775 000
Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	8 056 000
Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer	1 925 000

La mise en œuvre de ce Plan d'investissement pluriannuel nécessitera un budget de **38 863 536 USD** et permettra d'amorcer une gestion durable des ressources naturelles et permettra d'apaiser la transhumance aussi bien transfrontalière que nationale. Sa mise en œuvre est un défi majeur et prioritaire dans le cadre du développement durable du pays.

Mot clé : Plan d'investissement pluriannuel, transhumance, aires protégées, transfrontalier, pacification.

1. Introduction

1.1 Contexte et justification

L'élevage pastoral se trouve de plus en plus au centre des politiques publiques de plusieurs États sahéliens et forestier (Bonnet et Guibert, 2011). Cette importance se justifie par le poids économique que ce secteur occupe de plus en plus dans les différents pays, mais aussi par les défis que ce secteur pose dans le maintien de la paix et la sécurité des différents états. En effet, le secteur de l'élevage joue un rôle économique, social et environnemental très important (Sahmone, 2022). Il représente 40% de la production agricole mondiale, et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près d'un milliard de personnes (FAO, 2014). Pour subvenir aux besoins alimentaires d'une population mondiale sans cesse croissante, ce secteur est appelé à augmenter sa production de viande et de lait (Vigne, 2014).

Le secteur de l'élevage et principalement le système pastoral fait vivre plus de 100 millions de personnes, et est présent dans tous les continents (Sahmone, 2021). Il concerne surtout les ruminants : bovins, ovins, caprins, camélidés, cervidés (Assouma et *al.*, 2017). En Afrique, l'élevage pastoral représente 10% à 44% du Produit Intérieur Brut (PIB) selon les pays, et occupe plus d'un quart de leur population (Assouma et *al.*, 2017). Au Sahel, il représente 15 % du PIB total (Hiernaux et *al.*, 2018), et fournit 70 % de lait, et plus de la moitié de la viande de bovins et de petits ruminants (Assouma et *al.*, 2017). En Afrique centrale, sa contribution au PIB est estimée à 50 % au Tchad (Union Africaine, 2013).

Dans l'espace sahélo-saharien, les questions de pastoralisme, de transhumance et de sécurité constituent aujourd'hui un réel défi. Au Tchad, des milliers de têtes de bétail et des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants quittent chaque année la steppe sahélienne au nord pour descendre vers les savanes soudaniennes et, de plus en plus, soudano-guinéennes au sud en saison sèche à la recherche de pâturages et remontent en saison des pluies vers les zones pastorales du nord (Duteurtre et *al.*, 2020 ; Zakinet, 2015). Ces mouvements de transhumance ont longtemps été perçus comme étant traditionnelle (voir désordonné) par d'autres acteurs de l'espace et par certains administrateurs qui ne les comprenaient pas. Depuis trois décennies, cette perception s'est renversé auprès des pays développés et des partenaires technique et financiers qui appui en lien avec la sécurité de la mobilité pastorale pour valoriser la performance économique et la durabilité environnementale du secteur.

Sur le plan environnemental, les impacts de la transhumance sur le milieu biophysique affectent plusieurs composantes de l'environnement parmi lesquelles les aires protégées. A cet effet, de nombreuses aires protégées sont de plus prises d'assaut par le cheptel transhumant malgré la réglementation en vigueur dans le pays (Huchon et *al.*, 2021). La transhumance a également d'autres impacts négatifs sur le milieu biophysique. Il s'agit de : l'ensablement des zones d'abreuvement, la dégradation des sols (non-respect des capacités des charges), destruction des forêts et des différents types de végétation de manière général, avec la coupe abusive des ligneux engendrant le recul de la

densité et de la diversité de la végétation en général (ligneux + graminées), la transmission des maladies des animaux élevés aux animaux sauvages ainsi que des zoonoses.

La pression de pâture influence la composition floristique de la strate herbacée d'un parcours en favorisant les espèces à la fois adaptées au broutage et aux sols plus riches en matière organique, azote et phosphore (éventuellement pH plus élevé). Ces espèces peuvent être de bonnes fourragères comme *Zornia glochidiata*, *Tribulus terrestris*, *Cenchrus biflorus*, ou des refus comme *Chromolaena odorata*, mais dans les deux cas la productivité est accrue à moins qu'il y ait dénudation des sols par érosion éolienne ou hydrique.

Le pastoralisme et plus précisément la transhumance à petite échelle et à grande échelle est devenu depuis quelques années une problématique prioritaire pour la gestion de la biodiversité à la périphérie des aires protégées, au sein des zones tampons ou dans des ensembles beaucoup plus larges comme le Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ). Les zones périphériques des différentes aires protégées des zones soudanienne, sahélienne sont des espaces complexes où se superposent à la fois des zones d'habitats de la faune sauvage, des terres arables pour les agriculteurs, les pâturages naturels et des zones de parcours pour les pasteurs (Usongo et Moussa, 2021). La superposition des usages et des acteurs accroît les risques de conflits pour l'accès aux ressources naturelles entre éleveurs transhumants et éleveurs sédentaires, entre éleveur et agriculteurs ou entre éleveurs et agents de conservation. Suivant les sites, l'analyse des enjeux peut paraître différente, dégageant des priorités axées sur la réduction des effectifs d'élevage, ou au contraire, sur le contrôle des dynamiques agricoles, ou encore directement sur la sécurité.

Cependant, les propositions d'actions retiennent toujours le besoin d'intégrer le pastoralisme transhumant dans la gestion des périphéries des aires protégées, dans le but d'atténuer les conflits locaux susceptibles d'affecter les habitats de la faune sauvage et plus globalement les paysages forestiers présents dans les zones. Cette démarche nécessite la compréhension des enjeux à l'échelle des territoires de transhumance et de la région dans le cas de transhumance transfrontalière.

Suivant les sites et leurs périphéries, leurs spécificités écologiques, leur situation géographique, les populations qui les entourent, leur organisation politique et socio-économique, le type de pastoralisme pratiqué et les problématiques de l'interface élevage pastoral/aires protégées peuvent se poser différemment. Cependant, le pastoralisme se traduit par des rapports conflictuels entre éleveurs, agriculteurs, agents de la conservation, autour des questions d'accès aux ressources, de dégradation des habitats de la faune sauvage et de braconnage (Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources Halieutiques, 2010).

Pour faire face à ces situations, la majorité des orientations préconisées va dans le sens d'une forte intégration entre la conservation de la biodiversité et le développement local des périphéries des aires protégées, d'autant plus que celles-ci se caractérisent par l'extrême pauvreté des populations qui y vivent. Or le pastoralisme est une importance capitale pour des communautés qui en dépendent et qui ne sauraient se passer de cette activité. De manière évidente, le pastoralisme constitue un

patrimoine culturel pour des populations, mais aussi, une activité économique et une dimension sociale forte.

Les espaces ruraux du Tchad sont soumis à une large pratique de la multi-activité et d'usages multifonctionnels des terroirs qui se traduisent par la valorisation des mêmes espaces par l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche. Ces activités oscillent au rythme de la crue et de la décrue. Toutefois, ce système est fragilisé car menacé, au-delà de la crise actuelle, par les tensions qui pèsent sur l'accès aux ressources, dans un contexte de pression démographique croissante. Au Tchad, la mobilité a constitué jusqu'à présent une des principales réponses des populations (pêcheurs, agriculteurs et éleveurs) à la variabilité de l'environnement (Zahiiky, 2022).

1.2 Importance socioéconomique de l'élevage et zoonose

L'importance de l'élevage dans l'économie nationale du Tchad est indéniable. Mais les investissements et les appuis en faveur des activités pastorales, mode de production dominante, demeurent faibles et les perspectives d'amélioration à court terme restent incertaines. Des signes inquiétants apparaissent à travers notamment des problèmes institutionnels, de dégradation et de gestion des ressources pastorales, l'usage des espaces, la protection sanitaire des animaux et l'augmentation progressive des importations de certains produits laitiers (MEPA, 2017).

Ce secteur occupe pourtant une place importante dans l'économie, en contribuant pour 53% au PIB du secteur rural et en faisant vivre environ 40% de la population rurale. Par ailleurs, le cheptel représente un capital financier d'environ 1 000 milliards de Francs CFA. Quant à la valeur de la production viande et de lait, elle était estimée à 155 millions FCFA en 2002. Toujours sur le plan statistique, on note que l'élevage constitue 30% des exportations du Tchad et plus de 50% des exportations hors pétrole (MEPA, 2017).

Le cheptel est numériquement important puisque l'on dénombre 33 millions de bovins, 86 millions de petits ruminants et 9,5 millions de Camelins. Cela représente pratiquement une Unité Bovin Tropical (UBT) par habitant alors que la moyenne mondiale est proche d'une unité pour 6 habitants. Ces données placent nettement le Tchad parmi les pays d'élevage (Mahamat, 2022).

Son importance économique est illustrée par le fait que le cheptel des ruminants représente à lui seul un capital de plus de 1000 milliards et à l'origine d'un flux monétaire annuel de plus de 110 milliards. Disposant d'un potentiel important de développement, il représente environ 40% de la valeur totale de la production agricole soit 18% du PIB et 50% des exportations. Son impact sur la balance commerciale est notable, puisque le bétail sur pied représente en valeur, le premier poste des exportations, juste avant le coton (MEPA, 2017).

Sur le plan social, son impact est également primordial ; ce secteur utilise 40% de la population active et fait vivre plus de 70% de la population rurale en procurant une source de revenus à la frange la plus défavorisée, contribuant ainsi de fait, à la lutte contre la pauvreté.

Ces dernières années, une préoccupation majeure a émergé à l'interface élevage santé humaine. En effet, l'on s'est rendu compte que la majorité (60 %) de maladies infectieuses est de nature zoonotique et parmi celles-ci plus des deux tiers disposent d'une espèce réservoir dans la faune sauvage (Jones *et al.*, 2008).

Les maladies qui affectent le bétail provoquent la perte de plus de 40 % de l'approvisionnement alimentaire mondial. Tout en menaçant l'économie des nations en voie de développement et la sécurité alimentaire, les maladies qui affectent le bétail telles que trypanosomiase ont coûté 200 milliards d'USD à l'échelle mondiale au cours de la décennie 2000-2010 en termes de pertes commerciales, touristiques et fiscales (Cartin-Rojas, 2012). L'émergence du COVID19 a renforcé la prise de conscience sur la prise en compte des zoonoses dans la pratique des activités de la transhumance et l'émergence du concept One Health.

I.3 Présentation environnemental et socioéconomique du Tchad

Le Tchad est un pays enclavé d'Afrique Centrale avec une superficie de 1 284 000 km². Il est limité au nord par la Libye, à l'Est par le Soudan, au Sud par la République Centrafricaine, au Sud-Ouest par le Cameroun et le Nigeria et à l'Ouest par le Niger. Le pays comprend deux principales régions naturelles : la zone désertique et sous-désertique (Sahélo-Saharienne) au Nord et la zone de savane (Sahélo-Soudanienne) au Sud. La population du Tchad estimée à 13,5 million d'habitants en 2014 (taux de croissance annuelle de 3,3%), est essentiellement rurale et dépend d'une économie rurale basée sur des systèmes agro-sylvo-pastoraux. Ces systèmes représentaient 53% du PIB du pays en 2014 (32% pour les services et 15% pour l'industrie). Environ 47% de la population vivent en dessous de seuil de la pauvreté et le Tchad détient la quatrième plus faible valeur de l'Indice de Développement Humain du monde (185^{ème} pays sur 188). Une longue période d'instabilité politique caractérisée par une série de conflits armés aussi bien à l'intérieur du Tchad lui-même qu'avec des pays voisins (Libye, Soudan), a contribué à cette situation.

A cause de son caractère principalement rural, la population tchadienne dépend fortement des ressources naturelles pour satisfaire ses besoins essentiels. Le maintien de la fertilité des sols, la disponibilité des produits forestiers ligneux et non ligneux et l'accès aux ressources en eau (pour des utilisations domestiques, agricoles et pastorales) constituent les trois principaux défis dans les environnements ruraux. La forte dépendance de l'agriculture de subsistance et /ou des cultures de rente (notamment le coton) des schémas pluviométriques montrent à quel point l'économie rurale est vulnérable aux changements climatiques.

Les pratiques actuelles d'occupation des terres (foresterie, agro-sylvo-pastoralisme) constituent certaines des principales sources d'émissions des gaz à effet de serre comme l'indiquent largement les communications officielles entre le Gouvernement du Tchad et la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. L'adoption des meilleures pratiques de foresterie et de gestion des systèmes agro-sylvo-pastoraux (y compris la restauration des sols et des forêts) doit fournir un important moyen pour le Tchad de maintien et d'augmentation de ses stocks de carbone, réduisant ainsi les émissions des gaz à effet de serre et augmentant la séquestration du carbone.

L'application des meilleures pratiques offrira des avantages mutuels supplémentaires en limitant les impacts environnementaux négatifs de ces systèmes.

1.4 Présentation des zones agro-écologique du Tchad

Le Tchad est un pays continental situé au cœur de l'Afrique. Son climat est de type continental chaud, avec une pluviométrie qui varie du Nord au Sud entre 100 et 1200 mm par an. Ce climat explique en partie les déplacements des éleveurs en fonction des saisons. Le pays abrite une grande diversité de situations agro écologiques qui s'étendent sur 1 800 Km et sont subdivisées en trois (3) zones disposées du Nord au Sud (Ministère de la promotion économique et du Développement, 2000):

- ✚ **Une zone saharienne ou désertique, occupe 60,7 % du pays et couvre les régions du Borkou (Faya), Tibesti (Bardai), Ennedi Ouest (Fada), Ennedi Est (Am Djarass) et les marges septentrionales de celles du Kanem (Mao) et du Batha (Ati).** La zone saharienne se caractérise par une pluviométrie inférieure à 100 mm/an (s'annulant dans les franges les plus septentrionales), des vents desséchants et quasi-permanents, de hautes températures diurnes et une végétation de type steppe et pseudo steppe. Les sols sont nus, avec des dunes et ergs caractéristiques du désert saharien dans les confins septentrionaux. On y pratique l'agriculture irriguée dans les oasis, l'élevage des chèvres pour le lait, des ânes pour le transport et des dromadaires en transhumance. C'est la zone du palmier dattier ;
- ✚ **Une zone sahélienne. Elle couvre 29,1 % du pays : c'est la zone où la gomme arabique est produite et où il existe une tradition affirmée de commerce.** L'élevage y est peu pratiqué. Du fait de son climat, elle demeure confrontée à deux contraintes agricoles : les cultures pluviales sont limitées. Elle se subdivise en deux sous-zones dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
 - ✓ ***Une sous- zone sahélienne pastorale, avec une faible pluviométrie, variant de 100 à 400 mm/an, sur trois mois ;*** la végétation est de type steppe herbacée ou arbustive à base d'herbacées annuelles et de ligneux épineux ; elle couvre les régions du Lac Tchad (Bol), le sud du Kanem, les centres du Batha, la région du Wadi Fira (Biltine) et le nord du Ouaddaï (Abéché) ; elle regrouperait **47 % du cheptel ruminant ; -**
 - ✓ ***Une sous- zone sahélienne agro-pastorale ou sahélo-soudanienne dont la pluviométrie annuelle varie entre 400 et 600 mm/an.*** Elle s'étend sur les régions de Hadjer Lamis (Massakory), du Chari Baguirmi (Massenya) et du Guera (Mongu), une grande partie du Ouaddaï et du nord de la région du Salamat. Les cultures pluviales, notamment des céréales (mil) et des oléagineux (arachide) ainsi **qu'un élevage sédentaire ou semi-transhumant constituent les principales activités. C'est également la zone de transit des éleveurs transhumants venant du nord et repartant du Sud.**
- ✚ **Une soudanienne au sud (10, 2 % du pays), s'étend sur les régions du Mayo Kebbi Ouest (Pala), Mayo kebbi Est (Bongor), de la Tandjilé (Lai), du Logone Occidental (Moundou), Logone Oriental (Doba), Mandoul (Koumra) et du Moyen Chari (Sahr). La**

pluviométrie annuelle varie entre 600 et 1.200 mm/an. Elle peut aller jusqu'à 1.400 mm/an dans les portions les plus méridionales de la zone. Le climat y est tropical. La végétation est de type savane arborée. Les activités agricoles dominantes sont de type pluvial, extensif et itinérant. On y cultive du coton, des céréales (mil), des oléagineux, des légumineuses (arachide, sésame, voandzou « pois de terre », et plus récemment le soja) et des tubercules (manioc, patate douce, igname, taro). Les cultures maraîchères et les cultures de décrue (Béré-Béré) y sont également pratiquées. En dehors des activités agricoles, tant vivrières que commerciales, se développent le petit élevage et l'élevage sédentaire des bovins. C'est aussi la zone d'accueil des transhumants pendant la saison sèche. Il est observé des séjours des transhumants, de plus en plus longs ainsi qu'une tendance à la sédentarisation et au développement de l'agro-pastoralisme.



Figure 8. Quelques images de l'activité pastorale. Ces images illustrent le package des bœuf, la problématique de la recherche de l'eau par le bétail et le commerce du bétail. (Source, APN, 2023 et Kabelong, 2014).

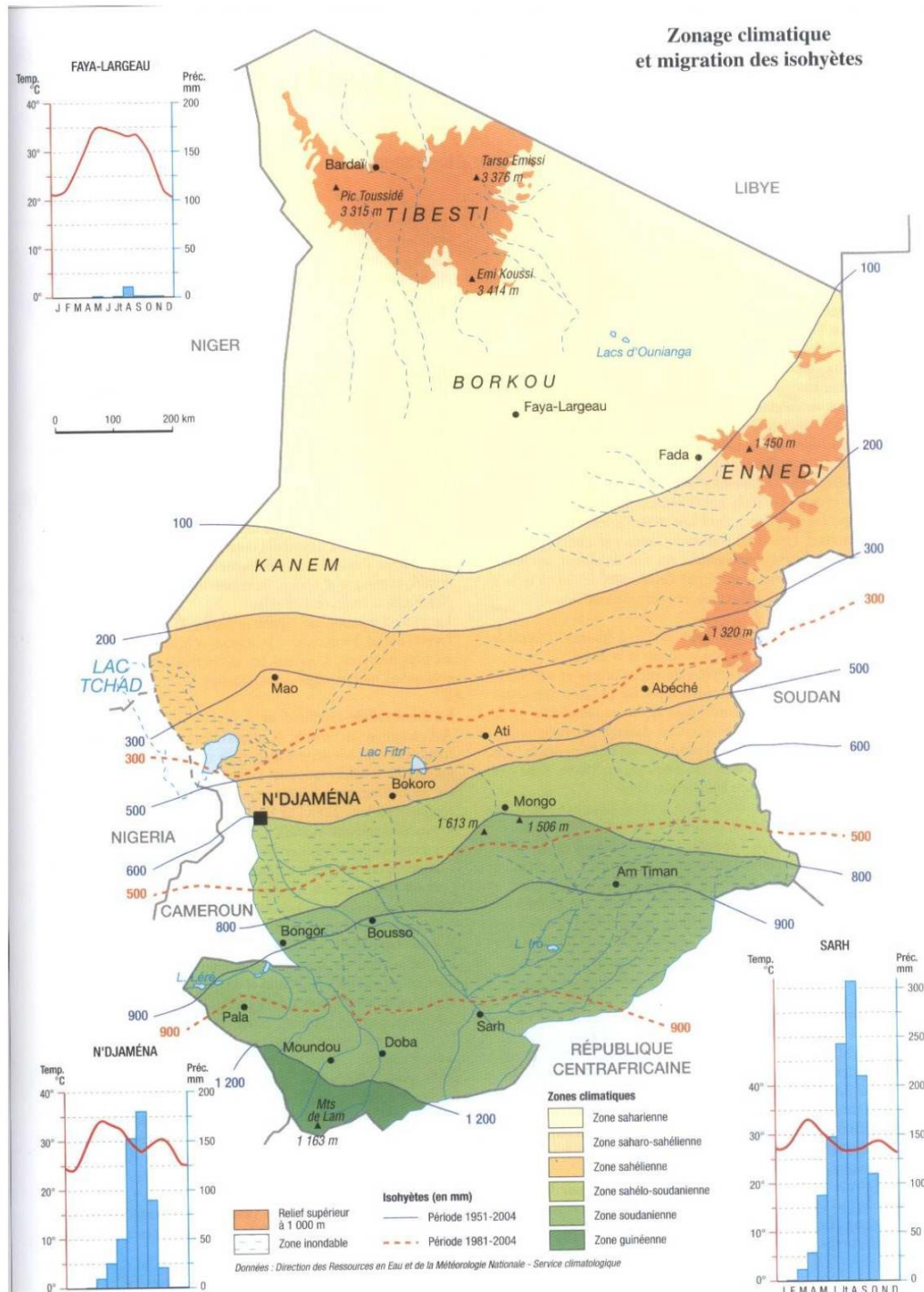


Figure 9... Répartition des Zones climatique et écologique du Tchad.

1.5 Transhumance en quelques mots

La transhumance est un système de production animale caractérisé par des mouvements saisonniers de caractère cyclique, d'amplitude variable. Ces mouvements saisonniers préétablis s'effectuent entre des zones écologiques complémentaires, sous la garde de quelques personnes (Lhoste et *al.*, 1993).

Cette définition illustre la dynamique et la complémentarité des écosystèmes en fonction des saisons. A côté de cette transhumance classique, l'on définit également la transhumance transfrontalière ou interétatique qui est un déplacement saisonnier du bétail avec franchissement de la frontière en utilisant plus ou moins des parcours habituels en vue de jouir des ressources pastorales (eau, pâturages et parcours). On peut subdiviser la transhumance en fonction de la longueur des parcours en deux types :

- ✚ La petite transhumance : Elle a pour but de valoriser les résidus de récoltes ou d'accéder aux meilleurs pâturages ou laisser la place aux cultures ; cette forme de transhumance est très répandue et elle permet de réduire les conflits avec les agriculteurs. Très souvent, les déplacements se font au niveau national mais ils peuvent être transfrontaliers notamment pour les pasteurs installés non loin des frontières.
- ✚ La grande transhumance : Au Tchad, elle se fait en saison sèche et ne répond pas à un schéma rigide dans ses modalités, son organisation et sa fréquence. Elle correspond à des mouvements de grande amplitude du bétail (nord-sud à l'aller et sud-nord au retour). Les distances parcourues sont de plusieurs centaines de kilomètres, et dépassent fréquemment les frontières du pays d'origine. Ce type de transhumance concerne avant tout les bovins qui ont une demande en quantité et en qualité de fourrages plus importante que les caprins ou les ovins.

1.6 Facteurs à l'origine de la transhumance transfrontalière

La transhumance est une activité qui dépend de la disponibilité des ressources naturelles (pâturages), de l'eau, mais aussi de plus en plus des facteurs anthropiques. A cet effet, on peut identifier les facteurs permettant d'expliquer les motifs de la mobilité pastorale (CORAF/WECARD, 2015 ; Mugelé, 2021). Il s'agit de :

- a. l'accessibilité au fourrage en quantité et en qualité ;
- b. l'insuffisance de l'eau d'abreuvement pour le cheptel en saison sèche ;
- c. le souci d'éviter les dégâts champêtres en saison pluvieuse ;
- d. l'abandon des zones affectées par les maladies animales ;
- e. la recherche d'éléments minéraux (cure salée) ;
- f. le souci de réduire les risques de perte de bétail par vol ;
- g. le souci d'éviter les conflits inter ethniques ;
- h. recherche de gène pour améliorer la productivité du troupeau. ;
- i. l'accessibilité aux marchés urbains
- j. la gestion des relations sociales des éleveurs
- k. l'insécurité liée à la prolifération d'armes de guerre et au banditisme.

2. Synthèse des contraintes et des problèmes prioritaires liés au pastoralisme, à la transhumance transfrontalière et à la gestion des ressources naturelles

La transhumance répond avant tout à des contraintes écologiques mais elle peut résulter aussi de facteurs agricoles, sanitaires, économiques et socioculturels. Elle peut alors prendre différentes

formes selon la période et le contexte. Cette activité fait malheureusement face à plusieurs contraintes et défis dont la synthèse des contraintes prioritaire est consignée dans le *Tableau 6*.

- ✚ **Les contraintes liées à la gestion des aires protégées** : En vue de préserver la riche biodiversité végétale et animale que recèlent les différentes zones écologiques du pays et des zones transfrontalières, de gros efforts de protection ont été faits par les pouvoirs publics depuis plusieurs dizaines d'années en vue de la création et l'aménagement des aires protégées. En effet, l'élevage transhumant est considéré par les gestionnaires des Aires Protégées (AP) comme un facteur important dans la dégradation de ces aires protégées notamment avec la réduction des superficies pâturables dans les zones de terroirs et les possibilités d'accès à des ressources fourragères de qualité et des ressources en eau en saison sèche. Des tensions sont de plus en plus fréquentes entre les agents chargés de la gestion de ces aires protégées et les bergers qui conduisent les troupeaux transhumants. Ceux-ci font l'objet d'amende si leurs animaux sont pris dans les parcs. Mais en cas d'attaque de leur troupeau par la faune carnivore (Chacals, hyènes, Lions, etc.) dans des espaces partiellement protégées comme les réserves sylvopastorales, l'éleveur n'est pas autorisé à se servir d'une arme à feu qu'il n'est pas censé posséder au demeurant pour protéger son troupeau.. L'insécurité généralisée au Sahel a poussé les transhumants à s'armer pour leur sécurité, ce qui constitue une autre menace pour des aires protégées.
- ✚ **Les contraintes liées aux vols de bétail** : Les problèmes liés au vol de bétail opposent les éleveurs aux bandits qui, munis d'armes parfois de guerre, arrachent des troupeaux entiers. Les éleveurs, dans la poursuite des agresseurs en vue de récupérer les animaux volés, s'affrontent avec ces bandits ; ce qui peut déboucher sur des pertes en vies humaines. Ces genres de situations occasionnent chaque année des pertes substantielles aux éleveurs transhumants. Des conflits liés aux vols de bétail opposent occasionnellement les agriculteurs aux éleveurs transhumants et les éleveurs sédentaires aux éleveurs transhumants. En effet, les animaux des agriculteurs, laissés sans surveillance constituent une proie facile pour les voleurs de bétail qui sont le plus souvent des éleveurs de passage qui quand l'occasion se présente, essaient de joindre à leur troupeau les animaux qui divagent pour les vendre plus loin aux bouchers. Le vol de bétail a augmenté au cours des vingt dernières années pour devenir une activité «moderne» et bien organisée qui s'est dotée de véhicules motorisés et d'armes automatiques et n'est guère ou pas liée au pastoralisme et aux mouvements transfrontaliers.
- ✚ **Les contraintes liées à l'accès à l'eau et aux pâturages**: les contraintes liées à l'accès à l'eau et aux pâturages est source de mouvement. En effet, il a été constaté que les transhumants effectuent de plus en plus de longs parcours pour avoir accès à l'eau, ce qui est source de nombreux conflits. Ces conflits peuvent opposer d'une part les éleveurs entre eux et d'autre part les éleveurs aux agriculteurs. Entre éleveurs autochtones et transhumants, une tarification différentielle est appliquée pour certains forages pastoraux; ces derniers payant parfois plus chers. L'installation de campements de saison des pluies aux alentours des mares oppose parfois éleveurs. Les agriculteurs reprochent parfois aux transhumants de polluer les

puits villageois. Des champs pièges peuvent être installés à proximité de points d'eau (puits, barrage, etc.) empêchant les animaux d'y accéder.

- ✚ **L'accès au fonciers et les changements d'occupation des terres** : du fait de la croissance démographique et du développement de plusieurs activités dans les différents pays, mais aussi du fait des conditions biophysiques, le foncier pastoral fait l'objet d'occupation sans compensation des pertes qu'elle engendre. Dans certaines zones initialement prévu pour le pâturage, des champs sont cultivés. Aussi, certains couloirs de passage des troupeaux transhumants sont occupés par des habitations obstruant les couloirs de passage. Les pays d'Afrique centrale n'ont pas également mis en œuvre l'identification, le balisage et l'aménagement des espaces pastoraux aussi bien dans les zones d'accueils que dans les zones de transit. Il en est de même de l'installation de routes bitumées qui ont coupé certaines voies de passage du bétail occasionnant des accidents.
- ✚ **Les contraintes liées aux maladies** : Les humains, les animaux et leurs pathogènes coexistent depuis des millénaires, mais l'évolution récente dans les domaines économique, institutionnel et environnemental crée des risques nouveaux et aggrave ceux qui existaient déjà. Des risques systémiques font leur apparition par suite de la conjugaison d'un changement structurel rapide dans le secteur de l'élevage, de la concentration géographique d'unités de production animale intensive à proximité des centres urbains et du mouvement des animaux, des personnes et des pathogènes entre les systèmes de production traditionnels et intensifs (Tschopp, 2020). Le concept de l'interface homme-bétail-faune sauvage / One Health a été approfondi au cours de la dernière décennie, avec différentes définitions données à l'approche One Health. L'interface homme-bétail-faune sauvage n'est pas un concept standard mais plutôt un concept qui varie énormément au sein de l'Afrique subsaharienne en fonction des densités de population des hommes, du bétail et de la faune sauvage ainsi que de leurs déplacements (la transhumance), des espèces de faune sauvage, des facteurs environnementaux et des changements associés des usages anthropiques des sols. Des connaissances détaillées de l'épidémiologie et de l'écologie au niveau d'une interface spécifique sont donc essentielles avant de s'investir dans un programme One Health. Il est probable que le dépistage des zoonoses chez l'animal domestique réservoir va diminuer l'impact de la maladie et constitue, en général, une solution bien moins onéreuse que de maîtriser la maladie au sein de la population humaine (Roth *et al.*, 2003 ; Knobel *et al.*, 2005). Les stratégies d'intervention par rapport à la tuberculose bovine (TBB) bénéficieraient par conséquent d'une synergie des deux mouvements, One Health et éco-santé, qui ont eu tendance, jusqu'à présent à travailler séparément. Le mouvement One Health comprend de nombreux secteurs mais sa principale préoccupation reste la gestion des risques sanitaires pour les humains et les animaux (Zinsstag, 2012), alors que le mouvement plus récent de l'éco-santé se préoccupe surtout de la santé de l'écosystème et de la manière dont cela peut éventuellement affecter la santé humaine-animale (Charron, 2012).
- ✚ **La paix et la sécurité** : La transhumance a toujours été perçue en fonction des acteurs comme une activité source de conflits. Pendant longtemps, elle était associée aux conflits agriculteur-éleveur. Mais depuis quelques années, suite à l'insécurité dans de nombreux pays,

les transhumants se sont armés pour diverses raisons, ce qui a augmenté le risque lié à l'activité et est devenu une sérieuse menace à la paix. Mais aussi, le phénomène du néo-pastoralisme gagne rapidement du terrain dans la plupart des zones pastorales. La situation politique fragile dans la plupart des pays, en particulier la région sahélienne, avec des opérations accrues et le contrôle de vastes territoires par des groupes extrémistes, a contribué à l'expansion des investissements et des opérations des néo-pasteurs. Ce phénomène est étayé par le contrôle et le trafic de grands troupeaux de bétail par des dirigeants influents, des seigneurs de guerre et même des hommes d'affaires et des politiciens bien établis. Le néo-pastoralisme est une entreprise florissante impliquant des ventes d'armes, des affaires de bétail et d'autres activités illégales telles que le trafic de drogue et d'armes.

- ✚ **Le manque d'appui technique :** Du fait de son déroulement dans des zones rurales et parfois désertées par les populations et les services de l'Etat, la transhumance demeure marginalisée dans les politiques publiques malgré son importance économique et culturelle. Ainsi, l'on note une absence de moyens techniques mobilisés pour la transhumance pour l'accompagnement de cette activité. En effet, qu'il en est de la formation des cadres, que de l'accompagnement sur le terrain en passant par la recherche, l'on note une absence d'une véritable stratégie pour accompagner cette activité d'une importance économique évidente pour le pays. Ceci se traduit par l'absence de statistique fiable sur les effectifs de bétail, les impacts économiques, biophysiques et sociales. Le suivi de la santé aussi bien à l'entrée qu'à la sortie du pays constitue également une contrainte liée aux manques de capacités techniques, renforçant ainsi la nécessité d'une formation des cadres techniques, inventer des formes adaptées pour le suivi du bétail (des services étatiques fondés sur la mobilité et non seulement sur la fixité).
- ✚ **L'absence de ressources financière suffisante :** Les données actuellement disponibles mettent en évidence le faible niveau de financement mobilisés pour la l'accompagnement et la sécurisation de la transhumance dans le pays. Il est nécessaire de mobiliser davantage de ressources pour accompagner cette activité. une étude réalisée au niveau national (Zahiiky, 2022) n'a pas pu identifier clairement les ressources mobilisées pour la transhumance. Il serait important de coordonner les ressources mobilisées pour cette activité.
- ✚ **Cadre légal inadapté et absence d'un code pastoral:** Le contexte juridique en matière de transhumance reste complexe du fait de différents échelles d'implication de l'activité (inter-état, national, local). Mais également, l'absence des transhumants dans les instances de décision engendre le déficit de leur prise en compte dans le cadre légal. Ceci se caractérise par le manque d'un cadre normatif propice pour l'exercice de cette activité. De plus, l'on note, la non prise en compte de cette activité dans les différents plans et stratégies d'aménagement. Il est donc nécessaire de développer et mettre un cadre normatif adapté à cette activité.

Tableau 6. Synthèse des problèmes prioritaires.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Axe 1 : CADRE JURIDIQUE POUR UNE COLLABORATION ENTRE LES ETATS					
Elaboration des cadres juridiques clairs et concis permettant aux services de sécurité, de police et de justice des Etats concernés par les aires protégées transfrontalières de collaborer en vue de réguler et gérer la transhumance, mais également en vue de combattre le braconnage	<ul style="list-style-type: none"> -Inadéquation des textes existant par rapport au contexte actuel de transhumance transfrontalière, -Insuffisance des cadres de concertation entre les Etats partie des différents accords -Absence de code pastoral 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement du contexte de gestion de la transhumance transfrontalière ; - Faible initiatives et engagements des Etats partis ; - Divergence des intérêts nationaux par rapport à la transhumance et plus largement au rôle économique de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des armes d'un pays à un autre ; - Conflits intercommunautaires; - Dégradation de la biodiversité et des aires protégées ; -Insécurité transfrontalière ; -Contrainte à la libre circulation des transhumants et du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer auprès des pays concernés pour l'élaboration des cadres juridiques clairs et concis ; - Harmonisation des textes juridiques entre les Etats ; -Redynamiser les accords entre les Etats 	-Elaborer et mettre en œuvre le cadre juridique sur la transhumance transfrontalière et notamment le code pastoral
Elaboration des outils visant à promouvoir un modèle de pastoralisme éco-compatible et créateur de richesse, à assurer une saine proximité du bétail avec les aires protégées et à encadrer les actions judiciaires au motif de moraliser et réguler la transhumance.	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des sociétés pastorales par les parties prenantes (Etats / partenaires) ; - La transhumance transfrontalière est vectrice de la 	<ul style="list-style-type: none"> - La porosité des frontières ; - Instabilité politico-militaire de la sous régionale (crise de Darfour et de la RCA) 	<ul style="list-style-type: none"> - Des conflits meurtriers, empiètement des aires protégées, braconnage, dégradation des terres, des villages incendiés - Valeurs écosystémiques de certains habitats et les aires protégées du Tchad progressivement 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la mise en place des procédures d'instruction et de poursuites des auteurs de pratiques illégales à caractère transfrontalier affectant les aires 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration/révision des schémas d'aménagement du territoire au niveau provincial - Appui institutionnel et technique à la mise en œuvre de la Loi d'orientation Agrosylvopastorale porteur

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> - circulation des armes de guerre ; - Multiplication des conflits entre transhumants et populations du pays d'accueil ; - Violation de l'intégrité des aires protégées et dégradation de l'habitat hors AP ; - Le recours excessif aux feux de brousse pour renouveler le pâturage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement climatique - Une vision non intégrée de la gestion de la problématique de transhumance ; - Néo pastoralisme (Nouveau phénomène de transhumance majoritairement géré par des personnalités locales influentes et associé au trafic d'armes et de drogue) 	<ul style="list-style-type: none"> - affectées ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - protégées (y compris les agents étatiques) - Accélérer la formalisation du cadre de concertation Trilatérale Tchad-RCA-Soudan sur la transhumance - 	<ul style="list-style-type: none"> - d'un nouveau modèle de pastoralisme créateur de richesse et respectueux de la conservation de la biodiversité du Tchad - Appui institutionnel et technique à la réalisation d'un manuel juridique et normatif national sur le pastoralisme
Mise en place des instances transfrontalières (RCA, Tchad, Soudan) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de mécanismes formels bi et tri nationaux de règlement des conflits liés à la transhumance ; - La multiplication des conflits entre 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une convergence de préoccupations et d'intérêt entre les autorités des pays de départ et d'accueil du bétail ; - Faiblesse de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts négatifs sur l'environnement, la biodiversité et sécuritaire. - Conflits intercommunautaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la mise en place des instances de concertation et leur opérationnalisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel, technique et financier à l'opérationnalisation des instances de concertation.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	les transhumants et les populations autochtones	coopération inter Etats			
Mise en place de plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP et d'autres activités criminelles transfrontalières.	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de l'AT LAB de Ndjamena et de protocole LAB, - Manque de cadre formel de concertation entre la République du Tchad et la République de Soudan 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible allocation budgétaire ; - Lenteur administrative dans la mise en œuvre des actions ; - Instabilité des responsables en charge de la mise en œuvre des activités, - L'absence d'une brigade tripartite et bipartite entre Tchad-RCA-Soudan 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de l'infiltration des braconniers le long de la frontière RCA-Tchad ; - Circulation non encadrée des transhumants d'un pays à un autre 	<ul style="list-style-type: none"> - Solliciter l'appui des partenaires financiers pour la mise en œuvre de l'AT LAB - Faire le plaidoyer auprès des pays concernés pour la mise en place d'une instance judiciaire bilatérale et trilatérale voire régionale relative aux questions de criminalité faunique - Actions multiformes visant à faciliter la mise en place et le fonctionnement d'une plateforme technique multi-acteurs et plurisectorielles de traitement des questions de l'éco-compatibilité de la transhumance ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation budgétaire conséquente à la mise en œuvre de l'AT dans son volet juridique - Faire le plaidoyer pour un maintien des responsables au poste d'au moins 5 ans - Appui institutionnel et technique à l'opérationnalisation des actions visant à faciliter la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes locales et nationales multi-acteurs et plurisectorielles chargées de recommander et d'assurer la mise en application des recommandations et orientations visant à réguler la transhumance.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
				<ul style="list-style-type: none"> - Actions multiformes visant à faciliter la mise en place et le fonctionnement d'une plateforme politique au niveau régional sur les questions intégrées de gestion des aires protégées et de la transhumance ; - Elargir les Accords Bi et Tripartite à la République du Soudan 	
- Axe 2 : STRATEGIE DE LUTTE ANTI-BRACONNAGE DANS LES AIRES PROTEGEES					
Formation des agents de sécurité (GNNT, ANT, Gendarmerie) et des agents en charge de la protection des aires protégée	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de document de stratégie nationale de LAB ; - Insuffisance des stages de recyclage des agents sur la connaissance de la Loi et les procédures d'application de la Loi, les techniques militaires et tirs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de ressources financière et de planification pour le renforcement des capacités ; - Méconnaissance des textes en matière de la protection de la nature ; - Faible vulgarisation des 	<ul style="list-style-type: none"> - Inefficacité des activités de LAB dans les AP moins nanties ; - Augmentation du braconnage ; - Mauvaise application de la loi ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des efforts et des interventions entre gestionnaires des aires protégées transfrontalières ; - Harmonisation des lois entre les Etats ; - Renforcement des capacités institutionnelles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et valider la stratégie LAB nationale ; - Développer des plans de formation et de carrière des agents de sécurité et des agents forestiers ; - Organiser des sessions de recyclage ; - Vulgariser les textes de Loi en vigueur

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	- L'absence de plan de formation/de carrière	textes		-	
Acquisition des matérielles et équipements	- Insuffisance des équipements adaptés à la LAB	- Manque de ressources financières pour l'acquisition des équipements	- Faible rendement des activités de terrain	- Plaidoyer auprès des PTF pour la mobilisation des moyens financiers	- Mobiliser des ressources nécessaires à l'acquisition des équipements
Organisation des patrouilles mixtes	- Absence de protocole de de collaboration entre structures en charge des AP et force de défense et de sécurité ; - Non création des brigades bi et tri partite	- Manque de de document de planification des patrouilles mixtes dans certaines AP du Tchad ; - Manque de synergie d'action avec les services d'intelligence	- Faible exécution des activités de LAB transfrontalière ; - Augmentation de cas de braconnage	- Plaidoyer pour la mise en place des brigades bi et tri partite dotée de moyens et mandat clair	- Créer et opérationnaliser les brigades bi et tri partite dotées de moyens et mandat clair
Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières	- Fragmentation de l'habitat de la faune - Braconnage transfrontalier endémique - Sous-effectif des écovardes	- Densité élevée des populations riveraines autour des aires protégées - Empiètement des activités anthropiques sur les aires	- Isolement des aires de conservation - Baisse drastique de la grande faune - Extinction et disparition des espèces - Aires protégées moins	- Mise en place d'un macro-zonage transfrontalier concertée - Implémenter effectivement les accords - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie	- Appliquer strictement la loi en vigueur - Réviser les lois en vigueur et les adapter au contexte actuel de criminalité faunique - Procéder au micro-zonage participatif avec toutes les

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement inadapté en nombre et en qualité - Insuffisance de plan d'aménagement et de gestion des AP - Insuffisance d'alternatives proposées aux populations riveraines - Faible collaboration des APT et absence des synergies d'action - 	<ul style="list-style-type: none"> protégées - Porosité des aires protégées ; - Insuffisance des moyens alloués aux sectoriels en charge de la faune et des aires protégées - Forte dépendance des PTF - Absence de franchises collaboration entre les sectoriels du développement rural 	<ul style="list-style-type: none"> attractives - Diminution des touristes et baisse des recettes - Abandon des aires protégées - Envahissement des AP par les exploitants illégaux qui deviennent les phénomènes sociaux - Apparition de nouvelles problématiques (enlèvement, demande de rançon, menace de la sécurité) 	<ul style="list-style-type: none"> de financement durable - Développer les PPP - Mettre en place des projets de développement à long terme autour des APT avec l'appui des PTF - Assurer le suivi des accords conclus avec les PTF/Etat - Rendre opérationnel les Brigades binationales avec les droits de poursuite ; 	<ul style="list-style-type: none"> sectorielles - Mettre en place de véritables alternatives compatibles avec les écosystèmes des APT
<p>Mettre en place des cadres de concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontaliers (Comité de suivi, scientifique, de Planification et d'Exécution, d'Arbitrage)</p>	<p>Manque de mécanismes formels bi et tri nationaux de règlement des conflits liés à la transhumance ;</p> <p>La multiplication des conflits entre les transhumants et les</p>	<p>Absence d'une convergence de préoccupations et d'intérêt entre les autorités des pays pourvoyeurs du bétail et celles des pays d'accueil ;</p>	<p>Impacts négatifs sur l'environnement, la biodiversité et sécuritaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conflits intercommunautaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la mise en place des instances de concertation et leur opérationnalisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel, technique et financier à l'opérationnalisation des instances de concertation.

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	populations autochtone				
Renforcement et mise en place des brigades de lutte anti braconnage transfrontalier (LABT) pour des opérations de ripostes conjointes contre les crimes fauniques et autres crimes transfrontaliers	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de l'AT LAB de Ndjamena et de protocole LAB, - Manque de cadre formel de concertation entre la République du Tchad et la République de Soudan - 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible allocation budgétaire ; - Lenteur administrative dans la mise en œuvre des actions ; - Instabilité des responsables en charge de la mise en œuvre des activités, - L'absence d'une brigade tripartite et bipartite entre Tchad-RCA-Soudan - 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de l'infiltration des braconniers le long de la frontière RCA-Tchad ; - Perte de la biodiversité et des habitats 	<ul style="list-style-type: none"> - Négocier l'appui des partenaires financiers pour la mise en œuvre de l'AT LAB - Faire le plaidoyer auprès des pays concernés pour la mise d'un cadre judiciaire bilatérale et trilatéral voire régionale relatif aux questions de criminalité faunique 	<ul style="list-style-type: none"> -Allocation budgétaire conséquente à la mise en œuvre de l'AT dans son volet juridique -Faire le plaidoyer pour un maintien des responsables au poste d'au moins 5 ans -Appui institutionnel et technique à l'opérationnalisation des actions visant à faciliter la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes locales et nationales multi-acteurs et plurisectorielles chargées de recommander et d'assurer la mise en application des recommandations et orientations visant réguler la transhumance.
- Axe 3 : GESTION DE LA TRANSHUMANCE					
Etude sur la transhumance et son impact sur les aires protégées	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'information sur les aspects sociologiques, anthropologiques et environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyen - Manque d'intérêt - Activité rurale 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des conflits ; - Mauvaise compréhension de la thématique 	<ul style="list-style-type: none"> - Proposition d'un mécanisme innovant de gestion des AP favorisant la cohabitation AP/transhumant 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'adoption des nouveaux cadres de gestion des AP - Etude sur les aspects socio-anthropologiques de la transhumance ;

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
					<ul style="list-style-type: none"> - Etude de l'impact de la transhumance sur les aires protégées ; - Etude sur les stratégies de gestion de la transhumance pour une paix durable
Développement des Infrastructures économiques (marché à bétail, points d'eau, aires de stationnement) et autres (couloirs de transhumance, ponts et zones pastorales)	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des marchés à bétail - Insuffisance d'abattoirs moderne et des aires d'abattage - Absence de structures de valorisation des sous-produits d'élevage - Insuffisance des taxes étatiques réglementaires prélevées sur le commerce de bétail 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budget alloué au secteur d'élevage - Mauvaise planification des investissements étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu du métier de l'élevage - Faible valorisation des sous-produits de l'élevage - Faible contribution de revenus au PIB - Abattage clandestin (non contrôlé) vecteurs de prolifération des maladies et des zoonoses 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des Investissements dans les infrastructures (abattoirs et aires d'abattage, marchés à bétail, centre de collecte de lait...) en particulier dans les marchés de regroupement transfrontaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités du personnel vétérinaire - Mise en vigueur des Accords de libre-échange dans la sous-région ; - Construction/réhabilitation des infrastructures pastorales - Construction d'un complexe frigorifique et Abattoir moderne -
Infrastructures administratives (Centre zootechnique, Centre d'observation de la transhumance etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures (laboratoire zootechnique et 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budget alloué au secteur d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Indisponibilité des intrants vétérinaires au niveau local, 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des investissements dans les infrastructures (Laboratoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et sensibilisation pour un changement de comportement

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	vétérinaire, parc à vaccination, bureaux, etc) -	- Mauvaise planification des investissements étatiques	- Prolifération des produits non homologués - Faible capacité de diagnostic des maladies animales	zootechnique et vétérinaire, parcs à vaccination, bureaux) - Investir dans la recherche-développement dans la sous-région	- Créer et opérationnaliser un observatoire national de la transhumance
Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants	- Pressions de transhumants sur les AP (braconnage, surpâturage, feux de brousse, piétinement, etc.)	- Absence de sensibilisation des transhumants sur les valeurs écologiques et économiques des aires protégées ; - Insuffisance des ressources pastorales ; - Insécurité des transhumants	- Perte de la biodiversité ; - Conflits entre gestionnaires des aires protégées et transhumants - Braconnage des espèces fauniques	- Intensification des campagnes de sensibilisation des transhumants ; - Implication des leaders dans la campagne de sensibilisation ; - Développer des canaux appropriés de communication (spots, affichage en langues locales, documentaire, les clubs d'écoute)	- Sensibilisation des communautés périphériques et les transhumants sur le respect des limites aires protégée - Création et opérationnalisation des équipes spécialisées dans la sensibilisation et le suivi des transhumants (<i>Tango</i>)
Matérialisation des limites des AP	- Matérialisation incomplète des limites des AP ; - Absence des panneaux de	- Affirmation mitigée du rôle régalién de l'Etat - Manque d'initiative des	- Empiètement des limites des aires protégées par des activités anthropiques ; - Conflits entre	- Réalisation des limites périmétrales ; - Multiplication des panneaux de	- Matérialisation des limites des aires protégées ; - Sensibilisation des communautés périphériques et les transhumants sur le

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	signalisation ; -Insuffisance des limites périmétrales des aires protégées	gestionnaires des AP	gestionnaire et populations en périphérie	signalisation ; - Multiplication des bornes indicatives	respect des limites aires protégée
Amélioration du système d'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation exponentielle de têtes de bétail ; - Divagation des animaux d'élevage ; - Dévastation des champs ; - Non-respect des couloirs de transhumance 	<ul style="list-style-type: none"> - Mode d'élevage de prestige ; - Diminution des ressources pastorales ; - Méconnaissance des sociétés pastorales par certaines parties prenantes (Etats / projets) 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits intercommunautaires ; - Amaigrissement des animaux ; - Baisse de revenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un élevage maîtrisé ; - Confier la conduite des animaux aux bouviers 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation à la gestion raisonnée de l'élevage - Micro subvention pour les éleveurs - Appui financier pour les groupements de producteur - Matérialisation et sécurisation des couloirs de transhumances - Restauration des pâturages dégradés
- Axe 4 : CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE					
Dynamisation des organisations des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'organisation des producteurs - Léthargie des organisations paysannes (OP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible structuration des organisations de producteurs - Mauvaise planification des organisations paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu des producteurs - Mauvaise condition de vie des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Restructurer et renforcer les capacités des producteurs sur la cohabitation pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser sur l'importance de la gouvernance associative

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Mise en place des instances transfrontalières (Cameroun, RCA et Tchad, Nigeria, Niger) de concertation, pilotage sur le suivi et l'évaluation pour la gestion de la transhumance	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de cadre de concertation transfrontalière - Faible niveau de fonctionnalité des cadres de concertation existant - Faible niveau de mise en œuvre des accords transfrontaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible budgétisation des initiatives transfrontalières - Méconnaissance des Accords - 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible collaboration transfrontalière - Méconnaissance des parcours transfrontaliers - 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des cadres de concertation transfrontalière ; - Mise en œuvre des accords ; - Plaidoyer auprès des Etats 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation en faveur de la mise en œuvre des accords
Formation et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'organisation des producteurs, - Insuffisance en matière de formation des producteurs - Analphabétisme des producteurs - Pesanteur socio-culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible allocation budgétaire au Ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs - Manque de planification et de document de stratégie 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs non organisés - Faible production - Incapacité des producteurs à gérer les conflits, - Incapacité à administrer les premiers soins - 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au ministère pour l'encadrement et la formation des producteurs ; - Elaborer le document stratégique de suivi et d'encadrement des transhumants 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des producteurs - Organiser des voyages d'expérience avec d'autres organisations
Sécurité du bétail et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Vol du bétail à 	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunité 	<ul style="list-style-type: none"> - Appauvrissement des éleveurs et 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sécurité sur les parcours de 	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer sans réserve les sanctions prévues sur les

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	<p>grande échelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Circulation des armes et des munitions - Obsolescence des couloirs de migration - Menace des groupes armés dans tout le sahel - Incapacité de certains Etats à éradiquer les menaces terroristes - Chômage et oisiveté des jeunes - Inadéquation des schémas d'aménagement du territoire - racket et violences à l'endroit des éleveurs sous l'effet des pratiques illégales de certains services 	<p>d'enrichissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du contrôle et de la surveillance des territoires - Couloir de migration et de transhumance inadaptés - Apparition de nouveaux acteurs dans le circuit - Pauvreté des Etats et des populations - Comportement autonome et violent de certains acteurs étatiques 	<p>accroissement de leur vulnérabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reconversion des éleveurs appauvris en bandits de grands chemins et en terroristes - Augmentation de la criminalité - Installation des nomansland - Insécurité généralisée sur les parcours de transhumance 	<p>transhumance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réadapter les couloirs de transhumance en tenant compte du contexte actuel - Mutualiser les moyens de lutte (forces) entre les Etats - Créer des emplois aux jeunes 	<p>délinquants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer de nouvelles méthodes de contrôles - Mettre en place des mesures incitatives pour les comités de vigilance - Restructurer certains services étatiques techniques

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	étatiques				
- Axe 5 : INTEGRATION DU CONCEPT « ONE HEALTH » ET LES ZOOSE EN TRANSFRONTALIERE					
Renforcement des capacités des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible appropriation du concept ; - Communication en cours dans le domaine - 	<ul style="list-style-type: none"> - Concept nouveau ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Confusion dans le domaine d'intervention - Risque élevé de survenue des épizooties et des pandémies - Faiblesse et cloisonnement des systèmes de santé humaine & animale 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation/recyclage des acteurs ; - Doter les structures compétentes des moyens adéquats ; - Désignation des points focaux des Ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des synergies d'actions entre les services ; - Sensibilisation et formation des acteurs étatiques, des membres de la société civile, des élus locaux des transhumant sur le Concept One Health
Mise en œuvre des systèmes d'alertes pour le contrôle et la surveillance maladies animales à caractères zoonotiques	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des cadres de concertation spécifique dans le domaine - Insuffisance de communication inter-état sur la question - Manque de dispositif d'alerte précoce des 	<ul style="list-style-type: none"> - Domaine très peu connu du grand public, - Attentisme et dépendance des états de l'OMS/OIE 	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des vecteurs de transmission de maladie - 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser l'approche « One health » ; - Renforcer les capacités des acteurs ; - Mettre en place un dispositif d'alerte des maladies émergentes et ré- émergentes - Création système d'information et de suivi régional sur les trypanosomiasés 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les stratégies de communication du concept « One health » - Création système d'information et de suivi local sur les trypanosomiasés humaines et animales - Construction de deux Laboratoires d'analyse des échantillons

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	zoonoses			humaines et animales ; - Formation et mise en place des systèmes de surveillance harmonisé au plan sous-régional	
Sensibilisation des parties prenantes	- Faible communication sur la problématique - Problématique peu connue des parties prenantes	- Faible vulgarisation et de sensibilisation	- Evolution facile de la maladie et de ses vecteurs de transmission -	- Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation du concept ; -	- Solliciter l'appui des partenaires (OMS, OIE et FAO) pour l'implémentation de l'approche
- Organisation des campagnes de vaccination harmonisées des maladies animales prioritaires	- Inefficacité du système de lutte contre les maladies transfrontalières	- Inexistence de systèmes de contrôle et de lutte contre les maladies	- Circulation des maladies animales transfrontalières	- Renforcer les dispositifs de contrôle et de suivi des maladies émergentes transfrontalières	- Solliciter le soutien des partenaires techniques spécialisés
- Axe 6 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES ET LOCALES					
Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT/ RBT/SPH et en particulier les transhumants pour cibler le potentiel des produits agropastoraux	- Absence d'une étude socio-économique des communautés vivant autour APT/RBT et les	- Insuffisance de ressources financières allouées dans le secteur	- Précarité dans la vie des communautés	- Réaliser une étude participative sur les potentialités agrosylvopastorales des espaces occupés par les communautés	- Faire un plaidoyer pour la réalisation d'une étude socio-économique les potentialités agrosylvopastorales des communautés vivant autour

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
	transhumants ;	-			des APT/RBT ; -
Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	<ul style="list-style-type: none"> - Faible valorisation des sous-produits de l'élevage et PFNL, - Faible niveau de structuration et d'encadrement des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des PME valorisant les sous-produits de l'élevage et des PFNL 	<ul style="list-style-type: none"> - Précarité des producteurs (éleveurs et agriculteurs) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer une politique de valorisation des sous-produits, de la chaîne de valeur de l'élevage, l'agriculture et les PFNL - 	<ul style="list-style-type: none"> - Restructurer les producteurs ; - Développer les chaînes de valeurs durables, inclusives et à haute valeur ajoutée ; - formation et sensibilisation des producteurs à la transformation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture
Appui aux AGRs	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'initiatives de développement en faveur des éleveurs transhumants ; - Faible valorisation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des acteurs ; - Faible accès aux micro-crédits 	<ul style="list-style-type: none"> - Précarité des producteurs ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les structures de microfinance ; - Organiser, sensibiliser et former les OP aux AGR 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour développer et mettre en œuvre des AGR - Octroi des micro-subventions ; - Appui à la transformation des produits agro-sylvo-pastorales
Axe 7 : COMMUNICATION, SUIVI ET PLAIDOYER					
Organisation d'une conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de communication et de visibilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Problématique non connue du fait de sa pratique dans les zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de la situation, manque de financement 	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une table ronde des partenaires financiers et Techniques

Domaine	Problèmes identifiés	Cause	Conséquences	Ebauche de solution	
				Exogène	Endogène
Sensibilisation des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de structures de concertation des acteurs, - 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible sensibilisation et de vulgarisation sur les approches de conciliation 	<ul style="list-style-type: none"> - Persistance des conflits divers ; - Faible productivité pastorale ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sensibilisation et la vulgarisation des approches conciliantes ; - Créer une structure de concertation sur la transhumance transfrontalière - Renforcer le fonctionnement de la plate-forme pastorale du Tchad 	<ul style="list-style-type: none"> - Solliciter l'appui des partenaires à la sensibilisation de masse
Appui aux services partenaires	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des accords de siège 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse dans la signature des accords de siège 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact négatif sur les services des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Signer les accords de siège avec les partenaires ; - Exonérer les taxes sur les produits de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les signatures des accords de siège avec les partenaires
Elaboration et mise en œuvre d'un cadre de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un mécanisme de suivi à court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse dans le mécanisme de suivi des actions entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de données sur les mécanismes engagés 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui dans la mise en place d'un mécanisme de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une plateforme pour l'évaluation et du suivi des actions en lien avec la transhumance et la gestion des ressources naturelles

III. Proposition d'axe stratégique d'intervention et description des activités

III.1 Axes stratégiques d'intervention

L'analyse des contraintes ainsi que la déclaration des chefs d'Etat de N'Djamena a permis de formuler sept (07 axes stratégiques). Il s'agit de :

8. **Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats ;**
9. **Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées**
10. **Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance ;**
11. **Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité ;**
12. **Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19 ;**
13. **Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;**
14. **Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer.**

III.2 Vision et objectifs

Vision

La vision du présent Plan d'Investissement Pluriannuel est « une gestion durable de la transhumance en vue de l'amélioration d'accroître les revenus, porteuse de paix et maintien l'intégrité écologique des écosystèmes naturels ».

Objectif Général

L'objectif global de ce PIP est d'assurer un financement pérenne pour une gestion durable du pastoralisme qui soutienne l'économie nationale, améliore les conditions de vies des acteurs, assure la sécurité nationale et transfrontalière, pacifie l'activité et veille à la gestion durable des ressources naturelles.

Objectifs Spécifiques sont :

- ✚ Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats voisin ;
- ✚ Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage autour et dans les aires protégées ;
- ✚ Appuyer la gestion de la transhumance ;
- ✚ Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité ;
- ✚ Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance ;
- ✚ Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales ;
- ✚ Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer.

III.3 Résultats attendus et activités

Dans le cadre de l'élaboration du présent PIP pays, les résultats consignés dans le tableau ci-dessous ont été ressortis de l'analyse de problématiques majeures et prioritaires. Cette analyse des problématiques a été réalisée par le biais des entretiens avec les acteurs de terrain et l'analyse documentaire. Les résultats ont été déclinés en activités prioritaires. La mise en œuvre de ces activités devrait permettre d'atteindre une transhumance durable aussi bien sur le plan national que transfrontalier (*Tableau 3*).

Tableau 7. Synthèse des résultats et activités.

Résultats attendus	Actions à mener
Objectifs spécifiques 1 : Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	
R.1.1. Elaboration des cadres juridiques clairs et concis	A.1.1.1. Relecture du code pastoral et plaidoyer pour sa validation
	A.1.1.2. Finalisation et redynamisation des cadres inter-état Tchad -RCA, Tchad-Soudan
	A.1.1.3. Plaidoyer auprès des pays concernés pour l'élaboration et la mise en vigueur des cadres juridiques
	A.1.1.4 Appui technique et institutionnel à la mise en œuvre de la loi d'orientation Agro-sylvo-pastorale
R.1.2 Elaboration des outils visant à promouvoir un modèle de pastoralisme éco-compatible	A.1.2.1. Elaboration/révision de 3 schémas d'aménagement du territoire au niveau provincial
	A.1.2.2 Accélérer la formalisation du cadre de concertation Tri national Tchad-RCA-Soudan sur la transhumance
R.1.3 Mise en place des instances transfrontalières (RCA, Tchad, Soudan)	A.1.3.1. Plaidoyer pour la mise en place des instances de concertation et leur opérationnalisation et l'ouverture des frontières fermées
	A.1.3.2. Appui institutionnel, technique et financier à l'opérationnalisation des instances de concertation
	A.1.3.3. Appui à la mise en place de cadre de prévention et de résolution des conflits
R.1.4 Mise en place de plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP	A.1.4.1 Appui institutionnel et technique aux actions visant à faciliter la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes
	A.1.4.2 Mise en œuvre de l'AT LAB
Objectif spécifique 2 : Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	
R.2.1 Formation des acteurs de la sécurité et des agents en charge de la protection des aires protégées sur les techniques anti braconnage dans un contexte de transhumance	A.2.1.1. Elaboration et validation de la stratégie LAB nationale
	A.2.1.2. Développement des plans de formation et de carrière des agents de sécurité et des agents forestiers
	A.2.1.3. Organisation des sessions de formation et de recyclage des gardes forestiers et des forces de sécurités
	A.2.1.4. Vulgarisation des textes de Loi en vigueur
	A.2.1.5. Application de la loi et création d'un mécanisme de réclamation et de grief / plainte dans le

	cadre des pratiques abusives des agents en tenue envers les sédentaires/nomades
R.2.2 Acquisition des ressources matérielles et équipements	A. 2.2.1. Acquisition des équipements de sécurité (tenues, munitions, armes,)
	A. 2.2.2 Acquisition du matériel roulant (20 pick-up 4*4)
	A. 2.2.3 Acquisition des drones (10 drones)
	A. 2.2.4 Acquisition des GPS, matériel de communication et autres équipements
	A.2.2.5 Acquisition du matériel informatique (Ordinateurs, serveur, imprimantes)
R.2.3 Organisation des patrouilles mixtes	A.2.3.1 Créer et opérationnaliser les brigades bi et tri partite dotées de moyens et mandat clair
	A.2.3.2 Organisation des patrouilles transfrontalières par an
	A.2.3.3 Organisation des patrouilles nationales
R.2.4 Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières	A.2.4.1 Elaboration d'une stratégie transfrontalière de LAB en intégrant la transhumance
	A.2.4.2 Mise en place d'un macro-zonage transfrontalier concertée
	A.2.4.3 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement durable
	A.2.4.4 Assurer le suivi des accords conclus avec les PTF/Etat
R.2.5 Mettre en place des cadres de concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des Accords transfrontalières	A.2.5.1 Mise en place et opérationnalisation du comité de scientifique
	A.2.5.2 Mise en place et opérationnalisation d'un comité de de planification et d'Exécution des activités transfrontalières
	A.2.5.3 Mise en place d'un comité d'Arbitrage
	A.2.5.4 Mise en place et opérationnalisation du comité de suivi
Objectif spécifique 3 : Appuyer la gestion de la transhumance	
R.3.1 Etude sur la transhumance et son impact sur les aires protégées	A.3.1.1 - Etude de référence sur les aspects socio-anthropologique de la transhumance
	A.3.1.2 - Etude de l'impact de la transhumance sur les aires protégées
	A.3.1.3 Etude sur les stratégies de gestion de la transhumance pour une paix durable
R.3.2 Développement des Infrastructures économiques (marché à bétail etc.)	A.3.2.1 Construction et réhabilitations de trois marchés transfrontalières
	A.3.2.2 Construction/réhabilitation les parcs à vaccinations
	A.3.2.3 Construction/réhabilitation au moins 50 puits pastoraux
	A.3.2.4 Construction de deux (2) usines d'aliments du bétail
	A.3.2.5 Construction d'un complexe frigorifique et Abattoir moderne
R.3.3 Construction des infrastructures administratives	A.3.3.1 Construction et opérationnalisation d'un observatoire national de la transhumance
	A.3.3.2 Construction et opérationnalisation des centres zootechniques dans des zones à forte transhumance
R.3.4 Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants	A.3.4.1 Sensibilisation des communautés riveraines et les transhumants sur le respect des limites aires protégée
	A.3.4.2 Sensibilisation des agriculteurs et des gestionnaires des aires protégées sur la gestion de la transhumance
	A.3.4.3 Création des équipes spéciales de sensibilisation des transhumants (animateur mobiles)
R.3.5 Matérialisation des limites des	A.3.5.1 Construction des panneaux de signalisation des limites des aires protégées

AP	A.3.5.2	Rafraichissement des limites des aires protégées
	A.3.5.3	Sensibilisation des communautés périphériques et les transhumants sur le respect des limites aires protégée
R.3.6 Amélioration du système d'élevage transhumant	A.3.6.1	Sensibilisation à la gestion raisonnée de l'élevage
	A.3.6.2	Micro subvention pour les éleveurs
	A.3.6.3	Appui financier et technique aux groupements de producteur
	A.3.6.4	Appui aux entrepreneurs locaux pour la production des plantes fourragères
	A.3.6.5	Matérialisation et sécurisation des couloirs de transhumances
	3.6.6	Mise en place d'un système d'alerte précoce multisectoriel
	3.6.7	Renforcement du contrôle physique des bouviers aux points d'entrée
Objectif spécifique 4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité		
R.4.1 Dynamisation des organisations des producteurs	A.4.1.1	Sensibilisation et formation sur l'importance de la gouvernance associative
	A.4.1.2	Structuration et redynamisation des organisations de productions
	A.4.1.3	Création, opérationnalisation et redynamisation des plateformes locales de prévention et de gestion des conflits au niveau local
R.4.2 Mise en place des instances transfrontalières	A.4.2.1	Création des cadres de concertation transfrontalière
	A.4.2.2	Plaidoyer en faveur de la mise en œuvre des accords
R.4.3 Formation et renforcement des capacités	A.4.3.1	Sensibilisation des producteurs sur la paix et la sécurité
	A.4.3.2	Organisation des voyages d'échanges d'expérience avec d'autres organisations
	A.4.3.3	Renforcement des capacités en techniques simples de restauration des terres pastorales dégradées
R.4.4 Sécurité du bétail et des personnes	A.4.4.1	Formation des juges et des magistrats sur l'application de la loi sur le pastoralisme et
	A.4.4.2	Développement de nouvelles méthodes de contrôles et du suivi de la transhumance autour des aires protégées et dans les zones à fort impact agricole
Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche One Health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance		
R.5.1 Renforcement des capacités des acteurs sur le Concept One Health	A.5.1.1	Sensibilisation et formation des acteurs étatiques, des membres de la société civile, des élus locaux et des transhumants sur le Concept One Health
	A.5.1.2	Développement des synergies d'actions entre les Ministères de la santé, de l'environnement et de l'élevage
	A.5.1.3	Développement des outils de sensibilisation
R.5.2 Mise en œuvre des systèmes d'alertes des zoonoses	A.5.2.1	Développement de la stratégie de communication du concept « One Health »
	A.5.2.2	Création d'un système d'information et de suivi local des maladies zoonotiques
	A.5.2.3	Construction, équipement et opérationnalisation de deux Laboratoires d'analyse des échantillons
R.5.3 Appui à la lutte contre les maladies	A.5.3.1	Mise en place d'un des dispositifs de suivi sanitaires à aux postes frontières d'influente
	A.5.3.2	Organisation des campagnes de vaccination nationales
	A.5.3.3	Renforcement de la surveillance, de l'investigation et de la riposte

Objectif spécifique 6: Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	
R.6.1 Développement des connaissances sur l'importance socioéconomique des activités du pastoralisme dans la périphérie des aires protégées transfrontalières	A.6.1.1 Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT
	A.6.1.2 Vulgarisation des résultats et des recommandations de l'étude participative
R.6.2 Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	A.6.2.1 Développement des chaînes de valeurs durables, inclusives et à haute valeur ajoutée
	A.6.2.2 formation et sensibilisation des producteurs à la transformation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture
	A.6.2.3 Accompagnement des organisations de transformation des produits locaux
R.6.3 Appui aux AGRs	A.6.3.1 Appui à la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux
	A.6.3.2 Octroi des micro- subventions pour le développement des AGR
	A.6.3.3 Structuration des groupes de producteurs
Objectifs spécifique 7 : Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer	
R.7.1 Organisation d'une conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie	A.7.1.1 Organisation d'une table ronde des partenaires financiers et Techniques
	A.7.1.2 Développement d'un plan marketing du PIP
	A.7.1.3 Création d'une plateforme de concertation sur la transhumance transfrontalière
	A.7.1.4 Renforcement du rôle de la plate-forme pastorale du Tchad
R.7.2 Elaboration et mise en œuvre d'un cadre de suivi	A.7.2.1 Mise en place d'une plateforme pour l'évaluation et du suivi des actions en lien avec la transhumance et la gestion des ressources naturelles
	A.7.2.2 Appui dans la mise en place d'un mécanisme de suivi
	A.7.2.3 Organisation d'une conférence annuel pour l'évaluation et le suivi du PIP

III.4 Plan d'intervention

Le plan triennal d'intervention résume les actions prioritaires à mener au cours des cinq prochaines années (*Tableau 8*). Il regroupe les 7 axes identifiés, les résultats attendus, les activités à mener et les indicateurs ainsi que les coûts estimatifs (USD\$) de mise en œuvre.

Tableau 8. Tableau de planification pluriannuelle.

Résultats attendus	Actions à mener	Indicateurs	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	Total	Localisation	Responsable	Acteurs associés	Partenaires potentiels
Objectifs spécifiques 1 : Elaborer/renforcer un cadre juridique pour une collaboration entre les Etats												
R.1.1 , Elaboration des cadres juridiques clairs et concis	A.1.1.1. Relecture du code pastoral et plaidoyer	Le code pastoral révisé	218 182					218 182	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de la Production et de la Transformation agricole, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.1.2. Finalisation et redynamisation des cadres inter-état Tchad -RCA, Tchad-Soudan	Signature des cadres de coopération inter-état	109 091					109 091	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de la Production et de la Transformation agricole, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.1.3. Plaidoyer auprès des pays concernés pour l'élaboration des cadres juridiques	Nombre de conférences et ateliers	25 000	25 000				50 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de la Production et de la Transformation agricole , affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
R.1.2 Elaboration des outils visant à promouvoir un modèle de pastoralisme éco-compatible	A.1.2.1. Elaboration/révision de 3 schémas d'aménagement du territoire au niveau provincial	03 Schéma d'aménagement du territoire provinciaux élaborés	181 818		181 818		181 818	545 454		Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Elevage, Ministère de l'Agriculture	PTF
	A.1.2.2 Appui technique et institutionnel à la mise en œuvre de la loi d'orientation Agrosylvopastorale	nombre de conventions signées		50 000	50 000	50 000	50 000	200 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de la Production et des Transformations Agricoles, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.2.3 Accélérer la formalisation du cadre de concertation Trilatérale Tchad-RCA-Soudan sur la transhumance	Un accord-cadre signé	50 000	50 000					100 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de la Production et de la Transformation Agricole affaires étrangères,

											Environnement, sécurité et défense	
R.1.3 Mise en place des instances transfrontalières (RCA, Tchad, Soudan)	A.1.3.1. Plaidoyer pour la mise en place des instances de concertation et leur opérationnalisation	Nombre d'ateliers organisés	50 000	50 000				100 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de Production et de la Transformation Agricole, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.3.2. Appui institutionnel, technique et financier à l'opérationnalisation des instances de concertation	Nombre de conventions signées	75 000	75 000				150 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de Production et de la Transformation Agricole, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.3.3. Appui à la mise en place de cadre de prévention et de résolution des conflits	PV de création des cadres		100 000				100 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de l' Production et de la Transformation Agricole affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
R.1.4 Mise en place de plateformes pour la gestion concertée des problématiques relatives à la transhumance, au braconnage, à la gestion des AP	A.1.4.1 Appui institutionnel et technique à l'opérationnalisation des actions visant à faciliter la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes	Nombre de conventions signées		100 000				100 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de l' Production et de la Transformation Agricole, affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
	A.1.4.2 Mise en œuvre de l'AT LAB	PV			150 000			150 000	Pays	Ministère en charge élevage	Ministères de Production et de la Transformation Agricole affaires étrangères, Environnement, sécurité et défense	PTF
Sous-total 1			709 091	450 000	381 818	50 000	231 818	1 822 727				
Objectif spécifique 2 : Elaborer/mettre en œuvre les stratégies de lutte anti-braconnage dans les aires protégées												
R.2.1 Formation des acteurs de la sécurité et des agents en charge	A.2.1.1. Elaboration et validation de la stratégie LAB nationale	Un rapport de la stratégie et PV de	181 818					181 818	Pays	Ministère de l'Environnement, de la	Ministère de l'Elevage et des Productions animales ; Ministère de la Sécurité	PTF

de la protection des aires protégée sur les techniques anti-braconnages dans un contexte de transhumance		validation								Pêche et du Développement Durable :	publique et de l'Immigration	
	A.2.1.2. Développement des plans de formation et de carrière des agents de sécurité et des agents forestiers	Plan de formation	181 818					181 818	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.1.3. Organisation des sessions de formation et de recyclage des gardes forestiers et des forces de sécurités	10 Rapports de formation et liste de présence	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	275 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.1.4. Vulgarisation des textes de loi en vigueur	107 sessions sensibilisation au niveau départementale	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
R.2.2 Acquisition des ressources matérielles et équipements	A. 2.2.1. Acquisition des équipements de sécurité (tenues, munitions, armes,)	1000 tenues, 100 armes et des munitions	218 182	218 182	218 182	218 182	218 182	1 090 910	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	PTF
	A. 2.2.2 Acquisition du matériel roulant (20 pick-up 4*4)	20 pick-up	290 909	290 909	290 909	290 909	290 909	1 454 545	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A. 2.2.3 Acquisition des	10 drones	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	Pays	Ministère	Ministère de la	PTF

	drones (10 drones)									de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Défense, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	
	A.2.2.4 Acquisition des GPS, matériel de communication et autres équipements	100 GPS, 10 postes de communications	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	275 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.2.5 Acquisition du matériel informatique (Ordinateurs, serveur, imprimantes)	20 ordinateurs, 10 serveurs et 10 imprimantes	96 000	96 000				192 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
R.2.3 Organisation des patrouilles mixtes	A.2.3.1 Créer et opérationnaliser les brigades bi et tri partite dotées de moyens et mandat clair	Une brigade bi et une brigade tri fonctionnelle	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Ministère de l'Elevage et des Productions animales, Ministère de la Défense, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ; Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	PTF
	A.2.3.2 Organisation des patrouilles transfrontalières par an	Nombre de patrouilles transfrontalières	54 545	54 545	54 545	54 545	54 545	272 725	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Ministère de l'Elevage et des Productions animales, Ministère de la Défense, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ; Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	PTF
	A.2.3.3 Organisation des patrouilles nationales	Nombre de patrouilles	54 545	54 545	54 545	54 545	54 545	272 725	Pays	Ministère de l'Environnement, de la	Ministère de l'Elevage et des Productions animales, Ministère de la Défense, des	PTF

										Pêche et du Développement Durable :	Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ; Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	
R.2.4 Elaboration des stratégies LAB transfrontalières assorties de leur plan d'action pour les Aires protégées transfrontalières	A.2.4.1 Elaboration d'une stratégie transfrontalière de LAB en intégrant la transhumance	Stratégie validée	134 363					134 363	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Ministère de l'Elevage et des Productions animales ; Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	PTF
	A.2.4.2 Mise en place d'un macro-zonage transfrontalier concerté	Cartes de macro zonage	25 000					25 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.4.3 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement durable	Stratégie de financement et nombre d'actions menées	134 363					134 363	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.4.4 Assurer le suivi des accords conclus avec les PTF/Etat	Nombre de communication	1 000	10 000	10 000			21 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :	Ministère de l'Elevage et des Productions animales ; Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration	PTF
R.2.5 Mettre en place des cadres de concertations transfrontalière et assurée la redynamisation des organes de gestion des	A.2.5.1 Mise en place et opérationnalisation du comité de scientifique	Nombre de réunion organisée	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF

Accords transfrontaliers	A.2.5.2 Mise en place et opérationnalisation d'un comité de de planification et d'Exécution des activités transfrontaliers	Nombre de réunions tenues	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.5.3 Mise en place d'un comité d'Arbitrage	Arrêté de création	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable :		PTF
	A.2.5.4 Mise en place et opérationnalisation du comité de suivi	Rapports	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	90 000	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF
Sous-total 2			1 682 543	994 181	898 181	888 181	888 181	5 351 267				
Objectif spécifique 3 : Appuyer la gestion de la transhumance												
R.3.1 Etude sur la transhumance et son impact sur les aires protégées	A.3.1.1 Etude de référence sur les aspects socio-anthropologique de la transhumance	Rapport d'étude	181 818	181 818				363 636	Pays	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.3.1.2 - Etude de l'impact de la transhumance sur les aires protégées	Rapport d'étude	181 818					181 818	Pays	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	PTF
	A.3.1.3 Etude sur les stratégies de gestion de la transhumance pour une paix durable	Rapport d'étude	181 818					181 818			Ministère de l'Elevage et des Productions animales, Ministère de Production et de la Transformation	PTF

											Agricole		
R.3.2 Développement des Infrastructures économiques (marché à bétail etc.)	A.3.2.1 Construction et réhabilitations de trois marchés transfrontaliers	03 marchés modernes transfrontali ers		545 455	545 455	545 455		1 636 364					PTF
	A.3.2.2 Construction/réhabilitation des parcs à vaccinations	nombre de parcs à vaccinations construits et réhabilités		91 000	273 000	91 000		455 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
	A.3.2.3 Construction/réhabilitation au moins 50 puits pastoraux	Nombre de puits pastoraux		227 272	227 272	227 272	227 272	909 088		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
	A.3.2.4 Construction de deux (2) usines d'aliments du bétail	Nombre d'usine d'aliment de bétail			345 455		345 455	690 910		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
	A.3.2.5 construction d'un complexe frigorifique et Abattoir moderne	Complexe construit				1 500 000		1 500 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
R.3.3 Construction des infrastructures administratives	A.3.3.1 Construction et opérationnalisation d'un observatoire national de la transhumance	Observatoir e construit et fonctionnel	250 000					250 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
	A.3.3.2 Construction et opérationnalisation des centres zootechniques dans des zones à forte transhumance	Nombre de centres zootechniqu es		181 000	181 000	181 000		543 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales			PTF
R.3.4 Organisation des campagnes de sensibilisation des transhumants	A.3.4.1 Sensibilisation des communautés périphériques et les transhumants sur le respect des limites aires protégée	Nombre de campagnes de sensibilisati on		25 000	25 000	25 000	25 000	100 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF
	A.3.4.2 Sensibilisation des agriculteurs et des gestionnaires des aires protégées sur la gestion de la transhumance	Nombre de campagnes de sensibilisati on		25 000	25 000	25 000	25 000	100 000		Ministère de l'Elevage et des Production s animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF

	A.3.4.3 Création des équipes spéciales de sensibilisation des transhumants (Tango)	500 tangos recrutés		327 273	490 909	654 545	818 182	2 290 909		Ministère de l'Élevage et des Productions animales		PTF
R.3.5 Matérialisation des limites des AP	A.3.5.1 Construction des panneaux de signalisation des limites des aires protégées	500 panneaux de signalisations		10 000	5 000			15 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF
	A.3.5.2 Rafrachissement des limites des aires protégées	Rafrachissement annuel des limites		25 000	50 000	75 000	100 000	250 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF
	A.3.5.3 Sensibilisation des communautés périphériques et les transhumants sur le respect des limites aires protégée	Nombre de réunions de sensibilisations		25 000	25 000	25 000	25 000	100 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable		PTF
R.3.6 Amélioration du système d'élevage transhumant	A.3.6.1 Sensibilisation à la gestion raisonnée de l'élevage	Nombre de réunions de sensibilisations		25 000	25 000	25 000	25 000	100 000		Ministère de l'Élevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.3.6.2 Micro-subvention pour les éleveurs	Nombre de micro-subventions		100 000	100 000	100 000	100 000	400 000		Ministère de l'Élevage et des Productions animales		PTF
	A.3.6.3 Appui financier pour les groupements de producteur	Nombre de conventions		100 000	100 000	100 000	100 000	400 000		Ministère de l'Élevage et des Productions animales		PTF
	A.3.6.4 Appui aux	Nombre de		50 000	50 000	50 000	50 000	200 000		Ministère		PTF

	entrepreneurs locaux pour la production des plantes fourragères	conventions								de l'Elevage et des Productions animales		
	A.3.6.5 Matérialisation et sécurisation des couloirs de transhumances	Longueurs de couloirs de transhumance matérialisé et sécurisé		200 000	200 000	200 000	200 000	800 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales		PTF
	3.6.6 Mise en place d'un système d'alerte précoce multisectoriel	Nombre de réunion	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	PTF
	3.6.7 Renforcement du contrôle physique des bouviers aux points d'entrée	Nombre de poste de contrôle installés	100 000	100 000	10 000	100 000	100 000	410 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	PTF
Sous-total 3			945 454	2 288 817	2 728 091	3 974 272	2 190 909	12 127 543				
Objectif spécifique 4: Développer des actions de consolidation de la Paix et la Sécurité												
R.4.1 Dynamisation des organisations des producteurs	A.4.1.1 - Sensibilisation et formation sur l'importance de la gouvernance associative	Nombre d'ateliers de formation et de sensibilisation	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.4.1.2 Structuration et redynamisation des organisations de productions	Nombre de rapports de réunion tenue	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.4.1.3 Création, opérationnalisation et redynamisation des plates formes locales de prévention	Nombre de rapports de réunion tenue	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF

	et de gestion des conflits au niveau local									s animales	Durable	
R.4.2 Mise en place des instances transfrontalières	A.4.2.1 Création des cadres de concertation transfrontalière	PV de création	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.4.2.2 Sensibilisation en faveur de la mise en œuvre des accords	Nombre de session de sensibilisation	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
R.4.3 Formation et renforcement des capacités	A.4.3.1 Sensibilisation des producteurs sur la paix et la sécurité	Nombre de producteurs formés	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.4.3.2 Organisation des voyages d'expérience avec d'autres organisations	Nombre de voyage d'échange organisés	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
R.4.4 Sécurité du bétail et des personnes	A.4.4.1 Formation des juges et des magistrats sur l'application de la loi sur le pastoralisme et	Nombre de juges et d'acteurs du système judiciaires formés	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.4.4.2 Développement de nouvelles méthodes de contrôles de la transhumance autour des aires protégées et dans les zones à fort impact agricole	Rapport d'étude	181 000					181 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
Sous-total 4			706 000	525 000	525 000	525 000	525 000	2 806 000				
Objectif spécifique 5: Intégrer l'approche one health et zoonose dans la conservation de la biodiversité et la transhumance												
R.5 1 Renforcement des capacités des acteurs sur le Concept One Health	A.5.1.1 - Sensibilisation et formation des acteurs étatiques, des membres de la société civile, des élus locaux des transhumant sur le Concept One Health	Nombre d'acteurs formés	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF

	A.5.1.2 Développement des synergies d'actions entre les Ministères de la santé, de l'environnement et de l'élevage	Nombre de réunion de planification organisé	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.5.1.3 Développement des outils de sensibilisation	Nombre d'outils produits	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
R.5.2 Mise en œuvre des systèmes d'alertes des zoonoses	A.5.2.1 Développement de la stratégie de communication du concept « One health »	Rapport disponible	100 000					100 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.5.2.2 Création d'un système d'information et de suivi local des maladies zoonotiques	Base de données disponible	500 000	25 000	25 000	25 000	25 000	600 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.5.2.3 Construction, équipement et opérationnalisation de deux Laboratoires d'analyse des échantillons	Deux laboratoires construits		500 000			500 000		1 000 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable
R.5.3 Appui à la lutte contre les maladies	A.5.3.1 Mise en place d'un dispositif de suivi sanitaires à l'entrée et à la sortie	Nombre de point de contrôle aux frontières	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.5.3.2 Organisation des campagnes de vaccination nationales	Nombre de campagne de	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000		Ministère de l'Elevage et des	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère	PTF

		vaccination pour les maladies communes								Productions animales	de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	
	A.5.3.3 Renforcement de la surveillance, de l'investigation et de la riposte	guide de surveillance d'investigation et de riposte	150 000	75 000	75 000	75 000	75 000	450 000		Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
Sous-total 5			1 675 000	1 525 000	1 025 000	1 525 000	1 025 000	6 775 000				
Objectif spécifique 6: Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales												
R.6.1 Développement des connaissances sur l'importance socioéconomique des activités du pastoralisme dans la périphérie des aires protégées transfrontalières	A.6.1.1 Réalisation d'une étude participative en vue d'évaluer les besoins des communautés vivant autour des APT	Rapport d'étude	181 000					181 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.6.1.2 Vulgarisation des résultats et des recommandations de l'étude participative	Nombre d'ateliers organisés	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	150 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
R.6.2 Appui à la valorisation des chaînes de valeurs des produits agropastoraux	A.6.2.1 Développement des chaînes de valeurs	10 chaînes de valeur développées	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole;	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF

										Ministère de l'Élevage et des Productions animales		
	A.6.2.2 formation et sensibilisation des producteurs à la transformation des sous-produits de l'élevage et de l'agriculture	Nombre d'ateliers de formation	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Élevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.6.2.3 Accompagnement des organisation de transformation des produits locaux	Nombre de micro subventions accordées	300 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 100 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Élevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
R.6.3 Appui aux AGRs	A.6.3.1 Appui à la transformation des produits agro-sylvo-pastorales	Nombre de micro subventions	250 000	250 000				500 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Élevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
	A.6.3.2 Octroi des micro-subventions pour le développement des AGR	Nombre de micro subventions	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000		Ministère de la Production et de la	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement,	PTF

										Transformation agricole; Ministère de l'Elevage et des Productions animales	de la Pêche et du Développement Durable	
	A.6.3.3 Structuration des groupes de producteurs	Nombre d'organisations structurées	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	375 000		Ministère de la Production et de la Transformation agricole; Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Ministère de la Santé publique et de la Prévention ; Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	PTF
Sous-total 6			2 006 000	1 700 000	1 450 000	1 450 000	1 450 000	8 056 000				
Objectifs spécifique 7 : Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication, suivi et plaidoyer												
R.7.1 Organisation d'une conférence nationale des bailleurs pour présenter la stratégie	A.7.1.1 Organisation d'une table ronde des partenaires financiers et Techniques	Un rapport	100 000					100 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
	A.7.1.2 Développement d'un plan marketing du PIP	Plan marketing	100 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
	A.7.1.3 Création d'une plateforme de concertation sur la transhumance transfrontalière	Rapport annuel	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF

										ment Durable		
	A.7.1.4 Renforcement du rôle de la plate-forme pastorale du Tchad	Rapport annuel	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
R.7.2 Elaboration et mise en œuvre d'un cadre de suivi	A.7.2.1 Mise en place d'une plateforme pour l'évaluation et du suivi des actions en lien avec la transhumance et la gestion des ressources naturelles	PV et Rapport annuel	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
	A.7.2.2 Appui dans la mise en place d'un mécanisme de suivi	Plan de suivi	50 000	25 000	25 000	25 000	25 000	150 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
	A.7.2.3 Organisation d'une conférence annuelle pour l'évaluation et le suivi du PIP	Rapport annuel	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000		Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Ministère de l'Elevage et des Productions animales;	PTF
	Sous-total 7			525 000	350 000	350 000	350 000	350 000	1 925 000			
Total général									38 863 536			

IV. Synthèse du budget total par axe

La synthèse du budget par axe stratégique a permis de mettre dans un tableau, les budgets estimatifs annuel sur les cinq prochaines années. Il en ressort de ce tableau que l'axe le plus important en terme d'investissement est l'axe 3 (Gestion de la transhumance), il est suivi de l'axe 6 (Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales), de l'axe 5 (Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19). L'axe 2 (Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées) constitue le quatrième axe le plus important en termes de budget. Les axes 4 (Consolidation de la Paix et la Sécurité), axes (Communication, suivi et plaidoyer) et axe (Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats) sont les moins importants en termes d'importance de budget. Cette synthèse permet de visualiser l'importance de la place de la transhumance dans ce PIP.

Tableau 9. Synthèse du budget par axe stratégique sur les cinq années.

Axes stratégiques	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	Total
Axe stratégique 1 : Cadre juridique pour une collaboration entre les Etats	709 091	450 000	381 818	50 000	231 818	1 822 727
Axe stratégique 2 : Stratégie de lutte anti-braconnage dans les aires protégées	1 682 543	994 181	898 181	888 181	888 181	5 351 267
Axe stratégique 3 : Gestion de la transhumance	945 454	2 288 817	2 728 091	3 974 272	2 190 909	12 127 543
Axe stratégique 4 : Consolidation de la Paix et la Sécurité	706 000	525 000	525 000	525 000	525 000	2 806 000
Axe stratégique 5 : Equilibre Santé humaine et Conservation de la Biodiversité/Zoonoses et Covid-19	1 675 000	1 525 000	1 025 000	1 525 000	1 025 000	6 775 000
Axe stratégique 6 : Amélioration des conditions de vie des communautés autochtones et locales	2 006 000	1 700 000	1 450 000	1 450 000	1 450 000	8 056 000
Axe stratégique 7 : Communication, suivi et plaidoyer	525 000	350 000	350 000	350 000	350 000	1 925 000
Total						38 863 536

V. Stratégie de marketing et de fundraising

Le budget estimé pour le plan d'investissement est d'environ **38 863 536 USD**. Les ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'investissement doivent être mobilisées par le gouvernement tchadien. La transhumance est un domaine thématique prioritaire qui nécessite aujourd'hui une approche holistique intersectorielle dans sa gestion. L'approche intégrera les différents éléments clés de la transhumance et du néo-pastoralisme qui comprennent les problèmes de sécurité avec la circulation des armes, le banditisme, le trafic de drogue, la gestion des ressources naturelles, la gestion des aires protégées, le développement économique et les moyens de subsistance des communautés, les aspects sanitaires liés aux zoonoses, conflits homme-faune, transfrontaliers etc.

Différents ministères sectoriels s'occupent des activités de transhumance dans le pays. Un comité intersectoriel serait mis en place par le gouvernement tchadien pour coordonner et superviser la mise en œuvre du plan d'investissement. L'une des principales tâches de ce comité serait de mobiliser des ressources auprès de différentes sources de financement, tant internes qu'externes. Les sources de financement comprennent, mais sans s'y limiter, les éléments suivants :

i) Interne :

a) La source interne immédiate de financement du plan provient des budgets gouvernementaux des différents ministères sectoriels. Un mécanisme de coordination doit être établi pour suivre et rendre compte des activités mises en œuvre grâce aux allocations budgétaires nationales des ministères sectoriels pour les activités de transhumance. Le suivi et le reporting des activités de transhumance par les ministères sectoriels contribueront à la visibilité des efforts déployés par les différents ministères en la matière. Il permettra également la construction d'une collaboration intersectorielle, la mutualisation des ressources et la construction d'une approche concertée et intégrée par les agences gouvernementales sur la gestion de la transhumance.

b) Une table ronde interne des donateurs serait convoquée pour présenter le plan d'investissement. Des représentants d'agences donatrices multilatérales et bilatérales (Banque africaine de développement, Banque mondiale, UE, banque islamique, GIZ, etc.), d'agences onusiennes (FAO, OMS, PNUD, etc.), d'organisations humanitaires (Croix-Rouge, médecins sans frontières, action avec la faim etc.) et les partenaires stratégiques présents au Tchad seront invités à participer à la table ronde. Agences internationales de conservation et de développement (APN, CI, WCS, UICN, ONG NOE etc.). Les institutions régionales et sous régionales, dont la CBLT, la CEBEVIHRA et d'autres acteurs importants travaillant dans le secteur de la transhumance, devraient également participer à la conférence. La conférence couvrira les axes prioritaires d'intervention du plan d'investissement qui comprennent la paix et la sécurité, le transfrontalier, le One Health Concept, les zoonoses, le développement économique et les moyens de subsistance, la gestion des aires protégées, la gouvernance de la transhumance et la résolution des conflits, etc.

i) Externe

Le gouvernement devra identifier et cibler divers organismes de financement et fondations au sein du réseau mondial de la conservation et du développement durable pour financer le plan d'investissement. La stratégie de collecte de fonds comprendra la participation à divers forums internationaux, régionaux et sous régionaux sur la transhumance et le néo-pastoralisme. Organiser des événements parallèles lors de conférences internationales et régionales telles que la conférence de partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) pour présenter le plan d'investissement. Tenir des réunions stratégiques bilatérales et multilatérales avec les agences et organisations donatrices internationales. L'orientation de ces réunions stratégiques devrait refléter le créneau thématique (par exemple, les aires protégées, les moyens de subsistance transfrontaliers, communautaires, etc.) des donateurs et organisations potentiels.

Avec l'assistance technique des agences internationales de l'environnement et du développement, le gouvernement élaborerait des propositions de financement de grande et moyenne taille sur les thèmes prioritaires de la transhumance et du néo-pastoral pour le financement. Dans certains cas, les propositions de financement doivent suivre les directives des agences de financement. Les agences de financement telles que le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Union Européenne (UE) et de nombreuses fondations financent souvent de grands projets complexes de développement et de conservation sur la transhumance et le néo-pastoralisme.

VI. Arrangement institutionnel

La mise en œuvre du présent Plan d'Investissement pluriannuel du Tchad a fait l'objet des arrangements institutionnels lors de la réunion du comité *ad hoc* du vendredi 14 Avril 2023. Cette réunion a abordé le portage institutionnel du présent PIP. Ainsi, il a été recommandé d'avoir une institution en charge de la

coordination du présent projet. La coordination sera accompagnée par une coordination adjointe et en dessous par des institutions partenaires ainsi que des partenaires techniques et financiers.

3. Coordination

- ✚ Coordination : Ministère en Charge de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable ;
- ✚ Coordination adjointe : Ministère de l'Elevage et des Productions animales ;

4. Membres

- ✚ Ministère de la Production et de la Transformation agricole ;
- ✚ Ministère des Affaires étrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération internationale ;
- ✚ Ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et de la Bonne gouvernance ;
- ✚ Ministère des Armées, des Anciens combattants et des Victimes de guerre ;
- ✚ Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration ;
- ✚ Ministère de la Justice, Garde des Sceaux et des Droits de l'Homme
- ✚ Ministère de la Communication ;
- ✚ Ministère de la Santé publique et de la Prévention ;
- ✚ Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
- ✚ Partenaires techniques et financier au Tchad et à l'étranger.

La coordination de la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain dans les régions seront assurés par les services déconcentrés des ministères sectoriels en collaboration avec les partenaires techniques et autres acteurs locaux. Un mécanisme de suivi doit être mis en place par le comité ad hoc pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'investissement.

Références

- Assouma M.H., Hiernaux P., Le-comte P., Corniaux C., Ickowicz A., Mbow C. et Vayssières J., 2017. Élevage pastoral au Sahel : un bilan carbone à l'équilibre. *Grain de sel*, 73-74 : 2930.
- Bonnet B. et Guibert B., 2011. Le pastoralisme, enjeux et perspectives des politiques sectorielles : Éléments d'analyse régionale pour le Tchad, le Niger et le Mali. IRAM, 8p.
- Cartin-Rojas A., 2012. Transboundary animal diseases and international trade. In : Bobek V. (ed.), *International Trade from Economic and Policy Perspective*. InTech Publishing, p. 143-166 ; [doi:10.5772/2726](https://doi.org/10.5772/2726) . <http://www.intechopen.com/books/international-trade-from-economicand-policy-perspective/transboundary-animal-diseases-and-international-trade> .
- Charron D.F., 2012. Ecosystem approaches to health for a global sustainability agenda. *EcoHealth*, 9, 256-266.
- CIRAD/EMVT/CTA, 1996, Atlas d'élevage du Bassin du Lac Tchad. Wageningen, 230p.
- Duteurtre G., Kamil H., Le Masson A., 2002. Etude sur les sociétés pastorales au Tchad. CIRAD-EMVT/VSF, Montpellier-France, 148p.
- Hiernaux P., Mamadou O. D. et Mohamed H. A. 2018. Au Sahel, maintenir l'élevage pastoral pour s'adapter au changement climatique, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/26/au-sahel-maintenir-l-elevage-pastoral-pour-s-adapter-au-changement-climatique_5388932_3212.html?xtmc=sahel&xtcr=2
- Huchon J., Jiagho RE., Douadeu B. et Epanda M., 2021. Transhumances pastorales autour des aires protégées en Afrique centrale. Etat des Aires Protégées d'Afrique Centrale, En cours de publication.
- Jones K.E., Patel N.G., Levy M.A., Storeygard A., Balk D., Gittleman J.L., Daszak P., 2008. Global trends in emerging infectious diseases. *Nature*, 451(21), 990-994.
- Knobel D.L., Cleaveland S., Coleman P.G., Fèvre E.M., Meltzer M.I., Miranda M.E.G., Shaw A., Zinsstag J., Meslin F.-X., 2005. Re-evaluating the burden of rabies in Africa and Asia. *Bulletin of the World Health Organization*, 83, 360-368.
- Krätli S., Sougnabé P., Staro F. et Young H., 2017. Systèmes pastoraux dans le Dar Sila, Tchad : Un document d'information pour Concern Worldwide. Boston : Feinstein International Center, Tufts University, 54p.
- Lhoste P., 1993. L'évolution des méthodes de recherche et de recherche-développement sur les systèmes d'élevage en régions chaudes. *Recherches-système en agriculture et développement rural*, 173-177
- Mahamat M., 2022. Tchad : un cheptel de plus de 137 millions de têtes de bétail en 2021. https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-cheptel-de-plus-de-137-millions-de-tetes-de-betail-en-2021_a110227.html, visité le 09 Mai 2023
- MEPA, 2017. Plan national de développement de l'élevage, PNDE 2 : 2017-2021. Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA), N'Djamena, 103p.
- Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources Halieutiques, 2010. Programme d'action national d'adaptation « PANA » aux changements climatiques. N'Djamena, 92p.


- Ministère de la promotion économique et du Développement, 2000. État de la population du Tchad en 1999, croissance démographique et dégradation de l'environnement, N'Djaména, août 2000 (texte consolidé).
- Mugelé R., 2021. Evolution des systèmes de gestion des ressources agrosylvopastorales et halieutiques de l'Aouk et dynamiques territoriales associées. Projet « Appui à la préservation de la biodiversité de l'Aouk », APN, N'Djaména, 93p.
- Roth F., Zinsstag J., Orkhon D., Chimed-Ochir G., Hutton G., Cosivi O., Carrin G., Otte J., 2003. Human health benefits from livestock vaccination for brucellosis: case study. *Bulletin of the World Health Organization*, 81, 867-876.
- Sahnone P.J.M., 2021. Evolution des ressources pastorales et stratégies de gestion par les éleveurs dans la région de l'Adamaoua Cameroun : cas de la commune de Meiganga. Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Master en Pastoralisme, Centre Régional AGRHYMET, 71p.
- Tschopp R., 2020. Chapitre 15 - Tuberculose bovine à l'interface homme-bétail-faune sauvage en Afrique subsaharienne. p. 229-244
- Union Africaine, 2013. Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique : sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales. Département de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, 56p.
- Usongo L. et Moussa B., 2021. Dynamique et Impacts de la Transhumance et du Neo-Pastoralisme sur la Biodiversité, les Communautés locales et la Sécurité : Bassin du Congo. Congo Basin Forest Partnership, 92p.
- Zahilky K.S., 2022. Cartographie/mapping des actions et initiatives concourant à la prévention et résolution des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles dans la partie tchadienne du bassin du lac-Tchad». GIZ, 50p.
- Zakinet D., 2015. Des pasteurs transhumants entre alliances et conflits au Tchad : Les Arabes Salamat Sifera et les Arabes Djaatné au Batha. *Afrique contemporaine*, 255 : 127-143.
- Zinsstag J., 2012. Convergence of Ecohealth and One Health. *EcoHealth*, 9, 371-373.


REPUBLIQUE DU TCHAD


PRESIDENCE DETRANSITION

PRIMATURE

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PECHE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE


SECRETARIAT GENERAL 

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES FORESTIERES,
FAUNIQVES ET DES PECHEES 

DIRECTION DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTEGEES 

N° _____/PT/PMT/MEPDD/SG/DGRFFP/DFAP/2023
VISA : DAJC

UNITE * TRAVAIL * PROGRES



ARRETE N° 020 /PT/PMT/MEPDD/SG/DGRFFP/DFAP/2023
Portant création, attribution et fonctionnement du Comité *ad hoc* multisectoriel en charge de l'appui à l'élaboration du Plan d'Investissement Pays relatif aux Zoonoses, Transhumance, Lutte Anti-Braconnage Transfrontalière, Sécurité et Développement Durable

Le Ministre de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable

Vu la Charte de Transition révisée ;
Vu le Décret N°0002/PT/2022 du 12 octobre 2022, portant nomination d'un Premier Ministre, Chef de Gouvernement de Transition ;
Vu le Décret N°0003/PT/PMT/2022 du 14 octobre 2022, portant Nomination des Membres du Gouvernement de Transition et les textes modificatifs subséquents ;
Vu le Décret N°0084/PT/PMT/2022 du 30 novembre 2022, portant Structure Générale du Gouvernement et Attributions de ses Membres ;
Vu le Décret N°0242/PT/PMT/MEPDD/2023, du 13 janvier 2023, portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable ;
Vu le Contrat de subvention FED/2019/408-841 relatif au projet « appui à la préservation de la biodiversité de l'Aouk-République du Tchad » signé le 30 Août 2019 ;
Vu les nécessités de service,

Sur proposition du Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est créé un Comité *ad hoc* multisectoriel en appui au processus d'élaboration du Plan d'Investissement Pays (PIP) relatif aux Zoonoses, Transhumance, Lutte Anti-Braconnage Transfrontalière, Sécurité et Développement Durable dans le cadre de la préparation de la deuxième Conférence Internationale des Ministres en charge de la Sécurité, de l'Élevage/Agriculture, et des Forêts/Aires Protégées/Environnement sur la transhumance transfrontalière, qui sera organisé en

juillet 2023 par la Communauté des États d'Afrique Centrale (CEEAC) et de son institution spécialisée, la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC).

Article 2 : Le Comité *ad hoc* est composé comme suit :

- Président : le Directeur Général des Ressources Forestières, Fauniques et des Pêches
- 1^{er} rapporteur : Le Directeur de la Faune et des Aires Protégées ;
- 2^{eme} Rapporteur : Le Directeur Adjoint du Projet « Appui à la Préservation de la Biodiversité de l'Aouk » ;

Membres :

- Un Représentant du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales ;
- Un Représentant du Ministère de la Production et de la Transformation Agricole ;
- Un Représentant du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration ;
- Un Représentant du Ministère de la Santé Publique et de la Prévention ;
- Un Représentant du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale ;
- Le Coordonnateur National de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) ;
- Le Directeur Pays du WCS ;
- Le Directeur Pays de l'ONG NOE ;
- Le Coordonnateur du Programme d'Appui aux Aires Protégées et Ecosystèmes Fragiles ;
- L'Assistant Technique au Programme d'Appui aux Aires Protégées et Ecosystèmes Fragiles ;
- Le Directeur Adjoint du Grand Ecosystème Fonctionnel Zakouma ;
- Un Représentant du Programme des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- Le Conservateur du parc National de Sena-Oura.

Article 3 : Le Comité *ad hoc* a pour mandat de coordonner l'élaboration du Plan d'Investissement Pays (PIP) relatif aux Zoonoses, Transhumance, Lutte Anti-Braconnage Transfrontalière, Sécurité et Développement Durable.

A ce titre, il est chargé de :

- Collecter des informations et des données sur diverses thématiques nécessaires à l'élaboration du PIP ;
- Organiser l'exploitation et le traitement des informations et données collectées ;
- Elaborer le PIP du Tchad ;
- Organiser l'atelier de validation du PIP.

Article 4 : Dans le but d'assurer une préparation efficace de la deuxième Conférence Internationale des Ministres en charge de la Sécurité, de l'Élevage/Agriculture, et des Forêts/Aires Protégées/Environnement sur la transhumance transfrontalière, le Comité *ad hoc* a un (1) mois pour collecter les données, élaborer le PIP et le faire valider à un atelier national. Le Comité se réunit sur convocation de son Président.

Article 5 : Le secrétariat du Comité *ad hoc* est assuré par la Direction du projet « appui à la préservation de la biodiversité de l'Aouk ». A ce titre, il planifie et organise en collaboration avec la

Direction de la Faune et des Aires Protégées du Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable, les réunions du Comité *ad hoc* et rédige les comptes rendus.

Article 6 : Le Comité *ad hoc* peut faire appel à toute personne susceptible de l'aider dans la réalisation de sa mission.

Article 7 : Les charges afférentes à la réalisation des activités du Comité *ad hoc* sont supportées par le Projet « Appui à la préservation de la biodiversité de l'Aouk ».

Article 8 : Le présent Arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

N'Djamena, le 11 AVR 2023

Le Ministre de l'Environnement, de la Pêche
Et du Développement Durable

MAHAMAT ABDELKERIM HANNO



Amplifications :

- PMT.....1
- APN.....1
- Intéressés.....15
- Archives.....2

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DU SOUDAN

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Formulation

Dr Awatif ABDALLA MOHAMMED E : mohammedawatif@yahoo.com

Federal Ministry of Animal Resources

Léonard USONGO

E : usongoleonard@yahoo.fr

Avec l'appui technique et financier de :



**SUSTAINABLE MANAGEMENT OF
PASTORAL RESOURCES IN THE
CONGO BASIN
OUTLINE OF INVESTMENT PLAN FOR
THE IMPLEMENTATION OF THE
N'DJAMENA DECLARATION**



July 2021

Summary

Pastoral systems are also often subdivided based on how mobile groups are, and how far they move. Typically, herders settle in the rainy season (June-October) and revert to the production of milk and/or farming, in their place. Once the dry season announces itself, they will embark on movement in search of fresh pastures. This cycle of seasonal migration is called transhumance, and typically follows relatively stable routes between their place *and* relatively fixed pastures where they envision installing cattle camps for the entire season, moving from one strategic point to the next – watering points, fodder, markets, salt deposits, streams, etc. These strategic points – and thus herders' routes – vary from season to season, depending on climatic variability.

By contrast, fully nomadic herders have no fixed place they return to and may vary between pastures. Herders, who settle during the rainy season in Drylands, may undertake trips to the south of hundreds of kilometres, taking them across national borders. This is called the 'grand transhumance' and is contrasted to 'small transhumance', which comprises smaller movements between pastures to valorise the remains of harvests, make place for sowing, reduce conflicts, or complement animal diets. The return journey typically takes place at the onset of the rainy season, when farmers start sowing. To avoid conflicts with farmers, the return journey often follows more fixed transhumance corridors.

Cross-border transhumance is vital to the livelihoods of pastoral communities of southern states of Sudan bordering southern Sudan, Chad and Central Africa Republic (Eastern Bloc); clear and agreed rules should regulate the mobility of cattle across borders; policy frameworks for pastoralism should include cross-border transhumance; linkages with existing and emerging regional initiatives are important in terms of building on best practice; policy coherence and policy harmonization; local authorities and civil society have a major role to play in the management of cross-border transhumance and **the border** regime will depend on the nature of the relationships between the four countries and is not yet determined, but whatever happens cross-border transhumance will continue to take place. It is therefore essential that consensual and collaborative mechanisms are established in order to regulate this type of transhumance

The nature of cross-border transhumance is often influenced by the nature of political relations between contiguous countries. National disputes over the border regime or contestation over territory are barriers to good regulation of cross-border, not least because transhumant herders are often easily manipulated and mobilised to participate in conflicts between countries.

Cross-border transhumance can involve the movement of herds containing thousands of animals through treacherous route (involving *inter alia* cattle rustling, insecurity, cultivated land, physical barriers such as dams, pipelines). The organisation of transhumance and its management therefore requires a strong political authority that controls and regulates mobility and the access to, and use of, resources in host areas.

It requires above all common understandings and agreements between neighbouring states and communities to establish mechanisms to ensure that the potential of transhumance to contribute economically and socially outweighs its role as a source of instability. The example of West Africa shows that it is possible to implement these regulatory frameworks at local, bilateral and regional levels.

The **International Transhumance Certificate (ITC) of ECOWAS and IGAD** are a tool developed to implement this framework. This **International Transhumance Certificate (ITC)** for transhumants and breeders is designed to:

- Ensure the sanitary conditions of local herds;
- Give information to people in reception areas about the arrival of transhumant animals and time to prepare and respond.
- The instrument also guarantees, through the laws of the receiving country, that the rights of non-resident herders will be respected. At the same time, non-residents transhumants must comply with the national legislation of the host country, including regards access and use of forest areas, wildlife, water points and pasture.
- A conflict resolution mechanism is put in place through a Conciliation Commission. This consists of herders, farmers, local authorities and others concerned stakeholders.

Despite the framework being both simple and comprehensive, effective implementation is challenging. Several constraints have been noted which should be taken into account when designing new systems to manage cross-border transhumance:

- Herders often find that migration routes and transhumance corridors in the reception areas are occupied by farmers or villages;
- Administrative impediments, delays, and illegal taxation of pastoralists are common;
- Communities in reception areas blame migrating herders for damage to crops the over-exploitation of protected areas (through hunting, fishing, overgrazing).

Potential Application in the Sudanese Context

In many areas of Sudan, pastoral communities co-exist in relative peace and harmony despite the tense political and military situation. Management of transhumance in the borderlands between North and South Sudan should build upon ancient local practice and the mechanisms for management of transhumance that are based on local agreement. More generally, policy development can and should build on initiatives and projects already carried out in Sudan. This was established to support local authorities in the development of institutional systems to improve management of natural resources and build capacity of herders. A body of best practice exists from which lessons can and should be learned. Other processes are on-going, for example, COMESA is currently drafting legislation to guide pastoral mobility in East and Southern Africa. Similar processes in Sudan should be linked to such regional initiatives, either directly or at the least through reflecting their key principles.

Conflicts erode human progress and degrade the institutional infrastructure and capacity for sustainable peace and development. It disrupts commerce, learning and the provision of health services, and plunges people into poverty and destitution, with the most vulnerable and marginalized sections of society bearing the disproportionate burden of violent conflicts. Therefore efforts to sustain rapid economic growth must be accompanied by interventions aimed at creating durable institutions and strengthened public organizations responsible for designing and implementing policies and strategies for ensuring lasting peace and human security. Creating durable institutions for peace and security begins with an articulation of a clear vision, policy and strategy on peace-building.¹

¹ Ref: Concordis International (2011), SUDAN BORDER MANAGEMENT AND SECURITY. Concordis Briefing 5. June 2011

List of abbreviations and acronyms:

List of abbreviations and acronyms:

CAR	Central African Republic
DDR	Disarmament, Demobilization, and Reinsertion
CBAHWs	Community Based Animal Health Workers

Will continue writing

List of tables:

Table 1:	Estimates of Livestock Population by states in 2020
Table 2:	Estimates of Sudan Livestock Population /Year 2019/2020

List of figures

Abstract

Disease is becoming an important issue in conflicts between protected area authorities and adjacent communities. These frequently poor communities increasingly perceive wildlife negatively, especially where they have no stake in the management or use of that wildlife resource. Under these circumstances disease outbreaks can trigger conflict, and historically, politics have dictated that interventions by public health and (agriculturally oriented) state veterinary services take priority: this usually has negative impacts on the wildlife resource.

On the other hand, those same poor communities and livestock are seen as a threat to many protected areas as they compete with wildlife for resources and also because of a history of disease introductions. This situation is counterproductive for all concerned and cannot lead to better decisions being made for healthier ecosystems or human environments. To reduce this conflict, as well as the risks and impacts of disease, in particular at the interface between wildlife and livestock but also at the interface with people, a “One Health” approach is required. Public educations, training and awareness-raising regarding human, domestic animal, and wildlife health issues are crucial. In addition, more research on land-use and disease management at the interface is needed, as are new attitudes, and approaches to livelihoods and resource use. New practical measures, such as multiple-use diagnostic centres, should be introduced in order to improve both animal and human health. This will be beneficial to community development and biodiversity conservation alike.²

² References:

Steven A. Osofsky, Richard A. Kock, Michael D. Kock, Gladys Kalema-Zikusoka, Richard Grahn, Tim Leyland and William B. Karesh, 2005, Friends for life, Building support for protected areas using a “One Health” perspective.

- **Background:**

N'Djamena Declaration on the contribution of pastoral livestock herding to the security and development of the Saharo-Sahelian areas, on transhumant pastoralism:

- Recognizes the role of pastoral livestock herding in terms of economic and social development, environmental and land management, as well as security by inhabiting otherwise largely empty and uncontrolled spaces.
- Affirms that pastoral livestock herding relies on the mobility of herds and families and their access to water and vast pastures at yearly varying locations, including cross-border transhumance.
- Acknowledges that mobility must be negotiated with other groups, particularly the people in the southern zones where herds find resources in the dry season.
- Envisages the promotion of both transhumant livestock pastoralism and the search for effective interaction with the various forms of sedentary livestock farming, developing in agricultural areas and around towns.

Proposed lines of action:

- National governments should put the pastoral livestock sector at the heart of stabilization and development strategies for the Saharo-Sahelian areas, including the establishment and implementation of proactive and coherent policies.
- Improving governance of pastoralism by strengthening pastoralist organizations able to participate in good governance and the defense of pastoralists' rights and interests, involving pastoralists in the governance of land and public life in the context of more inclusive decentralization policies, considering livestock in spatial planning and regional development exercises, fair taxation and reinvestment in the livestock sector, and promoting youth.

Cross-border transhumance:

- The N'Djamena Declaration calls upon governments to “reinforce interstate cooperation with a view to facilitating cross-border movements and regional trade” and to set up a multi-institutional and multi-actor platform for monitoring pastoralism and related advocacy.

Strengthening the resilience of pastoral communities:

In order to protect pastoralist communities from climatic, political and economic risks, the Declaration proposes, among others, “Securing mobility and pastoral areas and improving access to natural resources (water, pastures).

This can be done by means of negotiating legally binding social agreements.” It also highlights the importance of “securing cross-border trade, abolishing illegal levies and reducing the risks of theft and predatory practices at border crossings.” In addition, it recommends “enhancing the exchange of knowledge and maintaining policy coherence between the countries of the Saharan, Sahelian and Sudanian areas.”

Enhancing the economic sustainability of the pastoral livestock sector:

Apart from enhancing the professionalism of the livestock sector and providing adequate infrastructure, policies in favour of economic sustainability shall be aimed at “better coordination, planning and securing of transhumance routes and cattle trading routes, particularly by improving market infrastructure.”

Enhancing the social sustainability of communities in the Saharo-Sahelian areas:

Through access to health services, education, vocational training, involving civil society, and strengthened “intercommunity links through governance, culture and the management of shared resources”.

I.1 Context and justification:

1.2 Sectoral Contexts:

The Livestock sector in Sudan plays an important role in terms of food security, and provides employment opportunities that contribute directly to poverty alleviation and social development. More than 80 per cent of the Sudanese rural population relies on rain-fed traditional farming and associated livestock rearing for their livelihoods. Livestock represent a substantial source of cash revenue as well as a main hunger mitigation strategy in case of crop failure. Improvement of livestock-dependent livelihoods is considered a means to ensure peace dividends, prevent conflict and improve food security. The Government of the Republic of Sudan (GoRS) has prioritized the agricultural sector, and in particular the livestock sector, as the backbone of the national economy. Livestock contributes to 50 per cent of the agricultural production and about 19.8 per cent of the Gross Domestic Product (GDP). Though the domestic market is the main outlet, livestock accounts for a substantial proportion of exports from North Sudan, as the dominant agriculture commodity. Sheep constitute 80 per cent of the livestock exports; more than **3** million head of sheep are exported annually, principally to Saudi Arabia.

Average rural poverty rates in the Sudan are estimated at 58%, much higher than the national average and the urban poverty rate (47% and 27% respectively). Small-scale farmers and livestock herders in the traditional rainfed sector, the landless and internally displaced people, households without assets and people in areas affected by drought and conflict are the rural groups most at risk of poverty. The main constraints on rural livelihoods are access to markets, access to financial services, unpredictability of rainfall and water shortages, barriers on migratory routes for livestock, pest and disease outbreaks, and conflicts. Unemployment is higher in rural (19.8%) than in urban (12.1%) areas, and higher for women (24.7%) than for men (13.9%). Food and nutrition security is fragile and undernourishment is widespread. Across the Sudan, the percentage of undernourished people is estimated at 22%; annual wasting in children averages 10-18%; stunting is at 11% and micronutrient deficiency is widespread.

Socio-economic importance of livestock:

The impact of livestock on the economy of Sudan and its social uses within the pastoral sector are of great importance in the future development of the country. The role of livestock is that of a food system and store of value, wealth, power, and authority in areas where pastoralists practice their daily life without being reached by modern banking systems and market economy. There are four major uses of livestock in Sudan; namely, domestic, economic, social, and political. A key aspect of the issue is the social significance of

livestock and how the wealth it generates transforms itself with power and authority. Indigenous knowledge in land management as well as the pastoralists' use of different types of animals to satisfy their short- and long-term needs has to be understood in order to effectively implement any strategic planning. Elements that should be considered are the impact of drought in the marginal areas of the northern part of the country, land grabbing in the central areas, and civil war in the southern region, specifically focusing on the contribution of the livestock sector to the Gross Domestic Product (GDP) under the pressure of the shrinking grazing areas. A brief attempt is made toward explaining issues of enlightenment or edification of pastoralists in order to transform the system. An advance in this direction can only come through education and creation of awareness towards the relevance of high quality livestock for the local, regional, and national economies of the state. This calls for creative engagement in processes of planning and developing the pastoral sector.

Table 1 presents official estimates of the numbers of livestock in Sudan from the early 20th century to the present. The numbers in Table 1 have been generated by a variety of estimation procedures: the subjective estimates of experienced senior veterinary officers in the colonial period, an aerial survey in 1975, constant assumed rates of growth, and since the late 1980s, a herd growth and output model. Except during an extreme drought in the mid-1980s, all these estimation techniques depict an ever larger national herd, with remarkably high rates of growth in the 1990s.

Table 1: Estimates of Livestock Population by states in 2020

States	Cattle	Sheep	Goats	Camels	Total
North Kordofan	794,675	4,223,000	2,738,530	944,640	8,700,845
South Kordofan	4,650,438	2,214,000	2,190,824	253,872	9,309,134
West Kordofan	3,560,144	4,366,500	2,448,568	644,520	11,019,732
North Darfur	740,637	3936436	3,056,344	615,492	8,348,909
South Darfur	2,500,048	2214000	1,743,638	91,192	6,548,878
East Darfur	2,045,493	1,808,100	1,426,613	74,612	5,354,818
Center Darfur	1,964,437	1,845,000	2,087,726	200,244	6,097,407
West Darfur	2,403,097	2,246,800	2,554,887	244,524	7,449,309
Gedarif	1,118,902	2,235,372	1,116,829	356,208	4,827,312
Kassala	909,108	2,115,426	1,764,866	717,828	5,507,228
Red sea	146,220	436,170	758,341	298,152	1,638,883
Blue Nile	2,171,052	4,089,096	477,985	14,760	6,752,892

Sinnar	1,703,783	1,439,362	1,728,098	121,524	4,992,767
El Jazeera	2,673,287	2,589,761	2,261,235	128,412	7,652,694
White Nile	3,766,760	2,671,543	2,697,855	36,900	9,173,057
Northern	270,190	1,025,000	1,213,346	51,168	2,559,703
River Nile	108,076	1,079,521	1,273,094	119,064	2,579,755
Khartoum	260,653	463,431	680,209	6,888	1,411,181
Total	31,787,000	41,000,000	32,218,000	4,920,000	109,925,000

Source
:
Ministry of
Animal

Resource- Statistics Department

Estimates of Livestock Population in Sudan Year 2019/2020

Year	Cattle	Sheep	Goats	Camels	Total
2019	31489000	40896000	32032000	4895000	109,312,000
2020	31,787,000	41,000,000	32,218,000	4,920,000	109,925,000

Source:

Ministry of Animal Resource- Statistics Department

The economic, environmental, and socio-political reasons in combination with the spread of violence and insecurity throughout the country are finally undercutting the resilience mechanisms that pastoralists have traditionally used to deal with setbacks, particularly mobility. Agricultural expansion and the spread of insecurity have fragmented pastoral corridors and grazing areas. Pastoral mobility or transhumance is a key asset of sustainable livelihoods for pastoralists and an essential resilience and adaptation mechanism. This mobility, already challenged by issues related to demographic growth, farmland encroachment and policies governing natural resources that do not protect pastoralist access to necessary resources such as pasture and water points, is further threatened by the rise of violence and conflict spreading through the region. Security has become the main decision-making factor for pastoralists engaging in the practice of transhumance, and for many this has meant the current abandonment of the practice. While transhumance trajectories in the past have sometimes been adjusted because of farmland encroachments and closed corridors to deviate from potential conflicts, the current security situation has now paralyzed important trade flows.

Several studies emphasise the social/cultural as well as the environmental/economic significance of mobility for pastoralists: being mobile is associated with meeting relatives, making new contacts, and acquiring information. To move or to travel is seen as a way of developing knowledge and becoming educated. Even when mobility becomes a less dominant aspect of a group's livelihood, it may remain an important component of its identity (Larsen/Hassan 2003). In the south of the country livestock movement more commonly involves vertical transhumance over relatively short distances: cattle move from wet-season pastures on high ground to dry-season grazing on lowland river banks or islands. There are no demarcated routes in the Sobat Basin in Upper Nile State, for example, which accommodates livestock from North and South Kordofan and from White Nile and Blue Nile states during the summer season (El Tahir 2002).

With the exception of the mechanised schemes in the north-western part of Upper Nile, its cultivated areas are generally small, and incoming groups maintain good relations with their hosts. Livestock movements cross state boundaries, which may present administrative and policy challenges in the context of decentralisation. Prolonged periods of drought can also trigger much more extensive migration across international borders into Chad, Libya and Ethiopia. A second characteristic of pastoralism in Sudan is its strong export orientation. Sudan is one of the leading livestock exporting countries in the region, and most of these animals come from the pastoral sector. Livestock production used to generate more than 20% of national foreign exchange earnings, although since the oil boom this has fallen to 8%.

In recent years annual exports have averaged over three million live sheep, 150,000 camels, and 10,000 tonnes of red meat (Young et al 2005). Annual export earnings from live animals and meat are thought to be around **US\$ 605,000,000**. Animals are trekked to terminal markets along well-defined routes, which differ from the corridors that facilitate access to seasonal pasture. International funding from agencies such as IFAD in the 1980s was directed towards improving these routes through the development of water yards and the rehabilitation of rangeland. There are four main livestock export channels:

- ✓ Live sheep, goats and racing camels through Port Sudan.
- ✓ Chilled red meat by air from Khartoum.
- ✓ Live camels cross-border to Egypt.
- ✓ Live camels cross-border to Libya.
- ✓ The last of these, and to some extent also the cross-border trade with Egypt, operates informally (Young et al 2005).

Historically, pastoralism was not a self-contained economy. The concept of pastoralists and farmers as distinct groups emerged in the 19th century under Turco-Egyptian rule; prior to this period their leadership was unified. In the pre-colonial era pastoralism represented an important route to accumulation and political power, contrasting sharply with pastoralists' loss of political status today (Shazali 2002).

Legislation governing livestock mobility

The main factors in the policy, legislative and institutional environment which have contributed to the progressive marginalisation not just of pastoralists but of smallholder farmers as well. Under law, grazing is treated in only passive terms as residual. Proposed legislation by the Range and Pasture Administration would demarcate farming and grazing areas and limit the current tendency of the National Forests Corporation to annex grazing areas and declare them 'reserve forests' (Babiker 2008). However, range management does not receive the attention it requires at either federal or state level. Regulating mobility makes little sense unless complementary investments are also made in the quality of range resources.

There is no national legislation regulating livestock mobility, and no comprehensive map of the livestock corridors for the whole country; documentation of livestock routes takes place at state and locality levels. A draft law was submitted to Parliament in 1996 but not passed due to a dispute between the Ministry of Agriculture and the Ministry of Animal Resources as to which had overriding authority. Only four states have passed legislation governing mobility: North Kordofan, South Kordofan, North Darfur and South Darfur. Gedarif and Sinnar states have developed proposals for livestock routes but these have not yet been

passed. The content of this legislation is very similar, and is summarised in below:

Examples of the main provisions in state legislation governing livestock routes

1. Prohibited actions inside the routes:

- a. Crop planting or other investment except when approved by the minister or when related to livestock development/proper use of the rangeland.
- b. Using services along the routes for purposes contradictory to grazing.
- c. Setting fires that expose the rangeland to harmful burning.
- d. Removal, change or obliteration of boundary signs or trees demarcating the routes.
- e. Cutting trees prohibited by forest law.
- f. Practising trade that affects the environment (charcoal, firewood).
- g. Establishing permanent villages, except for nomads.
- h. Introducing or burying any material harmful to the rangeland.

2. Closure of routes and water sources.

3. Power of the Ministry: the Minister or the Administration is entitled to enter the route for inspection and to give directions concerning adherence to the rules.

They have the right to sue those who do not abide by the rules. Animals that do not comply with the stipulated health regulations are not allowed to use the routes and are subject to quarantine in coordination with the Ministry of Animal Resources.

4. Pesticides, herbicides and drugs: use of these materials must be in line with laws and regulations to avoid harmful residual effects along the routes or near water sources.

The lack of an appropriate legislative framework at federal level undermines any efforts made at state level. Livestock cross the boundaries of states whose regulations may not be compatible. States have weak implementation capacity and few means of enforcing the laws they pass. Decentralisation of responsibility for managing range resources is taking place without a parallel investment in capacity; state-level appointments are often of people with insufficient expertise. Federal endorsement of state legislation might strengthen their hand. More generally, an overarching framework is required that takes the interests of the whole ecosystem into account and that can reconcile the interests of different users and investors.

Institutional and local government restructuring

The abolition of the Native Administration in 1970 created a major institutional vacuum at just the time local-level conflicts were increasing with the expansion of irrigated and rain-fed farming (Shazali 2002). The Native Administration had been key to managing mobility in the colonial period. Colonial officials in North Sudan used grazing lines to enforce the separation of cultivation and grazing. Local Orders stipulated the timing and direction of pastoral movements along the livestock corridors, the opening and closing of water points and the latest date for harvest, after which livestock could enter fields and graze the crop residues.

Farming was forbidden in the corridors, and agreements were periodically facilitated between groups in order to head off conflict. The government attempted to reconstitute the Native Administration with the 1987 Native Administration Bill and the 1998 Local Government Act. In practice it politicised local institutions through the exercise of patron client ties (Siddig et al 2007). At lower levels the formal and customary structures overlap, creating a confused authority, particularly in remoter rural areas. Alienation of land for

mechanised farming, for example, passes through the formal land allocation system without reference to the customary. No credible alternative to the Native Administration has been established, and no institution appears capable of articulating pastoralists' interests' vis-à-vis the state (Shazali 2002). Explicit support should be given to pastoral conflict mediation agents to prevent the escalation of localized grievances and conflicts. Revamping and supporting them is needed to mobilize support for community leaders, pastoralist mediation agents, traditional and religious authorities to help identify local solutions

Pastoral resources and transhumance (including zoonotic issues):

Pastoralism provides important ecosystem services that contribute to improving rangelands and the general environment. Rangelands contribute to the economy because they have major resources such as human capital, wildlife, minerals, livestock, forestry, medicinal plants, scenic landscapes, fodder and water. Animals on the move help maintain biodiversity and soil fertility, sequester carbon, regulate waters, and disperse seeds. The cultural practices of pastoralists encompass valuable indigenous knowledge and regulate land use in a sustainable and inclusive manner. Mobility also serves as a way of connecting different regions and countries, linking isolated communities and providing them with news, information and knowledge (FAO, 2018).

The primary livelihood of pastoral communities is the management of livestock such as cattle, goats, sheep and camels. They inhabit land with natural resources and a wealth of cultural and traditional heritage that remains largely unexploited. Provided that livestock production is the major means of income, the pastoralists are seasonally mobile, adapted to harsh and extreme climates and are social network oriented. Human survival in these environments would be virtually impossible without livestock that provides for basic needs. The importance of livestock in these areas surpasses the mere fact of meeting basic needs, since they are traditionally seen as the basis of life, wealth and social respect. Pastoralists are geographically and socially marginalized groups, inhabiting large regions unsuitable for agriculture and infrastructural development (Thornton, et al., 2002; Aweke et al., 2013).

Pastoralism is a livelihood based on livestock rearing which is experienced by sedentary or mobile communities. In Sudan, Pastoralism is extensively practiced in the national land area. The livelihood of pastoral community of Sudan is mainly dependant on livestock production. Since the pastoralists have an intimate relationship with their animals, zoonotic infections, transmissible between humans and animals, are closely associated with pastoralism. Factors such as proximity to animals, food consumption behaviour, problems related to contamination of milk and meat, inadequate supply of treatment drugs, harsh environmental conditions, and socioeconomic and cultural practices have exposed the pastoralists to different zoonotic diseases. The level of awareness about zoonosis in the pastoralists and also in the health professionals found in the pastoral areas of the country is low. Moreover, there is lack of diagnostic and therapeutic facilities for zoonotic diseases in the health centres and limited municipality abattoirs and hygienic milk centres. Even though zoonotic diseases are found in a significant rate in pastoral communities, there is often a general lack of focus with a subsequent failure to prioritize their control by human and animal health sectors. Therefore, an integrated intervention among veterinarians, health professionals, governmental and nongovernmental bodies and the community is mandatory to effectively address the health problems. Community based programs such as health education on zoonosis, establishing diagnostic and therapeutic facilities of zoonotic diseases

in the health centres and establishing municipality abattoirs and hygienic milk distributing centres is critical for zoonotic diseases control and prevention in pastoral areas of Sudan.

Zoonosis is infections that are transmissible between animal and humans. These diseases have high incidence rates and cause significant morbidity and mortality cases worldwide. Zoonosis have important impacts on public health and livestock economies representing 61% of all infectious organisms known to be pathogenic to humans (Taylor et al., 2001). Animals and humans are reservoirs of zoonotic infections, and the disease transmission occurs directly or indirectly between them. Infection can be transmitted directly due to contact with an infected animal host or indirectly through contact with a vector (Acha and Szyfres, 2003).

In countries that have a pastoral community, transmission of pathogens from livestock to pastoralists may occur through consumption of raw milk and meat or through obstetric work and other husbandry practices (Acha and Szyfres, 2003; Kahn, 2006). Zoonotic diseases can be emerging, re-emerging which cause significant human morbidity and mortality that affect poor and marginalized communities in developing countries who live in close contact with animals. These diseases are under-diagnosed and underreported because no enough focus is given by clinicians as well as policy makers. Zoonotic diseases often share clinical features, particularly fever, with other more common diseases or require complex diagnostic tests to confirm their presence (WHO, 2010).

References

- Acha N. P. and Szyfres B. **2003**. *Zoonosis and communicable disease common to man and animal*, 3rd ed., Pan American Health Organization. Washington, DC, Pp. 40-66.
- Thornton P.K., Kruska R.L., Henninger N., Kristjanson P.M., Reid R.S., Atieno E., Odero A.N., Ndegwa T. **2002**. *Mapping Poverty and Livestock in the Developing World*. International Livestock Research Institute, Nairobi, Kenya.
- Aweke K., Tsehai A., Masresha T., Andinet A. and Berhanu W. **2013**. *Challenges and opportunities in Community Based Nutrition adaptation to pastoral areas in Ethiopia*. Report Prepared by Ethiopian Health and Nutrition Research Institute, Food Science and Nutrition Research Directorate in collaboration with Federal Ministry of Health and World Bank. Ethiopian Public Health Institute, Addis Ababa, Ethiopia.
- Angesom H.D. **2016**. *One Health: An Integrated Approach for Disease Prevention and Control in Pastoral Areas of Ethiopia*, *Journal of Health, Medicine and Nursing*, 22:45-50.
- *Journal of Biology, Agriculture and Healthcare* www.iiste.org
ISSN 2224-3208 (Paper) ISSN 2225-093X (Online)
Vol.6, No.7, **2016**

Transhumance can be defined as a seasonal migration of livestock farmers (some members of the family) and their herds (usually much of the herd). They leave the territories in which the majority of the family is permanently settled (origin territory) to join different territories (of transit, host or destination) in order to access better resources (water and pasture) while

minimizing the socio-economic and health risks (Dongmo et al., 2012). The transhumance always incorporates the departure territories, reception territories (or destination) and transit territories. These areas are located in the same country or in different countries. The production (milk, meat, manure) is then sold throughout the trip.

Transhumance management and biodiversity conservation

Pastoralism is typically based on local management systems for the sustainable use of wild and domesticated species. Grazing land management, especially in drought-prone areas, is a complex process requiring a balance between the use of water, food, fodder, fuel, etc.. As users of grazing lands who are reliant upon the continued provision of such ecosystem services, pastoralists have a unique knowledge of how a balance between conservation and sustainable use can be achieved and maintained. In addition to seasonal and annual changes in use patterns, pastoralists are also able to quickly respond to perturbations.

Because of their close historical connections with biodiversity, pastoralists also benefit from the cultural services provided by the ecosystems in which they live. This is often reflected in local management practices which largely emphasize long time horizons in decision-making in order to maintain culturally important elements of the ecosystem.

Pastoral people use local decision-making processes to sustainably manage mixed livestock herds to produce meat and milk (Blench 2000). Where traditional pastoral livelihoods and management practices are replaced or restricted, however, the degradation of critical ecosystem services often follows.

Pastoralism has been fundamental in the history, culture and identity of the people, who are the custodians of land, indigenous animal breeds and plant varieties. They make the most efficient use of the resource base while ensuring its sustainable management and their mobility including transboundary transhumance is critical to maintaining this lifestyle (Lukenya Declaration, 2016). However, this pattern of livelihood is increasingly coming under threat despite the fact that migration in search of pastures and water is central to their survival. The combined effects of among others conflicts, restriction of the mobility of transhumance communities, weak pastoralism land tenure, pastoralism land alienation for other economic activities and adverse climate variability have directly affected the pastoralists livelihood. In particular, women and vulnerable groups among the transhumant communities bear the brunt of the threat to their livelihoods.

Many pastoral systems are good examples of the application of the ecosystem approach. The ecosystem approach is a strategy for the integrated management of land, water and living resources that promotes conservation and sustainable use in an equitable way. It recognizes that humans, with their cultural diversity, are an integral component of ecosystems. Through its twelve principles, the ecosystem approach balances production and economic considerations with conservation and the maintenance of ecosystem services. The ecosystem approach also recognizes the importance of involving all stakeholders in decision-making and of decentralizing management to the lowest level possible (SCBD 2004b).

As a result of changing policies (e.g. affecting pastoralists' land and water access), continuing biodiversity loss, population growth, and accelerating climate change, the future of pastoralism and the role that it will play in biodiversity conservation and sustainable use remains unclear. Existing constraints to pastoralism, including exposure to droughts, and

pest and disease outbreaks, are unlikely to diminish and may, in many cases, increase due to climate change.

Ref: *Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2004) The Ecosystem Approach, (CBD Guidelines) Montreal: Secretariat of the Convention on Biological Diversity 50 p.*

I.2 Presentation of the country:

1.2.1 Country Context:

Sudan National Context

Sudan is a typical Sahelian zone country with low level of rainfall, scarcity of water, and short agricultural season (3-4 month). Though about 60 percent of the country's 1.81 million square km is ASAL, it is endowed with 61 million hectares of arable land, 14 million hectares of natural pasture and 21 million hectares of forests. The rangelands of Sudan support about 104 million heads of cattle, sheep, goats, and camels, and a wide range of wildlife species. The water resources include the country's share of the Nile water, from seasonal rivers, ground water, and annual recharge from seasonal rainfall.

The country has a population of 40 million with a poverty incidence averaging 46.5 percent nationally. The livestock industry constitutes 20 percent of the national GDP (ICPALD SS, 2015). Women comprise only 23 percent of the formal economy, but 70 percent of the informal economy, with 53 percent of them focused on agricultural production activities. Sudan is fast experiencing a reduction in viable rangeland for its pastoralists. Numerous factors have contributed to rangelands degradation; the explosive growth in livestock numbers, a widespread deterioration of the remaining rangelands caused largely by overgrazing, and major reduction in the total area of available rangelands. The latter has been caused by the uncontrolled expansion of mechanized and traditional rain-fed agriculture; the expansion of irrigation schemes, and; desertification, all of which have gravely affected pastoralists' mobility (UNEP, 2007).

Sudan's Economy: Opportunities and Challenges



Sudan is rich in arable land, natural resources, a young workforce, and agricultural opportunities, however, the secession of the oil-rich South in 2011 initiated a declining economic trend. an International Monetary Fund (IMF) figures indicate that GDP halved between 2011 and 2019. The 75% decline in oil income resulted in both a trade and fiscal deficit which led to a substantial devaluation of the currency and rising inflation. Sudan's economy has been in recession since 2018, with a decline experienced across all the components of GDP. Per capita GDP declined from USD1,125 in 2017 to USD780 in 2019, with real GDP estimated to have shrunk by 8.2% in 2020 due to the combined impact of COVID-19, natural disasters including floods, and intermittent shortages of key commodities like fuel. Poverty has risen as a result and, exacerbated by COVID-19,

there is general consensus among observers that this is now widespread.

In response to the economic concerns of the population, the Transitional Government is moving ahead with significant economic transformation, prioritizing harnessing the country's natural wealth to fund development, addressing inflation and parallel foreign currency exchange rates, and tackling historic economic distortions, notably subsidies on fossil fuels. In support of these aims, in September 2020 the Transitional Government agreed to an International Monetary Fund (IMF)-managed programme that foresees the removal of fuel subsidies, the unification and liberalization of the foreign exchange rate, and increased revenue mobilization efforts to reduce the fiscal deficit and create conditions for the increased allocation of funds to priority sectors, [including a joint Transitional Government/World Bank/WFP social protection](#) programme.

Sudan's exports are dominated by gold, sesame seed, livestock, crude oil and groundnuts, and accounted for 82% of all exports in 2019. Historically, agriculture has remained the main source of income and employment in Sudan, employing or providing livelihoods for more than 60% of the population. However, neglect of traditional smallholder agriculture and nomadic animal husbandry saw the sector's share of GDP dip in recent years. This trend, combined with the exodus from the conflict- or poverty-affected areas of the country, has contributed to a high rate of unorganized urbanization in and around the larger cities.

Moreover, despite its massive agricultural potential, Sudan struggles to meet its own staple food needs and has seen its natural resources significantly affected by climate change, deforestation, soil desiccation and diminishing soil fertility and water tables. Finally, Sudan's rich endowment of natural resources, including natural gas, gold, silver, chromite, manganese, gypsum, mica, zinc, iron, lead, uranium, copper, kaolin, cobalt, granite, nickel, tin, and aluminum offer significant economic potential. However, these resources have yet to be fully realized.

Pastoralism Dynamics - Pastoralism varies along the North-South axis to optimize grazing conditions and minimize pest problems with camel pastoralism dominating the desert and semi-desert areas of the North and the cattle herding in the savannah belt towards the south. In the dry season, the movement is southwards towards the better pastures and later rainfall; in the wet season, it is generally northwards to follow new growth and avoid the flooding, mud, and insect-borne diseases. Pastoralists are to be found in all the border areas of the country. South Sudan is the most important cross-border pastoralist neighboring country. Most Sudanese pastoralists spend an average of 6 months in South Sudan while the South Sudanese herds move during the raining season to avoid the mud and pests. However, this mobility is being restricted by heavily mechanized agriculture that has reduced grazing land considerably and the conflicts in South Sudan where the warring factions confiscate the visiting pastoralists' cattle for food or request payment to allow access to pastures.

Land Tenure Security – this has been the root cause of most of the pastoralists' conflicts in the country. The country's land framework has no security of tenure for pastoralists with the legal system providing that all unregistered land is government land making them more vulnerable to government appropriations. These have witnessed the unrestrained expansion of agricultural activities on pastoral lands reducing their grazing areas and disrupting their migration corridors (UNEP, 2007). This is the major cause of conflict between pastoralist and agriculturalist societies throughout the drier parts of Sudan.

Governance - The government has undermined the traditional governance systems that historically settled disputes at a local level or negotiated grazing access among communities by denying their role. As an example, the government has used security forces to ensure that the Messeriya traditional administration cannot negotiate bilateral grazing peace deals with the Dinka communities in South Sudan. This has disrupted those pastoralists' historical relationship with the Dinka (UNECA, 2017).

Insecurity - Pastoralists have been forced to pass through agricultural regions in order to reach their increasingly diminishing pastures and water resources. Pastoralists are increasingly being denied grazing rights and finding their traditional migration routes blocked by agricultural land a major source of many local conflicts. With the fast encroaching desert, competition for diminished resources has intensified. The conflicts, which were more controllable through traditional dispute resolutions, are being intensified by the lack of effective action by these institutions and the spread of arms. Cattle rustling have also evolved from a traditional cultural practice of replenishing herds, sourcing dowry and as proof of bravery, to a highly organized crime. In 2016, in Gedarif state that borders Ethiopia at Jebel Halawa, 25 people lost their lives as 700 cattle and 67550 sheep were stolen. Overall cost of cattle rustling to the national budget is USD 6 billion (including livestock loss and displacement of communities) (ICPALD SS, 2017).

The Major Cross-border Transhumance Concerns - The severely adverse impact of climate change on the pastoralists' rangelands which has seen the desert move south by between 50 to 200 km in the country. The appropriation of pastoralist land for agricultural expansion has also seen an increase in pastoralists and agro-pastoralists conflicts over limited natural resources. These have had a disastrous effect on the pastoralists constraining their ability to maintain their lifestyle.

- **Summary of constraints and priority issues related to pastoralism, cross-border transhumance and natural resource management:**

2.1 CHALLENGES OF MOBILITY FOR PASTORALISTS

The major challenges and threats to pastoralist livelihoods and their mobility as identified and highlighted by most of the Member States in the IGAD region included: -

2.2.1 Legal, Policy and Institutional Deficiencies:

The major issue arising was the lack of or weak applicable pastoralism development laws as well as lack of adequate institutional framework to implement any existing relevant laws and policies. None of the Member States has a law dedicated to pastoralists despite the system's major contribution to the regions' economy and society though Ethiopia, Kenya and Uganda have draft policies and strategy. The same concern was expressed both for national and regional frameworks, the latter expected to focus on the international boundaries that hinder secure pastoralist mobility. Also, the disconnect between the pastoralists' expectations from the government (development) and the government's expectation of its duty to pastoralist (livestock production) has seen most of the government interventions viewed as 'mere infringements on local sovereignty and contributors to the erosion of local governance' (UNECA, 2017). A common complaint is that the government

and IGAD seem to be challenging the traditional and local systems in the development of the Protocol.

2.2.2 Erosion of Traditional Governance Systems:

There is a perception that the traditional governance and the traditional authorities' role in pastoral land management and mobility concerns has been set aside with the fear of loss of indigenous knowledge institutions. The concerns applied to the disregard of traditional mechanisms and structures governing cattle rustling, warfare, conflict resolution, restitution and peace building in the national regimes. Consequently, disputes and conflicts in pastoral areas are escalating. In addition, the lack of recognition of communal land rights, access, management and use e.g. the common property regime which previously enabled pastoralists to properly manage and utilize the rangelands is being undermined by statutory laws and policies promoting privatization and subdivision of communal land. There is also a limited involvement of their stakeholders in decision-making processes. Nevertheless, the lack of codification of traditional legal and governance system and written record of how the communities are governed militate against the pastoralists' interests.

2.2.3 Livestock Production:

Without tangible productivity increases per unit animal, pastoral communities in the dry rangelands only develop as fast as the animal population they depend on. Thus many tend to overstock and traditionally resist attempts to adjust livestock numbers to match the rangelands available resources. Current practices tend to encourage over-grazing and range degradation in most of the member states. Poor livestock productivity has been caused by among others: -

- The prevalence of transboundary animal and zoonotic diseases.
- Inadequate and fluctuating availability of fodder and water in e.g. Djibouti and Somalia that has to source feed from Ukraine.
- Encroachment of crop production and commercial farming into pastoral land in most of the member states but dire in Ethiopia, Sudan and Uganda.
- Inadequate extension coverage, markets and marketing infrastructure in all the member states.
- Erratic and unpredictable weather conditions in the entire region.
- Economic demand puts pressure on livestock keepers to adopt high-input breeds, mostly exotic, which puts pressure on the sustainable use of indigenous breeds that are better adapted to the current climate variability particularly in Uganda, Kenya and Somalia.

2.2.4 Pastoral Land Alienation:

Unfavourable land tenure system, weak and inadequate land policies on access, use and ownership of pastoralists land constrain pastoral mobility in the region. This will become a key source of contention in the implementation of the Protocol on Transhumance. The ECOWAS region has undergone a major shift in the use of land including traditional transhumance corridors, which is creating a volatile situation (see Box 2.1). Land policies that restrict pastoralists' movements and use contribute have been identified as the main drivers of conflicts among pastoralists and between farmers and pastoralists in the entire

IGAD region (UNECA, 2017). Changes in land use such as transition from livestock keeping to expansion of intensive agriculture (in Sudan), the expropriation of pastoral land for extractive industries (oil in South Sudan and mining in Uganda) and establishment of protected areas reduces pasture for pastoralist in particular for mobility purposes. The latter gives rise to livestock-wildlife conflict. This has in many cases seen livestock encroaching into protected areas like game reserves and parks with governments siding with wildlife against the pastoralists (in Kenya, Ethiopia and Uganda). Over 70 percent of the protected areas in most member states are located in pastoral lands.

2.2.5 Insecurity, Conflict and Cross-border Pastoral Mobility:

Insecurity and conflicts undermine the pastoralists' socio-economic development and limits pastoral mobility. The main contributing factors to insecurity include competition over dwindling resources (land, water, pasturage) and limited livelihood options; proliferation of arms, transnational crimes and violence in the pastoral areas; cattle rustling, and; state policies and responses that are uneven and unequal (e.g. Karamoja Cluster disarmament) and sedentarization. The existing conflicts in the IGAD region are fought in pastoral areas and are fought by pastoralists or agro-pastoralists. This and the state's inability to assert its sovereignty over remote and inaccessible pastoral areas contribute to the framing of pastoralism as security threat (UNECA, 2017). Worse still, the historic strained relations between pastoral societies and the State have evolved in recent years, leading to the emergence of so-called 'new pastoralism' (UNECA, 2017). Among the new fringe pastoralists, young people have joined jihadist organizations with connections to transnational extremist groups, and others have become part of other transnational illicit activities. Meanwhile, cattle's rustling in the region are now undertaken for economic benefits and is common in pastoral areas along the border regions, exacerbated by proliferation of illicit SALW and the increasing demand for beef. The stolen livestock is irretraceable and disappears quickly into the foreign markets (RECSA, 2014). Arms registration has been used in Kenya and Ethiopia to control illicit SALW and reducing incidence of cattle rustling.

2.2.6 Environment factors and Climate Change:

Climate variability brings frequent climatic shocks, mainly unreliable rainfall and scarce water supplies, negatively affect range livestock production and increase conflicts over access to and use of the limited resources. These have been particularly acute for pastoralists in Djibouti and Sudan. Changes in soil and vegetation cover facilitate invasion by foreign species and bush. Increased bush encroachment has been observed throughout pastoral areas by the invasive tree species mesquite (*Prosopis juliflora*). Also the escalation of desertification and land degradation caused by both natural hazards (such as drought, floods) and human activities (deforestation, overgrazing, poor farming practices on marginal and fragile lands) promises a harsh future for the pastoralists.

2.2.7 Cross-Border Trading:

About 95 percent of cross-border trade is through unofficial channels and generates between USD 250-300 million annually in the IGAD region. The local population views it

as a vital means of livelihood, generating income for thousands of pastoral and non-pastoral households, particularly in areas where alternative employment opportunities do not exist. The cross-border livestock trade in the region occurs in the pastoralists and agro-pastoralists areas 'where livestock rearing is an integral part of life as the greatest livelihood asset and cross-border activity' (IGAD ICBT, 2018 & ICPALD, 2017a). The scale of informal cross-border trade among the member states is symptomatic of the marginalization of the areas, and the resilience of those communities. IGAD has identified 75 cross-border markets most of which are mostly traditional, inefficient and characterized by poor marketing conditions (see Figure 2.4 for the routes). Livestock traders also face many challenges that often increase their transaction costs (feed, transportation, weight loss, and illegal (unofficial) taxes). Nevertheless, this intra-regional livestock trade is on the rise, a majority of which is informal and thus more associated with the spread of animal diseases. Animal diseases pose the highest risk to cross-border trade, followed by insecurity, poor stock-routes infrastructure/high transportation costs, government bureaucracy and corruption, and inadequate market information (ICPALD Cross border Routes & ICPALD, 2017). Considering the contribution of the livestock industry, more investment in trading frameworks and facilities will be required for the implementation of the Protocol.

2.2.8 Social-Economic and Infrastructural Constraints:

The socio-economic characteristics of pastoralist areas relative to the rest of a member states populace include: -

- Inadequate service delivery systems - The mobile lifestyle of pastoralists makes it difficult to deliver social services resulting in insufficient government expenditure allocations for extension services, markets, infrastructure (roads, power and communication), health, education and research.
- Low levels of gender development. Public participation of women in decision making is significantly lower in the region due to cultural, societal and community perceptions of the role of women in society.
- Youth unemployment and marginalization makes them radicalization and recruitment by terrorist groups.

Despite these challenges, Sudan has great potential and opportunities, which include the following:

1. The large number of livestock and its immense rangelands.
2. Trade and economic potential.
3. Potential for eco-tourism.
4. Clean energy – great potential to exploit wind, biogas and solar energy. Investing in clean and renewable energy will have a positive impact on the environment, health and the biodiversity of Sudan while meeting the energy needs of the communities.
5. Indigenous Knowledge - The local communities have shown that they have the knowledge, skills and talent that can be useful in the roadmap to peace and development.
6. Efficient natural resources use.
7. Promoting pastoralists internal and cross-border mobility needs as a climate change adaptation strategy.

Table 1. Synthesis of priority issues

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
Axis 1 : LEGAL FRAMEWORK FOR COLLABORATION BETWEEN STATES					
- Development of clear and concise legal framework	- The laws, codes, MoUs (free movement treaties and laws are not in harmony) .	<ul style="list-style-type: none"> • Laws are not in harmony or enforced. 	<ul style="list-style-type: none"> - The operational capacity to ensure compliance, monitoring and enforcement is not in place. - The Code does not have provision to ensure its compliance and a dispute resolution mechanism. 	<ul style="list-style-type: none"> • The laws, codes, MoUs (free movement treaties and laws are in harmony. 	<ul style="list-style-type: none"> -The operational capacity to ensure compliance, monitoring and enforcement is in place. - The Code has provision to ensure its compliance and a dispute resolution mechanism.
Axis 2 : ANTI-POACHING STRATEGY IN AND AROUND PROTECTED AREAS					
-Training of security guards and Eco guards	- Low capacity of security guards and Eco guards	<ul style="list-style-type: none"> • No regular and updated training and capacity building 	<ul style="list-style-type: none"> • Low performance in management 	<ul style="list-style-type: none"> • High quality training 	<ul style="list-style-type: none"> • Close monitoring of staff performance at different level and provision of needed training
Purchase of equipment	<ul style="list-style-type: none"> - Lack of needed and important equipment. • Equipment is largely insufficient, particularly in terms of clothes, sleeping material, 	<ul style="list-style-type: none"> • No financial resource • No adequate knowledge on the importance of provision of these equipment 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of law enforcement equipment, needs funding to support anti-poaching patrolling • The work not performed properly 	<ul style="list-style-type: none"> • financial resources available through fund raising and mobilization of resources • Partner financial resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Listing and Purchase of needed equipment.

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
	phones, GPS and means of transportation.				
- Organisation of mixed patrols.	<ul style="list-style-type: none"> Lack of coordination in tackling the problem of wildlife crime. Enhanced and coordinated government action. 	<ul style="list-style-type: none"> Inadequate financial resources to cater for staff and equipment This is mainly caused by minimal budgets allocated for wildlife conservation 	- Inadequate funding may limit implementation.	<ul style="list-style-type: none"> Organisation of mixed patrols are in place.. The brigades will participate in the joint transboundary patrols in the area with brigades from eastern Bloc countries. The brigades will implement regular - long patrolling in the area are in cooperation with PAs staff and police. Operations based on the information received from local informers. - 	<ul style="list-style-type: none"> Improved law enforcement and surveillance capacity; Enhance management capacity of protected areas
Development of trans boundary LAB strategies and action plans for trans boundary protected areas.	<ul style="list-style-type: none"> Shared objectives 	<ul style="list-style-type: none"> Finding common grounds 	Sound natural resource management	- International technical assistance	- Baseline data
Set up cross-border consultation frameworks and ensure the revitalisation of the	<ul style="list-style-type: none"> Lack of cooperation and coordination 	<ul style="list-style-type: none"> Absence of communication strategy 	- Data deficiency	Seeking international consultancy of respective organizations	- Identification of cross-border agreements and baseline data

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
management bodies of cross-border agreements (Monitoring, Scientific, Planning and Implementation, Arbitration Committees)					
Strengthen the establishment of anti-poaching brigades (LABT) for joint response operations against wildlife and other cross-border crimes.	<ul style="list-style-type: none"> • Clear cut policies and plans 	<ul style="list-style-type: none"> • Mission and vision inadequately conceptualized 	<ul style="list-style-type: none"> - Ineffectiveness of law enforcement 	<ul style="list-style-type: none"> - Training of rangers to address different issues 	<ul style="list-style-type: none"> - Recruitment of rangers from the local communities
Axis 3 : TRANSHUMANCE MANAGEMENT					
Economic infrastructure (livestock market etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate infrastructure for livestock market. • capacity to enforce laws (inadequate staff, financial resources, equipment and infrastructure), • Quality control issues. • unless constructive actions are taken, 	<ul style="list-style-type: none"> • Low productivity, limited capacity for market engagement and market-relevant skills, • Low levels of investment, increased contestation over resources, and limited opportunities to link to markets • Weak services 	<ul style="list-style-type: none"> - Increase numbers of livestock population. - Overexploitation of natural resources. lead to conflicts. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction of livestock markets, access road networks, provision of energy and electricity connectivity to improve accessibility of herders to markets. - providing support to increasing, upgrading and maintaining these infrastructures to reduce costs and facilitate transport of 	<ul style="list-style-type: none"> - Simple infrastructure will be constructed for each market (staff building and checking platform) and equipped with special tools. - Creation of road network to link markets within production areas. - Developing livestock routes involves financial investments

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
	conflict will continue to damage pastoral economies and development possibilities.	provision. • Lack of Quality control issues.		products and access to market information. - Better uses of pastoral lands bring higher returns to local and national economies	in physical infrastructures (beacons, wells, etc.), but critically investment in consensus building among all actors to ensure the legitimacy and protection of the routes.
Administrative infrastructures (zootechnical centre, vaccination park, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of Administrative infrastructures, and polices. • Low vaccination coverage of animals. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of quality veterinary service provision. • Lack of information on diseases 	<ul style="list-style-type: none"> - The general insecurity that pushes transhumant actors to change corridors and lead to overcrowded in secure areas. • 	<ul style="list-style-type: none"> -Enhanced management of pastoral infrastructure and control of transhumance; - Greater awareness and adherence to harmonized regulatory and health provisions; 	<ul style="list-style-type: none"> - improved control of prevalent diseases through strengthened disease control and surveillance systems; - The realization of pastoral hydraulic, market and animal health infrastructures.
Organisation of awareness campaigns for transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - Poor management of pastoral infrastructure and control of transhumance; - - 	<ul style="list-style-type: none"> • Lower awareness and adherence to harmonized regulatory and health provisions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Weak control of prevalent diseases due to weak disease control and surveillance systems; 	<ul style="list-style-type: none"> - Awareness raising and capacity building among the livestock rearing communities. - --Building capacity at institutional level in operational and technical work. - Enhancement of production and storage capacity of feed resources 	<ul style="list-style-type: none"> -Farmer training in improved feed conservation techniques. -These incentive packages also include: provision of livestock healthcare services (vaccines, drugs, deworming and supplementary feeding).
Materialisation of the boundaries of the PAs	<ul style="list-style-type: none"> • No clear physical boundary demarcation 	<ul style="list-style-type: none"> • Land tenure issues not clearly defined. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflicts between PA's authorities and the local community 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption of success stories and practice in the region 	<ul style="list-style-type: none"> - Local people involvement in PA management
Management and restoration of	<ul style="list-style-type: none"> - Overgrazing, cutting of tree 	<ul style="list-style-type: none"> • Lead to medium-term degradation 	<ul style="list-style-type: none"> - The extent of this environmental damage 	<ul style="list-style-type: none"> - The bush fires are recurrent and can be 	<ul style="list-style-type: none"> - Develop a business model for the

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
grazing areas	<p>branches, bush fires, destruction of crops, disturbance of soil, competition for access to water, erosion and environmental pollution are the main negative effects of transhumance.</p> <p>- The magnitude of each effect varies across pastoral areas and sites.</p> <p>-</p>	<p>of forest, loss of vegetation (brush fires), drying up of temporary water points and the accentuation of erosion.</p> <ul style="list-style-type: none"> damages caused by transhumant animals on the resources, problems of access to water resources, and to a lesser extent the problems related to the theft of animals and to zoonosis. 	<p>led parks' officials to apply repressive measures against transhumants.</p>	<p>avoided if public education campaigns and sensitization of stakeholders on risky practices are organized.</p> <p>- Map and mark corridors and infrastructure for transhumant and resident herders; Install water tanks with livestock watering infrastructure; Produce fodder (xxx trees planted and grazing areas maintained);</p>	<p>operation of water reservoirs and fodder production; Develop an implementation system</p>
Axis 4 : PEACE BUILDING AND SECURITY					
Dynamisation of producers' organisations	<ul style="list-style-type: none"> Low Stakeholders capacity to craft rules fostering self-governance practices, 	<p>- Lack of Awareness of the importance of solving the problem and the necessity of collaboration not exist.</p> <ul style="list-style-type: none"> 	<p>- The stakeholders encounter a problem only possible to solve through cooperation.</p>	<p>- Incentives to solve the problem and undertake collective action efforts</p> <p>- Support educational and literacy initiatives and provide access to information about the rights and responsibilities of pastoralists.</p> <p>-</p>	<p>Establishing monitoring practices and stating precise practices to relate to the markets.</p> <p>- Promote dialogue between pastoralists and external organizations (e.g. NGOs, government departments, political groups).</p> <p>- Strengthen pastoralists' communication strategies, particularly leveraging traditional</p>

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
					and digital/mobile media, for advocacy, awareness and—where appropriate—mass mobilization and direct collective action.
Establishment of cross-border (Cameroon, CAR and Chad, Nigeria, Niger) structures for consultation, monitoring and evaluation of transhumance management	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of cooperation • The problems of large-scale poaching and transhumance cannot be resolved solely at the local scale or only within the boundaries of a protected area. 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence of political will 	- Lack of jointly implemented projects	<ul style="list-style-type: none"> - Seeking UNESCO consultancy. - the construction of new infrastructure for pastoral purposes (pastoral stations, ponds, corridors, cattle markets, vaccination yards and mixed health care supplies, etc.) enables the dialogue to be continued with all of the stakeholders and to orient transhumance routes on a given territory. 	<ul style="list-style-type: none"> - Provision of baseline data on services offered by trans-boundary Protected Areas -The development of basic services for transhumant pastoralists in the peripheries of protected areas.
Training and capacity building	<ul style="list-style-type: none"> • Practitioners still lack some of the core competencies for engaging effectively in peace building, stabilization, and prevention, demonstrating a need for capacity building. 	<ul style="list-style-type: none"> • Existing capacity-building efforts do not always use methodologies and approaches that successfully develop these needed competencies to the level needed for practitioners to use them effectively in 	- Many practitioners still lack some of the core competencies for engaging effectively in peace building, stabilization, and prevention, demonstrating a need for capacity building	- Existing capacity-building efforts develop these needed competencies to the level needed for practitioners to use them effectively in the field	- on going training and capacity development is critical for long-term peace building success

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
		the field.			
Setting up frameworks for dialogue and information exchange	<ul style="list-style-type: none"> - It also allows diverse stakeholder groups to be informed about peace processes and decision making, thereby promoting transparency and dispelling potential misinformation . - Thus, dialogue should also be understood as a core preventive measure. - Lack of communication among actors in headquarters, the field and member states; to support better planning, logistic 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence of Dialogue can reduce means and opportunities for these groups to be heard and for their rights, needs and priorities to be taken into account. 	<ul style="list-style-type: none"> - The need for more and dedicated resources to be allocated for peace building, with efforts on-going to develop new instruments and financing strategies. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue has become recognized as a fundamental peace building action, an essential complement to mediation in armed conflicts and a prioritized method in reconciliation efforts and for building national unity 	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue is a key for promoting inclusivity, engaging women, youth, marginalized groups, diaspora and people who are typically not at the centre of negotiations or policy making. Develop rule of law capacities and better links to longer-term peace building efforts
Security of people and livestock	<ul style="list-style-type: none"> • Weakening and undermining of traditional governance systems: traditional leaders and governance 	<ul style="list-style-type: none"> - Insecurity in pastoral areas has implications for poverty and competition for resources. 	<ul style="list-style-type: none"> - The implications of cattle rustling on communities have been wholly negative. 	<ul style="list-style-type: none"> - Awareness raising and training programmes and developing mechanisms to enhance participation in consultation processes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enhance opportunities for pastoralists to participate in district – and national level – policy processes through civil society groups, particularly as

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
	systems in pastoralist communities	<ul style="list-style-type: none"> - Pastoralists are forced to flee from their communal areas and this affects their ability to maintain their livelihood and forces people to congregate in more secure areas, which increases the pressure on land and resources • 		There is also scope for capacity-building support for the district and national police.	regards increasing opportunities for citizens to participate in public life through civil society organizations . • Support education programmes for pastoralist communities..

Axis 5 : INTEGRATION OF THE "ONE HEALTH" CONCEPT AND ZOOLOSES IN PASTORALISM AND CROSS-BORDER TRANSHUMANCE

- Capacity building of stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> • Pastoral communities are at a high risk of interacting with zoonotic infectious diseases, owing to their livestock management practices, which include herd mixing and transhumance and the locations they occupy – especially 	<ul style="list-style-type: none"> • The contact with wildlife - as well as the consumption of bush meat among some pastoral communities 	- Low workforce capacity to prevent, detect and respond to threats posed by infectious diseases and zoonosis	- Improve workforce capacity to prevent, detect and respond to threats posed by infectious diseases and zoonosis	i Generate a shift in countries workforce culture and training structure. ii Enable working across sectors and disciplines for a stronger and more effective public health sector. iii Allow universities to be key drivers of the future workforce as they forge partnerships and drive change.
-------------------------------------	--	---	--	--	--

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
					iv Combine human health, animal health, infectious disease with principles of ecology and environmental sciences.
Implementation of warning systems	<ul style="list-style-type: none"> •No warning system in place 	<ul style="list-style-type: none"> •Poor accessibility and infrastructure •Lack of information on diseases. 	v Disease out breaks	-Raising the general public awareness on the issues related to diseases assisting in securing alternative economic livelihood strategies and instituting human wildlife conflict resolution scheme, among other strategies; vi Mobilize resources	- Financial support should be sought from international community to complement national budgets.
Sensitisation of stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> •Failure to respect social justice and recognize the significant role of local people in conservation is a substantial barrier 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities living around PAs do not receive any significant benefits from conservation, • Lack of communication 	- Communities have not fostered attitudes that are supportive of conservation practices	- Wildlife and other natural resource co-management systems should be encouraged by setting up multi-stakeholder consultation platforms with participation of representatives of	- Improve staff motivation and commitment to work;

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
	to communities' involvement	between high-level authorities and local communities which do not have access to common communication channels such as newspapers and the internet.		surrounding local communities.	
Axis 6 : COMMUNICATION AND ADVOCACY					
Stakeholder awareness	<ul style="list-style-type: none"> Communities are often resentful if access to resources or opportunities is denied or restricted without adequate communication 	<p>vii a knowledge gap and a misunderstanding between national authorities and local people on conservation and natural resource use issues.</p> <p>viii No</p> <p>ix Involvement of local people</p> <ul style="list-style-type: none"> 	- Overall, planning for conservation and sustainable management in the inter-zone needs to be harmonized.	- Capacity building implies "the creation of an enabling environment with appropriate policy and legal frameworks, - Regular assessment and evaluation of Communities' capacities and needs in order to identify the gaps and adopt practical action.	- institutional development, including community participation, human resources development and strengthening of managerial systems
Support to partner services	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> 		-Partnership to collaborate with communities, private sector and government authorities to support the establishment and management of protected areas in high biodiversity landscapes	- Toward this supporting development of robust institutional structures, management and law enforcement capacity, sources of long-term financing and the ability of local people

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
					to share in the benefits of a protected area
Axis 7 : IMPROVEMENT OF LIVING CONDITIONS OF INDIGENOUS AND LOCAL COMMUNITIES					
Realisation of participatory study to assess the needs of communities living around the PTAs/TBRs/HSPs and in particular transhumant herders in order to target the potential of agro-pastoral products	<ul style="list-style-type: none"> • The expansion of the agricultural front into the savannahs and the pastoral domain (including the transhumance corridors), • The increase in livestock numbers due to the longer-term settlement of transhumants and the investment of resident farmers in livestock farming. Are- • No study to assess the needs of communities living around the PTAs/TBRs/HSPs and in particular transhumant herders. 	<ul style="list-style-type: none"> - the leading causes of the degradation of wildlife resources in the protected areas. - The dynamics of land occupation on the fringes of some protected areas (.....) include land grabbing by farmers, which consequently reduces grazing areas. - No Realization of the potential of agro-pastoral products 	<ul style="list-style-type: none"> - Land occupation leads to encroachment of the protected area by transhumant herders searching for water and grazing. - The search for water leads to conflicts between livestock and wildlife, but also between herders and wildlife. - No improvement or deterioration of living conditions of indigenous and local communities 	<ul style="list-style-type: none"> - Land use planning must take into consideration the interests of local communities who largely depend on natural resources for income generation and for their livelihoods. - Studies to assess the needs the priority living around the PTAs/TBRs/HSPs 	<ul style="list-style-type: none"> - The adoption of alternative livelihood options that link conservation to economic opportunity. - Improve the inclusion and participation of the Targeted communities
- Support for the development of value chains for agro-pastoral products	<ul style="list-style-type: none"> - The value chains were not developed in systematic manner. • To identify 	<ul style="list-style-type: none"> • - Smallholder value chain is simple in vision, but relatively 	<ul style="list-style-type: none"> - Building on existing tradition farming systems and structures, that not focused on the private 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilize resources for development of pastoral and agro-pastoral areas. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intervening at each stage of the food chain to ensure that each stage maintains quality

Domain	Problems identified	Cause	Consequences	Proposed solution	
				Exogenous	Endogenous
	<p>livelihood-related vulnerabilities that are specific to men and women in the household.</p> <ul style="list-style-type: none"> value chains for agro-pastoral products not developed 	<p>complex in implementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> The traditional production system 	<p>sector, marketing and profitability. Markets are often unregulated, as the low cost is based on low demand for food safety,</p> <p>- Poor and low income from agro-pastoral products</p>	<p>- With appropriate policies, strategies and planning, smallholder value chain can improve the livelihoods and well-being of rural communities and urban consumers alike</p>	<p>and is profitable</p> <p>- Improve pastoral agropastoral rural infrastructure</p>
Support to livelihood projects	<ul style="list-style-type: none"> Un-enhanced livelihood of agro-pastoral communities 	<ul style="list-style-type: none"> No developmental intervention that target these communities 	<p>- The Communities are poor and not empowered</p>	<p>x The capacity strengthening for local leaders and stakeholders.</p> <p>xi adapting and tailoring modern technologies and models to the local situation – each situation is unique;</p>	<p>- The adoption of alternative livelihood options that link conservation to economic opportunity.</p> <p>- Adequate and better targeting of the needy communities living around the PTAs / TBRs / HSPs</p> <p>-To identify key entry points for supporting the livelihoods of more vulnerable households.</p>

III. Proposition of strategic areas of intervention and description of activities

III.1 Strategic areas of intervention

Based on analysis of diagnostic data and skills

Strategic axis 1: Legal framework for collaboration between states

Outcome 1: A clear and specific multilateral legal framework - and multi-stakeholder cooperation mechanisms will be established, enabling law enforcement agencies and wildlife management institutions to strengthen regional cooperation between national inter-sectoral organizations of the States covered by transboundary protected areas with a view to combating and stemming illegal activities.

Development of clear and concise legal framework

The lack of an appropriate **legislative framework** at federal level undermines any efforts made at state level. Livestock cross the boundaries of states whose regulations may not be compatible. States have **weak** implementation capacity and few means of enforcing the laws they pass. Decentralization of **responsibility** for managing range resources is taking place without a parallel investment in capacity; **state-level** appointments are often of people with insufficient expertise. Federal endorsement of state legislation might strengthen their hand. More generally, an **overarching** framework is required that takes the interests of the whole ecosystem into account and that can reconcile the interests of different users and investors.

Develop a legal framework that encourages sustainable and equitable management of transhumance practices. Develop a regulatory framework conducive to the sustainable management of all the natural resources concerned and the development of formal and equitable economic sectors. The pastoralism matters in the Sudan is dealt with mainly under one or two sectoral laws (agriculture/livestock sector and natural resources management (rangeland and/or land), and mentioned peripherally in other frameworks particularly development policies.

LIVESTOCK PRODUCTION AND RESOURCES FRAMEWORK

For secure and convenient cross-border transhumance to occur, the receiving country has to be assured that the incoming herd does not pose a risk to its own herd and maintains the same quality and safety standards to ease any potential exchanges that take place. This assurance is encompassed in among others, the laws affecting livestock production and mobility - disease control, animal movements, veterinary standards, animal feed, and establishment of livestock associations. Animal health is decisive in livestock movements thus the frameworks efficacy in surveillance and monitoring of transboundary Animal Diseases (TADs) are essential for the pastoralists' cross-border mobility. The appropriate authorities including the veterinary department and infrastructure need to be available to certify the herd's movements.

In addition, it is important to provide both the visiting herders and the hosting communities by means of recorded identifications to ensure the herds are identifiable to avoid any incidents such as movement of diseased animals or to be able to trace the

animals in the case of cattle rustling.

The issue of traceability plays a crucial role. IGAD has been at the forefront of encouraging the adoption of a **livestock identification and traceability system (LITS)** among its Member States (e.g. Sudan and South Sudan in Central Bloc) to, inter alia, facilitate cross-border movements and exchanges and reduce insecurity occasioned by cattle rustling. A number of the countries have laws for branding the herds but there is no systematic LITS being implemented among the cross-border pastoralist communities. Further, none of the Member States laws conformed to the proposed IGAD Model LITS legislation. These can be modified and adopted in the eastern bloc through agreement or memorandum of understanding to be extended to other non IGAD countries in order to harmonize the operation and practice of livestock identification and traceability system (LITS) among the eastern bloc Member States.

For the Transhumance Protocol and its attendant legislation to be effective, property rights to pastoralist resources must be vested in the pastoral communities. Multiple sources of land tenure include the law, religion, tradition, self-regulation and policies (local, national and international). Ownership of the resources in the region may be granted as community rights, private rights, public rights or national ownership.

For group rights, this is further defined by identifying the custodians or holders of the rights vested in the group such as a community. However, where communal land rights have been provided, these have not been implemented.

Most Member States' statutory laws where they exist provide that communities and persons enjoying rights in land shall be consulted in decisions that may affect their rights in lands and resources. However, customary laws and practices govern access to livestock resources such as water and pasture in the region yet customary land management has little recognition in law, and when it has, its application is hampered by capacity constraints.

These are hierarchically considered subsidiary to statutory laws resulting in the potential for alienating pastoral community interests and rights over essential transhumant resources as well as traditionally marginalized groups like women if a statutory law supersedes those interests. This is why it is important to understand the governance structure applicable to the pastoralists and pastoralism in a given country.

The unique relationship that pastoralist communities have with their lands, which tend to be ASAL, requires a review of how the land laws of the country impact on their ability to use the resource optimally and sustainably while they are able to maintain their lifestyle honed from centuries of experience. The issue of land has the potential to be one of the major obstacles to the implementation of the Protocol on Transhumance, specifically, the security of tenure to the pastoral communal land for the transhumant communities.

The pastoralist communities in Sudan rely heavily on their traditional authorities and institutions, and local customs to manage their scarce resources sustainably and resolve conflicts when they arise. This is in contrast to their perception of central government authority and instruments of power such as legislation whose legitimacy is low among them revive to their traditional leaders. Customary systems and informal frameworks governing access, use and sharing rangeland resources and the attendant traditional knowledge associated with animal and pastoral resources for sustainable use and conservation is the norm in the pastoralists' communities. Livestock practice among the

pastoralist in the entire region is based on customary law and informal frameworks governing traditional knowledge.

Customary law is the body of traditions, mores, social conventions and rules that through long usage and widespread acceptance direct and govern a given community with most having their customary law systems that reflect individual tribal identities. In addition, the laws or policies that would give traditional knowledge and traditional cultural expressions effective protections would strengthen and legitimize the pastoralist traditions.

Outcome 1.1 Multi-stakeholder multi-sector platforms, platforms are established at the regional, sub-regional, national and local levels to enable concerted management of issues arising from transhumance, poaching, PA management and other transboundary criminal activities.

- Facilitate the extension of the agreement and the specific Tripartite LAB protocol between Cameroon, the CAR and Chad to Sudan and help support their implementation.
- (Tripartite LAB Agreement between Cameroon, the CAR and Chad. Additional resources needed to help facilitate the operationalization of the Agreement, extend it to Sudan and help revamp it).
- Facilitate the establishment of a bilateral and trilateral, and possibly regional judicial system designed to address issues relating to transboundary wildlife crime.
- Facilitate and help establish (or help revamp it) a multi-stakeholder, multi-sector technical platform at regional level responsible for identifying and discussing countries' concerns about regulating transhumance dynamics in order to ensure healthy proximity / coexistence with protected areas, propose recommendations and guidelines and implement them.
- Facilitate and help establish a regional political platform charged with supervision and arbitration of recommendations and guidelines aimed at regulating transhumance and promoting healthy coexistence/proximity with protected areas.
- facilitate and help (or help revamp them) establish national and local platforms charged with recommending and implementing recommendations and guidelines aimed at regulating transhumance and promoting its healthy coexistence/proximity with protected areas.
- Monitor and evaluate the functioning of mechanisms established and their impacts.
- Facilitate the development, adoption and implementation of procedures for investigating and prosecuting perpetrators of illegal transboundary practices affecting protected areas.
- Facilitate the adoption and implementation of National codes on pastoralism based on a wealth-creating model that is respectful of protected areas and provides suitable conditions for sustaining the ecosystem services that are vital for livestock.
- Facilitate the development and help implement a guide on national, regional and international judicial and standard-setting provisions promoting objective and concerted arbitration of issues aimed at ensuring healthy proximity between transhumance and protected areas.

Setting up a monitoring and evaluation (M&E) mechanism:

The M&E mechanism is defined together with the community: a) M&E method: planning and assessing activities, data collection, reporting, field visits, meeting; b) people and institutions involved: committee for managing conflict or transhumance at community level, national transhumance committee, police force, **town-hall head of department** of land and environment, president of the commission for land and environment of the County Council, local mayor, NGOs and projects, devolved State department in charge of livestock and protection of natural resources; c) indicators:

number of stray animals, number of conflicts managed, number of fields cultivated in the corridors, rate or signs of pasture degradation; d) Tools: planning and assessment of the activities, rules governing the corridors and grazing areas, monitoring forms for corridors and grazing areas, activity report; e) Frequency of monitoring varies depending on the above-mentioned monitoring parameters. This process will enabled a safeguarding of the transhumance corridors and a reduction in conflicts between crop farmers and pastoralists

Strategic axis 2: Anti-poaching strategy in protected areas;

Outcome 2: Strategies for managing the fight against poaching (Anti-poaching, AP) and transboundary protected areas (TPA) are effectively implemented by the wildlife managers of the protected areas concerned, in line with transboundary agreements and specific protocols / framework agreements.

What is Poaching?

Poaching is the illegal hunting, capturing, and often killing of wild animals. It has been done for a number of reasons, including claiming the land for human use, but recently, the [illegal act](#) is being done for other ridiculous motives, especially the desire for rare animal products such as ivory, fur, organs, skin, bones, or teeth.

In the anti-poaching domain, the ultimate goal is to prescribe effective patrol routes for rangers to maximize the number of snares removed—corresponding to animal lives saved. Over, the realities on the ground are that most rangers have rotary phones and limited access to connectivity and electricity, and therefore engage with more paper-based record-keeping. Hence, for live streaming to work and for such data-intensive practices to be integrated, a **larger investment** into **digital and data infrastructures** would be required, which is beyond the scope of governments. To prescribe actionable recommendations to park managers. Assessing poaching risk through a protected area and prescribing patrol plans to rangers requires in-depth knowledge of the poachers' behavior.

Specific activities include:

12. Conducting trainings on patrol techniques and organization, investigation, and reporting on wildlife crimes;
13. Establishing a mobile camp site in the national park or protected areas' home range;
14. Providing refresher training for rangers in data collection and for zone leaders in data analysis and reporting;
15. Establishing a regular and timely system of patrol using ranger-based monitoring data;
16. Conducting field visits with law enforcement agencies and media to publicize the threats to the park;
17. Holding biannual meetings with law enforcement agencies to discuss key threats and potential mitigation measures;
18. Conducting joint patrols with security forces in highly threatened areas;
19. Developing and monitoring an effective intelligence-gathering network and guidelines; and
20. Selecting and training agents for the intelligence-gathering system.

Strengthening Management of Protected Areas:



Source:

Protected areas are the cornerstone of conservation strategies in the region and Sub-region. Well-managed protected area networks are essential if countries are to achieve sustainable natural resource management, support resource-dependent livelihoods, tourism, and honour their commitments under international conventions, in particular the Convention on Biological Diversity (CBD).

The species that benefit include critically endangered vultures, ibises, crocodiles, turtles and forest trees, together with endangered and vulnerable species such as elephants, wild cattle, primates, forest birds and a large diversity of less threatened species.

Protected areas across the region face similar threats: unsustainable harvests by local communities, transhumance and migrant groups, and increasing pressure from large-scale agro-industry and commercial extraction.

To address these situations, most of the recommended actions aim at a strong integration of biodiversity conservation and local development at the fringes of protected areas, especially as these areas are characterized by extreme poverty. An analysis of the different case studies shows that the dynamics of land occupation on the fringes of some protected areas (.....) include land grabbing by farmers, which consequently reduces grazing areas (). This land occupation leads to encroachment of the protected area by transhumant herders searching for water and grazing. The search for water leads to conflicts between livestock and wildlife, but also between herders and wildlife.

The expansion of the agricultural front into the savannahs and the pastoral domain (including the transhumance corridors), the increase in livestock numbers due to the

longer-term settlement of transhumants and the investment of resident farmers in livestock farming are the leading causes of the degradation of wildlife resources in the protected areas. These dynamics have led to an upsurge in conflicts between herders and farmers, between herders themselves and, more generally, between humans and wildlife.

In short, the passage of herds near protected areas poses several problems to managers of these areas. The herds threaten the natural fauna habitats, and the herders sometimes hunt intensively as they pass. More and more transhumant herders are also settling in the periphery of the protected areas, which leads to an increase in conflicts that in turn have negative impacts on the wildlife population. This specifically raises the issue of how to take transhumance into account in developing protected areas, and more generally, the issue of land-use planning in pastoral areas.



To this end, an increasing volume of forest area is cleared and converted into pasture. In many cases, former traditional herders are recruited to manage and protect the herds. They are given a share of the herds and, if necessary, they use armed force to assert their usage claims against competing demands from other stakeholders. The political process of supporting pastoralists has undergone a positive development in recent decades. The integration of pastoral communities into various local and sometimes national plans and strategies has been considered.

Transhumance corridors are increasingly exposed to various challenges arising from the control of land at the local level. For example, corridors have narrowed, primarily as a result of the expansion of cultivated surfaces and protected areas. Other challenges include obstructed and unsecured corridors, lack of control and security due to the weak representation of the state in some remote areas, absence of markings, and the general insecurity that pushes transhumant actors to change corridors.³

³ **References**

Outcome 2.1. The transboundary protected areas concerned are managed within a clear and efficient nationwide governance framework (managers' qualifications and capacities).

- Help develop management models that ensure the security and added value of protected areas through the establishment of Public-Private Partnerships (PPP).
- Help develop codes of conduct for protected areas that lack them.
- Define excellence-based hiring criteria for all protected areas.
- Help develop local land use management schemes to clarify among other things land use and usage conditions for each type of use.
- Help develop land use and management plans for the protected areas concerned.

Outcome 2.2. An adequate multilateral collaboration framework is produced and provides the data needed for an efficient anti-poaching (LAB) strategy (early warning, satellite, information networks...).

- Help negotiate a collaboration framework for providing the information and intelligence needed for an efficient LAB strategy.
- Assess the level of implementation of collaboration protocols for providing the information and intelligence needed for an efficient LAB strategy.

Strategic Area 3: Transhumance management;

Outcome 3: Transhumance activities are managed within a regulatory framework that fosters (is conducive to) sustainable management of the natural resources concerned, peace and security and the development of formal and equitable economic sectors for all stakeholders (at the local, national and sub-regional levels).

A *land-use plan* helps to strengthen the resilience of rural communities. This is a critical element for avoiding human-animal conflicts. The delineation and recognition of specific spaces thus aim to secure resources (wildlife and rangeland) as much as the legitimacy of actors (seasonal transhumant pastoralists, for example) as "rightful claimants" to the space, particularly in contexts with strong land pressure (Binot et al., 2006). The plans address the two spatial logics (securing resources and actors' legitimacy), without which the local complementarities between crop farming and pastoralism risk being destabilized.

Transhumant pastoralists and farmers are considered in the same way and are involved in the development of these plans, although it is always more difficult to involve the former as their presence is seasonal and their legitimate institutions are not always represented locally on the sites (because they often reside in the territories where they spend the rainy season). Plans are the subject of dialogue and discussion at the local and regional level (of transhumance routes) because mobility is organized at the scale of a transhumance route. The consideration of conflicts of interest related to land

-
1. '11 Facts About Poaching Animals'. (n.d.) *Do Something*. Retrieved from <https://www.dosomething.org/us/facts/11-facts-about-poaching-animals>
 2. Actman, J. (2019). *Poaching animals, explained*. National Geographic. Retrieved from <https://www.nationalgeographic.com/animals/reference/poaching-animals/>
 3. 'Causes and Effects of Poaching'. (n.d.). Penn State University. Retrieved from <http://www.personal.psu.edu/hhm5024/researchpaper.html>
 4. 'Rhinoceros'. (n.d.). African Wildlife Foundation. Retrieved .

management may initially prove to be problematic. Nonetheless, it makes it possible to include certain customary authorities whose views otherwise could subsequently become sources of roadblocks or conflict.

Efforts are made to move beyond the stage of the simple participation of local populations, and in particular of transhumant populations. The roles and responsibilities of each must be defined and actors in the system of governance also should be involved. Land-use plans must above all be a negotiation tools that can evolve. In particular, they can make it possible to prioritize investments and infrastructure and to set objectives for these multi-user spaces. Above all, they offer a broader picture of local development, transhumance corridors and ecological corridors, water points (location, type of structures, ponds or boreholes) and their functionality according to the types of users, forage production sites (type of forage according to users), checkpoints for veterinary services and security, etc.

At a later stage, the construction of new infrastructure for pastoral purposes (pastoral stations, ponds, corridors, cattle markets, vaccination yards and mixed health care supplies, etc.) enables the dialogue to be continued with all of the stakeholders and to orient transhumance routes on a given territory. Depending on the case, these plans can potentially establish a consensual demarcation of the boundaries of protected areas that all actors understand. The process of defining these then can facilitate the effectiveness of surveillance measures, strengthen the capacities of wildlife managers in terms of information, logistics and the use of technological tools, and allow them to adapt to emerging threats.

The scale of transhumance routes:

To better grasp the complexity of interactions between a protected area and transhumance, it is important to understand the specific functioning of the different livestock farming systems operating on the outskirts of the protected area concerned. The analysis of the spatial dimensions of transhumance is an essential prerequisite for establishing a constructive dialogue between the managers of protected areas and pastoralists, which then makes it possible to precisely identify the determinants of pastoralists' actions and the role of the protected area and its periphery in their lives. To do so, it is vital to consider several interlocking levels.

The first level covers the set of routes that lead to the protected area in question; from the pastoralists' departure point to the dry season pastures targeted. The second level designates the stages of the transhumance route, before and after the protected area (departure point, rapid travel area without permanent water points, transit area and arrival area, depending on the position of the protected area along the route). Lastly, the local level is that of the area directly around the protected area, with its pastures and water points, that hosts transhumant pastoralists who are passing through or stay there.

This step of understanding the route in its entirety makes it possible to assess the strategies of different types of transhumant pastoralists. It enables an understanding of how pastoralists consider the periphery of a protected area within the broader context of the entire route: an essential area after a rapid movement with the herds, a transit area, a final destination, etc. Depending on the position of the protected area on the transhumance routes, management issues may be different as the animals' needs and the

pastoralists' objectives will not necessarily be the same. The measures to implement at the local level by the manager of the protected area could then be different depending on the situation.

Under these conditions, the managers of protected areas have every reason to maintain constructive relationships with transhumant pastoralists, who can prove to be valuable sources of information about large-scale poaching networks. Depending on the context, this can be undertaken in different ways, **one** example being the development of basic services for transhumant pastoralists in the peripheries of protected areas. Managers of protected areas must position themselves at the heart of development and security issues as territory actors alongside other socio-political actors. Defending the benefits of transhumant pastoralism to state authorities and local political leaders could then be a means to gain the confidence of pastoralist community leaders, develop constructive relations with pastoralists and ensure their support in the fight against large-scale poaching.

Outcome 3.1. National and transboundary actors are supported in establishing a coherent, operational and participatory strategy for planning and regulating large-scale transhumance.

- Facilitate studies on economic, social, political and security dynamics in order to enhance understanding of challenges posed by transhumance.
- Facilitate the development of an internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large scale transhumance around protected areas
- Facilitate the establishment of community organizations for integrated management of natural resources and information-sharing platforms at various levels (national, local, and transboundary).
- Facilitate the signing of local agreements between transhumants, community natural resource (NR) management organizations and inter-sector platforms established.

Outcome 3.2. The specific issue of large scale transhumance is addressed to the fullest extent possible in all components of program activities initiated within the framework of protected area management in the Bloc.

- Concerted implementation in program components of the internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large scale transhumance around protected areas.
- Define and implement a local mechanism for preventing and resolving conflicts between transhumants and other resource users.

Outcomes 3.3 Participatory development of zoning plans, transhumance corridors and practices is increasingly carried out, monitored and respected in line with the other components and based on a realistic and forward-looking roadmap.

- Through a participatory process, develop local land use management schemes, taking into account zoning plans that delineate pasture zones, transhumance corridors and provide for the establishment of requisite infrastructure (reception posts, veterinary posts, water points, etc.)
- Mainstream transhumance issues in planning documents relating to other components

of programs serving each of the Eastern Bloc's protected areas.

- Develop and implement action plans to promote an eco-compatible transhumance model that fosters social cohesion and local development.
- Facilitate the signing of an agreement outlining the rights, responsibilities and interests of each actor or interest group.

Outcome 3.4. Integrated income-generating programs and projects geared towards local populations in protected areas and transhumant herders.

- Develop integrated income-generating programs and projects geared towards local populations in protected areas and transhumant herders.
- Consolidate economic yield from formal transhumance by diversifying the links in its value chain.
- Foster and support intensified on-site livestock rearing using innovative mechanisms.

Outcome 3.5 A regional transhumance monitoring system is established between the States and regions concerned in consultation with protected area management and sector stakeholders enables active management of livestock movements (anticipation, concerted crises management);

3.5.1. Establish a system for monitoring transhumance activities.

- Establish a mechanism to assess the implementation of the transhumance monitoring system

3.5.2. Establish an mechanism to assess the implementation of the transhumance monitoring system

The management of protected areas focus strictly on the management of parks and their peripheries. However, the problems of large-scale poaching and transhumance cannot be resolved solely at the local scale or only within the boundaries of a protected area. Significant efforts thus must be made to establish maps which integrate protected areas and other types of land use, including transhumance territories on the scale of transhumant routes. Used for decades, major transhumance routes often are part of the landscape and are widely recognizable. On the most problematic sites, several projects also have delineated the boundaries of the main corridors where animals pass through. The tracks are sometimes approved by government administrations, and may even be marked.

Regional observation and information mechanisms also should be developed on issues common to biodiversity conservation and transhumance management. The development of exchange networks between managers of protected areas affected by transhumance and security and pastoral development actors could be a good way to break down barriers separating themes. Such networks also could be used to supply statistical databases useful for the overall management of interfaces between transhumance territories and protected areas and/or their peripheral areas, mark the most problematic routes, and define guidelines for the review of legislation on abandoned or overcrowded transhumance routes, or on parks that exist only on paper.

Strategic Area 4: Consolidation of Peace and Security;

Outcome 4: The communication strategy for targeted protected areas and transhumance

is linked to a concerted regional communication strategy that promotes Central African transboundary protected areas at the national and international levels with relevant global initiatives. Furthermore, a regional transhumance observatory for monitoring and regulating pastoral movements should be operational 1) counting; 2) surveys; (3) Mapping (4) a warning system to prevent potential conflicts and monitoring; (5) Harmonization of data.

Outcome 4.1. An in-depth and regularly updated study provides insight into the conflict situation from its onset and throughout its evolution over time.

-Facilitate an in-depth study to map the actual situation on the ground in terms of security incidents, determine the drivers behind these incidents as well as structural and relational issues that could fuel them as planned conservation efforts intensify.

- Facilitate the conduct of a study to identify and propose solutions for strengthening social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.

Outcome 4.2 When the State effectively plays its sovereign role through its decentralized services, it contributes towards peace consolidation and creates a more conducive environment for peaceful management of protected areas, transhumance and local development initiatives.

-Support the States in strengthening territorial security and order enforcement units in the territories bordering protected areas so as to address insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.

- Support the States in strengthening judicial systems in the territories bordering protected areas in order to address the impunity that fuels insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.

-Help deploy and/or operationalize decentralized services of sectoral Ministries (Water and Forests, Agriculture, Livestock rearing, Mines, Health, Education, Public Works) in the territories bordering protected areas in such a manner as to enable them to fulfil their sovereign functions for the benefit of the local populations.

- Take steps to help rehabilitate infrastructure and equip key services (Water and Forests, Agriculture, Livestock, Health, Education, Justice, Gendarmerie, Police, Armed Forces) that have been vandalized by armed groups.

Outcome 4.3. Local populations including members of demobilized groups receive support in improving their livelihoods, working towards social cohesion and avoiding any temptation to engage in wrongdoing

- Conduct an in-depth socio-economic study in order to determine what are the most promising sectors and value chains that should be promoted and the types of organizations that should be set up to ensure the long-term well-being of the populations living in the protected areas.

- Help establish and operationalize a socio-professional training and equipment program for ex-combatants of armed groups in order to offer them self-employment prospects or job opportunities.

- Develop programs and projects geared towards the most promising sectors and value chains that need to be promoted with the help of the types of organizations identified in

- Help conduct a study to identify and propose related solutions (cf. Activity 4.1.2) to

strengthen social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.

- Monitor and evaluate the impact of actions implemented

Outcome 4.4 Regional, national and local actors are supported in implementing agreements and other agreed upon political acts / actions with a view to consolidating peace in territories bordering protected areas.

- Help conduct participatory actions to promote the implementation of agreements or actions aimed at consolidating peace in the territories bordering protected areas

- Help support and finalize the DDR process in the North-Eastern Region of the Central African Republic.

- Help establish a participatory conflict resolution prevention mechanism in the territories bordering protected areas at the regional and national levels with branches at locality level.

- Facilitate the dissemination among protected area managers of a participatory security and conflict warning and evaluation system in order to provide updates on the conflict situation throughout the project.

Strategic Area 5: Balancing Human Health and Biodiversity onservation/Zoonosis and Covid-19;

Outcome 5: Local and indigenous communities living in and around protected areas and other degraded areas enhance their livelihoods by developing value chains of economically and financially lucrative agropastoral products in the countries concerned (at the local, national and sub-regional levels).

Outcome 5.1. A regularly updated in-depth study helps to assess whether resources are being used in an eco-compatible and healthy manner in the Eastern Bloc and provides an overview of evolving awareness among local populations of the correlation between unregulated and risky relationships between humans and nature and the serious health consequences that have resulted from these relationships, including the COVID19 pandemic.

- Facilitate and coordinate research efforts in order to ascertain the correlation between unregulated relationships between Man and nature and their serious health consequences.

- Facilitate and coordinate information gathering in order to evaluate the evolution of population awareness of the health consequences of an unregulated relationship with nature.

Outcome 5.2 Actions aimed at improving the relationship between Man and Nature by preventing risky acts and behaviours with potentially serious health consequences for humans at the local, national, regional and global levels are adopted and implemented.

- Advocate at international, regional, national and local levels for health issues related to the relationship between Man and Nature to be prioritized and mainstreamed into national and regional policy documents.

- Support States in adopting restrictive measures to improve the relationship between Man and Nature by preventing risky acts and behaviours that can expose people with such behaviour as well as the population to a risk of contamination with pathogenic

germs transmitted by wildlife species.

- Facilitate and coordinate the implementation of an awareness and education program on the relationship between Man and Nature and risky acts and behaviour that promote the transmission of pathogenic germs from wildlife to Man.

- Facilitate, coordinate and support the implementation and operationalization of quality services designed to deal with cases of contamination by pathogenic germs from wildlife, including COVID19.

- The first concerns the mutualisation of actions or pooling of resources between the animal health and human health services (e.g. organisation of a joint disease prevention campaign, which was cited specifically only once) and the second concerns the development of synergies between the animal health and human health services (e.g. sharing of information and collaboration on epidemiological surveillance systems and contingency plans). It must be said that, even if the principle of ‘One Health’ seems to be clearly understood and acknowledged, it would probably be appropriate to strengthen relevant stakeholders’ knowledge and understanding regarding the scope of its operational application.

‘One Health’ approach to Development of synergies between animal health and human health systems, Mutualisation of actions or pooling of resources, Inter-ministerial collaboration, specific training.

- Mobilize resources to develop coordinated programs and projects that promote bush meat substitute foodstuffs.

- Support community organizations that are working to avert the risk of contamination by pathogenic germs from wildlife species.

One Health is an approach in which multiple sectors work together to achieve better public health outcomes (WHO, 2017). It is rooted in the recognition that human health and animal health are interdependent and bound to the health of the ecosystems in which they exist (OIE, n.d.). The complex nature of the interactions between people, animals and plants renders this collaborative, multisectoral and trans-disciplinary approach critical to addressing future health risks and challenges.

One Health is an integrated, unifying approach that aims to sustainably balance and optimize the health of people, animals and ecosystems. It recognizes the health of humans, domestic and wild animals, plants, and the wider environment (including ecosystems) are closely linked and inter-dependent. The “One Health” concept of taking zoonosis into account in monitoring the implementation of the Declaration within the framework of scientific and traditional and local knowledge and know-how on zoonosis is discussed.

Uncontrolled cross-border transhumance causes environmental degradation and increasingly threatens local biodiversity as well as the ecological integrity of protected areas. Neo-pastoralism is at times linked with arms trade, illegal trafficking, local conflicts and further deteriorating security situations in already challenging contexts. Further side effects and risks include the occurrence and resurgence of zoonotic diseases.

To combat the negative side effects of neo-pastoralism, actors in the region as well as the international community are strongly advised to support:

- 📁 Building local economies and livelihoods
- 📁 Establishing functional political processes and legal frameworks to support the management of transhumance activities.
- 📁 collaborating across borders, acting jointly and synchronizing efforts.
- 📁 following up on existing governance and management initiatives such as the N'Djamena Declaration.

Advantages of ‘One Health’ Approach:

- 10 Timely detection and response of disease.
- 11 Enhanced collaboration between various health sectors.
- 12 Improved management, knowledge, capacity, and skill development, that helps to earn final benefits of improved health and economic efficiency.
- 13 Enhanced public health efficacy.
- 14 Focus on zoonotic disease prevention and elimination.
- 15 Ecosystem services and solving disease emergence problem.
- 16 Promotion of cost-effective analysis.
- 17 One health approach deals with the risk of an epidemic, endemic and pandemic diseases.

Strategic axis 6: Communication and advocacy;

Outcome 6: The security and peace building challenges in each bloc are clearly articulated and so is coordination between the main intelligence services and United Nations peacekeeping agencies in biodiversity conservation and cross-border transhumance.

Outcome 6.1 An information and communication strategy targeting the ‘general public’.

- Develop and implement information and communication tools at the national and regional levels.
- Evaluate the impact of the information and communication strategy implemented based on feedback that can positively affect the management dynamics of protected areas.

Outcome 6.2 An information and communication strategy to educate pastoralist communities on the challenges and benefits of conservation.

- Develop tools that are likely to ease communication (while maximizing their effects) with transhumants and herd owners.
- Develop the best communication strategy for winning over transhumants and herd owners.
- Facilitate the implementation of a regional information network and warning mechanism for all types of threats against protected areas.
- Facilitate the implementation of a regional mechanism for documenting and sharing information on transboundary wildlife crime.

Outcome 6.4. Technical lobbying documents to enlist partners' support for PA conservation.

- Develop and disseminate technical advocacy documents among PTFs and initiatives.
- Develop online information platform.
- Evaluate impact of advocacy efforts.

Strategic Area 7: Improving the living conditions of indigenous and local communities with the National Plan,

- Implement training and programmes to promote economic diversification, enabling communities and families to become more resilient to shocks.
- Encourage investment in infrastructure that improves access to markets, such as mobile phone coverage, road maintenance and improved public transportation.
- Create opportunities for new employment, encourage the provision of financial services and support entrepreneurial economic initiatives, especially from women's groups and the youth (small businesses, start-ups, local cooperatives, etc.).
- Implement pilot programmes and randomised control trials to test new ideas for economic diversification
- Continue to combat corruption through the National Strategy for Good Governance. International organisations can
 - Support the authorities in implementing all of the above.
 - Enable local organisations to access bigger markets, such as, working with herders to increase the circulation of goods and funds within and between the sub-prefectures.

Realization of participatory study to assess the needs of communities living around the TAs/TBRs/HSPs and in particular transhumant herders in order to target the potential of agro-pastoral products. No study to assess the needs of communities living around the PTAs/TBRs/HSPs and in particular transhumant herders. No Realization of the potential of agro-pastoral products. No improvement or deterioration of living conditions of indigenous and local communities. Studies to assess the needs the priority needs of communities living around the PTAs/TBRs/HSPs. Improve the inclusion, engagement and participation of the targeted communities

Support for the development of value chains for agro-pastoral products. The value chains were not developed in systematic manner. To identify livelihood-related vulnerabilities that are specific to men and women in the household. The traditional production system. Poor and low income from agro-pastoral products. Mobilize resources for development of pastoral and agro-pastoral areas. Improve pastoral agropastoral rural infrastructure. Support to livelihood projects. Un-enhanced livelihood of agro-pastoral communities.

No developmental intervention that target these communities. The Communities are poor and not empowered. Mobilization of resources for development projects. Adequate and better targeting of the needy communities living around the PTAs / TBRs / HSPs. To identify key entry points for supporting the livelihoods of more vulnerable households.

Securing livelihoods via local strategies for natural resource management. In many countries, local communities and indigenous peoples depend on the natural resources that protected areas seek to conserve, deriving their livelihoods from these resources and benefiting from ecosystem services. So they have a clear interest in being involved in decision-making and negotiating a fair share of the costs and benefits associated with conservation. They will often wish to maintain access to resources, manage human-wildlife conflicts and receive a fair share of the associated economic benefits (such as conservation payments, employment, markets for local products or tourism ventures). Also many local rights holders and stakeholders are well informed about local biodiversity and have developed ways to manage resources sustainably. They sometimes develop fishing rules and urge the government to enforce those to ensure sustainable management of ecosystems. Involving such communities in the governance of protected areas will ensure that their knowledge is maintained and used, and that their capable local institutions remain alive.

Obtaining recognition and support for their own conservation achievements. While substantial conservation efforts by non-governmental actors exist alongside protected areas governed by the government, these often remain without government recognition or support. Official recognition would help to sustain them, for example by giving them legal protection against threats.

III.2.1 Overall and specific objectives

III.2.2 Expected results

Expected results	Actions to be undertaken
Specific objective 1: Develop/strengthen a legal framework for collaboration between states.	
<p><u>R.1.1 Outcome 1:</u> A clear and specific bilateral legal framework enables the security, police and judicial agencies of the States dealing with transboundary protected areas to work together to combat and crack down on unlawful practices.</p>	<p><u>A.1.1.1.</u> Facilitate the extension of the agreement and the specific Tripartite LAB protocol between Cameroon, the CAR and Chad to Sudan and help support their implementation.</p> <p><u>A.1.1.2.</u> Facilitate the establishment of a bilateral and trilateral, and possibly regional judicial system designed to address issues relating to transboundary wildlife crime.</p> <p><u>A.1.1.3</u> Facilitate and help establish (or help revamp it) a multi-stakeholder, multi-sector technical platform at regional level responsible for identifying and discussing countries’ concerns about regulating transhumance dynamics in order to ensure healthy proximity / coexistence with protected areas, propose recommendations and guidelines and implement them.</p> <p><u>A. 1.1.4</u> Facilitate and help establish a regional political platform charged with supervision and arbitration of recommendations and guidelines aimed at regulating transhumance and promoting healthy coexistence/proximity with protected areas.</p> <p><u>A. 1.1.5</u> Facilitate and help (or help revamp them) establish national and local platforms charged with recommending and implementing</p>

	<p>recommendations and guidelines aimed at regulating transhumance and promoting its healthy coexistence/proximity with protected areas.</p> <p>A. <u>1.1.6</u> Monitor and evaluate the functioning of mechanisms established and their impacts.</p>
<p><u>R.1.2</u> Outcome 1.1 Multi-stakeholder multi-sector platforms, platforms are established at the regional, sub-regional, national and local levels to enable concerted management of issues arising from transhumance, poaching, PA management and other transboundary criminal activities.</p>	<p><u>A.1.2.1.</u> Facilitate the development, adoption and implementation of procedures for investigating and prosecuting perpetrators of illegal transboundary practices affecting protected areas.</p> <p><u>A.1.2.2.</u> Facilitate the adoption and implementation of National codes on pastoralism based on a wealth-creating model that is respectful of protected areas and provides suitable conditions for sustaining the ecosystem services that are vital for livestock.</p> <p><u>A.1.2.3.</u> Facilitate the development and help implement a guide on national, regional and international judicial and standard-setting provisions promoting objective and concerted arbitration of issues aimed at ensuring healthy proximity between transhumance and protected areas.</p>
<p>Specific objective 2: Develop/implement anti-poaching strategies in protected areas.</p>	
<p>R.2.1. The transboundary protected areas concerned are managed within a clear and efficient nationwide governance framework (managers' qualifications and</p>	<p>2.1.1. Help develop management models that ensure the security and added value of protected areas through the establishment of Public-Private Partnerships (PPP).</p> <p>2.1.2. Help develop codes of conduct for protected areas that lack them.</p> <p>2.1.3. Define excellence-based hiring criteria for all protected areas.</p> <p>2.1.4. Help develop local land use management schemes to clarify among</p>

capacities)	<p>other things land use and usage conditions for each type of use.</p> <p>2.1.5. Help develop land use and management plans for the protected areas concerned</p>
R.2.2 An adequate multilateral collaboration framework is produced and provides the data needed for an efficient anti-poaching (LAB) strategy (early warning, satellite, information networks...).	<p>2.2.1. Help negotiate a collaboration framework for providing the information and intelligence needed for an efficient LAB strategy.</p> <p>2.2.2. Assess the level of implementation of collaboration protocols for providing the information and intelligence needed for an efficient LAB strategy.</p>
Specific objective 3: Supporting transhumance management	
R.3.1. Outcome 3.1. National and transboundary actors are supported in establishing a coherent, operational and participatory strategy for planning and regulating large-scale transhumance.	<p>A. 3.1.1. Facilitate studies on economic, social, political and security dynamics in order to enhance understanding of challenges posed by transhumance.</p> <p>A.3.1.2. Facilitate the development of an internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large scale transhumance around protected areas.</p> <p>A.3.1.3. Facilitate the establishment of community organizations for integrated management of natural resources and information-sharing platforms at various levels (national, local, transboundary).</p> <p>A.3.1.4. Facilitate the signing of local agreements between transhumants, community natural resource (NR) management organizations and inter-sector platforms established.</p>
R.3.2 The specific issue of large scale transhumance is addressed to the fullest extent possible in all	A. 3.2.1. Concerted implementation in program components of the internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large scale transhumance around protected areas.

<p>components of program activities initiated within the framework of protected area management in the Eastern Bloc.</p>	<p>A.3.2.2. Define and implement a local mechanism for preventing and resolving conflicts between transhumants and other resource users.</p>
<p>Outcomes 3.3. Participatory development of zoning plans, transhumance corridors and practices is increasingly carried out, monitored and respected in line with the other components and based on a realistic and forward-looking roadmap.</p>	<p>3.3.1. Through a participatory process, develop local land use management schemes, taking into account zoning plans that delineate pasture zones, transhumance corridors and provide for the establishment of requisite infrastructure (reception posts, veterinary posts, water points, etc.).</p> <p>3.3.2. Mainstream transhumance issues in planning documents relating to other components of programs serving each of the Bloc's protected areas.</p> <p>3.3.3. Develop and implement action plans to promote an eco-compatible transhumance model that fosters social cohesion and local development.</p> <p>3.3.4. Facilitate the signing of an agreement outlining the rights, responsibilities and interests of each actor or interest group.</p>
<p>Outcome 3.4. Integrated income-generating programs and projects geared towards local populations in protected areas and transhumant herders.</p>	<p>3.4.1. Develop integrated income-generating programs and projects geared towards local populations in protected areas and transhumant herders.</p> <p>3.4.2. Consolidate economic yield from formal transhumance by diversifying the links in its value chain.</p> <p>3.4.3. Foster and support intensified on-site livestock rearing using innovative mechanisms.</p>
<p>Outcome 3.5: A regional transhumance monitoring system is established between the States and regions concerned in consultation with protected area management and sector stakeholders enables active management of livestock movements (anticipation, concerted crises management).</p>	<p>3.5.1. Establish a system for monitoring transhumance activities.</p> <p>3.5.2. Establish an mechanism to assess the implementation of the transhumance monitoring system.</p>

Specific objective 4: Develop actions to consolidate peace and security	
<p>R.4.1 Outcome 4.1. An in-depth and regularly updated study provides insight into the conflict situation from its onset and throughout its evolution over time.</p>	<p>A.4.1.1. Facilitate an in-depth study to map the actual situation on the ground in terms of security incidents, determine the drivers behind these incidents as well as structural and relational issues that could fuel them as planned conservation efforts intensify.</p> <p>A.4.1.2. Facilitate the conduct of a study to identify and propose solutions for strengthening social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.</p>
<p>R.4.2 Outcome 4.2: When the State effectively plays its sovereign role through its decentralized services, it contributes towards peace consolidation and creates a more conducive environment for peaceful management of protected areas, transhumance and local development initiatives.</p>	<p>A.4.2.1. Support the States in strengthening territorial security and order enforcement units in the territories bordering protected areas so as to address insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.</p> <p>A.4.2.2. Support the States in strengthening judicial systems in the territories bordering protected areas in order to address the impunity that fuels insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.</p> <p>A.4.2.3. Help deploy and/or operationalize decentralized services of sectoral Ministries (Water and Forests, Agriculture, Livestock rearing, Mines, Health, Education, Public Works) in the territories bordering protected areas in such a manner as to enable them to fulfill their sovereign functions for the benefit of the local populations.</p> <p>A.4.2.4. Take steps to help rehabilitate infrastructure and equip key services (Water and Forests, Agriculture, Livestock, Health, Education, Justice, Gendarmerie, Police, Armed Forces) that have been vandalized by armed groups.</p>
<p>R.4.3 Outcome 4.3. Local populations including members of demobilized groups receive support</p>	<p>A.4.3.1. Conduct an in-depth socio-economic study in order to determine what are the most promising sectors and value chains that should be promoted and the types of organizations that should be set up to ensure the</p>

<p>in improving their livelihoods, working towards social cohesion and avoiding any temptation to engage in wrongdoing.</p>	<p>long-term well-being of the populations living in the protected areas.</p> <p>A.4.3.2. Help establish and operationalize a socio-professional training and equipment program for ex-combatants of armed groups in order to offer them self-employment prospects or job opportunities.</p> <p>A.4.3.3. Develop programs and projects geared towards the most promising sectors and value chains that need to be promoted with the help of the types of organizations identified in 4.3.1.</p> <p>A.4.3.4. Help conduct a study to identify and propose related solutions (cf. Activity 4.1.2) to strengthen social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.</p> <p>A.4.3.5. Monitor and evaluate the impact of actions implemented.</p>
<p>Outcome 4.4: Regional, national and local actors are supported in implementing agreements and other agreed upon political acts / actions with a view to consolidating peace in territories bordering protected areas.</p>	<p>A.4.4.1. Help conduct participatory actions to promote the implementation of agreements or actions aimed at consolidating peace in the territories bordering protected areas.</p> <p>A.4.4.2. Help support and finalize the DDR process in the North-Eastern Region of the Central African Republic.</p> <p>A.4.4.3. Help establish a participatory conflict resolution prevention mechanism in the territories bordering protected areas at the regional and national levels with branches at locality level.</p> <p>A.4.4.4. Facilitate the dissemination among protected area managers of a participatory security and conflict warning and evaluation system in order to provide updates on the conflict situation throughout the project</p>
<p>Specific objective 5: Integrating the one health and zoonosis approach in biodiversity conservation and transhumance.</p>	
<p>R.5 1 Outcome 5.1. A regularly updated in-depth study helps to assess whether resources are</p>	<p>A.5.1.1. Facilitate and coordinate an in-depth study to describe the characteristics on the one hand of relations between Man and Nature within the Bloc, the factors involved, and on the other hand measures needed to</p>

<p>being used in an eco-compatible and healthy manner in the Centre Bloc and provides an overview of evolving awareness among local populations of the correlation between unregulated and risky relationships between humans and nature and the serious health consequences that have resulted from these relationships, including the COVID19 pandemic.</p>	<p>regulate them.</p> <p>A.5.1.2. Facilitate and coordinate research efforts in order to ascertain the correlation between unregulated relationships between Man and nature and their serious health consequences.</p> <p>A.5.1.3. Facilitate and coordinate information gathering in order to evaluate the evolution of population awareness of the health consequences of an unregulated relationship with nature.</p>
<p>R.5.2 Outcome 5.2 Actions aimed at improving the relationship between Man and Nature by preventing risky acts and behaviors with potentially serious health consequences for humans at the local, national, regional and global levels are adopted and implemented.</p>	<p>A 5.2.1. Advocate at international, regional, national and local levels for health issues related to the relationship between Man and Nature to be prioritized and mainstreamed into national and regional policy documents.</p> <p>A 5.2.2. Support States in adopting restrictive measures to improve the relationship between Man and Nature by preventing risky acts and behavior that can expose people with such behavior as well as the population to a risk of contamination with pathogenic germs transmitted by wildlife species.</p> <p>A.5.2.3. Facilitate and coordinate the implementation of an awareness and education program on the relationship between Man and Nature and risky acts and behavior that promote the transmission of pathogenic germs from wildlife to Man.</p> <p>A 5.2.4. Facilitate, coordinate and support the implementation and operationalization of quality services designed to deal with cases of contamination by pathogenic germs from wildlife, including COVID19.</p> <p>A 5.2.5. Mobilize resources to develop coordinated programs and projects that promote bush meat substitute foodstuffs.</p> <p>A 5.2.6. Support community organizations that are working to avert the risk</p>

	of contamination by pathogenic germs from wildlife species.
Specific objective 6: Develop and implement a communication and advocacy strategy	
R.6.1. Outcome 6.1: An information and communication strategy targeting the 'general public'	A.6.1.1. Develop and implement information and communication tools at the national and regional levels. A.6.1.2. Evaluate the impact of the information and communication strategy implemented based on feedback that can positively affect the management dynamics of protected areas.
Outcome 6.2: An information and communication strategy to educate pastoralist communities on the challenges and benefits of conservation.	A.6.2.1. Develop tools that are likely to ease communication (while maximizing their effects) with transhumants and herd owners. A.6.2.2. Develop the best communication strategy for winning over transhumants and herd owners.
Outcome 6.3: A regional environmental monitoring system is operational.	A.6.3.1. Facilitate the implementation of a regional information network and warning mechanism for all types of threats against protected areas. A.6.3.2. Facilitate the implementation of a regional mechanism for documenting and sharing information on transboundary wildlife crime.
Outcome 6.4: Technical lobbying documents to enlist partners' support for PA conservation.	A.6.4.1. Develop and disseminate technical advocacy documents among PTFs and initiatives. A.6.4.2: Develop online information platforms. A.6.4.3: Evaluate impact of advocacy efforts
Specific objective 7: Improve living conditions of indigenous and local communities	

<p>Outcome 7.1 Implement training and programmes to promote economic diversification, enabling communities and families to become more resilient to shocks.</p>	<p>A7.1.1 Create opportunities for new employment, encourage the provision of financial services and support entrepreneurial economic initiatives, especially from women’s groups and the youth (small businesses, start-ups, local cooperatives, etc.).</p> <p>A7.1.2 Implement pilot programmes and randomised control trials to test new ideas for economic diversification</p> <p>A7.1.3 Encourage investment in infrastructure that improves access to markets, such as mobile phone coverage, road maintenance and improved public transportation.</p> <p>A7.1.4 Continue to combat corruption through the National Strategy for Good Governance.</p> <p>A7.1.5 Enable local organisations to access bigger markets, such as, working with herders to increase the circulation of goods and funds within and between the sub-prefectures.</p>
--	---

III.4. Intervention scheme

The three-year action plan summarises the priority actions to be carried out over the next few years. These actions are presented by strategic axis of intervention.

Detailed Intervention of Sudan Investment Plan

Justification and Rationale:

The pastoral livestock contributes significantly to the rural and national economy of Sudan. The government sought the technical assistance of the International Donor to help in overcoming the pressing challenges facing livestock producers. These included supplying of improved animal health services, increased access to water, improved market infrastructure, easy and free access to market information. The Ministry of Animal Resources and Fisheries and the State Ministries of production and Economic Resources provided additional incentives to livestock producers and traders which resulted in increased livestock incomes, more integration with crops and forests and increased exports revenues.

The project will adopt the Community Driven Development approach (CDD) as a key for implementation arrangement at all levels of interventions, from the village, cluster of villages, administrative units, locality, and up to state level. This included the formation of community structures. The participatory development planning process in decentralized administrative structure is the base for people ownership for resources and beneficiary communities are effectively using project resources to implement sub-projects of their choices. The project will work with the legal counsel to draft legislation for communities' basic infrastructures to be rehabilitated by the project to ensure sustainable availability of services.

Investment Plan Approach.

Oversight for implementation of the Sudan investment plan will be led by a Programme Coordination Office (PCO) housed in Federal Ministry of Animal resources (FMOAR) which constitute (rangeland GD, Wildlife Research Center at the Animal Research Corporation) and forestry corporation at Ministry of Agriculture. The Programme Coordination Office (PCO) will provide overall Sudan investment plan coordination and guidance for operational management and general supervision of programmes at different levels, States and locality and close coordination, management and consolidation with Eastern and central bloc countries technical platforms.

That will ensure complementarity among interventions, supporting alignment and synergies including building linkages with other sectors and ongoing activities on the ground. The investment plan is built on existing successes with the aim of encouraging development partners to further scale up these and other promising initiatives.

Government leadership in managing Sudan investment plan, combined with mainstreaming operations through government structures in collaboration with partners under Federal Ministry of Animal Resources (FMOAR), will build national ownership and capacity in coordination and implementation. Activities have been prioritized and

sequenced with focused results to optimize impacts and sustainability of investments. While emphasis is placed on commercialization of the different related sectors example the natural resource sector, cross-cutting themes of national food security and social protection measures that target particularly vulnerable pastoral, agro-pastoral and transhumance groups including women and youth are core to the investment plan and overall development of the sector.

Programme implementation will be led by FMOAR under the overall coordination of the Sudan National Livestock Investment Plan (SNLIP) Programme Steering Committee (PSC). The programme Coordination Office (PCO), which is housed in Federal Ministry of Animal Resources (FMOAR) with Department of Planning, Animal Health Service Units.....etc, States and Regional Ministries of Production and Economic Resources and closely related Directorates will oversee and implement the programme at field level. As detailed in Component 3 of this Programme, a range of activities will be undertaken to strengthen performance of Federal Ministry of Animal Resources (FMOAR) and other relevant agencies in technical, methodological and operational areas of service delivery, research and analysis. Federal Ministry of Animal Resources (FMOAR) collaboration with other Government Institutions (especially Department of Water Resources and the Local Government Authorities) and NGOs will be supported to enhance exchange of expertise (knowledge and skills) throughout implementation and to ensure timely technical and operational support. Participatory Monitoring and Evaluation will be used to monitor programme activities during implementation emphasizing beneficiary participation and ownership.

Programme sites and beneficiary selection will be based on available reports and needs assessments carried out by the respective technical departments. Policies, strategies, and activities that have potential for changes in land use will require Strategic Environmental Assessment and/or Environmental Impact Assessment as specified in the National Environment Management.

The project will strengthen the livelihood resilience of pastoral and agro-pastoral communities in the Western and southern border areas of Sudan neighbouring South Sudan, Chad and Central African Republic, The great Darfur States_Which constitute five States (North Darfur, Western Darfur, Central Darfur, Eastern and South Darfur), as an important Sheep producer for export especially Western, Eastern and North Darfur States, due to the security, the infrastructure should be established such as livestock markets, livestock routes and water resources for animal and pastoral use, in order to accommodate the internally displaced livestock producers and to be encouraged to catch up in the economic cycle of the country. There is increasing pressure on land and water due to competition between sedentary and transhumant populations, pressure exerted by displaced populations, and poor support services provided by local government. As a result, rural communities in the state spend up to 60 percent of their incomes on buying water during the dry season, and rangeland areas are diminishing. The disease burden is heavy because the capacity of the public and private sectors to deliver animal health services is limited. Localities in the four target states were selected based on the following criteria: (a) significant livestock populations (based on estimates), and (b) high frequency and intensity of conflict between transhumant livestock producers and sedentary farmers over land and water.

The Sudan investment plan has *seven* programmes which are summarized below according to the Outline of Investment Plan for the Implementation of the N'Djamena Declaration.

Specific Objective 1: Develop/strengthen a legal framework for collaboration between States: **Indicative Cost: (6,100,000 USD)**

Legal provisions need to be harmonised in national legislation in all Eastern Bloc countries in the following key areas:

Recognition of livestock mobility within and between countries as a rational and productive form of land use. Protection of the rangelands as communal areas under controlled access management systems. Protection of pastoral resources from alienation or encroachment, particularly strategic resources (dry season water, dry season grazing, livestock corridors, etc.). Provision for flexible tenure arrangements that focus on rights of access and control another than ownership and which accommodate multiple uses and over-lapping rights of access. Establishment of conflict management mechanisms focused on mediation, negotiation and consensus. Decentralization of management decisions to the level of communities with space for traditional institutions and systems to function effectively.

A central knowledge management system is required to house information and maps on livestock routes and their status. The information can then be used within land use planning and other development planning processes. There are different types and levels of *livestock routes*. There are those that facilitate trade from one part of the country to another, often extending across borders. These routes can be considered as primary routes moving thousands of livestock every day. There are then secondary routes that result in well connections between one region and other areas, or between far distanced dry and wet season grazing areas. Often livestock corridors are also wildlife corridors too, giving safe passage for wildlife moving from one conservation reserve to another.

However livestock routes can be blocked by invasive species such as *Prosopis juliflora* or by new fields, and grazing enclosures. This blocking can negatively impact the effectiveness of livestock production systems. To share experiences of mapping, servicing and protecting livestock routes in Sudan and to identify opportunities for better understanding, servicing and protecting livestock routes in future, and suggestions as to how this could be achieved in Sudan. To facilitate and understand livestock routes and then incorporate it into land use planning decisions at national and local levels, to facilitate sharing of experience from some Project initiatives and piloting in Sudan, that have sought to use different tools to map and understand where livestock routes are, what is their status and why are they used. Sudan livestock routes are being taken into account in land use planning and infrastructure developments.

Local communities can also play a role in protecting livestock routes through developing local bylaws restricting encroachment and ensuring management of them. In response to cross border movements IGAD's Transhumance Protocol offers guidance for facilitating such movement The development of physical infrastructure for water along the livestock routes will ensure availability and access to good quality water for human and livestock as well as good forage for livestock throughout their annual seasonal movement. This

will be enabled through water harvesting and storage facilitation, which should in tandem with construction of livestock markets, access road networks, provision of energy and electricity connectivity to improve accessibility of herders to markets. The proposed project will also help in the recovery and stabilization of the deteriorated pastoral livelihoods caused by the recurrent devastating conditions and climate change and variability in their traditional grazing areas.

Support customary institutions and local diplomacy initiatives

The traditional institutions managing herd movements are facing significant structural constraints. Support for the *traditional institutions* and other suitable consultation frameworks are essential for understanding and implementing agreements and alliances involving the shared and sensible use of natural resources. Support given to these institutions by the managers of protected areas encourages local diplomacy and promotes inclusive agreements *to* facilitate the establishment of agreements on mobility and the assessment of the carrying capacity on the busiest grazing areas, and influenced the perception of the stakeholders concerned.

This network made it possible to rekindle interest across transhumant communities as a whole, and to include other issues in local debates, such as combating insecurity and the protection of natural resources. Traditional institutions also can be strengthened by becoming integrated into broader collaboration platforms.

Specific objective 2: Develop/implement anti-poaching strategies in protected areas.
Indicative Cost: 2,100,000 USD:

Sustainable Management of Parks and Wildlife Resources:

main expected outcomes of this component include: efficient management of National Parks/Protected Areas for the retention of biodiversity; increased stakeholder participation in sustainable park and forest management notably in community and privately managed parks; research undertaken that provides relevant results for sustainable management of endangered species (dolphins, sharks, sea turtles, etc) and development of the sector; conservation and maintenance of ecosystem services particularly through ecotourism development; and enhanced institutional capacity and skills of Wildlife Department personnel. This component comprises five sub-components: (i) national parks/protected areas; (ii) community and privately managed parks; (iii) research and capacity building; (iv) ecotourism development; and (v) institutional strengthening and human resources development.

Main activities of this component include improvement of physical structures in parks and protected areas as well as information systems, creation of a conducive environment through various measures such as policy formulation and favourable tax incentives for private sector participation in park management, piloting of community managed parks and Public Private Partnerships in park management, capacity building at community and Departmental levels, development of ecotourism and related management structures and infrastructure. Target beneficiaries are the 52 communities living in peripheries of national parks, private sector operators, Department of Parks and Wildlife Management and other relevant institutions involved in the management of biodiversity.

Specific objective 3: Supporting transhumance management: Indicative

Cost: 9,880,000 USD:

Management of Rangelands and Organization of Transhumance:

This component is divided into five sub-components:

- pastoral infrastructure and transhumance;
- Regulatory and health provision;
- Disease control and surveillance;
- Capacity building; and
- Feed resource.

Expected outcomes of the components include:

- (a) Enhanced management of pastoral infrastructure and control of transhumance;
- (b) Greater awareness and adherence to harmonized regulatory and health provisions;
- (c) improved control of prevalent diseases through strengthened disease control and surveillance systems;
- (d) More effective and efficient institutions and improved performance of human resources;
- (e) Improved production and management of feed resources.

Main **activities** and outputs include provision of rangeland infrastructure such as watering points; strengthening of control and surveillance capacities including staff and farmer training; awareness raising and capacity building among the livestock rearing communities; building capacity at institutional level in operational and technical work; and enhancement of production and storage capacity of feed resources also including farmer training in improved feed conservation techniques. These incentive packages also include: provision of livestock healthcare services (vaccines, drugs, de-worming and supplementary feeding). The targeted beneficiaries will be about 15, 000 smallholders owning livestock and institutions that control transhumance and manage surveillance systems.

Animal Health: The prevalence of diseases in the western of Sudan (Great Darfur Border States to Chad, Central Africa Republic and South Sudan, negatively impacted on livestock production. The Action, under this sub-component, would provide support to the veterinary services department and to the private sector to enable them respond promptly to animal disease hazards. The services that would be provided at full cost plus a profit margin include diagnosis, treatment and/or vaccination against epidemic and endemic diseases. The veterinary offices in the localities would be equipped with 20 mobile clinics will be used as a pool (to operate in the five states and border states of the three neighboring countries (south Sudan, Chad, and Central Africa Republic) each consisting of a vehicle, a generator, a solar refrigerator and freezer for storing medicines and vaccines (these may alternatively go to private veterinary officers on credit basis).

The project would also provide the veterinary administration of the Ministries of production and economic resources or Animal Resource in each State with two vehicles to facilitate the supervision of various field activities (10). Moreover, an initial supply of essential veterinary drugs would be purchased to be used as a revolving fund. In addition to 15 livestock crushes would be constructed to facilitate the vaccination programme. Village/ camp animal production extension agents or Para-vets would be trained to handle animal problems at the village /camp level. Veterinary clinics that were destroyed during the civil strife would be rehabilitated and provided with equipment and

drugs. Staff would be re-allocated.

Table (1): (detailed cost) Vaccination and treatment (mobile clinics) Total Cost: 6,850,000 USD

S/N	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD	#of localities/each state	Total Cost USD
1.	Vaccination packages	100,000	18	1,800,000
2.	Treatment packages	100,000	18	1,800,000
3.	Mobile clinics (with modification and equipment) according to specifications	70,000	20	1,400,000
4.	Procurement of 10 Vehicles 4x4.	45000	10	450,000
5.	Motor Cycle	5,000	22	110,000
6.	Operation cost	15,000	10	150,000
7.	Refrigerator (Solar/Gas)	1,000	10	150,000
8.	Vehicles for monitoring, Campaigns and Supply	100,000	5	500,000
9.	Communication equipment	38,500	10	305,000
10.	Rehabilitation of Existing Veterinary Storage Facilities	10,000	8	80,000
11.	15 crushes	10,000	5	50,000
12.	Rehabilitation of Existing Veterinary Clinics	10,000	5	50,000
13.	Other			5,000
Total Cost				6,850,000

Animal Nutrition and Feed Resources. Natural rangelands are the main source of animal feed in the **targeted Border States**. These are undergoing degradation, both in amount and quality. The Action would support a programme for conservation, improvement and development of rangelands as under:

- About 2,000 ha of land in each of 20 or more villages showing severe signs of range degradation would be fenced off with local materials by communities for use as improved deferred grazing. The land surface would be cleared and seeds of desirable indigenous and exotic plants would be broadcasted. Seedlings of desirable browse trees and shrubs would also be transplanted. This improved range would be grazed later on in the dry season when grazing elsewhere is depleted which also coincides with a time when plants are least affected by grazing as they have already shed their seeds for the next growing season.

Villages, in which range degradation is noticeable as a result of overgrazing and fire, would be selected. The number of grazing animals would be matching the carrying capacity of the range.

- Range conservation would be undertaken by constructing about 12,000 km of fire lines with assistance from local communities in the form of labour and other contributions. The intervention would provide 10 tractors with blade and trailer (one

tractor /two villages) specifically to implement this activity which must be finished in a very short time between grass maturity and fire outbreaks. The tractors can be assigned other tasks when the fire line construction is complete such as baling of natural grasses and crop residues.

- Range rehabilitation would be done through collection of seeds from desirable plants to be stored in the seed store that should be rehabilitated or constructed. Seed collection would be contracted to some village farmers and livestock raisers who show interest in that activity at an agreed fee. Collected seeds would be broadcasted on the range especially in denuded areas. Ten tonnes of seeds are expected to be collected annually.
- Forage, inaccessible or in surplus of animals' requirements, may be preserved as hay through certain methods. The economics of enhancing the nutritive value of this hay could be explored. Likewise, attempts would be directed to improve the efficiency of use of crop residues and crop by-products such as sorghum and millet straw and groundnuts and sesame hulls. The feed industry would be encouraged using oilseed cakes rather than exporting.

b) Provision and processing of animal feed (tractors and balers).

Pastures and fodder: planning and rehabilitating the main and secondary livestock routes, constructing fences, collecting and multiplying natural pasture seeds, baling of surplus natural pasture and crop residues fodder to be stored for Summer season, re-vegetation of degraded areas with grass and trees will be done to ensure that land regain its productivity.

Table (2): Provision and processing of animal feed (tractors and balers). 350,000 USD

S/N	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD	Cost USD / 10/each state	Total Cost USD
1.	Baling of animal feed (tractors and balers sets).	13,000+15,000 = 28,000	280,000	280,000
2.	Crop residues and fodder baling operation cost	1000	10,000	10,000
3.	Construction of seed store	5000	5	25,000
4.	Seed collection cost			15,000
5.	Mobilization, sensitization and training of pastoral and agro-pastoral communities			20,000
	Total			350,000

Improving Animal Production:

It is understandable that animal production under extensive systems uses minimum inputs. However improvements in productivity can be effected by manipulating the system through better management of animals. Trained livestock extension agents, equipped with the necessary knowledge and skills, can contribute a lot to this end. Issues

that should be addressed include controlling the breeding season in sheep to have lambing coinciding with periods of feed availability, advocating strategic feeding to ensure higher conception and parturition rates and higher mothering ability, reducing the distance walked in search of feed and back to water, selecting the more productive animals from within these adapted breeds, culling less productive and old animals and those with vices, processing surplus milk into cheese and improving the efficiency of current methods of ghee production. About 200 livestock extension agents would be trained by the project in all states. They would be supplied with essential drugs and equipment. Each would have a donkey, camel or bike. All will be under the overall supervision of the veterinary authorities. They would provide their services at actual cost plus a small margin.

Training and Capacity Building of other Partners

- Improving the technical and physical capacity of *governance structures* responsible for managing, collecting, monitoring and disseminating information on pastoralism.
- Setting up and supporting a *community teaching mechanism for nomadic children*, drawing on previous experiences in the country and elsewhere
- Training of *stockbreeders' organizations* and structures for conflict resolution and management of pastoral facilities as well as providers of basic services to stockbreeders

Table (4): Training and Capacity Building of other Partners: 600,000 USD.

S/N	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD	each state	Total Cost USD
1.	Community Mobilization sessions	20,000	5	100,000
2.	Formation of Producers and Market Groups or Community Development Organization	10,000	5	50,000
3.	Communities Training sessions	20,000	5	100,000
4.	livestock extension agents training + Kits*	50,000	5	250,000
5.	Community teaching mechanism for nomadic children	20,000	5	100,000
	Total Cost	50,000		600,000

***50,000 x 5 states**

Provision of Livestock Water Facilities. The scarcity and uneven distribution of water sources in the project area, and especially along livestock routes, is a major factor contributing to conflict between migratory and sedentary groups in Darfur and other parts of Sudan. It is also contributory to the low productivity of livestock in the project area through the prevalence of hardy low producing breeds resulting from natural selection over the years and to the huge cost of energy lost to walking between water and grazing areas. South Darfur and particularly the Qoz areas are suffering from acute shortage of water. The project would enhance the availability of water and grazing for livestock and would improve potable water availability for human consumption by developing new water sources in the form of *hafirs*, water yards and by de-silting of some locations in the bed of Bahr Al Arab. Special attention would be given to providing water along stock routes to Bahr Al Arab and further south into States. The latter are more suitable to hafirs construction.

Water is recognized as a key constraint in pastoral and agro-pastoral that determines migratory nature of pastoralists. Migrations due to water scarcity are closely associated with livestock deaths, notifiable disease outbreaks, and increased incidence of waterborne human infections. *Water for Household Use*. In areas like the basement and locations where water is available at shallow depths the need is for clean water. The project would install hand pumps and improve shallow wells in addition to the water program above to advance sanitary standards of existing water facilities.

Rehabilitation of Water Resources (5 million US\$).

Rehabilitation of Livestock routes

Livestock routes are a critical component of livestock production systems, and specifically in facilitating movement of livestock and people. Livestock routes are increasingly being blocked, and are poorly serviced and protected. This is having a negative impact on livestock, people and the environment. There is a need to map livestock routes in Sudan in order to understand their Location and status, how herds are managed and why, and as a first step in supporting, servicing and protecting them. This can be achieved at different levels – national, regional and local through different mechanisms involving different stakeholders. It is recommended that first a mapping of major livestock routes should be made at national level: this will then guide mapping at lower levels. The experiences of mapping that has already practiced in Sudan, can offer direction in this regard.

There is a need to *service livestock routes* in order to improve livestock production ensuring, for example, that livestock reach markets in a good and healthy condition. This could involve the involvement of the private sector in providing services along the routes – guidelines and standards for these will need to be developed. The experiences of neighboring countries offer guidance in this regard. There is a need to better protect livestock routes in order to sustain livestock production and contribute to its growth in a context of increasing pressures on land. This should be achieved with the consultation of pastoralists, crop farmers and other land users, and necessary tradeoffs of formalizing livestock routes and movement understood and agreed upon. Policy and legislation protecting livestock routes requires development. The experiences of livestock project will offer guidance in this regard. Cross border movement of livestock should be facilitated with appropriate controls and support systems in place. The IGAD Centre for Pastoral Areas and Livestock Development can provide support and guidance for this. (*IGAD Transhumance Protocol*)

A central knowledge management system is required to house information and maps on livestock routes and their status. The information can then be used within land use planning and other development planning processes. There are different types and levels of livestock routes. There are those that facilitate trade from one part of the country to another, often extending across borders. These routes can be considered as primary routes moving thousands of livestock every day. There are then secondary routes that result in well connections between one region and other areas, or between far distanced dry and wet season grazing areas. Often livestock corridors are also wildlife corridors too, giving safe passage for wildlife moving from one conservation reserve to another.

However livestock routes can be blocked by invasive species such as *Prosopis juliflora* or by new fields, and grazing enclosures. This blocking can negatively impact the effectiveness of livestock production systems. To share experiences of mapping,

servicing and protecting livestock routes in Sudan and to identify opportunities for better understanding, servicing and protecting livestock routes in future, and suggestions as to how this could be achieved in Sudan. To facilitate and understand livestock routes and then incorporate it into land use planning decisions at national and local levels, by facilitate sharing of experience from some Project initiatives and piloting in Sudan, that have

sought to use different tools to map and understand where livestock routes are, what is their status and why are they used. *Sudan* livestock routes are being taken into account in land use planning and infrastructure developments.

Local communities can also play a role in protecting livestock routes through developing local bylaws restricting encroachment and ensuring management of them. In response to cross border movements IGAD’s Transhumance Protocol offers guidance for facilitating such movement The development of physical infrastructure for water along the livestock routes will ensure availability and access to good quality water for human and livestock as well as good forage for livestock throughout their annual seasonal movement. This will be enabled through water harvesting and storage facilitation, which should in tandem with construction of livestock markets, access road networks, provision of energy and electricity connectivity to improve accessibility of herders to markets. The proposed project will also help in the recovery and stabilization of the deteriorated pastoral livelihoods caused by the recurrent devastating conditions and climate change and variability in their traditional grazing areas.

• **Table (3): Cost of pastoral infrastructure and transhumance;**

Rehabilitation of Livestock Routes and Transboundary Corridors. 8,970,000 USD

S/N	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD	Cost USD / 6/each state	Total Cost USD
Rehabilitation of Livestock Routes and Transboundary Corridors.				
1.	Stones to demarcate livestock route (Length and width 2km)	100,000	1,000,000	1,000,000
2.	Digital Mapping of the Livestock Routes	100,000	100,000	100,000
2.	Water points	150,000	150,000*6*5	5,400,000
3.	livestock markets	150,000	150,000 *6 *2	1,800,000
4.	Integrated veterinary service centers with all its equipment and furniture	15,000	15,000*6*5	540,000
5.	Legalization of Livestock Route	5,000	5000 x 5	30,000
6.	Socio-economic study and compensation	5000	5000 X 10	50,000
7.	Other	50,000		50,000
	Total Cost			8,970,000

**# of identified Livestock Routes and it is length.*

Livestock Markets and Marketing: 1,800,000 USD

Improve access to markets through competitiveness, the creation of value added, and the quality of animal products for urban markets in Sudan. Promote intensive farming for high performance and increased production in zones with constraints on land and animal feed, to better supply urban markets. The Livestock Development Project will build on the lessons learned from the 6 livestock markets rehabilitated by the ILPM, to increase the coverage to the additional targeted states and localities. The following criteria will be used to select markets to be rehabilitated: a) markets owned by localities or states (i.e. not to the private sector), b) high economic significance (high number of livestock traded or great potential), c) Localities or States agree to subcontract market operations and management.

Technical Assistance will be provided to support localities prepare tenders for market management. Private sector and communities will receive technical assistance support to prepare their bids to operate and manage markets. Technical assistance will be availed to winning bidders to improve their capacity to operate and manage markets. The Project will finance civil works and equipment to improve market infrastructure, including water points, shades, resting areas and provide free and easy access to market price information to reduce transaction costs. The project will also finance equipment and training for Locality staff to deliver inspection service and improve market-based veterinary services. Direct beneficiaries include Government agencies and the value chain stakeholders. Ultimate beneficiaries include the national population, who would benefit from an expected eight percent growth rate of the economy

Institutional Strengthening:

This component intends to strengthen the departments delivering services to communities, and to empower local communities to manage their own affairs for mutual benefit. *Community Development Committees* (CDC) would be formed through suitable measures that assure equitable representation. They would be registered and empowered to spearhead the efforts aiming at **improving the quality** of life for community members. The committees would work closely with project and locality personnel to ensure that community priorities are properly addressed. The CDC would form sub-committees to attend to certain important services such as water, health, education and loan administration and to serve the interests of certain sub-groups such as women and youth. The project would train the government department personnel, CDC and locality representatives in order to appropriately perform their respective duties. Communities would be animated to set and implement their priorities. A sizeable sum of funds would be allocated for institution support.

Acquisition of computers, internet services and training of project personnel and other stakeholders is crucial. The project management HQ at the state capitals and the units in the main town of each locality would be supplied with computers and servers which would be linked through a WAN with HQ and with each other. Appropriate personnel would be recruited and trained. A training facility at HQ would be established. About 30 computers would be supplied and distributed as follows: 10 for the training unit, 14 for all localities and 6 for personnel at HQ. Moreover, generators or alternatively solar units would be provided to cater for a continuous power supply. This whole arrangement will be part of project monitoring and evaluation units which would be staffed with competent officers and provided with a vehicle in each state.

Table (): Computers and Electronic Equipment: 1,950,000 USD

S/N	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD	Cost USD / 6/each state	Total Cost USD
1.	30 computers			1,000,000
2.	internet services			600,000
3.	training of project personnel			50,000
4.	5 vehicle 4x4 pick-up double cap	50,000		250,000
5.	Other			50,000
	Total			1,950,000

**Specific objective 4: Develop actions to consolidate peace and security:
Indicative Cost: 8,500,000 USD**

Early warning and disaster management initiatives by expanding and strengthening interventions and coordination. Facilitate an in-depth study to map the actual situation on the ground in terms of security incidents, determine the drivers behind these incidents as well as structural and relational issues that could fuel them as planned conservation efforts intensify. Facilitate the conduct of a study to identify and propose solutions for strengthening social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace. Support the States in strengthening territorial security and order enforcement units in the territories bordering protected areas in order to deal with insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.

Support the States in strengthening judicial systems in the territories bordering protected areas in order to deal with impunity that fuels insecurity incidents and illicit trafficking in those regions. Help deploy and/or operationalize the decentralized services of sectoral Ministries (Water and Forests, Agriculture, Livestock rearing, Mines, Health, Education, Public Works) in the territories bordering protected areas in such a manner as to enable them to fulfil their sovereign functions for the benefit of local populations. Take steps to help restore infrastructure and equip key services (Water and Forests, Agriculture, Livestock, Health, Education, Justice, Police, Armed Forces) that are vandalized by armed groups

Specific objective 5: Integrating the one health and zoonosis approach in biodiversity conservation and transhumance. Indicative Cost: 2,700,000 USD.

One Health Approach: The project would improve the community health status by rehabilitating the health facilities that went into disrepair due to lack of maintenance and those destroyed during the conflict. Personnel would be recruited by government. Training and essential equipment and supplies would be acquired by the project. Some 150 clinics would be rehabilitated and furnished with refrigerators and medical equipment and supplies. About 250 midwives would be trained over 5 years. About 4,000 traditional toilets would be improved

Scaling up the implementation of One Health requires capacity building up to the

community level. Therefore, putting to good use the existing One Health models for community capacity building was critical. It was agreed that learning from the International Livestock Research Institute's (ILRI). Training approach/model would be very beneficial in scaling up the implementation of One Health Approach.

For the successful implementation of the One Health approach in Sudan, the following aspects related to One Health should be in place: a favourable policy environment; the establishment of institutional frameworks; building institutional capacity; conducting research; recognizing the role of the stakeholders; forging multi-disciplinary/multi-sectoral collaborations and partnerships; workforce development; having a robust/strong communication/information dissemination system; sustainable resourcing (funding); community engagement; engineering a cultural shift in the management of public health threats; and seeking and establishing political goodwill.

One Health offers a strong approach to bring together diverse actors and sectors of society to act together towards prevention, response, mitigation and monitoring of zoonotic infectious diseases. The One Health approach at the same time can address challenging issues of ecosystem degradation that is increasing human-wildlife contact, thereby increasing spill over risks. To implement One Health means securing political and policy support in addressing long-term requisite investments and policies. Improve workforce capacity to prevent, detect and respond to threats posed by infectious diseases and zoonosis.

Specific objective 6: Develop and implement a communication and advocacy strategy: Indicative Cost: 1,850,000 USD.

Component: Crop and Livestock Information System:

The project will establish an information system for crops and livestock through collection, compilation, analysis, storage and dissemination of information. Assistance would be enlisted from suitable technical entities to develop this information system which would contribute to promoting marketing opportunities and enhancing capabilities of project management, locality authorities and farmers to better plan, manage and control, monitor and evaluate the various activities.

Acquisition of computers, internet services and training of project personnel and other stakeholders is crucial. The project management HQ at the state capitals and the units in the main town of each locality would be supplied with computers and servers which would be linked through a WAN with HQ and with each other. Appropriate personnel would be recruited and trained. A training facility at HQ would be established. About 30 computers would be supplied and distributed as follows: 10 for the training unit, 14 for all localities and 6 for personnel at HQ. Moreover, generators or alternatively solar units, would be provided to cater for a continuous power supply. This whole arrangement will be part of project monitoring and evaluation units which would be staffed with competent officers and provided with a vehicle in each state.

Communication Network: The expected outcome is to improve and expand communication networks, specifically feeder roads and bridges, river transportation, air-cargo space and telecommunication. Activities will include providing support to increasing, upgrading and maintaining these infrastructures to reduce costs and facilitate transport of products and access to market information. As part of the road network

improvement under this subcomponent, 150km of feeder roads will be upgraded from gravel to tarred, 100km¹⁹ gravel road will be constructed, 18 bridges constructed and 50km of the sub-regional trunk roads rehabilitated to the desired standard. The main beneficiaries are direct value chain stakeholders.

Specific objective 7: Improve living conditions of indigenous and local communities: Indicative Cost: 16,250,000 USD

Restocking for Smallholder and poor pastoral, agro-pastoral and IDPs:

The desert sheep is in high demand for export so its price is continuously rising. Females are relatively cheaper to buy than males and they can produce 1–2 lambs every year. The project would provide poor farmer heads of households, especially women, with ewe lambs on credit basis. About 20 farmers would be selected from each of 250 pastoral villages to make a total of 5,000 pastoralists. Each pastoral producer would be given a loan to buy 10 ewe lambs making a total of 50,000 ewe lambs. Pastoral producer from the same village would share 8 breeding rams to make a total of 2,000 breeding rams. Assuming a ewe lamb costs US\$48 and a breeding ram costs US\$60, a total of US\$2,520,000 would be required to lend to farmers. To recover the loan a farmer should pay annually the equivalent of 2 male animals thus repaying the loan in 5 years. loans to buy goats may make a better choice for poor households.

Short-Cycle Livestock Chain: The expected outcome is increased production of small ruminants, and poultry to improve producers’ income and diet. Activities focus on expanding participation in the sub-sector through sensitization, provision of training and promoting favourable lines of credit for cooperative and marketing associations. Measures to improve marketing will be implemented (e.g. information system, trade shows, tax incentives). In addition, for poultry, support will be given to improve local production of feed and to gradual regulation of imports as production increases Processing and storage support will also be provided.

Table (6): Restocking Costs: 2,520,000 USD

	Description	Cost USD		
		Unit Cost USD		Total Cost USD
	Sheep	100 x 20 = 2000	2000*50*6	600,000
	Goat	100 x 20 = 2000	2000*50*6	600,000
	Supplementary feed	50 x 20 = 1000	1000*50*6	300,000
	Drugs and vaccine	5 x20 = 100	100*50*6	300,000
	Animal shed (from local materials)	100	100*50*6	300,000
	Operation Cost	1000	1000*6	6000
	other			414,000
	Total Cost	6200		2,520,000

*Targeting 50 Communities in each state x 5 states = 2,520,000

Community Support Services:

The provision of community support services as part of the projects attains more

importance when an area witnesses civil strife which destroys infrastructure essential for rural life. The sub-components mentioned below, therefore, would form an integral part of rural development projects whether they are agricultural or otherwise simply because they are a prerequisite to the presence of people in any rural area. In fact they form top ranking community priorities. These services would be supported only partially as the community would contribute may be up to 10-15 percent of the cost.

Rural Financial Services. The adoption of improved technologies by poor rural heads of households, both women and men, is constrained by meager financial resources. There are also many off-farm activities that can add substantially to the household income but cannot be pursued due to lack of capital. The project would provide formal and informal credit lines to enable pastoral rural people to purchase inputs, restock their livestock herds, and perform harvesting operations without resort to selling their produce at low price during harvest time and to furnish women with needed materials to start a handicraft small business. The project would initially provide credit and loans for 19,500 households at a total amount of **US\$3.9** million. This would cover 15,000 women and men heads of households receiving a loan of US\$200 each for agricultural operations and 4,500 women head of households to start a small-scale business of handicraft works.

Sustainable Management of Forest Resources: Cost 5,000,000 USD

This component comprises five subcomponents: (i) management of state, community and private forests; (ii) agro-forestry development; (iii) community-based enterprise development; (iv) institutional strengthening and human resources development; and (v) research and information exchange. The expected outcome is that state, community and private forests are sustainably managed and that area under forest cover is increased with improvement in diversity of fauna and flora. Specifically, the component aims to ensure that forest resources are conserved, preserved and exploited in a sustainable manner to combat desertification, build resilience to effects of climate change and improve soil and water management, all of which result in improved livelihoods particularly for those depending on these resources.

Adaptation and mitigation measures against climate change are mainstreamed throughout activities, which are expected to result in a number of outcomes. These include *inter alia*: sustainably managed forests - largely through community-based approaches; increased area under forest cover with improvement in both quality and diversity; increased sources of wood/non wood products; increased participation of communities in sustainable forest management, conservation and maintenance of ecosystem services; a strengthened Department of Forestry (DOF) more efficiently managing the national forest resources; and increased DOF capacity to undertake collaborative research and information exchange with national and international research institutions and provide results relevant for the development of the sector Improved planning tools and equipment, capacity building and knowledge for line departments and communities, establishment of tree nurseries and development of infrastructure are expected outputs among others. Main beneficiaries of this component include ###of communities living in the peripheries of demarcated and gazetted forests, as well as 20 communities that will be engaged in agro-forestry activities.

Development of livestock Chains and Market Promotion (USD 8.85Million)

The objective of this programme is the transformation of the livestock sector from a traditional subsistence economy to a modern market-oriented commercial sector with well integrated food chains and a viable agro-processing private sector, resulting in increased incomes of livestock value chain actors (including pastoral and agro-pastoral, input suppliers, processors, traders and exporters). The programme aims to reduce imports of cheap food through ensuring availability of quality-standard local products on a sustainable basis. It will strengthen the performance of key value chains by providing stakeholders with quality services to operate at optimal levels (financing, technical and management capacity, information and infrastructure). The programme is expected to boost value-chain stakeholders' access to markets by improving market analysis and responses so that products meet national, regional and international demand and safety norms. Market opportunities will be developed which includes a range of initiatives and new choice products to targeted markets, and also to promote and expand internal and external trade (e.g. tax incentives, inter-professional associations and traders). This programme contributes to increasing the rate of economic growth while improving economic conditions and food security and nutritional levels of household members, especially women and youth.

Programme implementation will be led by Government in close cooperation with the private sector including traders, pastoral and agro-pastoral communities and processors. Government will lead efforts in improving necessary infrastructure for commodity chain and agro-industry development, and also facilitate review of regulations, for example safety control of products and trade.

The private sector will have a vital role in implementation and in ensuring sustainability of interventions. Capacity of private sector stakeholders and Government, such as Departments and agencies of FMOAR, inter-professional associations, cooperatives, financiers, traders, transporters, etc. will be strengthened, in synergy with Programme 5 activities, through training, improved access to information and improved equipment/facilities. The Programme is comprised of three components: (i) development of livestock and natural resource marketing chains; (ii) strengthening of national operator support services and structures; and (iii) development of markets.

Development of Livestock and Natural Resource Marketing Chains:

this first component is comprised of seven sub-components: (iv) agro-forestry food products chain; (v) short-cycle livestock chain; (vi) dairy products chain; and (vii) fisheries products chain. The expected overall outcome of this component is that value chains are well integrated and operating effectively and that the agro-processing private sector is viable. The *sub-components* below represent key sectors of livestock production, many of which already demonstrate success and show promise for development and up-scaling.

Agro-forestry Food Products Chain: The expected outcome is income diversification notably for women and youth through sustainable exploitation of agro-forestry food products. Activities will focus on improving preservation, processing and marketing of agro-forestry food products. This is a highly under-developed sub-sector yet holds significant potential for additional income for rural families. (juices from rosselets, paalpap trees and temrihendi)

Short-Cycle Livestock Chain: The expected outcome is increased production of small ruminants, and poultry to improve producers' income and diet. Activities focus on expanding participation in the sub-sector through sensitization, provision of training and promoting favourable lines of credit for cooperative and marketing associations. Measures to improve marketing will be implemented (e.g. information system, trade shows, tax incentives). In addition, for poultry, support will be given to improve local production of feed and to gradual regulation of imports as production increases. Processing and storage support will also be provided.

Dairy Products Chain: The expected outcome is increased local dairy production to meet 25 percent of the national demand. Activities will emphasize increasing milk production through introducing a national artificial insemination programme as follow up to former programmes, promoting private sector operators and cooperatives and the establishment of mini-dairies. With concerned department of animal production DOA, a national market *study on dairy* demand will be conducted.

Direct beneficiaries of this component will include value chain stakeholders: producers, cooperatives, processors, traders. Women will be especially targeted for capacity building and operational support as they are main actors involved in production and small-scale processing. Youths and especially graduates will also be targeted. Government will be benefiting indirectly from foreign exchange savings (e.g. from reduced poultry imports) and earnings (e.g. groundnuts and horticulture).

Financial Services: The expected outcome is that banking services are more accessible and affordable to those involved in value chains (producers and processors). Micro financing services such as loans and credit lines will be better adapted to needs of those working in the ANR sector, and consolidated and expanded with involvement of commercial banks. Emphasis is also on implementation of guarantee funds. Main beneficiaries are direct value chain stakeholders.

Information Services: The expected outcome is that timely and accurate information and analysis for value chain stakeholders is available and accessible. Activities focus on establishment of a Value Chain and Marketing Information System (VCMS) that addresses private sector's needs.

Training Services: The expected outcome is that agro-processors are well supported and gradually professionalized through improved performance of specialized service providers. Capacities of service providers, such as FTS, will be strengthened to improve skills and better deliver services. An agro-processing centre will be established as a main activity to service all value chain stakeholders. **(40,000 USD)**

Other Support Services and Structures: The expected outcome is improved research on agro-processing technologies, combined with capacities in meeting sanitary and phytosanitary standards. Activities include strengthening capacities of key agencies (NARI, PPS, AETS) through provision of training, facility upgrading and materials, as well as improving utilities - with emphasis on new forms of energy, and the development of local industrial zones. The subcomponent also focuses on market promotion, through formation of value chain inter-professional platforms, which will complement related

activities in Programme 5, improving linkages between suppliers and buyers (through supply agreements for example) and increasing the number of markets (food and livestock) **(250,000 USD)**.

Direct beneficiaries of this component include Government agencies supporting the private sector and ultimate beneficiaries, who are private-sector stakeholders engaged in agricultural value chains.

Table 4. Multi-annual planning table:

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
		2022	2023	2024					
Specific objective 1: Develop/strengthen a legal framework for collaboration between states (6,100,000 USD)									
1.1 Simplify the proposed IGAD Transhumance Certificate (ITC) to accommodate the pastoralist literacy level and ensure that it will be easily accessible to the transhumant pastoralists.	Easily adopted IGAD Transhumance Certificate (ITC) by Pastoral transhumance				100,000 USD	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc.	Undersecretary of MoAR	The programme Coordination Office (PCO),	AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD,
1.2 Guide and Encourage the Member States of the Eastern Bloc to implement the model Livestock Identification and Tractability System (LITS) to facilitate the movement of cross border pastoralists under the IGAD Transhumance Protocol.	# of awareness Session held, Documents signed by all parties. Reduced incident of sick animal movement. Reduced animal rustling				100,000 USD	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Bloc The three constituents of the Centre Bloc.	Undersecretary of F MoAR	The programme Coordination Office (PCO),	AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
1.3 Establish a framework for regional dialogue and coordination on cross-border transhumance.	A suitable tripartite agreement extended to include the three constituents of the Eastern Bloc. Collaboration frameworks are revised. Collaboration framework				200,000 USD	the three constituents of the Eastern Bloc.	Regional Platforms and Technical Platform		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
	documents								
<p>1.4 A specific transboundary LAB Protocol extended to include the three constituents of the Eastern Bloc (CAR, Chad, and Sudan).</p> <p>- Establish institutions at the national level in Sudan with the appropriate resource allocation to implement the pastoralism policies and laws.</p>	<p>Transboundary LAB Protocol extended and will be operationalized.</p> <p>Institutions at the national level in Sudan in place.</p>				<p>150,000.</p> <p>250,000</p> <p>400,000</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The three constituents of the Eastern Bloc • At National level, all five State of Darfur and their localities 	Undersecretary of FMoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>1.5 Develop a pastoralism legislation taking into account the Protocol on Transhumance requirements for the establishment of transboundary infrastructure including transhumant corridors, the delivery of services, and cross-border service frameworks.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Legislation adopted. • cross-border service frameworks in place. 				300,000	- At National level, all five State of Darfur and their localities	Undersecretary of MoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>1.6 The implementation of harmonized animal health approaches</p>	- Livestock disease surveillance and control services in border areas				2,500,000	At National level, all five State of Darfur their and	Undersecretary of MoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
<p>aligned with partner for the prevention and control of trade-related Transboundary Animal Diseases (TADs) by establishing livestock disease surveillance and control services in border areas. The result will improve access for cross-border pastoral and agropastoral communities to animal health services and improving community capacities through CBAHWs and agreed upon participatory methods along with installing animal health service facilities in appropriate locations.</p>	<p>established in border areas. - Improved access to animal health services. -</p>					localities			
<p>1.7 Facilitate the extension of the agreement and the specific Tripartite LAB protocol between Cameroon, the CAR and Chad to Sudan and help support their implementation.</p>	<p>A bilateral and trilateral, and possibly regional collaboration mechanism designed to address transboundary wildlife criminal activity.</p>				500,000	At National level, all five State of Darfur their and localities	Undersecretary of MoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
<p>1.8 Facilitate the establishment of a bilateral and trilateral, and possibly a regional judicial system designed to address issues relating to transboundary wildlife crime.</p>	<p>A technical multi-stakeholder platform, that serves as a multi-sector platform at the regional, sub-regional, national and local levels is established to enable concerted management of issues arising from transhumance, poaching, PA management and other transboundary criminal activities</p>				<p>300,000</p>	<p>At National level, all five State of Darfur their and localities</p>	<p>Undersecretary of MoAR</p>		<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>1.9 Facilitate and support the establishment (or help revamp) of a regional multi-stakeholder, multi-sector technical platform responsible for identifying and discussing countries' concerns about regulating transhumance dynamics in order to ensure healthy proximity / coexistence with protected areas, to propose recommendations and guidelines and implement them.</p>	<p>Regional political platform charged with supervising and arbitrating recommendations and guidelines on regulating transhumance and promoting healthy coexistence/proximity with protected areas.</p>				<p>300,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>	<p>Undersecretary of MoAR</p>		<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>1.10 Facilitate and support the establishment of a regional political platform charged with supervising and</p>	<p>Local and national multi-stakeholder and multi-sector platforms responsible for recommending and implementing</p>				<p>100,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc.</p>	<p>Undersecretary of MoAR</p>		<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
arbitrating recommendations and guidelines on regulating transhumance and promoting healthy coexistence/proximity with protected areas.	recommendations and guidelines on regulating transhumance and promoting healthy proximity with protected areas.					The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
1.11 Facilitate and support (or help revamp them) the establishment of national and local platforms charged with recommending and implementing recommendations and guidelines on regulating transhumance and promoting its healthy coexistence/proximity with protected areas.	Regional multi-stakeholder and multi-sector technical platform is operational. A bi-national or tri-national judicial collaboration mechanism is operational.				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc	Undersecretary of MoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Monitor and evaluate the functioning of mechanisms established and their impacts.	- Political supervision and arbitration plat forms are operational. - National and local platforms are operational..								AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
1.12 Facilitate the development, adoption and	Procedures for investigating and prosecuting				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc.	Undersecretary of MoAR		AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
implementation of procedures for investigating and prosecuting perpetrators of illegal transboundary practices affecting protected areas.	perpetrators of illegal transboundary practices affecting protected areas. One (1) transboundary investigative and prosecution procedure.					The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
1.13 Facilitate the adoption and implementation of National codes on pastoralism based on a wealth-creating model that is respectful of protected areas and provides suitable conditions for sustaining the ecosystem services that are vital for livestock.	National codes that promote a wealth-creating pastoralism model that is respectful of protected areas and promotes suitable conditions for sustaining the ecosystem services that are vital for livestock. Three (3) national codes that promote a wealth-creating and eco-compatible model				500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc.			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
1.14 Facilitate the development and help implement a guide on national, regional and international judicial and standard-setting provisions promoting objective and concerted arbitration	Guide on national, regional and international judicial and standard-setting provisions promoting objective and concerted				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
of issues to foster healthy proximity between transhumance and protected areas.	arbitration of issues in order to foster healthy proximity between transhumance and protected areas. A (1) guide on judicial and standard-setting provisions is adopted by the three States in the Centre Bloc.								
Subtotal 1					6,100,000				
Specific objective 2: Develop/implement anti-poaching strategies in protected areas (2,100,000 USD)									
2.1 Help develop management models that ensure security and added value of protected areas through the establishment of Public-Private Partnerships (PPP).	Public-Private Partnership (PPP) Agreements delegating protected area management to specialized operators are in force. A PPP for the Sudanese Component of the Centre Bloc (Bloc 2).				1,200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
2.2 Help develop codes of conduct for	Code of good conduct is in force				100,000	Five States of Darfur and			AFDB, FAO, IGAD; EU,

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
protected areas that lack them.	in all national agencies in charge of transboundary protected area management. Code of conduct tailored to various contexts and operators is implemented.					neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			ICPALD
2.3 Define excellence-based hiring criteria for all protected areas.	Excellence-based hiring criteria are in force in all transboundary protected areas. Criteria are defined and adopted.				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
2.4 Help develop local land management schemes to clarify among other things land use and usage conditions for each type of use.	Local land management schemes to clarify among other things land use allocation and usage conditions for each type of use. Approach is popularized and implemented.				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
2.5 Help develop land use and management plans for the protected areas	Management and land use plans for each protected area concerned.				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
concerned.	Each protected area has a land use and management plan.					States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
2.6 Help negotiate a collaboration framework for providing the information and intelligence needed for an efficient Anti-poaching strategy.	Multilateral collaboration framework is negotiated and operational. Multilateral collaboration framework is negotiated.				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
2.7 Assess the level of implementation of collaboration protocols for providing the information and intelligence needed for an efficient Anti-poaching strategy	At least one protocol for collaboration with qualified operators in the area of information and intelligence. Collaboration protocol is negotiated.				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Subtotal 2					2,100,000				
Specific objective 3: Supporting transhumance management (9,880,000 USD)									
3.1 Facilitate studies on economic, social, political and security dynamics in order to	Data base of studies conducted on economic, social, political and				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
improve understanding of challenges posed by transhumance.	security dynamics in order to improve understanding of challenges posed by transhumance. Relevant studies on transhumance are conducted.					Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
3.2 Facilitate the development of an internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large-scale transhumance around protected areas.	An internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulating and management of large-scale transhumance around protected areas. Participatory planning, regulation and management strategy for large-scale transhumance. Local schemes.				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.3 Facilitate the establishment of community organizations for the integrated management of natural resources and information sharing platforms at different	Number of community natural resource management organizations and functional platforms. Relevant platforms and working groups				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
levels (national, local, and transboundary).	at various levels (national, local, transboundary) are identified and supported by the project.					Bloc			
3.4 Facilitate the signing of local agreements between transhumants, community natural resource management organizations and inter-sector platforms established.	Number of agreements signed. 50% of community natural resource management organizations have signed a tripartite agreement with transhumants' representatives and the reference platform.				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.5 Concerted implementation at the level of program components of the internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large- scale transhumance around protected areas.	All components of program activities implement the internal, global and integrated strategy for participatory planning, regulation and management of large-scale transhumance around protected areas. Relevant platforms and working groups at various levels (national, local,				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
	transboundary) are identified and supported.								
3.6 Define and implement a local mechanism for preventing and resolving conflicts between transhumants and other resource users.	Practical cases of innovative solutions for intensifying on-site livestock rearing. Several cases of innovative solutions for on-site intensification				1,500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.7 Through a participatory process, develop local land use management schemes, taking into account zoning plans that delineate pasture zones, transhumance corridors and provide for the establishment of requisite infrastructure (reception posts, veterinary posts, water points, etc.).	Local land-use schemes that integrate transhumance zoning plans and corridors are developed in a consensual manner and transhumance is integrated in all other provided planning documents. Operational documents of local schemes are adopted, integrating transhumance-related zoning plans and corridors				5,500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.8 Mainstream the	Action plans for				300,000	Five States of Darfur and			AFDB, FAO,

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
issue of transhumance in planning documents relating to other components of programs serving each of the Bloc's protected areas.	eco-compatible transhumance that promotes social cohesion and local development are adopted by the States and implemented. The issue of transhumance is mainstreamed into all the provided planning documents					neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			IGAD; EU, ICPALD
3.9 Develop and implement action plans to promote an eco-compatible transhumance model that fosters social cohesion and local development.	An agreement outlining the rights, responsibilities and interests of each actor or interest group. An (1) action plan for each protected area of the bloc is developed and is operational.				600,000 —	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.10 Facilitate the signing of an agreement outlining the rights, responsibilities and interests of each actor or interest group.	The rights, responsibilities and interests of each actor or interest group are outlined, adopted and compliance is underway				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
3.11 Establish a system for monitoring transhumance activities.	A monitoring system enabling concerted and active management of livestock is developed.				250,000	Bloc Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
3.12 Establish an evaluation mechanism to assess implementation of the transhumance monitoring system	A mechanism for assessing the status of implementation of the regional monitoring mechanism is operational.				230,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Subtotal 3					9,880,000 USD				
Specific objective 4: Develop actions to consolidate peace and security (8,500,000 USD)									
4.1 Facilitate an in-depth study to map the actual situation on the ground in terms of security incidents, determine the drivers behind these incidents as well as structural and relational issues that could fuel them as planned conservation efforts	Mapping the real situation on the ground in terms of insecurity incidents				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
intensify.									
<p>4.2 Facilitate the conduct of a study to identify and propose solutions for strengthening social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.</p>	<p>- Overview of drivers at the root of the conflicts.</p> <p>- Overview of more structural and relational issues that may fuel violence with the increase in planned conservation efforts</p>				350,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>4.3 Support the States in strengthening territorial security and order enforcement units in the territories bordering protected areas in order to deal with insecurity incidents and illicit trafficking in those regions.</p>	Territorial security and order system is strengthened and operational				600,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>4.4 Support the States in strengthening judicial systems in the territories bordering protected areas in order to deal with impunity that fuels insecurity incidents and illicit trafficking in those</p>	The judicial system takes firm action against impunity and illicit trafficking in territories bordering protected areas				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
regions.									
4.5 Help deploy and/or operationalize the decentralized services of sectoral Ministries (Water and Forests, Agriculture, Livestock rearing, Mines, Health, Education, Public Works) in the territories bordering protected areas in such a manner as to enable them to fulfil their sovereign functions for the benefit of local populations.	Quality services are offered to local populations by better equipped decentralized technical State services				2,500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
4.6 Take steps to help restore infrastructure and equip key services (Water and Forests, Agriculture, Livestock, Health, Education, Justice, Police, Armed Forces) that are vandalized by armed groups					4,500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
4.7 Conduct an in-depth socio-economic study to determine what are the most promising sectors and value chains that	Number of members of armed groups that are trained, equipped and re-integrated into regular socio-				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc.			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
should be promoted and the types of organizations that should be set up to ensure the long-term well-being of populations living in protected areas.	professional trades.					The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
4.8 Help establish and operationalize a socio-professional training and equipment program for ex-combatants of armed groups in order to offer them self-employment prospects or job opportunities.	- Number of development programs and projects financed by the PTFs in order to reduce idleness in the territories bordering protected areas and prevent youths from falling prey to malicious temptations. At least 50% of ex-combatants are trained, equipped and re-inserted in regular socio-professional trades and followed up At least 8 development initiatives for the benefit of local populations including ex-combatants of armed groups				300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
<p>4.10 Help conduct a study to identify and propose related solutions to strengthen social cohesion in localities surrounding protected areas and pave the way for sustainable peace.</p>	<p>Number of political initiatives deployed by partners and States at the national and regional levels to lay down or strengthen the foundations for lasting peace in territories bordering protected areas.</p>				<p>250,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>4.11 Monitor and evaluate the impact of actions implemented</p>	<p>At least 2 consultation and evaluation meetings per year to assess the implementation of agreements</p>				<p>100,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>4.13 Help establish a conflict resolution prevention mechanism in the territories bordering protected areas at the regional and national levels with branches at locality level.</p>	<p>A regional conflict prevention mechanism is operational. National conflict prevention mechanisms are operational A local conflict prevention mechanism is operational</p>				<p>500,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
<p>4.14 Facilitate the dissemination of a participatory security and conflict warning and evaluation system among protected area managers in order to provide updates on the conflict situation throughout the project.</p>	<p>A regional conflict prevention mechanism is operational</p>				<p>1,500,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>Subtotal 4</p>					<p>8,500,000</p>				
<p>Specific objective 5: Integrating the one health and zoonosis approach in biodiversity conservation and transhumance (2,700,000 USD)</p>									
<p>5.1 Facilitate and coordinate an in-depth study to describe the characteristics on the one hand of relations between Man and Nature within the Eastern Bloc, the factors involved, and on the other hand measures needed to regulate them.</p>	<p>A study report presenting the characteristics on the one hand of relations between Man and Nature within the Eastern Bloc, the factors involved, and on the other hand measures needed to regulate them and reduce the risk of health consequences. In-depth study conducted in each of the Eastern Bloc's protected area locations</p>				<p>350,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period		Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners	
<p>5.2 Facilitate and coordinate research efforts in order to ascertain the correlation between unregulated relationships between Man and nature and the resulting grave health consequences.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Availability of research reports with conclusions attesting to the correlation between unregulated and risky relationships of humans with nature and their serious health consequences, including the COVID19 pandemic. - Reports and conclusions from research completed, attested and published in each protected area site of the Eastern Bloc 				<p>400,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>
<p>5.3 Facilitate and coordinate information gathering in order to evaluate the evolution of population awareness of health consequences from an unregulated relationship with nature.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Availability of knowledge that helps to evaluate the evolution of population awareness of the health consequences from an unregulated and risky relationship with nature. - Availability of sequential knowledge in each of the Eastern 				<p>500,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>			<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period		Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners	
	Bloc's protected areas								
<p>5.4 Advocate at international, regional, national and local levels for health issues related to the relationship between Man and Nature to be prioritized and mainstreamed into national and regional policy documents.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of diplomatic actions carried out at the international, regional, national and local levels to raise awareness, - In addition to joint initiatives aimed at curtailing the risk of future epidemics or even pandemics that may result from risky behaviour of Man towards components of Nature. - Diplomatic action conducted at the international, regional, national and local levels. 			<p>600,000</p>	<p>Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc</p>				<p>AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD</p>

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
<p>5.5 Support States in adopting restrictive measures to improve the relationship between Man and Nature by preventing risky acts and behaviour that can expose the people with such behaviour as well as the population to the risk of contamination with pathogenic germs transmitted by wildlife species..</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of relevant barriers or even restrictive measures adopted and implemented - Relevant regulatory measures relating to all risky actions and behaviour highlighted in the study report and research findings. 				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>5.6 Facilitate and coordinate the implementation of an awareness and education program on the relationship between Man and Nature and risky acts and behaviour that promote the transmission of pathogenic germs from wildlife to Man.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Longevity of awareness and education programs on the health consequences of unregulated and risky relationships between Man and Nature. - Awareness and education programs implemented on an on-going basis for the duration of financing 				100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
<p>5.7 Facilitate, coordinate and support the implementation and operationalization of</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of equipped health centres providing support and care for local 				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
quality services designed to deal with cases of contamination by pathogenic germs from wildlife, including COVID19.	populations in dealing with issues of disease transmission between wild species and humans. - At least 10% of health centres equipped per protected area in the Eastern Bloc.					Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			
5.8 Mobilize resources to develop coordinated programs and projects that promote alternative food stuff to bush meat.	- Number of coordinated programs and projects that promote alternative food stuffs to bush meat. - At least one major project per protected area in the Eastern Bloc.				250,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
5.9 Support community organizations by taking action to avoid the risk of contamination by pathogenic germs from wildlife species.	- Number of community organizations assisted and supported. - As many as possible.				200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Subtotal 5					2,700,000				

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period	Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
Specific objective 6: Develop and implement a communication and advocacy strategy (1,850,000 USD)							
6.1 Develop and implement information and communication tools at the national and regional levels.	<ul style="list-style-type: none"> - An information and communication strategy targeting the ‘general public’ is developed. - Number of communication tools developed. - Strategy and communication channels are established - Communication tools developed by the parties. 		600,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
6.2 Evaluate the impact of the information and communication strategy implemented based on feedback that can positively affect the management dynamics of protected areas.	<ul style="list-style-type: none"> - % of recipients reached. - Positive reactions / response to protected areas. - Majority of recipients identified. - Recipients identified. 		200,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
6.3 Develop tools that are likely to ease communication (while maximizing their effects) with transhumants and	<ul style="list-style-type: none"> - A communication strategy targeting pastoralist communities. - Number of communication 		150,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period		Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
herd owners.	tools developed. - Strategy in place. - All the most relevant tools.				Countries constituents of the Eastern Bloc			
6.4 Develop the best communication strategy for winning over transhumants and herd owners.	- % of recipients reached. - At least 60% of transhumants circulating in the surroundings of protected areas.			100,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
6.5 Facilitate the implementation of a regional information network and warning mechanism for all types of threats against protected areas is implemented.	- Regional information network and warning mechanism for all types of threats against protected areas is implemented. - One (1) regional warning and information network.			300,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
6.6 Facilitate the implementation of a regional mechanism for documenting and sharing information on transboundary wildlife crime.	- A regional mechanism for documenting and sharing information on transboundary wildlife crime. - One (1) regional documentation mechanism.			500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
						Bloc			
Subtotal 6					1,850,000				
Specific objective 7: Improvement of the living conditions of indigenous and local communities (16,250,000 USD)									
3.11 Develop integrated income-generating programs and projects geared towards the local populations in protected areas and transhumant herders	Number of integrated programs and projects that foster local development and social cohesion. At least three (3) integrated programs and projects				5,500,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Consolidate economic yield from formal transhumance by diversifying the links in its value chain. Developing value chains of economically and financially lucrative agropastoral products	A local conflict prevention and resolution mechanism Conflict prevention mechanism discussed and adopted.				2,000,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Foster and support intensified on-site livestock rearing using innovative mechanisms.	- The resilience of livelihoods and food security is improved				5,750,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD

Actions to be undertaken	Indicators	Completion period			Estimated costs	Location	Persons responsible	Associated actors	Potential partners
						Bloc			
Develop programs and projects geared towards the most promising sectors and value chains that need to be promoted with the help of the types of organizations identified	Number of direct beneficiaries of development programs and projects funded by PTFs.				3,000,000	Five States of Darfur and neighbouring transboundary States in the Eastern Bloc. The three Countries constituents of the Eastern Bloc			AFDB, FAO, IGAD; EU, ICPALD
Subtotal 7					16,250,000				
Grand total					47,380,000 USD				

IV. SUMMARY OF THE TOTAL BUDGET BY AXIS

#		Cost in USD
–	Specific objective 1: Develop/strengthen a legal framework for collaboration between states	6,100,000 USD
–	Specific objective 2: Develop/implement anti-poaching strategies in protected areas.	2,100,000 USD
–	Specific objective 3: Supporting transhumance management.	9,880,000 USD
–	Specific objective 4: Develop actions to consolidate peace and security.	8,500,000 USD
–	Specific objective 5: Integrating the one health and zoonosis approach in biodiversity conservation and transhumance.	2,700,000 USD
–	Specific objective 6: Develop and implement a communication and advocacy strategy.	1,850,000 USD
–	Specific objective 7: Improvement of the living conditions of indigenous and local communities.	16,250,000 USD
–	Grand Total	47,380,000 USD

REFERENCES:

PLAN D'INVESTISSEMENT PAYS



REPUBLIQUE DU SUD SOUDAN

Equipe de Coordination Générale PIP

Me Bertille MAYEN

E: mayendiong@gmail.com

Dr Dany POKEM

E: dany.pokem@pfbc-cbfp.org

Equipe de Formulation

Khamis Ding E : khamising001@gmail.com

Ministry of Wildlife

Léonard USONGO

E : usongoleonard@yahoo.fr

Avec l'appui technique et financier de :



German
Facilitation (2020-2021)





SUSTAINABLE MANAGEMENT OF PASTORAL RESOURCES IN THE CONGOBASIN

COUNTRY INVESTMENT PLAN FOR THE IMPLEMENTATION OF THE N'DJAMENA DECLARATION

(TRANSUMANCE, PEACE, SECURITY...)

SOUTH SUDAN

July 2023

07:30

Plan

I Introduction

II Summary of constraints

III Proposed strategic axis

IV Investment plan

INTRODUCTION

- In South Sudan agro-pastoralism is the main livelihood system in rural areas.
- Although agro-pastoralism involves both livestock rearing and crop production, a household's financial capital is held in the form of livestock.
- Livestock supply milk and other foods and are sold to purchase cereals for food and meet other domestic needs.
- Poorer households aim to build their herds; this is the key and economically logical strategy for building their financial capital.
- With 11 million head of cattle, there are more cattle than people in South Sudan, where livestock play a key social and economic role (FAO,2022).
- In South Sudan, livestock farming is in danger of "losing its resilience, of no longer being economically viable, of ceasing to be a viable way of life".

SUMMARY OF CONSTRAINTS

Porous borders

- With an abundance of livestock and flows from other countries, Sudan's carrying capacity is under considerable threat. Hence the need to set up cross-border management frameworks.

Outdated legal framework.

- Despite the IGAD protocol on transhumance, South Sudan has an outdated legal framework governing transhumance that needs to be reviewed to adapt to the new challenges.

Livestock Production

- Without tangible productivity increases per unit animal, pastoral communities in the dry rangelands only develop as fast as the animal population they depend on.

Pastoral Land Alienation

- Unfavorable land tenure system, weak and inadequate land policies on access, use and ownership of pastoralists land constrain pastoral mobility in the region.

Insecurity and local conflict

- Insecurity and conflicts undermine the pastoralists' socio- economic development and limits pastoral mobility. The main contributing factors to insecurity include competition over dwindling resources, proliferation of arms, transnational crimes, and violence in the pastoral areas.

Biodiversity management

- An increasing number of conflicts with transhumant herders are being observed in the management of protected areas, sometimes resulting in death.

Social-Economic and Infrastructural Constraints

- The lack of the socio-economic and technical infrastructure required for the proper conduct of transhumance drives transhumant herders towards agricultural areas where they have access to more pastoral resources.
-

STRATEGIC AXES

Axis 1: Legal
between States

framework for collaboration

Axis 2: Law enforcement strategy in protected areas

Axis 3 : Transhumance management

Axis 4: Consolidation of peace and security

Axis 5: Taking into consideration the "one health" concept and zoonosis in biodiversity conservation and transhumance.

Axis 6: Improvement of living conditions of indigenous and local communities

Axis 7 : Communication and lobbying

Objectives

Global Objective

The overall objective of the investment plan is to secure long-term funding for sustainable management of pastoralism in order to contribute to economic growth, wellbeing of communities, biodiversity conservation and stability through national and cross- border security.

^{5.} ^{6.} Specific Objectives

1. Develop/implement anti-poaching strategies around and in protected areas.
2. Develop/strengthen a legal framework for collaboration between neighbouring states.
3. Support transhumance management ;
4. Develop actions to consolidate peace and security.
5. Integrate the One Health and zoonosis approach into biodiversity conservation and transhumance.
6. Improving living conditions for indigenous and local communities.
7. Develop and implement a communication, monitoring and advocacy strategy.

Budget summary

Specific objective 1: Develop/strengthen a legal framework for collaboration between states	13,000,000 USD
Specific objective 2: Develop/implement anti-poaching strategies in protected areas.	3,500,000 USD
Specific objective 3: Supporting transhumance management.	15,000,000 USD
Specific objective 4: Develop actions to consolidate peace and security.	6,000,000 USD
Specific objective 5: Integrating the one health and zoonosis approach in biodiversity conservation and transhumance.	3,000,000 USD
Specific objective 6: Improvement of the living conditions of indigenous and local communities	10,000,000 USD
Specific objective 7: Develop and implement a communication and advocacy strategy.	1,500,000 USD
Grand Total	52,000,000 USD



ANNEXES

**Documents issus de la
Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la
Transhumance Transfrontalière
Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles,
développement, paix et sécurité**



Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo

Communiqué Final

**Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur
la Transhumance Transfrontalière Nexus :
transhumance, aires protégées et ressources
naturelles, développement, paix et sécurité**

Tenue à

Yaoundé au Cameroun du 10 au 12 Juillet 2023.

1. Sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur PAUL BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'Etat, il s'est tenu à Yaoundé, en République du Cameroun du 10 au 12 juillet 2023, le segment de Haut Niveau de la « Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière. Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité ».
2. Cette rencontre a été organisée par la Facilitation de la République Fédérale d'Allemagne du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) en étroite collaboration avec la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et le Cameroun. Elle a bénéficié de l'appui financier du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), exécuté par la GIZ.
3. Cette rencontre avait pour objectif d'évaluer la mise en œuvre de la Déclaration de Ndjama depuis son approbation par les pays signataires en janvier 2019 et d'identifier les actions prioritaires pour la suite.

Plus de 300 participants provenant des sous régions de la CEEAC, de la CEDEAO et de l'IGAD, ainsi que des participants d'autres pays et des organisations de conservation et de développement. Y ont également pris part en ligne une cinquantaine de participants.

Les travaux de la rencontre des Experts se sont articulés autour des Points suivants :

- La cérémonie d'ouverture ;
- La session technique des experts ;
- Travaux en plénière des différents blocs ;
- Les exposés liminaires de haut niveau ;
- Forum des chefs traditionnels ;
- Panel Ministériels et des responsables d'organisations sous-régionales
- Huis-clos des Ministres et des Organisations sous-régionales
- Table ronde des partenaires techniques et financiers
- La formulation des résolutions et recommandations
- La conclusion

I. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions de plusieurs personnalités à savoir :

- **Allocution de bienvenue de la facilitation du PFBC assurée par la République Fédérale d'Allemagne prononcée par l'Honorable Dr Christian RUCK.** Dans son allocution, le Facilitateur a mis un accent sur les succès majeurs réalisées depuis Ndjama tels que : l'élaboration de plans d'investissement par les pays concernées, la redynamisation de la collaboration intersectorielle entre les ministères sur les questions de transhumance, la participation des différents acteurs de la chaîne de transhumance avec les chefs traditionnels, les politiciens, la société civile et les partenaires techniques et financiers dans les réflexions aux niveaux nationales et régionales, etc.
- **Allocution de Secrétaire Exécutif de la COMIFAC.** Il a commencé son propos en remerciant le Président de la République du Cameroun, son Excellence Monsieur PAUL BIYA. Par la suite, il a réitéré l'intérêt que porte la COMIFAC sur la thématique de la transhumance transfrontalière et émis le vœu que les travaux se déroulent dans de bonne condition.
- **Allocution de Circonstance de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale – CEEAC par Dr TABUNA Honore.** Il a tenu à rappeler que la transhumance et le pastoralisme n'est pas un phénomène nouveau. Mais en raison des situations sécuritaires, des changements climatiques et autres types de pressions exigent que des actions urgentes soient entreprises par les pays pour résoudre les problèmes posés par la transhumance afin de promouvoir un développement économique durable dans la région.

- **Allocution de son Excellence Pr. Sanctus Niragira, Ministre de l'Environnement, l'agriculture et de l'élevage, Burundi, Président en Exercice de la COMIFAC.** Il a commencé par remercier le Président de la République du Cameroun pour l'hospitalité. Ensuite, il a rappelé que la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena a été entravée par la pandémie à COVID 19. Il a renouvelé l'engagement de la COMIFAC à considérer d'avantage la question de la transhumance dans la gestion durable et la conservation de la Biodiversité
- **Allocution du Son Excellence M. Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État, Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement, BMZ, Allemagne.** Mr. Jochen a relevé l'importance de la conférence qui s'inscrit dans la dynamique des réflexions stratégiques visant à trouver des solutions idoines, adaptées et adaptables au contexte régional. Il a terminé son propos en réitérant la volonté de l'Allemagne à accompagner les initiatives de conservation de la biodiversité et de la consolidation de la paix.
- **Discours d'ouverture de Son Excellence Monsieur Dr TAIGA, Ministre de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales, représentant du Ministre des Relations Extérieures, Chef de la Délégation Camerounaise.** Il a rappelé la particularité de la conférence, à double titre : faire le point sur les résolutions de la première conférence de Ndjamenana et ensuite de prendre des mesures et résolutions pour pallier aux différents défis de la transhumance transfrontalière dans un premier temps, et la passation du flambeau de la facilitation de la République Fédérale d'Allemagne à la Facilitation France-Gabon.

Par la suite, l'agenda a été adopté, et le bureau des travaux mis en place composé ainsi qu'il suit :

- **Président :** Cameroun
- **1er Vice-Président :** Niger
- **2e Vice-Président :** RDC
- **3e Vice-Président :** RCA
- **1er Rapporteur :** Tchad
- **2e Rapporteur :** Sud Soudan
- **3e Rapporteur :** Nigeria
- **Secrétariat technique d'appui de la Réunion :** CEEAC, COMIFAC, OCFSA, IGAD, CCRS, CILSS, CEBEVIRHA, IUCN

II. RAPPEL DES ACQUIS A L'ISSUS DE LA REUNION

De nombreux acquis ont été réalisés depuis la Déclaration de Ndjamenana, parmi lesquelles :

- L'élaboration des Plans d'Investissement pluriannuel des pays (PIP) ;
- La redynamisation des cadres de concertation inter sectoriels dans les différents pays notamment dans le processus d'élaboration des PIP ;
- La mise en œuvre des activités dans les blocs et les rencontres organisés par les acteurs des différents blocs en vue d'échanger sur la thématique
- La mobilisation des acteurs importants de la chaîne de transhumance, des chefs traditionnels, de la société civile, des ministères sectoriels, des partenaires techniques et des bailleurs de fonds dans les initiatives de transhumance aux niveaux national et régional.

III. SESSION TECHNIQUE

Présentations techniques.

- ✚ **Les exposés liminaires des experts ont porté sur la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djaména – Résultats des études, stratégies + cartographie** (Paul Scholte - Amy Pokempner, Florence Palla - Quentin J. Jungers, Cyprien Biaou, Timea Szarkova)
- ✚ **Une analyse des PIP et des réflexions stratégiques sur le nexus transhumance - biodiversité.**
- ✚ Les présentations techniques des différents experts ont porté sur les aspects ci-après : Néopastoralisme – Taille croissante du bétail - Questions Economiques - Conservation de la biodiversité - Questions de Souveraineté - Collaboration Transfrontalière/Accords - Cadre Juridique vs Us et Coutumes – Paix et Sécurité ;

✚ Réflexion sur la dynamique des blocs

A l'issue de ces présentations techniques, il en ressort que l'activité pastorale est riche en potentiel, c'est un mode de vie, une culture, une histoire, et constitue un capital économique pour les communautés transhumantes. Réalisée à grande échelle, elle pose des défis tant territoriaux, qu'écologiques qui nécessite que des solutions multidimensionnelles à l'échelle des paysages et régions. De ces sessions, sont ressorties les sept thématiques, qui ont fait l'objet des échanges stratégique-politiques sur les accords relatifs à la transhumance, financement de la transhumance, néo-pastoralisme, éducation, les foras des chefs traditionnels, observation spatial des déterminants de la transhumance et le portage institutionnel.

IV. SEGMENT POLITIQUE

S.E.M. François-Xavier De Donnea, Ministre d'État du Royaume de Belgique a présenté la synthèse des témoignages sur les enjeux de la Conférence de Ndjamena.

V. FORUM DES CHEFS TRADITIONNELS

Le forum des chefs traditionnels a permis d'explorer le cadre des Us et Coutumes liés à la transhumance et à la conservation de la biodiversité. Il a mis en évidence les exigences culturelles et traditionnelles, le rôle des leaders traditionnels et religieux dans la gestion apaisée de la transhumance. La principale recommandation formulée est de favoriser la collaboration entre les chefs traditionnels pour qu'ils jouent un rôle actif dans la promotion d'une transhumance pacifique et harmonieuse.

VI. HUIS CLOS DES MINISTRES

A huis clos, les Ministres ont examiné les points prioritaires issus de la réunion des experts. Au terme des délibérations, des échanges fructueux assortis de constats et recommandations ont été formulés. Il s'agit de : les accords transfrontaliers sur la transhumance, la mise en place d'un mécanisme de financement de la transhumance, le néo-pastoralisme, l'éducation des transhumants, l'institutionnalisation des foras transfrontalier des chefs traditionnels sur la transhumance, observatoire pour le suivie spatiale des déterminants de la transhumance et le portage institutionnel de la mise en œuvre des PIP.

S'agissant du rapport d'Experts, les ministres ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité du document. Ils ont par ailleurs pris acte du rapport des experts et approuvé les Plans d'Investissements Pays. A la fin du huis-clos, les Ministres ont formulé des **recommandations** qui sont consignés dans un document en annexe.

VII. ENGAGEMENTS DES PTF

Le collège des bailleurs réuni en huis clos félicite les experts et les pays pour la qualité des PIPs des 3 blocs qu'ils trouvent réalistes et correspondant à des possibilités réelles de financement. Le soutien financier aux PIPs s'appuiera sur les principes de durabilité économique et environnementale et d'équité sociale.

VIII. RECOMMANDATIONS FINALES

A l'issue des travaux, les participants ont formulé les recommandations devant servir comme feuille de route pour la mise en œuvre de la Déclaration :

Aux pays

- La mise en œuvre des Plan d'investissement pluriannuel pays ;
- La signature/redynamisation des accords transfrontaliers ;
- La mise en place des plateformes de gestion des accords transfrontaliers ;
- La mise en place à différentes échelles des plateformes de prévention, de gestion et de suivi des conflits transfrontaliers liés à la transhumance ;
- La mise en place des cadres politiques et juridiques nationaux adaptés pour la gestion de la dynamique de transhumance ;

- La réalisation des études au niveau pays pour évaluer les impacts de la transhumance sur la sécurité, la biodiversité, le bien-être et les risques d'émergences des maladies zoonotiques à l'interface des blocs concernés par la déclaration de N'Djamena ;
- Mise en place d'un système d'identification, d'alerte et de partage d'information dans tous les points d'entrée et de sortie des couloirs de transhumance ;
- L'aménagement des infrastructures socioéconomique dans les zones de transhumance pour une meilleure gestion de la transhumance ;
- Le développement d'un système d'éducation adapté aux transhumants et aux autres groupes pastoraux
- La mise en place d'un système de contrôle de la circulation des armes légères, de guerres et de la drogue entre les pays ;
- L'implication des OSC dans la mise en œuvre des plans d'investissement pays.
- La mise en place et opérationnalisation des brigades binationales et tri nationale transfrontalières de LAB y compris des pourparlers entre les Etats concernés.

Aux PTF

- L'accompagnement par les leaders, Co-leaders, partenaires techniques et stratégiques des pays dans la mobilisation des ressources financières et la mise en œuvre des PIP ;
- Le soutien technique des pays à l'utilisation des outils adaptés pour le suivi et la gestion de la transhumance (cartographie, SIG, MEOR...).

Au PFBC

- L'appui à la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre des PIP ;
- Le Plaidoyer continue auprès de la CEEAC en vue de l'endossement de la Déclaration de N'Djamena par les Chefs d'Etats.

Aux institutions sous régionales COMIFAC/CEEAC/CCRS/CILS/IGAD/ CEBEVIRHA/CBLT/OFAC

- Faire un plaidoyer et une mobilisation des ressources pour le financement des plans d'investissements au niveau des blocs.
- Mener une étude élargie pour mettre sur pied un mécanisme de financement durable sur la transhumance.

IX. PASSATION DE LA FACILITATION

La passation de la Facilitation a été faite de la Facilitation Allemande à la nouvelle Facilitation France-Gabon. La cérémonie a eu lieu en présence des participants à la Conférence et des officiels. Elle a été marquée par la remise des cadeaux à l'ancienne facilitation.

X. CONCLUSION

L'ensemble des Délégations des pays qui ont participé à la conférence ont validé les produits issus des travaux de la conférence. Les participants ont félicité les efforts consentis par chaque pays et les partenaires stratégiques et les ont exhortés à poursuivre davantage l'accompagnement de la mise en œuvre de recommandations issues des présentes assises. Ils ont exprimé leur gratitude aux partenaires stratégiques grâce à qui l'activité a pu être réalisée. A la Facilitation du gouvernement Allemand, ils expriment leur gratitude pour les appuis multiformes dans la mise en œuvre de la Déclaration de Ndjama et l'exhorte à continuer. Pareillement, les ministres ont pris acte du rapport des experts, ils ont approuvé les Plans d'Investissement des Pays, et ont formulé les recommandations portant sur le nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité. L'ensemble des participants et les organisateurs de la seconde conférence internationale sur le Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité, remercient le Gouvernement de la République du Cameroun à travers son illustre Président, Son Excellence Monsieur PAUL BIYA, Chef de l'Etat du Cameroun, pour l'accueil et son hospitalité légendaire.

Fait à Yaoundé, le 12 juillet 2023

LES PARTICIPANTS



**Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la
Transhumance Transfrontalière Nexus : transhumance,
aires protégées et ressources naturelles, développement,
paix et sécurité**

**Tenue à
Yaoundé au Cameroun du 11 au 12 Juillet 2023.**

**RECOMMANDATIONS A L'ISSUE DU HUIS-CLOS DES
MINISTRES ET DES ORGANISATIONS SOUS-REGIONALES**

Les Ministres réunis à huis-clos le 11 Juillet 2023 ont examiné les 07 points issus de la Déclaration de N'Djamena du 19 Janvier 2019 soumis à leur appréciation par les experts des trois blocs (Centre, Est et Ouest) et recommandent ce qui suit :

I. Signature des différents accords transfrontaliers sur la transhumance

1. Les Ministres ont pris acte du point sur la signature des accords et encouragent les pays à continuer les négociations bilatérales et multilatérales en vue de la finalisation et de la signature de tels accords.
2. Les Ministres recommandent à chaque délégation de porter ce point au niveau de leur gouvernement respectif en vue de prendre des orientations conséquentes pour le développement des accords.
3. Les Ministres recommandent d'explorer les solutions intermédiaires à travers l'accompagnement des collectivités locales dans le processus de dialogue et de collaboration transfrontalière.
4. Les états concernés par les accords transfrontaliers devraient s'appuyer sur la CEDEAO, la CEEAC ou l'IGAD

II. Mise en place d'un fond de la transhumance

5. Les Ministres recommandent de mener une étude en vue de la mise en place d'un mécanisme innovant de financement sur la transhumance et d'explorer les autres modalités de financement directement accessibles.

III. Néo-pastoralisme

6. Les Ministres recommandent aux Etats une mise en œuvre cohérente des politiques/stratégies agro-pastorales en vue de sécuriser le foncier sylvo-agro-pastoral.

IV. L'éducation des enfants et autres services sociaux de bases des nomades et la responsabilisation des femmes

7. Les Ministres notent que l'éducation des enfants pasteurs existe déjà dans certains pays. Mais, ils invitent les différents états à veiller sur la vulnérabilité sociale des éleveurs transhumants et de mettre en place notamment un système d'éducation adapté à la mobilité et en s'inspirant des modèles qui existent dans certains pays (Niger et Tchad). Ils recommandent en outre le développement des infrastructures et les services sociaux de base dans les zones de transhumance.

V. Institutionnalisation des foras traditionnels transfrontaliers pour une transhumance apaisée

8. Les Ministres ont reconnu que les chefs traditionnels sont organisés pour la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena. Ils les encouragent à rendre formelle leur cadre. Les Ministres recommandent aux institutions sous-régionales de les accompagner dans la formalisation des cadres existants.

9. Les Ministres encouragent les collectivités territoriales décentralisées à renforcer leur collaboration avec les chefs traditionnels et invitent les institutions sous-régionales et régionales à les accompagner.

VI. Observation spatiale des déterminants de la transhumance

10. Les Ministres notent l'importance des observatoires et invitent les organisations sous régionales/régionales à s'approprier de tels outils de suivi et les intégrer dans les cadres existants (CEBEVIRHA, CILSS etc. et ceux, dans le respect des dispositifs nationaux de surveillance des territoires).
11. Les Ministres invitent les observatoires à prendre en compte les thématiques qui intègrent les besoins des Etats dans le cadre de la transhumance et recommandent que ces outils soient aux services des Etats.
12. Les Ministres recommandent que les observatoires soient hébergés par les organisations sous régionales/régionales en relation avec les Etats.

VII. Le portage institutionnel pour la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena

13. Les Ministres recommandent que les tutelles au niveau pays soient portées par les Ministères en charge de la transhumance en collaboration avec les autres sectorielles techniques concernées.
Au niveau supranational, les Ministres recommandent deux niveaux de coordination : un comité régional de pilotage politique et un comité régional de pilotage technique.
14. Les Ministres donnent mandat à la CEEAC de proposer un dispositif opérationnel des comités de pilotages en collaboration avec les autres organisations sous-régionales, dans les meilleurs délais.

Fait à Yaoundé le 12 Juillet 2023

LES MINISTRES



Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité

Table Ronde des Bailleurs du PFBC

**Tenue à
Yaoundé au Cameroun le 11 Juillet 2023.**

Compte-rendu

La Table Ronde des Bailleurs s'est réunie à huis clos le 11 juillet 2023 pour discuter des questions de la transhumance. Etaient présents l'Allemagne, la Banque Africaine de Développement, la Belgique, le fonds Bezos, le fonds CAFI, la France, la Suède et l'Union européenne. Les bailleurs ont discuté des points suivants :

1. Le Table Ronde des Bailleurs félicite les experts et les pays pour la qualité des Plans d'Investissement/Action Pays (PIPs) des 3 blocs. Ils nous semblent réalistes et correspondent à des possibilités réelles de financement. Les 7 axes traduisent une approche holistique du phénomène de la transhumance et du pastoralisme.
2. Les bailleurs soulignent que les actions de promotion du pastoralisme et de gestion de la transhumance doivent être réfléchies en fonction de la productivité réelle des pâturages naturels, par nature limitée par la pluviométrie et la fertilité des sols, et de la tendance constatée à l'augmentation incontrôlée de la taille des troupeaux qui sont devenus des placements financiers pour les élites. Le soutien financier aux PIPs doit s'appuyer sur les principes de durabilité économique et environnementale et d'équité sociale.
3. Il est important de regarder les PIPs dans une perspective évolutive et déterminer comment les partenaires de la région voient le secteur de la transhumance. Les PTF sont disponibles pour accompagner au mieux cette évolution dans ses dimensions environnementale, économique et sociale.
4. Chaque partenaire financier a des priorités thématiques différentes qui correspondent aux attentes de ses propres citoyens ou actionnaires. Il est important de garder en tête cela au moment du plan de financement. Les principales priorités notées sont : l'approche One Health, le changement climatique, le nexus sécurité-développement-climat, le pledge pour les forêts tropicales et le pledge pour le bassin du Congo, l'engagement 30x30. Certains privilégient une approche régionale, d'autres une programmation nationale comme point de départ.
5. Les bailleurs estiment que le montant de 500 millions \$ (ou 450 millions EUR) est atteignable par les différents mécanismes financiers. Il faudra toutefois veiller à la capacité d'absorption des États de ces montants, en particulier dans le secteur du pastoralisme et de la transhumance souvent informelle.

6. Les bailleurs tiennent à souligner l'importance de la responsabilité particulière de chaque acteur dans ces plans d'investissement, notamment les états qui doivent prendre toutes leurs prérogatives, mais aussi assumer toutes leurs missions. A cet égard, il est important de mieux identifier tous les fonds disponibles (aide au développement, fonds climat, budgets nationaux, garanties bancaires, secteur privé, fondations) et de pouvoir utiliser chaque type de financement de manière appropriée et complémentaire.
7. De nombreux bailleurs doivent encore consulter leur capitale pour déterminer les montants disponibles en appui aux PIPs. Il n'existe pas encore de cartographie complète des fonds disponibles, mais d'ores et déjà, un montant de 220 M EUR est disponible pour les projets dans et autour des aires protégées et sur le pastoralisme dans les pays considérés, soit 50% des PIPs.
8. Le suivi de ces investissements et de leurs impacts doit se faire de manière harmonisée et objective. L'Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale a montré toute la pertinence des outils de suivi qu'il a développés. Nous encourageons tous les partenaires de collaborer avec l'OFAC pour ce reporting.

Les bailleurs remercient encore la République du Cameroun pour l'excellent accueil à Yaoundé et la facilitation allemande pour la qualité du travail de préparation.

Fait à Yaoundé, le 11 juillet 2023

LES BAILLEURS



DOCUMENT D'ORIENTATIONS STRATEGIQUES

À l'issue de la 2^e Conférence Internationale sur la Transhumance Transfrontalière

Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles,
développement, paix et sécurité

Sur

La nécessité d'orienter et de soutenir les dynamiques régionales de la transhumance transfrontalière par une meilleure prise en compte des enjeux de paix et de sécurité, de conservation de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique.

Réunis du 10 au 12 juillet 2023, à Yaoundé (Cameroun), à l'occasion de la 2^e Conférence Internationale sur la Transhumance Transfrontalière (CITT), avec l'appui conjoint de la Facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et du Gouvernement de la République du Cameroun, sous le Très Haut Patronage de Son Excellence, Monsieur PAUL BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'État, les PARTICIPANTS,

Réaffirmant leur engagement permanent à œuvrer pour un développement économique et social durable pour le bien-être des populations des régions centrales du Sahel, du Bassin du lac Tchad et des régions de forêts et savanes qui s'étendent au nord du bassin du Congo, en cohérence avec l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable ;

Soulignant la volonté des Etats de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) ainsi que la RCA, la RDC, le Soudan et le Sud Soudan à travailler ensemble dans le souci de gérer durablement la transhumance transfrontalière ainsi que la biodiversité ;

Reconnaissant que la dynamique régionale de la transhumance dont l'assise socio-culturelle locale, est susceptibles de porter atteinte aux perspectives de développement, de paix et de sécurité, et de conservation de la biodiversité ;

Notant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de N'Djamena adoptée en 2019, à l'issue de la 1^{ère} Conférence Internationale sur la transhumance transfrontalière en zone CEEAC ;

Considérant qu'une collaboration plus poussée au niveau des paysages transfrontalier accueillant la transhumance aidera les Etats à atteindre la gestion durable de la transhumance ;

Désireux d'apporter une contribution significative à la gestion durable en vue d'améliorer et de protéger les vies, les moyens de subsistance et les droits des populations pastorales

sans porter préjudice à l'environnement, à la paix et à la sécurité ainsi qu'aux systèmes sociaux et culturels des communautés autochtones et locales.

Constatant cependant que depuis la déclaration de Ndjamena de Janvier 2019, les actions menées n'ont pas inversé les tendances :

1. Du changement climatique, qui aggrave l'aridité d'une partie de plus en plus importante des principales zones de pâturages dans les régions sahéliennes, et contribue en conséquence à une extension géographique des dynamiques transnationales de transhumance vers le sud ;
2. De l'accroissement des investissements financiers dans les cheptels par les acteurs économiques locaux autres que les éleveurs, qui contribue à l'augmentation de la taille et du nombre des cheptels transhumants ;
3. De la persistance de foyers d'instabilité terroristes dans plusieurs zones de la sous-région, qui contribue au maintien et à la multiplication de trafics armés alimentés par l'exploitation illégale des ressources naturelles (y compris de la grande faune), notamment au sein des dynamiques de transhumance dont certaines se retrouvent parasitées et menacées dans leurs fondements légitimes ;
4. Des dynamiques de transhumance entre le sahel et le nord de l'Afrique équatoriale sont susceptibles de porter atteinte aux perspectives de développement, de paix et de sécurité, et de conservation de la biodiversité dans certaines zones où elles ne sont pas à l'heure actuelle suffisamment encadrées.

S'accordent pour donner les orientations stratégiques suivantes dans l'optique d'enrayer cette spirale négative en mettant en place des actions conjointes pour une transhumance apaisée. Il s'agit pour les pays de :

1. Développer/redynamiser des accords de coopération transfrontalière ;
2. Mettre sur pied des plateformes transfrontalières de gestion des accords ;
3. Développer des cadres de prévention, de gestion et de résolution des conflits au niveau transfrontalier ;
4. Développer des infrastructures socioéconomiques et techniques dans les zones de transhumance ;
5. Mettre en œuvre les plans d'investissement pluriannuel pays en vue d'améliorer la transhumance ;
6. Mettre en œuvre des plans de lutte contre le braconnage et la criminalité des ressources naturelles dans les zones transfrontalières ;
7. Impliquer les chefs traditionnels en vue de prendre en compte les réalités locales et les us et coutumes dans la conduite de la transhumance ;
8. Développer des systèmes d'alertes et de prévention des zoonoses ;
9. Développer des outils adaptés pour l'observation des déterminants de la transhumance apaisée ;
10. Développer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources financières et des cadres de gouvernances appropriés.

Demandent :

1. Aux pays concernés par la transhumance, d'organiser une conférence des Chefs d'État sur la transhumance transfrontalière ;
2. Au Facilitateur du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC), en collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers de soutenir la mise en œuvre des plans d'Investissement des Pays présentés à la présente conférence.

3. À la CCRS, CBLT, CILSS, CEEAC, CEDEAO, l'IGAD et la COMIFAC de faciliter l'investissement : dans les infrastructures sylvo-agro-pastorales, dans l'aménagement, la sécurisation et la valorisation des espaces pastoraux et des pistes de bétails, dans la restauration de la fonctionnalité des écosystèmes dans les pays la zone du Sahel à celle de la zone équatoriale des forêts du Bassin du Congo.

Fait à Yaoundé, le 12 juillet 2023

LES PARTICIPANTS



RAPPORT DU SEGMENT DES EXPERTS

TRAVAUX EN PLENIERE : PIP ET REFLEXION STRATEGIQUES SUR LE NEXUS

Dans le cadre de la Deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité, une plénière des experts a été organisée sur les **Plan d'Investissement Pluriannuel (PIP) et des réflexions stratégiques sur le nexus.**

La plénière avait pour objet d'analyser les **PIP et mener des réflexions stratégiques en vue de tirer des leçons pour rendre la transhumance apaisé et durable.**

Ont participé à ces assises, les leaders et co-leaders des différents blocs et les délégations des pays membres des blocs ci-dessous :

1. Bloc Centre : RCA, Soudan, Tchad
2. Bloc Est : RCA, Sud Soudan et RDC
3. Bloc Ouest : Cameroun, Nigeria, Niger, Tchad

Les travaux en groupe ont été modérés par les leaders de chaque bloc. La méthodologie adoptée lors de chaque plénière est celle de passer en revue les actions manquantes et de trouver les moyens de coordination pour la mise en œuvre des PIP au niveau des différents blocs.

Après les nombreux échanges en bloc et une séance de synthèse des observations, les recommandations ci-dessous ont été formulées par les participants :

- ✚ Mettre sur pied un comité de pilotage et de suivi des activités du PIP constitué d'une équipe restreinte/ s'appuyer des organes de mises en œuvre des accords existant pour la mise en œuvre des actions des PIP au niveau transfrontalier ;
- ✚ Développer des systèmes éducatifs adaptés à la transhumance pour permettre aux enfants et aux jeunes filles transhumants de s'éduquer ;
- ✚ Signer et opérationnaliser les accords transfrontaliers ;
- ✚ Former les magistrats, les journalistes et des Forces de maintien de l'ordre sur la transhumance et la mise en œuvre des textes réglementaires ;
- ✚ Communication sur le calendrier de la transhumance et les capacités de charge des espaces pastoraux des zones d'accueil de la transhumance ;
- ✚ Intégrer les plans d'action bilatéraux existant dans la mise en œuvre des PIP ;
- ✚ Mener une réflexion approfondie sur la durabilité de la transhumance dans un contexte de croissance démographique et de changement climatique ;
- ✚ Adapter les accords bilatéraux transfrontaliers au cadre réglementaire nationaux ;
- ✚ Mutualiser les actions pouvant être menées sur le plan transfrontalier ;

- ✚ Identifier les PTF qui interviennent sur le plan transfrontalier dans les différents blocs ;
- ✚ Elaborer et mettre en œuvre un protocole sous régional (CEEAC) pour la transhumance ;
- ✚ Développer les infrastructures socioéconomiques dans les zones d'accueil de la transhumance ;
- ✚ Mettre sur pied un fond de financement de la transhumance.

Les experts ont en outre pris acte de la décision des pays (RDC, RCA, TCHAD etc.) de revoir leur budget après les présentations en plénières.

Les travaux se sont achevés par la présentation du PIP CEEAC qui vient en appui pour la coordination des actions transfrontalières.

Les participants se sont félicités du travail et ont validé les PIP des huit pays et l'ensemble des recommandations.

Fait à Yaoundé le 10 Juillet 2023

LES EXPERTS



DOCUMENT DE TRAVAIL ISSU DES ECHANGES DES EXPERTS POUR LE HUIS-CLOS DES MINISTRES

Contexte

Les flux de transhumants du Sahel vers la zone équatoriale ne cessent d'augmenter avec ses corollaires de trafics en tout genre, d'insécurité, de conflits entraînant des impacts socio-économiques négatifs, des menaces, pressions et conséquences alarmantes sur : la conservation de la faune sauvage, la préservation de la riche biodiversité d'Afrique centrale, la sauvegarde des écosystèmes forestiers et le développement harmonieux des communautés locales et autochtones. Pour contrer la complexité du pastoralisme et ses effets négatifs, une coopération intensive entre les gouvernements et les partenaires au développement est nécessaire. Il convient de promouvoir les innovations en matière de gestion des ressources, l'intégration des cultures traditionnelles dans la gestion transparente de la transhumance et l'appui aux mécanismes de gouvernance locale. À long terme, un soutien particulier devrait être accordé à la protection juridique, à la gestion de l'utilisation des terres assortie à une sensibilisation sur les droits d'usage et la participation effective de tous les groupes d'utilisateurs, ainsi qu'au maintien de l'État de droit.

Le problème de l'augmentation constante des troupeaux de bétail s'étant intensifié, les forêts et la biodiversité du bassin du Congo étant de plus en plus menacées par ce phénomène, une déclaration sur la transhumance transfrontalière a été promulguée dans le cadre d'une collaboration entre le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) et la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) lors de la Conférence internationale tenue à N'Djamena du 23 au 25 janvier 2019. Ladite Conférence a réuni les ministres de la défense, des forêts/aires protégées/environnement et de l'élevage des sept pays concernés, une cinquantaine de hauts fonctionnaires des institutions régionales et sous-régionales ainsi que, près de 225 experts, dont des partenaires de la coopération technique et financière.

La **Déclaration de N'Djamena**⁴ porte sur la nécessité de façonner le cadre de la collaboration transfrontalière, la dynamique de la transhumance au niveau régional en tenant compte des questions de sécurité, de la gestion des aires protégées et de la dégradation croissante des écosystèmes due aux effets du changement climatique. Elle souligne la nécessité d'une politique transfrontalière cohérente et d'actions conjointes pour soutenir les éleveurs comme condition préalable au développement durable dans la région. Cette déclaration intègre **les questions de sécurité et de gestion durable des ressources naturelles** et préconise une approche multisectorielle et transfrontalière innovante.

C'est dans ce contexte que les gouvernements des pays de transhumance avec l'appui de la facilitation du PFBC ont décidé d'organiser la deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière. Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement, paix et sécurité.

Les objectifs de la conférence comprennent l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Ndjamena depuis son approbation par les pays signataires en janvier 2019. L'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration par les différents pays, les défis et les opportunités ; Réfléchir sur la voie à suivre pour la gestion de la transhumance dans le bassin du lac Tchad, la RDC, la RCA, les Républiques du Soudan et le Soudan du Sud, en particulier dans le contexte de la sécurité, de la résolution des conflits, de la collaboration transfrontalière et de la promotion du développement économique avec un accent sur les communautés transhumantes.

Les points soumis à la délibération des ministres reflètent les questions saillantes débattues lors des réunions d'experts qui sont décrites ci-dessous.

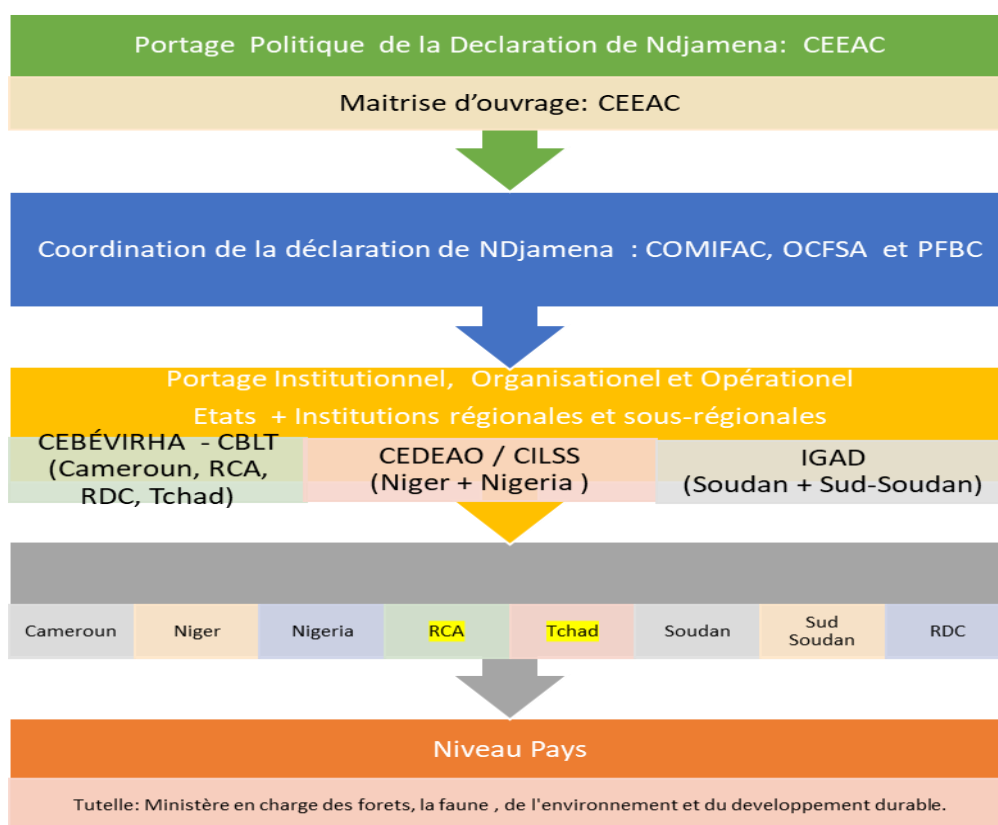
1. **Signature des différents accords transfrontaliers** sur la transhumance en vue de la gestion de la transhumance afin de combattre l'insécurité, le vol de bétail et le contrôle de maladie. La mobilité pastorale transfrontalière et la gouvernance participative transfrontalière font de plus en plus l'objet de négociations à différents niveaux en vue d'assurer la sécurité, la gestion durable des aires protégées et assurer la croissance économique. A cet effet, les accords ci-dessous nécessitent d'être signés.
 - Cameroun-Nigeria
 - RCA-Tchad et Soudan
 - RCA-Nord de la RDC et Sud-Soudan
2. **Mise en place d'un fond de la transhumance.** Ce mécanisme innovant de financement permettra le développement durable de la transhumance. Ce mécanisme de financement appuiera la mise en œuvre des Plans d'Investissement Pluriannuel.
3. **Néo-pastoralisme.** Les actions du néo-pastoralisme se manifestent au niveau local par des accaparements des vastes espaces de terres, les divers trafics et la circulation incontrôlées des armes. Cela conduit à la conduite d'énormes troupeaux de bétail dans les aires protégées de la frange nord de l'Afrique centrale dans la forêt tropicale du Bassin du Congo. En plaidant pour une approche intégrée de la conservation et du développement dans un contexte d'accroissement de la taille du bétail et de néo-pastoralisme, ce phénomène qui est relativement récent mérite un encadrement juridique et une meilleure régulation pour limiter les conflits. Par ailleurs, la Déclaration de Ndjamena recommande à la CEEAC, de fédérer les initiatives avec les autorités en charge des frontières, de la sécurité et de la défense pour la compréhension et la mise en œuvre de la « Convention pour le contrôle des armes légères et de petit calibre ».
4. **L'éducation des enfants des nomades et la responsabilisation des femmes.** Sans éducation formelle les nomades sont condamnés à une vie en marge de la politique et de l'économie nationales. Ils ne seront pas en mesure de protéger leurs droits civiques, par exemple l'accès aux ressources naturelles dont ils ont besoin. Il est donc nécessaire de bâtir un système éducatif adapté à leur mobilité. De plus, les femmes jouent un rôle important dans la conduite des troupeaux, ces dernières doivent être responsabilisées dans les mécanismes de prises de décisions.
5. **Institutionnalisation des foras traditionnels transfrontaliers pour une transhumance apaisée :** la création d'un cadre institutionnel animé par les Chefs traditionnels en vue d'accompagner la déclaration de N'Djamena permettra de valoriser les actions, les us, la

culture et les normes locales en matière de transhumance. Ces cadres pourront favoriser l'émergence d'une participation effective des relais traditionnels dans le respect de leurs rôles et responsabilités en matière de prévention et de gestion de conflits dans le cadre de la transhumance transfrontalière. Ce cadre permettra également d'apporter une place importante.

6. Observation spatiale des déterminants de la transhumance.

Afin de fournir aux décideurs, depuis les institutions régionales aux entités territoriales décentralisées, en passant par les administrations nationales, et opérateurs de terrain, les services informationnels (systèmes d'alertes précoces, bulletin de veille, cartes et autres analyses spatiales) nécessaires à la gestion apaisée de la transhumance transfrontalière en Afrique centrale, l'observatoire des Forêts d'Afrique Central devrait approfondir sa collaboration avec IGAD, OBAPAO et les institutions régionales d'Afrique de l'Ouest et de l'Est pour assurer le déploiement rapide de capacités de suivi et d'accompagnement de la transhumance transfrontalière dans les huit pays concernées par la Déclaration de Ndjamena, et la prise en compte des défis et enjeux qui dépassent ses frontières.

7. Le portage institutionnel pour la mise en œuvre de la déclaration de N'Djamena. Le portage institutionnel proposé est consigné ci-dessous. Il nécessite un examen de la part des Ministres.





MOTION DE REMERCIEMENT DES PARTICIPANTS

**Deuxième Conférence Internationale des Ministres
sur la Transhumance Transfrontalière Nexus :
transhumance, aires protégées et ressources
naturelles, développement, paix et sécurité**

Tenue à

Yaoundé au Cameroun du 10 au 12 Juillet 2023

Réunis du 10 au 12 juillet 2023, à Yaoundé (Cameroun), à l'occasion de la deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière. Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement durable, paix et sécurité, avec l'appui conjoint de la Facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), et du Gouvernement de la République du Cameroun, sous le Très Haut Patronage de Son Excellence, Monsieur PAUL BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'État,

Nous participants, exprimons notre reconnaissance à son Excellence Monsieur PAUL BIYA, Chef de l'Etat du Cameroun, pour l'intérêt qu'il porte dans la recherche des solutions à la gestion durable de la biodiversité et à la promotion d'une transhumance apaisée.

Saluons la forte mobilisation des experts des pays concernés par la problématique de la transhumance et les partenaires techniques et financiers,

Adressons nos sincères remerciements au Facilitateur de la République Fédérale d'Allemagne pour le PFBC, l'Honorable Dr Christian RUCK, pour la parfaite organisation de ces assises.

Accueillons la Co-Facilitation France-Gabon

Remercions tous ceux qui ont contribué à la bonne organisation de cette conférence.

Fait à Yaoundé, le 12 juillet 2023

LES PARTICIPANTS



MOTION DE REMERCIEMENT DES MINISTRES

**Deuxième Conférence Internationale des Ministres
sur la Transhumance Transfrontalière Nexus :
transhumance, aires protégées et ressources
naturelles, développement, paix et sécurité**

Tenue à

Yaoundé au Cameroun du 10 au 12 Juillet 2023.

Réunis du 10 au 12 juillet 2023, à Yaoundé (Cameroun), à l'occasion de la deuxième Conférence Internationale des Ministres sur la Transhumance Transfrontalière. Nexus : transhumance, aires protégées et ressources naturelles, développement durable, paix et sécurité, avec l'appui conjoint de la Facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), et du Gouvernement de la République du Cameroun, sous le Très Haut Patronage de Son Excellence, Monsieur PAUL BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'État,

Nous les Ministres et Chef de Délégation prenant part aux présentes assises exprimons notre reconnaissance à son Excellence Monsieur PAUL BIYA, Chef de l'Etat du Cameroun, pour l'intérêt qu'il porte dans la recherche des solutions à la gestion durable de la biodiversité et à la promotion d'une transhumance apaisée.

Adressons nos remerciements au gouvernement du Cameroun pour avoir autorisé la tenue de cette conférence à Yaoundé,

Exprimons nos remerciements au peuple Camerounais pour l'accueil et l'hospitalité.

Fait à Yaoundé, le 12 juillet 2023

LES MINISTRES